



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

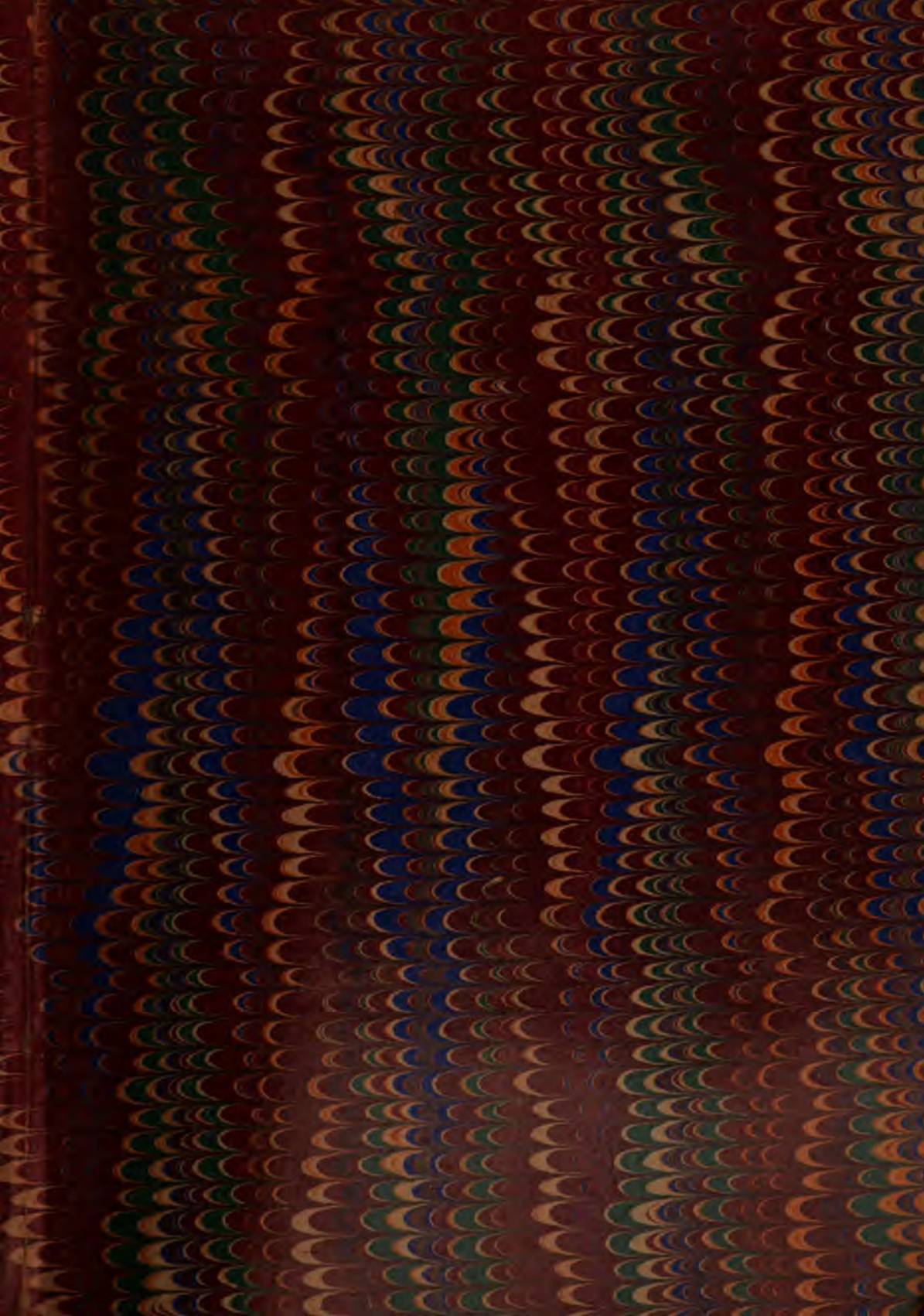
En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

B 50042 0

LIBRAIRIE ANCIENNE
et MODERNE
BADIOU-AMANT
7, Rue du Plat, LYON
ACHAT DE BIBLIOTHÈQUES



SILAS WRIGHT DUNNING
BEQUEST
UNIVERSITY OF MICHIGAN
GENERAL LIBRARY



Not
Wright
Not

#C
611
#781
58

148
SOCIÉTÉ DÉPARTEMENTALE
D'ARCHÉOLOGIE & DE STATISTIQUE

DE LA DROME

TOME VINGT-HUITIÈME

VALENCE. — IMPRIMERIE JULES CÉAS ET FILS

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ (DÉPARTEMENTALE)
D'ARCHÉOLOGIE
ET
DE STATISTIQUE
DE LA DROME



Colligite ne pereant.

TOME VINGT-HUITIÈME

— 1894 —



VALENCE
AU SECRÉTARIAT DE LA SOCIÉTÉ, RUE FARNERIE, 31

—
M.DCCC.XCIV

10

Running
Nijhoff
5-4-27
13603

Les discussions soulevées pour et contre l'authenticité de la charte XVI du 2^e *Cartulaire* de S. Hugues paraissaient devoir être closes, après le savant travail de Mgr Bellet, publié en 1889 dans le *Bulletin de la Société d'Archéologie de la Drôme*. Un écrivain du *Bulletin critique*, vient cependant de rouvrir le débat. A ses yeux, partisans et adversaires sont allés trop loin, et il s'efforce de prouver les torts des uns et des autres.

Mgr Bellet interjette appel de ce jugement et motive son refus d'y acquiescer par des arguments sérieux et décisifs.

Si la priorité de possession territoriale à Grenoble et aux environs par les évêques ou par les Dauphins nous passionne médiocrement dans la Drôme, l'honneur de S. Hugues, historien, un de nos compatriotes les plus illustres, ne saurait nous laisser indifférents.

L'authenticité de ses *Cartulaires* ayant été reconnue par les paléographes les plus habiles, il est inutile d'insister sur ce point. Seule la charte XVI est attaquée de

nouveau non pas comme fausse absolument, mais écrite sur des traditions erronées ou peu sûres.

Dans sa nouvelle étude Mgr Bellet fait bonne justice de cette théorie nouvelle, et sa démonstration nous semble péremptoire.

Le voisinage de Châteauneuf-d'Isère, berceau de S. Hugues, avec Albon, Génissieux et autres localités où les Dauphins parurent d'abord, exclut *à priori* les traditions erronées sur leurs modestes commencements ; d'autre part, les rapports fréquents d'Odilon, père de l'évêque historien, avec l'Eglise de St-Donat, s'opposent à la nécessité de recourir à des traditions incertaines et étrangères. Le seigneur de Châteauneuf combattit en effet à Collonge près Saint-Donat, Geoffroy de Moirans, partisan du Dauphin. Pareil service lui valut forcément la reconnaissance et l'amitié du chapitre gardien des traditions de l'église de Grenoble même.

Ce simple fait et les raisons multiples développées avec talent par Mgr Bellet, nous permettent d'espérer un excellent accueil au travail que nous soumettons à tous les amis de la vérité historique.

A. LACROIX.

DE GALLIER.



DU TÉMOIGNAGE HISTORIQUE
DE
SAINT HUGUES
Evêque de Grenoble

Réponse à une nouvelle théorie

On sait que les Cartulaires de l'Eglise de Grenoble, appelés également Cartulaires de S. Hugues, contiennent une charte — la XVI^e du 2^e Cartulaire — qui a été le sujet de nombreuses attaques de la part d'un érudit dauphinois, M. de Terrebasse. Ces attaques sont développées dans un ouvrage posthume, paru en 1875, quatre ans après la mort de l'auteur (1).

Nous avons nous-même, en 1889, répondu à M. de Terrebasse et à ceux qui ont cru devoir le suivre, dans

(1) *Œuvres posthumes de A. de Terrebasse*, Vienne, Savigné, 1875, in-8°, contenant : *Notice historique et critique sur l'origine de la première race des Dauphins de Viennois*.

un livre spécial qui a pour titre : *Examen critique des objections soulevées contre la charte XVI du 2^m Cartulaire de l'Eglise de Grenoble*.

Or, ce livre a été l'objet, dans le *Bulletin critique*, année 1891, d'un compte-rendu signé R. D., où, à côté de choses exactes il s'en trouve d'autres qui le sont très peu, et que nous ne devons pas laisser passer sous silence. Qu'on le sache bien, nous avons à cœur le témoignage historique de S. Hugues ; nous l'avons défendu, nous le défendrons encore, et tant qu'il nous sera permis de tenir une plume, nous examinerons et nous réfuterons toutes les difficultés, toutes les objections, quelles qu'elles soient, et cela, sans nous lasser jamais ! Certes, ce n'est point là un parti pris, mais le résultat d'une étude approfondie de la question et des textes, qui a formé chez nous une conviction inébranlable ; c'est donc l'amour seul de la vérité qui nous guide et nous inspire, toute autre préoccupation n'est pas ici en cause et doit être impitoyablement écartée.

Voilà pourquoi nous allons répondre brièvement mais substantiellement à M. R. D.

Afin que le lecteur soit bien en mesure de juger impartialement avec nous son compte-rendu, nous commencerons d'abord par le reproduire in-extenso ; on verra ensuite ce qu'il faut en penser.

I

Voici comment s'exprime M. R. D. :

« L'un des cartulaires de l'Eglise cathédrale de Grenoble;
« connus sous le nom de *Cartulaires de Saint Hugues*, ren-
« ferme une charte dont le préambule a suscité de vives
« controverses. Sa forme quelque peu insolite (1), certaines
« assertions embarrassantes quand on les prend trop à la
« lettre (2), ont provoqué des objections (3), et bien que l'au-
« thenticité matérielle de ce préambule ne soit pas contestable,
« on s'est demandé s'il était moralement vrai. Avant d'entrer
« en matière le rédacteur de la charte a cru nécessaire de
« rappeler de quelle façon s'était constitué le pouvoir tem-
« porel des évêques de Grenoble et comment il avait été peu
« à peu amoindri par les usurpations des comtes d'Albon.
« A une époque qui n'est pas indiquée, mais vraisemblable-
« ment vers le milieu du X^e siècle, les « païens », c'est-à-
« dire les Sarrasins, auraient ravagé tout le territoire du
« diocèse de Grenoble, exterminant ou chassant devant eux
« la population des campagnes. Leurs progrès n'auraient été
« arrêtés que par l'évêque Isarn (950-976), qui, organisant la
« résistance aux envahisseurs, aurait réussi à les rejeter hors

(1) Nous avons déjà répondu dans notre livre à cette observation qui ne prouve rien ; nous y reviendrons plus loin.

(2) Aucune assertion du préambule n'est embarrassante, même quand on la prend trop à la lettre. Que dans le texte de la charte, il y ait des expressions et des pensées obscures, soit ; mais si elles sont obscures pour nous, elles ne l'étaient pas pour S. Hugues et ses contemporains.

(3) Toutes ces objections ont une réponse et une solution dans notre livre.

« du Graisivaudan. Il se serait ensuite efforcé de rétablir
 « l'ordre dans son diocèse, de le repeupler en y appelant des
 « gens de toutes conditions, auxquels il distribua des terres
 « et des châteaux. C'était agir en maître absolu du sol, et, en
 « effet, le cartulaire nous dit que l'évêque posséda son évêché
 « en alleu, *per alodium*, en vertu de son droit de conquête.
 « Ses successeurs furent moins heureux. Ils ne tardèrent pas
 « à être inquiétés et spoliés par de puissants rivaux, dont la
 « fortune grandit rapidement à partir du milieu du XI^e siècle,
 « par les comtes d'Albon doublement usurpateurs et des
 « biens d'églises et du titre de comte que nul d'entre eux ne
 « portait au temps d'Isarn (1). Tels sont en peu de mots, et
 « en négligeant les détails secondaires, les faits que M. Bellet
 « a soumis, après bien d'autres, à un examen critique. On
 « voit qu'un « préambule » était nécessaire pour rendre
 « intelligible le titre de cette brochure, qui a le tort de sup-
 « poser la masse des lecteurs déjà familiers avec une question
 « fort obscure d'histoire locale (2).

« M. Bellet prend au pied de la lettre toutes les assertions
 « du cartulaire (3), en s'efforçant de les justifier et de répon-

(1) M. R. D. omet ici un point important : « que nul d'entre eux ne portait au temps d'Isarn » *dans le diocèse de Grenoble*. S. Hugues ne parle que du diocèse de Grenoble ; que les comtes d'Albon aient eu le pouvoir comtal dans le diocèse de Vienne, par exemple, il n'y contredit pas ; il affirme seulement qu'ils n'avaient pas ce pouvoir dans le diocèse de Grenoble sous l'épiscopat d'Isarn.

(2) M. R. D. n'a probablement pas étudié le chapitre I de notre livre qui est un véritable « préambule », où la question est exposée sous toutes ses faces. Il est vrai qu'il ne vise ici que « le titre » ; il ignore sans doute que, pour les rares érudits qui s'occupent de notre histoire locale, ce titre est suffisamment clair et explicite. Quant à « la masse des lecteurs », tous les Cartulaires du monde l'intéressent fort peu ; elle va ailleurs et lit tout autre chose que des critiques de chartes.

(3) Nous n'avons pas pris au *pied de la lettre* toutes les assertions du Cartulaire. Pour s'en convaincre on n'a qu'à lire notre chap. II, intitulé : *Le texte du préambule*, cf. surtout les p. 25-26.

« dre aux objections qu'elles ont soulevées. Ces objections
 « sont de telle nature que, si elles étaient admises, il ne sub-
 « sisterait rien du texte contre lequel elles portent. D'après
 « M. de Terrebasse qui les a formulées, le premier, avec une
 « grande netteté, il n'y a pas un mot de vrai dans les faits
 « relatés par saint Hugues. Tout, jusqu'à la prétendue inva-
 « sion des Sarrasins, est du domaine de la légende, ou plutôt
 « invention pure, car l'évêque de Grenoble n'a pas seulement
 « été crédule, il a menti sciemment. Il n'ignorait pas que son
 « pouvoir temporel avait une origine différente de celle qu'il
 « indiquait, qu'il n'aurait jamais pu se constituer tant qu'il
 « y eut un roi de Bourgogne. Comme le pouvoir des comtes
 « d'Albon, il avait pour fondement une usurpation et n'était
 « pas antérieur à la mort de Rodolphe III.

« Le premier inconvénient de ce système, si absolu, quoi
 « qu'on ne puisse invoquer à l'appui aucune preuve directe (1),
 « est de mettre en cause, bien gratuitement, la personne
 « même de saint Hugues et d'introduire ainsi un nouvel
 « élément dans le débat. M. de Terrebasse a d'ailleurs apporté
 « dans ses attaques contre l'évêque de Grenoble une vivacité
 « singulière, tout à fait hors de saison, et les exagérations
 « auxquelles il s'est laissé entraîner ont rendu la tâche de son
 « contradicteur plus facile. L'argumentation de M. Bellet est
 « très serrée, subtile même ; il n'est pas douteux que sur plus
 « d'un point il ne soit dans le vrai. En doit-on conclure que
 « le retour à l'opinion qu'on peut appeler traditionnelle s'im-
 « pose désormais ? Il faut se garder d'être aussi affirmatif en
 « une matière, où, de toute façon, la conjecture tient une
 « si large place. Voici, me semble-t-il, ce qu'on pourrait
 « dire, non pas pour concilier deux théories qui s'excluent,
 « mais pour prouver ce qu'elles ont l'une et l'autre d'excessif.

« A l'époque où fut rédigé le second cartulaire de l'Église
 « de Grenoble (premier tiers du XII^e siècle), on était déjà

(1) Ni indirecte, aucune !

« loin des événements qui sont relatés dans le préambule de
 « la charte XVI. Rappelons que l'invasion des Sarrasins dans
 « le Graisivaudan remonte au milieu du X^e siècle. Notons
 « aussi, — car cette date a pour l'histoire de la région une
 « très grande importance, — que le dernier roi de Bourgogne
 « était mort depuis près d'un siècle. Dans ces conditions, il
 « est très admissible que la légende se fût déjà emparée de
 « certains faits. Des traditions souvent contradictoires devaient
 « s'accréditer sans peine à une époque où le caractère des
 « événements s'altérait facilement, où l'on n'était pas très
 « habile à démêler la vérité historique (1). L'évêque de Gre-
 « noble a soigneusement recueilli les traditions qui étaient
 « favorables à ses prétentions et mettaient les torts du côté
 « de son adversaire, le comte d'Albon (2). C'est tout ce que
 « l'on est en droit de dire.

« Qu'Isarn ait pris une part personnelle et considérable à

(1) Fort bien, mais M. R. D. oublie de nous donner la preuve de ce qu'il avance. Et puis, comme il est croyable que des événements d'un puissant intérêt, tels que ceux qui sont ici en cause, se soient altérés facilement !

« Le caractère des événements s'altérait facilement, et l'on n'était pas très habile à démêler la vérité historique. » M. R. D. résout la question par la question : S. Hugues rapporte des faits, il les affirme formellement, et pour mettre en suspicion son témoignage, on assure qu'alors « on n'était pas très habile à démêler la vérité. »

Le procédé peut être très commode, mais à coup sûr il est très peu scientifique.

(2) Comme M. de Terrebonne, M. R. D. suppose gratuitement ce qui est nécessaire à sa thèse. D'après lui, « l'évêque de Grenoble a soigneusement recueilli les traditions qui étaient favorables à ses prétentions et mettaient les torts du côté de son adversaire. » Qu'en sait-il ? Ici encore une preuve au moins serait nécessaire. Nous ne nous lasserons pas de le répéter, dans toute cette controverse, les adversaires n'ont pas un seul texte à opposer au témoignage si formel de S. Hugues ; ils ne procèdent que par insinuations et suppositions ; ce n'est pas là de la critique, c'est de l'arbitraire.

« l'expulsion des Sarrasins, il n'y a aucune difficulté à l'admettre. Eût-il même, comme l'écrivit non sans ironie M. de Terrebasse, transformé sa crosse en épée, que je n'en serais point choqué. L'évêque féodal ne fait pas trop mauvaise figure dans nos chansons de geste, et, au demeurant, on ne peut que louer Isarn de l'initiative qu'il a prise et des résultats qu'il a obtenus. Après la défaite des Sarrasins, sa situation dans le Graisivaudan a dû être très forte. Il n'est pas impossible qu'il ait joui d'une indépendance presque complète.

« Un point qui n'est pas en discussion, c'est qu'en raison des liens de parenté existant entre Hugues le Vieux (leg. Guigues le Vieux) et les deux premiers successeurs d'Isarn, les évêques Humbert et Mallenus, la puissance des comtes d'Albon s'est beaucoup accrue pendant la première moitié du XI^e siècle. Mais on sait que pendant cette même période se produisit un événement capital, la mort du dernier roi de Bourgogne (1032). Cette mort semble avoir été le signal d'un véritable démembrement de l'ancien royaume de Bourgogne. Une charte curieuse publiée par M. Roman (1), et dont M. Bellet n'a peut-être pas tenu un compte suffisant (2) montre fort bien comment les choses se sont passées

(1) J. Roman. *Deux chartes dauphinoises inédites du XI^e siècle*. Grenoble, Allier, 1886, in-8°, p. 13. (Note de M. R. D.).

(2) M. R. D. estime que nous n'en avons pas tenu « un compte suffisant. » Ce que nous en avons dit (p. IV-V) nous paraît au contraire « suffisant. » Que dans le diocèse de Gap les choses se soient passées comme on le dit, au moment où l'on se partageait les dépouilles du dernier roi de Bourgogne, c'est fort possible. Mais il n'y a aucune assimilation à faire en ce qui concerne le diocèse de Grenoble, où, grâce à l'évêque Isarn, libérateur du pays, la situation était tout autre. M. R. D. en a fait l'aveu plus haut : « Sa situation dans le Graisivaudan a dû être très forte. Il n'est pas impossible qu'il ait joui d'une indépendance presque complète. » Ces propres paroles de M. R. D. suffisent à établir que la charte publiée par M. Roman, n'a, en ce qui concerne le diocèse de Grenoble, aucune portée, aucune signification.

« dans une ville épiscopale, au moins à Gap. Je suis porté à
 « croire que dans le diocèse de Grenoble le dénoûment de la
 « crise ouverte par la mort de Rodolphe III a aussi été un
 « partage entre le comte et l'évêque. Dépassons un peu le
 « fameux » préambule ; lisons la charte en tête de laquelle
 « il est placé. Qu'en ressort-il ? Que l'évêque de Grenoble et
 « le comte d'Albon étaient copropriétaires d'un certain nom-
 « bre de domaines, et que, suivant la loi de ce genre d'asso-
 « ciation, le plus fort n'avait pas tardé à dépouiller le plus
 « faible. Mais cette indivision, comment l'expliquer, sinon
 « par un arrangement provisoire conclu au lendemain de la
 « mort de Rodolphe III ? (1) La charte de Gap me paraît créer
 « en faveur de cette opinion, au moins une très forte pré-
 « somption.

« J'en ai déjà beaucoup trop dit sur un sujet aussi spécial
 « et il ne m'est pas possible de m'appesantir davantage sur
 « cette controverse.

« En somme, le mémoire de M. Bellet met à néant les exa-
 « gérations que l'on pouvait justement reprocher à M. de
 « Terrebasse et qu'avait déjà répudiées le récent historien de
 « Grenoble, M. Prudhomme (2). Tout en se ralliant à l'opi-
 « nion de M. de Terrebasse, M. Prudhomme ne conteste pas

(1) Il y a une autre explication, c'est celle que nous donne S. Hugues : Les évêques de Grenoble possédaient antérieurement aux comtes d'Albon ; et M. R. D. a reconnu lui-même qu'il « n'est pas impossible qu'Isarn ait joui d'une indépendance presque complète. » Ceci posé, les domaines où l'on voit figurer comme copropriétaires le comte et l'évêque, avaient été, en principe, enlevés de vive force au siège épiscopal injustement dépouillé. L'évêque réclamait, au moins S. Hugues, mais il était le plus faible et succombait trop souvent. Nous avons traité cette question dans notre livre, passim, voir surtout p. 136-142. Le raisonnement de M. R. D. est emprunté de M. de Terrebasse ; nous l'avons amplement réfuté, *ibid.*

(2) Est-ce bien sûr ? Que M. R. D. lise la p. 67 de l'*Histoire de Grenoble* où il est dit que « S. Hugues ne croyait pas aux conquêtes d'Isarn », et qu'il a inventé une fabuleuse légende.

« la réalité d'une invasion des Sarrasins dans le Graisivaudan.
 « En revanche M. Bellet me paraît s'être attaché beaucoup
 « trop à la lettre de ce préambule (1) dont il est malaisé de
 « définir le vrai caractère, qui n'est peut-être qu'une vulgaire
 « pièce de procédure, alors qu'on veut y voir une sorte de
 « testament de saint Hugues (2). En tout cas, il est difficile
 « de ne pas admettre à l'encontre de ce texte célèbre, qu'après
 « la mort de Rodolphe III un partage ait été opéré entre
 « l'évêque de Grenoble et le comte d'Albon (3). Parler ici
 « d'usurpations, c'est employer un bien gros mot. Le comte
 « et l'évêque trouvèrent le pouvoir par terre et le ramassèrent,
 « ce qui est l'un des moyens les moins malhonnêtes de le
 « prendre. Il faut ajouter que la vérité ne se dégagera peut-
 « être jamais d'une étude partielle, si consciencieuse et si
 « pénétrante soit-elle. On l'a dit avec raison, c'est une étude
 « d'ensemble qu'il faudrait entreprendre (4). Pour mettre fin
 « à une interminable controverse et pour interpréter les docu-
 « ments en litige, il y aurait lieu de rechercher dans toute
 « l'étendue de l'ancien royaume d'Arles (5) depuis Besançon

(1) Nous avons relevé plus haut cette assertion.

(2) Nous n'y voyons pas « une sorte de testament », ce serait ridicule ; nous y voyons ce qui s'y trouve, un simple récit, pas autre chose.

(3) Pour admettre « à l'encontre de ce texte célèbre » un partage entre l'évêque de Grenoble et le comte d'Albon, à la mort de Rodolphe III en 1032, il faut au moins une preuve. Or, cette preuve n'existe pas, on est obligé de recourir à de simples suppositions, ce qui est insuffisant.

(4) Paul Fournier. *Discours sur les travaux des membres de l'Académie delphinale en 1887 et 1888*. Grenoble, Allier, 1888, in-8°, p. 23. (Note de M. R. D.).

(5) Quand bien même dans « toute l'étendue de l'ancien royaume de Bourgogne », nous constaterions en plusieurs villes épiscopales les évêques et les comtes aux prises les uns avec les autres pour se partager les dépouilles d'un pouvoir déchu, — et nous croyons que les choses se sont ainsi passées, par exemple à Genève, à Valence, à Die et à Gap, — néanmoins, appuyés sur un document formel, qui est le témoi-

« et Lausanne jusqu'à la mer, comment s'est constitué le
 « pouvoir temporel des évêques, en même temps que celui
 « des grandes familles seigneuriales et quels ont été les rap-
 « ports entre ces deux pouvoirs.

R. D. »

II

Nous avons tenu à citer en entier ce compte-rendu ; il nous reste maintenant à montrer en quoi il est contestable.

Nous commencerons par faire remarquer qu'il y a dans tout ce débat deux choses très distinctes, et qu'il est de toute justice de séparer : la personnalité de S. Hugues et le récit dont il est l'auteur. Un historien peut fort bien rapporter, avec une parfaite bonne foi, des faits qu'il croit vrais, et qui, en réalité, se trouvent être inexacts ou même faux. Cela arrive tous les jours, même aux plus perspicaces, sans qu'on y trouve un prétexte d'incriminer leur sincérité. Il est bien évident que S. Hugues peut, lui aussi, se trouver dans le même cas, et dès lors, si son récit est erroné, tout ce que nous en devons conclure, c'est qu'il a été induit en erreur, rien de plus. Il faut donc, pour être juste, éliminer de la discussion sa propre personne, comme le reconnaît du reste M. R. D.

gnage de S. Hugues, nous dirions toujours qu'à Grenoble il en a été autrement qu'ailleurs ; que les évêques ont possédé le pouvoir avant les comtes, et que ceux-ci sont venus postérieurement. En dehors du témoignage de S. Hugues, nous trouvons de ce fait une preuve sans réplique dans les monnaies féodales de Grenoble. Nous parlerons plus loin de cet argument décisif.

Par conséquent, la question est d'ordre purement historique, et c'est uniquement sur ce terrain que nous allons l'envisager.

Si l'on veut bien examiner attentivement les appréciations de M. R. D., on constatera qu'il y a là comme une sorte d'*éclectisme* où l'on a essayé, non pas de concilier — ce qui est impossible — deux sentiments contradictoires, mais de prendre un peu de chaque côté, de faire à chacun sa part de critique, même d'éloge, et enfin de montrer ce qu'il y a de part et d'autre d'outré, d'excessif, et qui doit être rejeté. L'intention est louable ; le résultat qu'on s'est proposé a-t-il été atteint ? On va en juger.

M. R. D. nous dit en substance ceci : M. de Terrebasse a commis des exagérations fâcheuses ; il a attaqué « avec une vivacité singulière » la personne même de S. Hugues, qui doit être mise hors de cause ; quant au récit du cartulaire, il n'a rien admis et tout rejeté, ce qui est trop absolu et peu juste.

De son côté, le défenseur de S. Hugues prend trop à la lettre le texte controversé, où, à côté de choses vraies il y en a d'autres inexactes et contestables. D'après S. Hugues, ses prédécesseurs étaient seigneurs temporels indépendants, et les comtes Guigues n'étaient, eux, que des usurpateurs ; tandis qu'en réalité évêques et comtes n'avaient pas plus de droits les uns que les autres ; profitant des circonstances, à savoir la chute du royaume de Bourgogne, ils s'emparèrent du pouvoir et se créèrent des principautés. De là des luttes, des partages et, en définitive, la prédominance du plus fort, le comte, sur le plus faible, l'évêque. Ce qui tend à le prouver, c'est que nous voyons des faits analogues se passer à Gap, où l'évêque et le comte de Provence se disputèrent les dépouilles du dernier roi, Rodolphe III.

Voilà, si nous ne nous trompons, le fond même du sentiment de M. R. D., tel qu'il ressort de son article ; examinons-le un instant.

L'exposé que M. R. D. fait du système de M. de Terre-basse est exact ; il en reconnaît les exagérations et les côtés défectueux, pas tous, mais quelques-uns et pas des moindres. C'est alors qu'il intervient : « L'argumentation de M. Bellet « est très serrée, subtile même ; il n'est pas douteux que sur « plus d'un point il ne soit dans le vrai. En doit-on conclure « que le retour à l'opinion qu'on peut appeler tradition- « nelle s'impose désormais ? Il faut se garder d'être aussi « affirmatif en une matière, où, de toute façon, la conjecture « tient une si large place. Voici, me semble-t-il, ce qu'on « pourrait dire, non pas pour concilier deux théories qui « s'excluent, mais pour montrer ce qu'elles ont l'une et « l'autre d'excessif. »

M. R. D. oublie une chose essentielle, c'est que nous nous trouvons en présence de deux situations très différentes, et qu'il met sur le même pied d'égalité. D'une part S. Hugues, qui est un narrateur et dont le récit forme un témoignage historique ; d'autre part, un érudit moderne, M. de Terre-basse, qui combat ce témoignage. Par conséquent, l'expression *théories* ne saurait convenir indistinctement à l'un et à l'autre.

Il ne s'agit, en ce qui concerne S. Hugues, ni de théorie, ni d'opinion traditionnelle, il s'agit de la valeur de son témoignage ; toute la question est là.

M. R. D. estime que, sur plus d'un point, nous sommes dans le vrai. C'est une concession incomplète, car il a soin d'ajouter qu'on n'en peut « conclure que le retour à l'opinion traditionnelle s'impose désormais. » — Pourquoi ? Parce que « il faut se garder d'être aussi affirmatif en une matière, où, « de toute façon, la conjecture tient une si large place. »

Oui, la conjecture tient une très large place, mais chez M. de Terre-basse ; nous l'avons prouvé surabondamment dans notre livre. Quant à S. Hugues, lorsque M. R. D. aura établi que, chez lui aussi, la conjecture tient une large place, alors nous nous rangerons à son avis.

Cependant, M. R. D. essaye de le démontrer, écoutons-le :

« A l'époque où fut rédigé le second cartulaire de l'Eglise
 « de Grenoble (premier tiers du XII^e siècle), on était déjà
 « loin des événements qui sont relatés dans le préambule de
 « la charte XVI. Rappelons que l'invasion des Sarrasins
 « dans le Graisivaudan remonte au milieu du X^e siècle.
 « Notons aussi, — car cette date a pour l'histoire de la
 « région une très grande importance, — que le dernier roi
 « de Bourgogne était mort depuis près d'un siècle. Dans
 « ces conditions, il est très admissible que la légende se fût
 « emparée de certains faits. Des traditions souvent contra-
 « dictoires devaient s'accréditer sans peine à une époque où
 « le caractère des événements s'altérait facilement, où l'on
 « n'était pas très habile à démêler la vérité historique
 « L'évêque de Grenoble a soigneusement recueilli les tradi-
 « tions qui étaient favorables à ses prétentions et mettaient
 « les torts du côté de son adversaire, le comte d'Albon. C'est
 « tout ce que l'on est en droit de dire. »

Voilà la part que M. R. D. fait au système de M. de Ter-
 rebasse ; ce qui suit est pour nous, on le verra tout à l'heure.

Remarquons qu'il n'y a, dans tout ce raisonnement, qu'une
 simple hypothèse : M. R. D. a besoin de montrer qu'au mo-
 ment où écrivait S. Hugues on était loin des événements re-
 latés dans la charte XVI, que la légende avait eu le temps de
 se former, que des traditions souvent contradictoires s'étaient
 accréditées sans peine à une époque où le caractère des évé-
 nements s'altérait facilement et où l'on n'était pas très habile
 à démêler la vérité historique. Alors S. Hugues « a soigneu-
 sement recueilli les traditions qui étaient favorables à ses
 prétentions et mettaient les torts du côté de son adversaire. »

C'est ici que la part de la conjecture est grande ! N'en
 déplaît à M. R. D., sa manière de voir n'est pas fondée.

Le 2^e cartulaire de l'Eglise de Grenoble a été rédigé dans
 le premier tiers du XII^e siècle, on peut même avec toute
 probabilité fixer la date de 1115 ; c'est dans la charte XVI

de ce cartulaire que se trouve le texte si discuté. Remarquons tout d'abord qu'à l'époque où la charte a été écrite, S. Hugues, né en 1052, était âgé de 63 ans, qu'il était évêque depuis 35 ans, et qu'enfin au moment de sa consécration épiscopale (1080) un demi-siècle à peine le séparait de la mort de Rodolphe III (1032). De sorte qu'entre son épiscopat et celui d'Isarn (950-976...) il y a un siècle d'intervalle, car Isarn a dépassé sûrement l'année 976, sur ce point aucun doute n'est possible.

Par conséquent, les événements dont S. Hugues a fait le récit se sont accomplis, les uns 130 ans, les autres 50 ans avant qu'il ne fût évêque de Grenoble. Voilà une situation chronologique dont il faut tenir grand compte.

Cela étant — et il ne peut pas en être autrement — le narrateur a-t-il été en mesure de savoir exactement ce qui s'était passé d'important dans la contrée 50 et 130 ans avant lui ? A-t-il pu savoir notamment ce qu'il rapporte de l'un de ses prédécesseurs, l'évêque Isarn ?

Ou bien au contraire, a-t-il été induit en erreur, se faisant, de bonne foi, l'écho de légendes confuses et de traditions fabuleuses et contradictoires ?

C'est le sentiment de M. R. D., ce n'est pas le nôtre, voici pourquoi : Non seulement S. Hugues n'a pas été induit en erreur et n'a pas rapporté des légendes confuses et des traditions fabuleuses, mais il était en mesure d'être parfaitement renseigné et de démêler la vérité historique. Ici, nous ferons appel, non pas à des suppositions, mais à des faits, et à des faits certains, indéniables.

Constatons d'abord qu'Odilon son père mourut le 23 mai 1121, presque centenaire, *fere centenarius* (1). Odilon avait donc au moins 10 ans lorsque mourut en 1032 Rodolphe III, dernier roi de Bourgogne. Il était le contemporain de Guigues le Vieux, qui fut le premier usurpateur des biens de

(1) Le Coulteux, *Annales Ordinis Cartusiensis*, I, p. 253-54.

l'Église de Grenoble et qui se fit moine à Cluny en 1057, où il mourut en 1075.

Remontons un peu plus haut ; le père d'Odilon, grand-père de S. Hugues, vivait du temps de l'évêque Isarn ; sa demeure de Châteauneuf-d'Isère était dans le voisinage de Romans, où Isarn était abbé de Saint-Barnard. Par conséquent, rien que dans sa propre famille, auprès de deux générations, son grand-père et son père, S. Hugues pouvait trouver des éléments d'informations très suffisants. Certainement ces deux personnages savaient à quoi s'en tenir sur les invasions des « patens » et sur les usurpations des comtes Guigues. S'il s'était agi d'événements obscurs, sans intérêt ni importance, qui ne laissent pas de traces après eux et qui dès lors s'effacent peu à peu et finissent par disparaître de la mémoire, on comprendrait que la légende s'en soit emparée et qu'une tradition confuse ait pu embrouiller les choses. Mais ici, rien de semblable. Il s'agit d'événements de premier ordre pour tout pays, d'une importance capitale, décisive, et d'une nature telle, que les contemporains pouvaient en toute certitude en transmettre le récit à leurs descendants immédiats. Or, ici, les contemporains sont le père et le grand-père de S. Hugues, et le descendant immédiat c'est le narrateur lui-même. Encore une fois, S. Hugues était admirablement placé pour connaître la vérité ; sa propre famille lui suffisait, sans qu'il lui fût besoin de recourir à d'autres sources. Ces autres sources, il ne les a pourtant pas négligées. Il nous apprend lui-même, dans ses Cartulaires, qu'il avait étudié avec soin les événements passés, que trouvant les archives de son Église détruites et anéanties, il avait dû recourir à celles de Valence et de Lyon ; ce n'est pas là le fait d'un homme qui se laisse abuser par les légendes.

Ces recherches entreprises par S. Hugues prouvent qu'il tenait avant tout à se bien renseigner et à se rendre compte des choses. A cet égard, M. l'abbé Ulysse Chevalier — qui n'a jamais hésité à accepter le récit de l'évêque de Grenoble,

ainsi qu'il nous l'a déclaré — a appelé notre attention sur un détail qui a son importance et qu'il a déjà eu lui-même à constater. Notre savant confrère nous écrivait, à la date du 22 novembre 1893 : « Je vous ai signalé un détail qui établit le soin intelligent mis par S. Hugues à étudier l'histoire des siècles passés. Veuillez lire dans l'*Université Catholique* du mois de décembre 1890 (t. V. p. 503), ce que j'ai dit du catalogue des évêques de Vienne dressé par S. Hugues. Il ressort des tableaux que j'y ai donnés que, jusqu'à M. Hauréau, personne n'avait aperçu la distinction à établir entre Artman et Warmond. Or, cette distinction, que S. Hugues a vue le premier, je la démontre absolument nécessaire dans la nouvelle édition du Cartulaire de S. Barnard de Romans (p. 191) que j'ai commencée du vivant de M. Giraud et que je vais terminer. » Voici maintenant la référence visée par M. U. Chevalier : « Pour défendre la cause de son Eglise compromise par l'exhibition de pièces controuvées, S. Hugues, évêque de Grenoble, fut obligé de faire de véritables travaux d'érudition. La chronologie n'existait guère de son temps ; pour fixer l'époque de ses prédécesseurs et des chartes émanées d'eux, il établit des synchronismes avec les évêques contemporains de Vienne et de Valence. Il témoigne à plusieurs reprises des recherches qu'il fit dans les archives de Lyon, de Valence et de St-Laurent de Grenoble. Ses renseignements sur les archevêques de Vienne comprennent une période de deux siècles. Il est remarquable qu'il donne à Léger son véritable successeur « Artmannus », qu'on a généralement confondu avec Warmond, dont il fut le prédécesseur. » (1) De ces constatations si autorisées il résulte que S. Hugues s'est enquis des événements passés et qu'il l'a fait avec soin et discernement. Nous en avons encore une autre preuve non moins significative. M. Chevalier nous dit qu'il

(1) *Etude sur les catalogues des anciens évêques de la province de Vienne*, dans : *L'Université Catholique*, tome V, p. 503.

« fut obligé de faire de véritables travaux d'érudition », pour soutenir les droits de son Eglise contre les prétentions de son propre métropolitain, Guy de Bourgogne, archevêque de Vienne. Au cours du débat, dans un concile tenu à Autun en 1094, on exhiba contre lui un document du IX^e siècle, par lequel Barnuinus, archevêque de Vienne aurait cédé à Isarn, évêque de Grenoble, le territoire de Saint-Donat et de Sermorenc. Or, S. Hugues prouva que cette pièce était fausse, et il le prouva par un argument sans réplique tirée de la chronologie. En effet, les deux personnages n'étaient pas contemporains, ils étaient même séparés par près d'un siècle. Plus que cela, Alchérius, prédécesseur d'Isarn, possédait déjà les deux territoires de Saint-Donat et de Sermorenc, ainsi que le fait résultait clairement des pièces authentiques produites par l'évêque de Grenoble. Mais, pour en arriver là, ce dernier avait fait les travaux d'érudition dont parle M. Chevalier, et il avait savamment établi des synchronismes qui lui permettaient de s'éclairer et de juger, tout comme doit le faire un critique exercé et judicieux.

Ce n'est pas tout. S. Hugues était un homme intelligent et cultivé ; il avait étudié à l'étranger dans de savantes universités ; son esprit était droit, sensé, positif, se défiant beaucoup des rumeurs publiques, contre lesquelles il se tenait constamment en garde. C'est ce que dit de lui, en termes formels, son contemporain et biographe, Guigues le Chartreux : *Rumores nec interrogabat, nec facile referebat* (1). Il me semble que voilà la marque d'un esprit très peu crédule, et qui n'a pas dû accueillir aveuglément les légendes et les traditions contradictoires, qu'on suppose si gratuitement.

Le témoignage historique de S. Hugues, dans les conditions que nous venons de déterminer, est donc d'une grande valeur, et pour le mettre en doute, il faut autre chose que des

(1) *Vita Sancti Hugonis Gratianopolitani Episcopi* (edito nova, Monstrolii, 1889), p. 20.

hypothèses et des suppositions. Tant qu'on ne pourra pas lui opposer un texte autorisé et contradictoire, on n'en viendra pas à bout. Mais ce texte, on ne le produira jamais, car S. Hugues a dit toute la vérité.

L'opinion de M. R. D. disant que S. Hugues vivait à une époque « où l'on n'était pas très habile à démêler la vérité » et où « le caractère des événements s'altérait facilement », est donc, en ce qui concerne personnellement S. Hugues, une opinion démentie par les faits et, par conséquent, inadmissible.

Voyons maintenant si M. R. D. est plus heureux avec une autre hypothèse, celle qui consiste à prétendre qu'à la mort du dernier roi de Bourgogne (1032) les évêques de Grenoble et les comtes Guigues étaient dans une situation identique et se partageaient entre eux les dépouilles du royaume, source de leur pouvoir temporel. Voici le raisonnement de M. R. D. « Cette mort semble avoir été le signal d'un véritable dé-
« membrement de l'ancien royaume de Bourgogne. Une
« charte curieuse, publiée par M. Roman et dont M. Bellet
« n'a peut-être pas tenu un compte suffisant, montre fort
« bien comment les choses se sont passées dans une ville
« épiscopale, au moins à Gap. Je suis porté à croire que
« dans le diocèse de Grenoble le dénouement de la crise ou-
« verte par la mort de Rodolphe III a aussi été un partage
« entre le comte et l'évêque. Dépassons un peu le fameux
« préambule ; lisons la charte même en tête de laquelle il
« est placé. Qu'en ressort-il ? Que l'évêque de Grenoble et le
« comte d'Albon étaient copropriétaires d'un certain nom-
« bre de domaines, et que, suivant la loi de ce genre d'asso-
« ciation, le plus fort n'avait pas tardé à dépouiller le plus
« faible. Mais cette association, comment l'expliquer, sinon
« par un arrangement provisoire conclu au lendemain de
« la mort de Rodolphe III ? La charte de Gap me paraît
« créer, en faveur de cette opinion, au moins une très forte
« présomption. »

Cette théorie de M. R. D. ne nous semble pas recevable. « La mort du dernier roi de Bourgogne a été le signal d'un véritable démembrement » du royaume, nous sommes entièrement de cet avis, et nous l'avons dit dans notre livre. La charte de Gap, de 1044 prouve que dans cette ville l'évêque et le comte de Provence, en lutte ouverte, finirent par un partage ; M. R. D., jugeant par assimilation, estime qu'il en fut de même à Grenoble ; là, comme à Gap, les biens auraient été dans l'indivision, et « cette indivision, dit-il, comment l'expliquer, sinon par un arrangement conclu au lendemain de la mort de Rodolphe III ? »

Ici, nous ne sommes plus du tout de son avis. Si, à Grenoble on n'avait aucun texte, aucun document, pour nous apprendre comment s'est constitué le pouvoir des évêques et celui des comtes Guigues, nous serions porté à croire que les choses se passèrent comme à Gap, c'est-à-dire par un partage terminant des luttes créées par l'indivision. Mais en ce qui concerne le diocèse de Grenoble nous savons par un témoignage formel, celui de S. Hugues, que les évêques ont précédé les comtes Guigues dans la possession et l'exercice du pouvoir temporel, que ces comtes ne sont venus que postérieurement et par voie d'usurpation. La libération du sol par l'évêque Isarn avait créé une situation absolument différente de la situation du diocèse de Gap, et qui défend d'établir aucun rapprochement comme on s'efforce de le faire.

Au reste, nous allons répondre à M. R. D. par M. R. D. lui-même.

Il a fait l'aveu suivant : « qu'Isarn ait pris une part personnelle et considérable à l'expulsion des Sarrasins, il n'y a aucune difficulté à l'admettre. Eût-il même comme l'écrit « non sans ironie M. de Terrebasse transformé sa crosse en « épée, que je n'en serais point choqué. L'évêque féodal ne « fait pas trop mauvaise figure dans nos chansons de geste, « et au demeurant, on ne peut que louer Isarn de l'initiative « qu'il a prise et des résultats qu'il a obtenus. Après la dé-

« faite des Sarrasins, sa situation dans le Graisivaudan a dû
« être très forte. Il n'est pas impossible qu'il ait joui d'une
« indépendance presque complète. »

Après une telle concession il reste peu à faire à M. R. D. pour revenir à « l'opinion traditionnelle » ; il n'a simplement qu'à reconnaître que S. Hugues n'a pas accueilli aveuglément des légendes fabuleuses et qu'il a été bien informé. Tout le reste que nous défendons est contenu dans les lignes qu'on vient de lire : l'expulsion des Sarrasins par l'évêque Isarn, qui y a pris une part personnelle et considérable, sa situation très forte dans le Graisivaudan, où « il n'est pas impossible qu'il ait joui d'une indépendance presque complète. » Nous n'en voulons pas davantage. Comme conséquence rigoureuse, il suit de là que les évêques de Grenoble jouissaient du pouvoir temporel bien avant les comtes Guigues, que ces derniers sont de beaucoup postérieurs, et que si plus tard ils sont en lutte avec les évêques et leur contestent leur possession, c'est qu'ils ont la force pour eux, et qu'alors « le plus fort n'avait pas tardé à dépouiller le plus faible. » Par conséquent, aucun rapprochement, aucune assimilation n'est possible entre la situation du diocèse de Grenoble et la situation du diocèse de Gap.

III

M. R. D. estime que le texte du préambule est d'une « forme insolite », et qu'il renferme « certaines assertions embarrassantes quand on les prend trop à la lettre. » Pourquoi le texte en question est-il d'une « forme insolite » ? Nous ne le voyons pas, d'autant plus que d'autres cartulaires contiennent de nombreuses chartes dont le début ou préam-

bule est identique au nôtre quant à la forme. Peut-on dire qu'il renferme des « assertions embarrassantes quand on les prend trop à la lettre. » En aucune façon et, à cet égard, il y a dans notre livre tout un chapitre spécial où le texte du préambule est examiné et étudié sous toutes ses faces. Et puis, comme nous l'avons déjà fait remarquer plus haut, certaines expressions sont peut-être pour nous obscures, difficiles à comprendre et nous n'en saisissons pas toute la portée ; mais S. Hugues, qui les employait, s'en rendait parfaitement compte et ne devait éprouver aucune hésitation ; après tout, il écrivait selon sa tournure d'esprit, et nul ne pourra nous dire pourquoi il a employé telle rédaction plutôt que telle autre. — Certes, c'est un des devoirs de la critique des textes d'en contrôler les assertions et les moindres mots ; mais aussi rien ne prête plus à l'arbitraire et à l'illusion que l'emploi de cet argument, et il faut en user avec prudence et discrétion, sous peine parfois de tomber dans d'étranges méprises. Qu'on nous permette ici un exemple. Prenons la phrase suivante :

« *Vous verrez, en cet écrit, de bonnes raisons desquelles je me rends rapporteur et qui vous feront voir clair comme le jour, que vous êtes hors du train qu'il faut suivre pour aller au salut.* » Soumettons cette phrase à un critique et demandons-lui de l'examiner de façon à y trouver des éléments d'informations qui nous fixent sur l'âge où elle a pu être rédigée. Il raisonnera ainsi : « Ce mot *rapporteur* est évidemment une allusion aux rapporteurs qui, dans les Chambres françaises, rendaient compte des travaux des diverses commissions ; l'auteur de la phrase vivait donc au XIX^e siècle. Nous pouvons préciser davantage, car la métaphore *être hors du train qu'il faut suivre* porte avec elle sa date. On n'a pu en effet s'en servir qu'après 1833, époque où fut construit le premier chemin de fer français. Ce n'est qu'alors qu'on a commencé à donner le nom de *train* à l'ensemble de voitures formant un convoi de chemin de fer ; ce n'est qu'alors,

par conséquent, qu'on a pu se trouver *hors du train qu'il faut suivre*, pour dire se tromper et aller dans une fausse direction. »

Voilà comment raisonnerait un critique, et il faut avouer qu'il aurait pour lui toutes les apparences de vérité, et cependant cette phrase n'en serait pas moins de S. François de Sales et de l'année 1595 ! (1) — Nous en concluons qu'il faut être très réservé quand il s'agit d'apprécier la forme littéraire d'un document et, qu'en la matière, dire que le texte du préambule est d'une « forme insolite » et qu'il contient « certaines expressions embarrassantes quand on les prend trop à la lettre », dire encore avec un autre érudit, qu'il « est au moins inattendu dans un partage de condamines » (2), c'est formuler gratuitement un jugement qui n'est appuyé sur rien.

M. R. D. qui nous reproche de n'avoir pas tenu un compte suffisant de la charte de Gap — on vient de voir que cette charte ne prouve rien pour Grenoble — n'a pourtant pas dit un mot de deux arguments de premier ordre et qui font crouler par la base le sentiment de tous ceux qui ne veulent pas accepter le témoignage de S. Hugues. Ces deux arguments sont : 1° la sentence arbitrale qui termina les démêlés entre S. Hugues et Guigues le Comte. 2° L'examen des monnaies féodales de Grenoble. On les trouvera dans notre livre avec tous les développements qu'ils comportent. Résumons-les brièvement : La sentence, qui est du 5 septembre 1116, fut rendue par deux arbitres choisis spécialement par les parties intéressées, savoir, Pierre, évêque de Die et Léger, évêque de Viviers. Or, cette sentence, impartiale, motivée et publique, met tous les torts du côté du comte Guigues, et constate formellement, non seulement ses usurpations, mais celles de *ses ancêtres*, ce qui corrobore

(1) *Controverses*. Préface.

(2) *Hist. de Grenoble*, p. 63.

d'une façon bien remarquable tout ce que S. Hugues nous dit de ces comtes Guigues.

Quant à l'argument tiré de la numismatique, son importance est capitale ; il est la plus éloquente et la plus inattendue confirmation du récit de S. Hugues. En effet, les premières monnaies féodales de Grenoble connues sont *purement épiscopales*, ce qui prouve que les évêques de cette ville jouissaient du droit régalien de battre monnaie, fait qui implique l'existence de leur pouvoir temporel. — Ces monnaies *épiscopales* sont ensuite remplacées par des monnaies *mixtes*, appartenant moitié aux évêques et moitié aux comtes ; ce nouveau monnayage montre que ces derniers, établis dans le pays, se sont emparés d'une partie du pouvoir, évidemment au détriment du siège épiscopal. — Enfin, apparaissent des monnaies exclusivement *delphinales*, frappées par les comtes devenus dauphins et maîtres de toute la contrée qui formait le Dauphiné.

Que telle soit bien la signification de ce monnayage, c'est ce qui ressort en toute évidence de l'examen même de ces pièces, et c'est aussi ce que nous a confirmé, soit de vive voix, soit par écrit, un numismate dauphinois de réelle valeur, le regretté M. G. Vallier.

Nous ajouterons une dernière réflexion. Le texte si débattu de la charte XVI contient, en substance, quatre faits principaux :

I° — *L'évêque Isarn a délivré l'Eglise de Grenoble en expulsant des envahisseurs connus sous le nom de païens.*

II° — *Cet évêque Isarn posséda tout son diocèse en alleu, c'est-à-dire en maître.*

III° — *Les comtes Guigues n'exerçaient pas le pouvoir comtal, dans le diocèse de Grenoble, sous l'épiscopat d'Isarn (950-976).*

IV° — *Les comtes Guigues sont venus postérieurement et ont usurpé au détriment du siège épiscopal.*

Au fond voilà tout le fameux préambule ; il n'y a pas autre chose.

M. de Terrebasse, on le sait, s'est inscrit en faux et a cru devoir rejeter le récit de S. Hugues. Dans notre livre, nous avons étudié à fond le même document, discutant et réfutant pas à pas toutes les objections, démontrant que le sentiment de notre adversaire ne repose sur rien, et que, par contre, le témoignage historique de S. Hugues nous reste acquis avec toute sa valeur.

M. R. D. examinant à son tour le débat, essaye d'une nouvelle théorie. Il concède à l'un et à l'autre certains points, et en conteste d'autres.

Que M. R. D. nous permette de le lui dire, son opinion n'est ni fondée, ni logique. Elle n'est pas fondée, on l'a vu par ce qui précède. Elle n'est pas logique. En effet, M. R. D. admet, avec nous, que l'évêque Isarn a délivré son diocèse et que, par suite, il y a acquis une position très forte, une véritable indépendance. Mais en même temps, il estime que le pouvoir temporel des évêques de Grenoble et des comtes Guigues provenait, tant pour les uns que pour les autres, du démembrement du royaume de Bourgogne, à la mort de Rodolphe III (1032).

Que les comtes Guigues aient profité des circonstances, la chose est croyable, elle est même certaine ; mais que les évêques de Grenoble en aient fait autant, cela était au moins inutile, puisque depuis plus de 70 ou 80 ans ils étaient maîtres et seigneurs de leur diocèse. Car — et il importe de le remarquer — dans le préambule tout se tient et s'enchaîne rigoureusement.

Il est bien évident en effet que du moment qu'Isarn a été maître presque indépendant, il a précédé les comtes Guigues dans l'exercice du pouvoir, et que ceux-ci ne sont venus que postérieurement. S. Hugues dit que ce fut par voie d'usurpations. Le fait est pour nous hors de doute, car il a été pleinement reconnu, par un des comtes, dans une sentence arbitrale.

Disons-le, M. de Terrebasse est logique et conséquent avec lui-même ; il a bien vu qu'il fallait ou tout accepter, ou tout rejeter, et c'est ce dernier parti qu'il a suivi.

Mais admettre, avec M. R. D, les deux premières assertions de S. Hugues, passer sous silence la 3^e, et enfin contester la 4^e, c'est, sous couleur de critique, s'arrêter à un système dénué de tout fondement et en opposition évidente avec l'enchaînement rigoureux des faits.

CHARLES BELLET.





BRIS OFFICIEL
du Sceau de la Cour de l'Officialité de Vienne
DE LA
RIVE GAUCHE DE LA GALAURE
A LA MORT
de l'Archevêque Pierre Palmier
(1556)

Au moyen âge, les sceaux des personnes laïques ou ecclésiastiques de quelque importance étaient brisés ou simplement cisailés à leur mort ou lors de leur déposition, pour éviter des fraudes qui furent cependant fréquentes. Cet usage à peu près général, quoique peu connu des auteurs modernes, se perpétua jusqu'à la veille de la Révolution. Les procès-verbaux de bris de sceaux étaient rédigés avec le plus grand soin et en usant de précautions extrêmes, de manière à dégager la responsabilité de ceux qui faisaient procéder à cette opération.

Le jeudi 20 août 1556, le Chapitre de St-Barnard de Romans se réunit dans la chapelle capitulaire pour prendre les mesures rendues nécessaires par le décès de Pierre Palmier, archevêque de Vienne et leur abbé. Antoine Garcin, Ennemond Borel, Jean Rabot, Jean

Veilheu, Gérard de la Croix et Servien Borel furent seuls présents. Ils commencèrent par se livrer à une enquête sévère et firent comparaître diverses personnes. Noble Jean de Dorgeyso, du mandement de Voiron, âgé de 31 ans, Vincent Didier, cordonnier, Claude Dubois et Humbert Dubois, marchands, ces trois derniers habitants de Romans, déclarèrent qu'ils avaient entendu dire le samedi et le lundi précédents, soit à Vienne, soit à Lyon, que Pierre Palmier était mort à Paris. Jean Laurent, consul de Vienne, avait même certifié l'exactitude de ce fait à noble Jean de Dorgeyso.

La nouvelle du décès de Pierre Palmier étant confirmée par quatre témoins, les chanoines décidèrent qu'il y avait lieu de s'occuper de l'exercice des droits que leur conférait la vacance de l'abbaye de St-Barnard. Ils mandèrent devant eux les deux Romanais Jacques Raynaud, gardien du sceau de l'officialité et fermier des produits, et l'orfèvre Alexandre Bochie. Jacques Raynaud fut sommé de se démettre de ses fonctions et de remettre le sceau de l'officialité : « eidemque precipuerunt quatenus sigilla Curie dicti officialatus, que penes se habet, reponat realiter in manibus dicti Capituli, more acthenus observato. » Il obéit à cette réquisition et livra le sceau en laiton aux armes de Pierre Palmier (1) : « curie officialatus Vienne, in quo sunt sculpta arma dicti condam Reverendissimi Domini Archiepiscopi, cum tribus palmis. »

(1) Les armes de ce prélat étaient : *d'azur à trois palmes rangées d'or*. Un jeton d'argent à son nom a été publié dans la *Revue Belge de Numismatique*, 1881, p. 96.

Alexandre Bochier mit ensuite hors d'usage le sceau, puis le restitua aux chanoines. Ceux-ci décidèrent que toutes les pièces relatives à la juridiction de la cour de l'officialité seraient désormais scellées au nom du Chapitre et avec les sceaux dont on se servait durant les vacances du siège. Ces sceaux se trouvaient entre les mains du trésorier du Chapitre.

Le Chapitre désigna, pour la durée de la vacance seulement, le chanoine Antoine Garcin pour régent de la cour de l'officialité (1), le chanoine Ennemond Borel, pour depositaire des sceaux capitulaires, Victor Montviel pour procureur fiscal, Bonaventure Ruffaud, secrétaire ordinaire, pour greffier, et Charles Durand, barbier, pour gardien de la maison abbatiale de Romans et des prisons. Enfin les chanoines choisirent comme greffier de la cour commune de Romans pour la part de leur ancien abbé, le fermier, comme gardien Jean Do, comme procureur fiscal le notaire Pierre Odoard, comme crieur public « officio cride et preconis » Humbert Dubois, marchand.

Les chanoines se rendirent de là à la trésorerie avec leur trésorier, Antoine Villon. Comme d'habitude, le coffre était fermé avec trois clefs distinctes. On en retira un coffret en bois renfermant les sceaux brisés ou cisailés des archevêques précédents et de plus le grand sceau et le petit sceau du Chapitre (2) qui servaient à sceller les

(1) « Regens dicte curie officialatus Vienne, sedis de Romanis, citra Galabrum ».

(2) « Quamdam parvam boytam nemoream, quam appuerunt et in qua reperta fuerunt pluria sigilla archiepiscopalia fracta seu sizalhata et unum

documents émanant de la cour de l'officialité de la rive gauche de la Galaure durant la vacance du siège. Ce grand sceau et ce petit sceau furent remis au chanoine Ennemond Borel. Le coffret fut déposé à sa place habituelle avec les sceaux des archevêques antérieurs à Pierre Palmier et avec celui de ce prélat (1). Il est bien regrettable que les guerres de religion et la Révolution aient fait disparaître ce coffret et les sceaux qu'il renfermait, sceaux qui seraient aujourd'hui d'un puissant intérêt et qui feraient sans aucun doute les délices de quelque collectionneur dauphinois.

Tous les auteurs affirment que Pierre Palmier mourut dans son abbaye de Rebais à la fin de l'année 1554. Les textes que je viens d'analyser démontrent qu'il n'en est rien. Le décès de cet archevêque doit avoir eu lieu au mois de juillet 1556. Du reste, son successeur, Charles de Marillac, fut nommé le 24 mars 1557.

magnum sigillum ac unum parvum sigillum lothoni, in quo magno sigillo sunt sculpta arma dicti capituli, cum quo, sede archiepiscopali Viennensi vacante, de mandato et auctoritate dicti capituli sigillari consueverunt licetere judiciales et alie necessarie, citra Gallabrum, que sigilla predicta sedis vacantis dicto Domino Enymondo Borelh fuerunt realiter tradita ». Les armes du Chapitre étaient : *Bandé d'or et d'azur de six pièces, à une tour carrée et crénelée de sable, surmontée d'une main de bénédiction de carnation, parée de gueules et posée en pal.* (*Petit armorial Romanais, Revue du Dauphiné et du Vivarais*, t. I, p. 598).

(1) Tous les documents cités ou analysés se trouvent dans le *Livre capitulaire de Ruffaud, secrétaire, de l'an 1550 jusques 1557*, f° 145 et s. § *Supra decessu Reverendissimi Domini Petri Palmier, Viennensis Archiepiscopi.* (*Arch. dép. de la Drôme, Romans*, 183).

ROGER VALLENTIN.

ESSAI

DE

BIBLIOGRAPHIE ROMANAISE

(SUITE. — Voir les 102°, 103°, 104°, 105°, 106° et 107° livr.)

99. — *Fédération de la ville de Romans, du 14 février 1790.* — In-12 de 28 pp., s. l. n. d.

Faux-titre : *Procès-verbal du 14 février 1790.*

Description du cortège et des préparatifs élevés sur le cours de Delley. L'arc de triomphe, élevé de 40 pieds de hauteur sur 15 de large, et recouvrant une chapelle à autel double, portait sur l'une de ses faces :

*Mourir pour son pays, s'immoler pour son Roi,
Voilà de notre cœur le serment et la loi.*

131 villes ou communautés du Dauphiné et du Vivarais, parmi lesquelles Grenoble, Vienne, Privas, etc., avaient envoyé des représentants, au nombre de 5,600.

Discours prononcés par M. le baron de Gillier, colonel de la garde nationale de Romans ; par M. Duport-Roux, maire de Romans. — Liste des signatures de ceux qui ont adhéré à la fédération, remplissant 12 pages. — Copie des lettres écrites à M. le Président de l'Assemblée nationale, à M. de la Tour-du-Pin, gouverneur de la Province, et à M. Necker, datées de Romans, 26 février 1790.

A la fin de la brochure, on lit : « Nota. Le discours du

Roi n'a pas été imprimé avec le présent, attendu sa publicité. — On n'a pu imprimer le discours de M. le Député de Vienne, attendu qu'il n'a pas été remis. »

M. MAIGNIEN donne de cette pièce une brève analyse dans sa *Bibliogr. révolut.*, n° 812.

PP. — *Adresse au Roi par la fédération de Romans, du 14 février 1790.*

Dans le *Journal de Lyon* du 23 mars 1790 (n° 11), pp. 162-4.

Après le discours de M. de Gillier, mentionné dans la pièce précédente, les citoyens présents jurèrent *avec transport* de demeurer fidèles à leur roi. « Il fut de plus arrêté par la fédération que le discours du roi du 4 février serait imprimé en tête du verbal, comme le gage sacré de la liberté... » M. de Gillier est prié d'engager l'Assemblée à s'occuper incessamment des gardes nationales.

(MAIGNIEN, *loc. cit.*, n° 813.)

100. — *Mémoire pour servir à la justification du conseil général de la ville de Romans. 1790.*

101. — *Réponse par M. Dubessé à la brochure intitulée : Mémoire pour servir à la justification du conseil général de la ville de Romans, par un citoyen de la même ville. 1790.* — In-8° de 7 pp. s. l.

Œuvre de M. Dubessé lui-même, qui se disculpe des accusations formulées contre lui et des injures dont il est l'objet dans le factum sus-mentionné. Il ajoute à sa justification un tableau de ce qui s'est passé dans la ville de Romans depuis la fédération du 14 février 1790.

Voir sur cette pièce les *Affiches du Dauphiné*, n° 40, du 3 avril 1790.

(MAIGNIEN, *Anon. Dauphinois*, n° 497, et *Bibliogr. révolut.*, n° 849.)

102. — *Copie de la lettre écrite par M. le baron de Gillier au rédacteur de la feuille du Patriote de Grenoble.* (Grenoble, de l'impr. de V^e Giroud et fils). — In-8° de 7 pp.

L'auteur répond d'abord à un article du *Patriote* du 1^{er} avril, dans lequel il avait été pris à partie. « Je suis, Monsieur, écrit-il, du nombre de ceux qui désirent le rétablissement de l'autorité royale... ; mais je le désire tel qu'il a été décrété par l'Assemblée nationale. Les décrets de l'Assemblée nationale, voilà ma route... » Puis vient sa lettre à M. Allier, imprimeur à Grenoble, datée de Romans, le 4 avril 1790, le priant de faire parvenir cette réponse au rédacteur de la feuille susdite.

(Maignien, *Bibliogr. révolut.*, n° 850.)

103. *Romans, le 14 avril 1790. Messieurs...* — In-4° de 2 pp. n. ch. s. l. — Signatures autographes de MM. Duportroux, maire, Pinet et Revol, officiers municipaux.

Circulaire de la municipalité de Romans au sujet de deux individus « se disant officiers de notre garde nationale, » qui auraient parcouru les villages voisins, en faisant des discours antipatriotiques. « La mission de ces deux personnes n'a point eu notre aveu... Toujours aussi zélés de la liberté et de la révolution, nous n'oublierons jamais le serment solennel que nous avons fait de sacrifier, pour les défendre, nos biens et notre vie... »

L'exemplaire adressé à la municipalité de Grenoble, conservé à la bibliothèque de cette ville, est scellé du sceau sur cire rouge de la ville de Romans.

(Maignien, *Bibliogr. révolut.*, n° 867.)

104. — *Lettre écrite à un citoyen de Romans par un autre citoyen de la même ville de résidence à Paris.* — In-8° de 4 pp. s. l., daté du 1^{er} mai 1790.

(Bibliothèque de M. Chaper.)

Non mentionné dans le *Dictionnaire des Anonymes dauphinois*. — *Bibliogr. révolut.*, n° 892.

105. — *Procès-verbal de la prestation du serment civique*. — *Extrait des registres de la maison commune de la ville de Romans*. (De l'imprim. de J.-J. Viret, à Valence.) — In-4° de 7 pp., signé : Bochart, secrétaire-greffier.

Cette cérémonie eut lieu le 23 juin 1790, sur le cours de Delley (Place Jacquemart). — Description du défilé, auquel tous les citoyens avaient été invités de se joindre, par une proclamation de la municipalité affichée dans les différents quartiers de la ville ; tous les corps ecclésiastiques, tant séculiers que réguliers, y figurent. Discours de M. Duportroux, maire, de Gillier, commandant des gardes nationales, Duportroux, chanoine et maître de chœur de St-Barnard, de M^{me} Sablière, de M^{lle} Dartan, âgée de sept ans, de M. Sablière, âgé de dix ans. Réponse du maire à tous les discours prononcés. Signatures de tous les officiers municipaux, des notables et des membres de la garde nationale, en tout quarante-deux noms.

Ce document a été reproduit dans l'*Impartial de Romans* des 24 décembre 1884, 1^{er}, 8 et 29 janvier 1885. M. MAIGNIEN en donne une courte analyse dans sa *Bibliogr. révolut.*, n° 948.

106. — *La Nation, la Loi, le Roi*. — *Procès-verbal de la prestation du serment fédératif, et de la célébration de la Fête civique du 14 juillet 1790*. (A Valence, chez J.-J. Viret, imprimeur du département de la Drôme). — In-4° de 10 pp.

Description du cortège qui se rend de l'hôtel de ville à l'église de St-Barnard, pour assister à la messe. — Discours de MM. Pinet, 1^{er} officier municipal, Borel, second

off. mun., de M. Antelme, 4^e off. mun., du maire, de MM. Bon, procureur de la commune, Chevalier, âgé de 10 ans, Dochier, etc. — On lit à la p. 4 : « La marche (au sortir de l'église) a été continuée par la montée des Cordeliers ; un 3^e arc de triomphe était élevé en face de l'église des religieuses de Ste-Ursule, avec ces inscriptions dans le milieu : *Fidélité au Roi* ; sur les côtés : *Au Roi citoyen, au meilleur des Rois* ; de l'autre face, au milieu : *Vive le Roi* ; et sur les côtés : *Restaurateur de la liberté française, digne successeur de Henri IV.* »

Reproduit dans l'*Impartial de Romans* des 2, 9, 16, 23, 30 octobre, 6 novembre 1884. (*Bibl. révol.*, n° 969).

107. — *Instructions de l'administration du district de Romans sur les opérations des experts chargés de l'estimation des domaines nationaux.* — In-4° de 7 pp. s. l.

Pièce datée du 20 septembre 1790, et signée : DELOLLE, président ; MARTIGNAC, FAYARD.

(MAIGNIEN, *Bibliogr. révolut.*, n° 1014.)

108. *Procès-verbal d'installation des Juges du tribunal du district de Romans, département de la Drôme.* (A Grenoble, de l'impr. de J. Allier, imprimeur de la Société des Amis de la Constitution). — In-4° de 6 pp. (s. d.), signé : BOCHARD, secrétaire-greffier.

Les cinq nouveaux juges nommés par les députés-électeurs étaient MM. Charles-Claude Delacour, Hyacinthe Fleury, Barthélemy Mortillet, Jean-Baptiste Dochier, Jean-Antoine Thomé, « tous hommes de loi ». La cérémonie de leur installation, présidée par le maire, M. Duport-Roux, eut lieu le 3 novembre 1790. Vu l'absence de M. Delacour (d'Ambésieux), député à l'Assemblée nationale, « actuellement y séant », Ennemond Revol, premier suppléant, fut installé à sa place.

109. — *Proclamation de l'Assemblée administrative du département de la Drôme concernant le payement des contributions publiques.* — (Valence, J.-J. Viret.)

Placard in-folio, sur 2 col., daté de Romans, 4 novembre 1790.

(MAIGNIEN, *loc. cit.*, n° 1045.)

110. — *Discours prononcé par M. Sibeud à l'Assemblée du département de la Drôme, tenue à Romans le 6 novembre 1790.* — A Valence, de l'imprim. de J.-J. Viret, imprim. du département de la Drôme. — In-4° de 10 pp.

Sur le vœu manifesté par quelques communes de réduire le nombre des tribunaux et des districts dans le département de la Drôme.

(MAIGNIEN, *loc. cit.*, n° 1047).

111. — *Procès-verbal de la session de l'Assemblée administrative du département de la Drôme, tenue à Romans du 3 novembre au 5 décembre 1790.* — A Valence, de l'imprimerie Jean-Jacques Viret, imprimeur du département de la Drôme. M.D.CC.LXXXX. — In-4° de 83 pp.

M. Maignien énumère les rapports et discours qui furent prononcés dans les séances par MM. Vidal, ancien professeur de belles-lettres à Montélimar, Quintin de Beauverd, de Donzère, Aymé, procureur général syndic et Long, chirurgien. (*Bibliogr. réolut.*, n° 1044).

112. — *Vente de biens nationaux. — District de Romans, département de la Drôme. — Adjudications faites depuis le 20 décembre 1790 jusqu'au 8 janvier 1791, inclusivement.* — (Placard grand in-4°, imprimé d'un seul côté, s. l.)

On y remarque le monastère des Cordeliers de Romans, acquis par la municipalité de Romans pour le prix de

20,000 fr. — Maison, préau et cloître du chapitre de St-Barnard, adjugé pour 10,710 fr. au s^r Bonnardel, sur une mise à prix de 2,958 fr.

113. — *Adresse de l'Assemblée nationale aux Français, décrétée dans la séance du 21 juin 1791, et réparée par les soins de la Société des Amis de la Constitution de la ville de Romans.* (A Romans, de l'imprimerie de L. Martigniat, imprimeur de la *Société des Amis de la Constitution*).

In-8° de 8 pp.

C'est l'adresse à la Nation au sujet de l'enlèvement du Roi et de la famille royale dans la nuit du 20 au 21 juin, parue dans le *Journal des Débats*, n° 763, signée des noms du président, Alex. Beauharnois, et de six secrétaires.

114. — *Romans, le 27 juin 1791.* — Une page et demie in-4°, signée : *Le Procureur-Syndic du Distrit de Romans*, (à la main :) FAYARD.

Adresse au bas : *MM. le Maire et Officiers municipaux de.....*

Imprimé grossièrement, sans indication de lieu.

« Messieurs, c'est avec la plus grande satisfaction que je vous adresse les détails de l'arrestation du Roi et de la famille royale à Varennes, ainsi que le décret de l'Assemblée nationale rendu en conséquence, avec une adresse du Directoire du département. »

Les différentes pièces annoncées étaient à part. L'article précédent était peut-être l'une d'elles.

115. — *Opinion de M. Jean-Baptiste Dochier, administrateur du département de la Drôme, sur la question de savoir s'il existe des considérations d'utilité publique et d'économie pour réduire, en l'état, les districts et tribunaux établis dans ce département, et en dernière*

analyse, quel doit être le nombre et l'époque de cette réduction. — Valence, de l'impr. de J.-J. Viret. — In-4° de 11 pp. s. l. n. d.

(Bibliothèque de M. Brun-Durand, à Crest).

(MAIGNIEN, *Bibliogr. révolut.*, n° 1050).

Voir le n° 110, et, dans la *Bibliographie* de M. Maignien, le n° 1051 : *Rapport d'Ant.-Hyacinthe Fleury* sur le même objet.

116. — *Règlement de la Société des Amis de la Constitution de Romans (Isère)* (sic). — In-8°, daté du 14 août 1791.

Ce règlement est l'œuvre de Marc-Antoine Jullien, du Bourg-de-Péage.

(MAIGNIEN, *loc. cit.* n° 1329).

117. — *Extrait du procès-verbal des Amis de la Constitution de Romans.* (A Romans, de l'impr. de L. Martigniat, impr. du Directoire du district).

3 pp. n. ch. in-fol.

« Du mercredi 17 août 1791, l'an troisième de la liberté...

Marc-Antoine Jullien père exhorte les membres de la Société de Romans à demeurer inviolablement unis à la Société-mère des Jacobins de Paris. « Nous ne reconnâmes jamais d'autres guides, dit-il, tant qu'ils seront eux-mêmes guidés par l'amour de la liberté et de l'égalité, qui sont l'essence de notre Constitution. »

(MAIGNIEN, *Bibliogr. révolut.*, n° 1331.)

118. — *Loi concernant la répartition et la fixation des contributions foncière et mobilière pour l'année 1792. Donnée à Paris, le 14 octobre 1791.* (A Romans, de l'imprimerie de L. Martigniat, imprimeur du département de la Drôme.) — 27 pp. gr. in-4°.

119. — *Procès-verbal de la session de l'Assemblée administrative du district de Romans, tenue en cette ville du 15 au 29 octobre 1791.* — Romans, Louis Martigniat. M.DCCLXXX. — In-4° de 48 pp.

Cette pièce est ainsi analysée par M. Maignien :

« Ventes de terriers et des effets mobiliers des couvents. — Sur 109 fonctionnaires publics ecclésiastiques, six seulement ont refusé de prêter le serment prescrit par la loi. — Ateliers de charité. — Rapport sur le régime des hôpitaux du district. — Routes à ouvrir et à réparer, etc. »

(*Bibliogr. révolut.*, n° 1375).

120. — *Romans, le 3 novembre 1791, l'an 1^{er} de la République.*

Circulaire de 3 pp. petit in-4°, signée : *Le Procureur-Syndic du district de Romans*, FAYARD.

« Citoyens, je vous adresse la loi du 20 septembre dernier qui détermine le mode de constater l'état civil des citoyens..... » etc.

121. — *Loi relative à la circonscription de la paroisse de Saint-Barnard de Romans, donnée à Paris le 30 novembre 1791.* (A Romans, de l'imprim. de L. Martigniat, imprimeur du département de la Drôme). — In-4° de 4 pp.

« Louis, par la grâce de Dieu, etc. ;

Les trois paroisses de Romans, Saint-Barnard, Saint-Nicolas et Saint-Romain n'en feront qu'une seule, sous le titre de Saint-Barnard ; celle de Mours est pareillement supprimée, et la partie incluse dans les limites de la circonscription nouvelle arrêtée par le district de Romans, unie à celle de Saint-Barnard. La partie occidentale de la paroisse de Saint-Romain, située au-delà desdites limites, est annexée à celle de Clérieux. L'église de Saint-Nicolas et celle des ci-devant Récollets, situées hors de l'enceinte

de la ville, sont conservées comme oratoires ; le curé de Saint-Barnard y enverra, chaque dimanche, un de ses vicaires y faire les instructions spirituelles, mais sans pouvoir y exercer les fonctions curiales.

122. — *Lettre du Directoire du district de Romans aux municipalités de son ressort.* — Romans, de l'impr. de L. Martigniat. — In-4° de 8 pp.

« Du 30 novembre 1791... »

Relative à la contribution foncière et mobilière.

(MAIGNIEN, *loc. cit.*, n° 1388).

123. — *Règlement de la Société républicaine de la ville de Romans et du Péage réunis, approuvé par le conseil général de la commune de Romans.* — Romans, impr. de L. Martigniat. 1793. — In-18 de 22 pp.

(Bibliothèque de M. Lud. Vallentin, à Montélimar).

(MAIGNIEN, *loc. cit.*, n° 2187).

Il n'est pas fait mention de ce document dans la brochure de M. le D^r Chevalier : *Le Comité de surveillance révolutionnaire et la Société républico-populaire de Romans.*

124. — *Tableau du maximum ou plus haut prix de chacune des denrées ou marchandises de première nécessité, rédigé par l'administration du district de Romans, en exécution de la loi du 29 septembre 1791, l'an second de la République une et indivisible.* (A Romans, de l'imprimerie de L. Martigniat, 1793). — Grand in-4° de 8 pp.

Mesure et poids de Romans, lequel est moindre d'un neuvième que le poids de marc.

125. — *Adresse d'un citoyen de Romans à la Convention nationale.* — In-4° de 8 pp. s. l. n. d.

On trouve sur un exemplaire, écrite à la main, la note suivante, qui nous fait connaître l'auteur de cette pièce : *Par Martigniat, imprimeur de Romans.*

« C'est une réclamation contre la mesure votée par la Convention, sur la proposition de Tallien, pour suspendre l'exécution de la loi du 17 nivôse sur les successions. »

(MAIGNIEN, *Anon. dauphinois*, n° 501).

126. — *Décret de la Convention nationale du 5 avril 1793, l'an 2^e de la République française. Adresse de la Convention à l'armée de Belgique.* (A Romans, de l'imprimerie de L. Martigniat, imprimeur du département de la Drôme.) — In-4° de 4 pp.

127. — *Discours prononcé par le citoyen Moulinet à l'Assemblée primaire de la section de St-Nicolas de Romans.* — A Valence, chez P. Aurel, imprimeur du département de la Drôme. — In-4° de 7 pp. (s. d.)

Ce discours de Moulinet père est relatif aux événements du 31 mai 1793. L'orateur propose de rédiger une adresse à la Convention, pour lui représenter que la Patrie en danger ne permet plus de division. « Offrons dans notre adresse, nos secours et nos forces, pour aller, s'il le faut, protéger ses délibérations. »

(MAIGNIEN, *loc. cit.*, n° 1908; mentionné aussi par ROCHAS, *Biogr. du Dauph.*, t. II, p. 31.)

(A continuer).

CYPRIEN PERROSSIER.



MÉMOIRES

POUR SERVIR A L'HISTOIRE

DES

COMTÉS DE VALENTINOIS

ET DE DIOIS

(SUITE. — Voir les 85°, 86°, 88°, 89°, 90°, 94°, 95°, 96°, 100°, 101°, 102, 105°, 106° et 107° livr.)

VI. AYMAR III DE POITIERS, prit en main le gouvernement du comté de Valentinois dès l'année 1239, mais jusqu'à l'époque de la mort du comte Aymar II, son aïeul, il ne se donna aucun qualificatif, ajoutant parfois à son nom ces simples mots : *fils de feu Guillaume, comte de Valentinois*, ou bien encore *fils du comte de Valentinois* (1). Fidèle à la politique traditionnelle de sa maison, il voulut agrandir ses domaines et devenir le chef d'un petit Etat indépendant. Pendant les trente-sept années d'une administration ferme et

(1) Archives de l'Isère, B, 3520 : « Quoniam fragilis est humana memoria et cito perdit quod agitur nisi scriptis tenacibus commendetur, noverint universi quod anno gratie M°.CC°.XXX°. nono, mense maii, Ademar, filius Willelmi quondam comitis Valent., de consensu et consilio suorum militum et proborum hominum de Chalanconio, donavit et tradidit Poncio de Sancto Prejecto, militi, ex causa permutationis, quicquid habebat et habere debebat et videbatur habere apud Nonnerias et specialiter nundinam vel nundinas que fiunt ad festum beati Jacobi, cum omnibus bannis et clamoribus universis tocus anni... »

habile, il réussit à acquérir un grand nombre de terres et de vassaux. Ses premiers actes nous le montrent en conflit avec l'évêque de Valence, avec le dauphin et avec le seigneur de Crussol. Celui-ci réclamait des biens, situés à Etoile, à La Vache et à Lésignan, dont les Poitiers s'étaient emparé ; ces biens provenaient de la succession de Guillaume Artaud, chevalier, sur laquelle Géraud Bastet prétendait avoir des droits. Le 13 septembre 1242, intervint une transaction, en vertu de laquelle les territoires contestés furent définitivement incorporés au comté de Valentinois et le seigneur de Crussol reçut en échange quelques terres (2).

Philippe de Savoie, le nouvel Elu de Valence, revendiquait les droits de son Eglise et continuait une lutte entreprise par son prédécesseur. Philippe s'annonçait comme devant marcher sur les traces de son frère : prélat intrigant et batailleur, il allait être pour le comte de Valentinois un terrible adversaire. Il s'était rapproché du dauphin Guigues VI et avait uni sa cause à la sienne, en vue d'opposer une plus énergique résistance aux empiétements d'Aymar. La guerre qu'ils eurent ensemble fut des plus violentes. Nous pouvons du reste en juger par un très curieux document, dont l'original est arrivé jusqu'à nous et qui pourra, dans une certaine mesure, suppléer au silence des chroniques : c'est l'exposé des griefs réciproques qu'alléguèrent Philippe et Aymar, lorsque après une lutte longue et désastreuse, ils résolurent de prendre pour arbitres Jean de Bernin, archevêque de Vienne, et

(2) Archives de l'Isère, B, 3520. « Noverint universi... quod post dissentionem et guerram diu protractas inter nos Ademarum, filium comitis Valent., ex una parte, et Geraldum Basteti, dominum de Crussol, ex altera,..... nunc pro bono pacis taliter innovamus, nam ego G. Basteti terram et omnia bona et jura universa que quondam Willelmus Artaldi, domicellus habebat et possidebat vel quasi, tempore mortis sue, in castro de Stella, et mandamento ejusdem, et in castro de Vacha et in mandamento ejusdem, et in Lesignia, ex causa permutationis, vobis d. A., filio comitis Valent., dono... »

Barral de Baux. Les parties avaient été invitées à se rencontrer à Romans, au mois de février 1244 : voici les passages les plus saillants du mémoire qu'elles présentèrent :

« Tout d'abord, y lisons-nous, l'écu de Valence réclame à
« Adémar de Poitiers les 8,000 marcs d'argent auxquels
« avait été condamné par l'empereur envers Guillaume, élu de
« Valence, Adémar de Poitiers le Vieux, dont led. Adémar
« est l'héritier. De plus, il demande que led. Adémar lui
« restitue les châteaux de Montoisson et d'Upie, que Guil-
« laume, élu de Valence, retenait en gage d'une somme de
« 16,000 livres due par Adémar le Vieux : ce dernier avait
« enlevé ces châteaux à l'évêque. De plus, il demande le
« château de Vaunaveys, qu'Adémar le Vieux a jadis enlevé
« à Guillaume, pendant une trêve. De plus, il demande le
« château de Gigors, que ce même Adémar avait enlevé aud.
« Guillaume pendant une trêve. De plus, il demande
« qu'Adémar lui rende le bourg de Crest, et les deux châ-
« teaux de ce même bourg, qui lui ont été enlevés, à lui
« Philippe, par led. Adémar pendant la trêve : le château le
« plus élevé appartient à l'Église de Valence, en vertu de la
« donation de feu Silvion de Crest ; quant au château situé
« plus bas, Guillaume d'heureuse mémoire le tenait en
« garantie d'une somme de 2,000 livres. De plus, il demande
« encore qu'Adémar remette entre ses mains le château de
« Montléger qu'il a ruiné pendant la trêve. De plus, il de-
« mande à être indemnisé de toutes les pertes qu'Adémar lui
« a fait subir pendant la trêve, en s'emparant de ses châteaux,
« en faisant des prisonniers, en saisissant les animaux et
« autres biens de ses vassaux, pertes qu'il estime à 10,000
« marcs ; il ne parle point du massacre de plusieurs nobles
« et manants, même de quelques clercs, car les pertes de ce
« genre ne sauraient s'estimer à prix d'argent. De plus, il
« demande à rentrer dans toutes les dépenses qu'il a faites à
« l'occasion de la trêve conclue avec Adémar, trêve que
« celui-ci ne voulait pas sincèrement : ces dépenses il les

« évalue à 20,000 marcs, et il ne parle point de quelques-uns de ses hommes qui ont été tués, ce qui ne peut être compensé avec de l'argent. De plus, il demande qu'Adémar lui remette Châteaudouble, qui est un fief de l'Eglise de Valence, acheté par le comte et retenu par lui, sans en avoir obtenu le consentement de lad. Eglise, ce qui fait que ce fief est tombé en commise. De plus, il demande les châteaux de Gluyras, de Beauchastel et de Saint-Marcel, tombés également en commise parce que Adémar n'a pas fait hommage pour les autres châteaux qu'il tient en fief dud. évêque de Valence. De plus, il demande le château de Chalencon qu'un jugement rendu par Guillaume Artaud et ceux qui l'assistèrent avait donné à feu Guillaume, élu de Valence, à cause de la contumace d'Adémar de Poitiers le Vieux.

« Quant aux griefs ou plaintes qu'Adémar de Poitiers a contre l'élu et l'Eglise de Valence, les voici : tout d'abord, il demande que l'élu et l'Eglise de Valence l'indemnisent des pertes de tout genre que Silvion de Crest lui a fait subir, soit par lui-même, soit par d'autres, attendu que l'élu et l'Eglise de Valence possèdent ou prétendent pouvoir posséder les biens de Silvion. Ce fut, en effet, sur les conseils et avec l'aide de Silvion que le comte de Montfort pénétra sur les terres dud. Adémar et y promena la désolation : il détruisit le bourg de Crest, les châteaux de Rochefort, de Saint-Bonnet, de Suze, d'Autichamp, de la Roche, de la Baume, de la Rochette, de Grane, d'Upie, de Montmeyran, de Vaunaveys, de Montoisson, de Vibie. » Nous énumérerons brièvement les autres réclamations d'Aymar de Poitiers. Une indemnité de 10,000 marcs lui revient pour l'achat et l'occupation par l'Eglise de Valence du château de Mirmande, sans son consentement, et pour la guerre que lad. Eglise lui a faite à cette occasion. Guillaume de Savoie avait reçu de l'argent pour protéger la personne et défendre les terres d'Adémar jusqu'à ce que celui-ci eût

atteint l'âge de quatorze ans ; malgré cela, il s'est emparé du château de Chabrillan, propriété de son pupille : il doit donc le rendre avec 10,000 marcs pour les frais de la guerre soutenue à cette occasion. Au moment même où Aymar se disposait à accepter la décision d'amis communs, de l'empereur ou du pape, l'évêque lui déclarant la guerre a mis le siège devant Etoile, qu'il a prise et gardée ; il a détruit les châteaux de Barcelonne et de St-Didier, et a ravagé ses terres, d'où, sans parler de la perte de ses vassaux, résulte pour lui un dommage de 15,000 marcs. Enfin le comte évalue à 2,000 marcs les revenus que l'évêque a perçus, et il exige le vasselage de Guillaume de Vesc pour la parerie de Saint-Marcel. (1)

Il est inutile, croyons-nous, de faire remarquer au lecteur combien sont exagérées les pertes subies de part et d'autre : l'évêque réclamait en tout 38,000 marcs, ce que représenterait aujourd'hui environ 3,914,000 francs ; Aymar réclamait de son côté 37,000 marcs, soit environ 3,811,000 francs de notre monnaie actuelle. Nous sommes en présence de deux contendants qui comparaissent devant leurs juges et qui ont tout intérêt à grossir les torts de l'adversaire.

Ce fut le 22 février 1244 que Jean de Bernin et Barral de Baux prononcèrent leur jugement, en présence de l'abbé de Léoncel, du prieur du Val-Sainte-Marie, d'Adémar de Bressieu et d'un grand nombre de personnages importants. Aymar conservera Etoile, Chabrillan, Châteaudouble, mais il sera tenu d'en faire hommage à l'évêque et de lui payer une redevance annuelle de 40 chandelles de cire ; la parerie de Crest qui avait autrefois appartenue à Silvion, les terres d'Aouste et de Divajeu demeureront au prélat ; celui-ci est déclaré absous de la demande faite par Aymar du château de Mirmande, prétendu tombé en commise ; d'autre part,

(1) Archives de l'Isère, B, 3521. Texte publié dans nos *Quarante années.*, p. 53-7.

celui-ci n'aura point à payer les 8,000 marcs d'argent réclamés par l'évêque, ni à lui livrer les châteaux de Montoisson, d'Upie, de Gigors, et sa parerie de Crest ; enfin de toutes les sommes réclamées par le prélat, à des titres divers, et dont l'exagération est évidente, Aymar ne devra lui compter que 5,000 livres de viennois.

Philippe de Savoie et Aymar de Poitiers s'engagèrent solennellement à observer ce traité. Par un acte spécial, Aymar remit entre les mains du prélat, en garantie de la fidélité de ses promesses, les châteaux du Pouzin, de Gigors, et de Pontaix ; celui-ci, de son côté remit à son adversaire les terres de Saint-Marcel et de Châteauneuf-d'Isère (1).

La veille du jour où fut rendue cette sentence, Aymar octroya aux habitants d'Etoile une charte de franchises, que ceux-ci s'empressèrent de faire graver sur une table de marbre et placer au-dessus de la porte de leur église, où elle se voit encore aujourd'hui. Cette charte lapidaire est une des plus belles que l'on connaisse (2).

(1) Archives de l'Isère, B, 3521 : *Quarante années...*, p. 58.

(2) Cette charte a été publiée très correctement pour la première fois par M. le chanoine C. Perrossier dans le *Bulletin d'histoire ecclésiastique de Valence*, t. VII (1887), p. 200-2, et reproduite aussitôt dans la *Bibliothèque de l'Ecole des chartes*, 4^e série, t. XLVIII (1887), p. 630-1. Quoiqu'elle ne soit plus inédite, nous pensons qu'on sera bien aise de la trouver dans notre recueil, et nous la donnerons ici sans les abréviations épigraphiques, à titre de document. « Noverint universi litteras has inspecturi quod anno Domini M^o.CC^o.XL^o.IIII^o., IX^o Kalendas marcii, nos Ademarus, filius comitis Valentinensis, non circumventi, non seducti aliqua fraude vel dolo, sed mera et spontanea voluntate, pure, simpliciter ¶ et irrevocabiliter, inter vivos donamus, laudamus et concedimus per nos et heredes vel successores nostros usque in infinitum omnibus hominibus castri de Stella et ejus mandamenti, qui nunc immediate nostro dominio subjacent et in posterum subiacebunt, cujuscunque ¶ sexus sint, vel fuerint, habitantes in castro Stelle et ejus mandamento et qui habitabunt in futurum et eorum heredibus sive successoribus habitantibus in dicto castro et ejus mandamento, plenissimam libertatem et immunitatem ab omni exactione, toute et tallie et quis ¶

Peu de temps après l'assemblée de Romans, Aymar de Poitiers, désirant resserrer les liens d'amitié qui l'unissaient déjà à Barral, seigneur de Baux, promet de donner en mariage sa fille Philippine, à Hugues, fils aîné de Barral,

te, quas nos et heredes vel successores nostri possumus vel possemus accipere et exigere a dictis hominibus et heredibus sive successoribus eorum juste vel injuste, usu vel abusu, consuetudine sive jure. Item || donamus laudamus et concedimus, per nos et heredes seu successores nostros, omnibus hominibus castri de Stella et ejus mandamenti, tam illis qui nunc immediate ad nos pertinent et pertinebunt quam aliis qui sunt vel erunt ho || mines vel subjecti militum et clericorum, domicellorum et monasterii sancti Marcellini vel alicujus religionis seu aliorum virorum, illorum scilicet qui in castro Stelle et ejus mandamento nunc habitant et in posterum || habitabunt et heredibus sive successoribus eorumdem plenissimam libertatem et immunitatem ab omni acceptione, requisitione et exactione feni et palee quod vel quam nos vel heredes sive succes || sores jure, consuetudine sive usu accipere et requirere possumus vel possemus, promittentes quod neque nos neque per armigeros, domicellos vel per alios homines paleam vel fenum hominum dictorum accipiemus ali || quatenus nec queremus, absolventes homines nostros ab omni acceptione, exactione toute, tallie et quiste feni et palee et homines aliorum solummodo ab omni exactione feni et palee penitus liberantes, promittentes per nos et heredes sive succes || sores nostros tibi Petro Bontos, baiulo Stelle, stipulanti et recipienti nomine universitatis hominum Stelle et ejus mandamenti ad hoc specialiter constituto, quod in futurum de novo toutes, talias, quis-tas fenum vel paleam non faciemus, nec || exigemus, nec aliquo tempore requiremus, promittentes dictas donationes, concessionis et absolutiones tenere et contra non venire, inviolabiliter observare, renunciantes super his omnibus et specialiter et expressim beneficio minoris etatis et in || integrum restitutionis et nove constitutionis et exceptioni doli et in factum errori et specialiter legi que dicit donationem factam sine insinuatione ultra D solidos non valere, ut ita valeat ac si esset insinuata, et legi que dicit generalem renun || ciationem non valere, et omni juri canonico et civili quo possemus aliquo tempore nos tueri. Insuper, nos Ademarum, filium comitis Valent., tactis sanctis evangeliiis, juramus et promittimus omnia supradicta et quelibet predictorum rata et firma perpetuo habere et tenere, nec ratione vel occasione alicujus consuetudinis, usus, statuti, juris canonici

lorsqu'ils seront arrivés à l'âge de puberté et qu'il en sera requis. Si Hugues venait à décéder, Philippine sera donnée pour épouse à Bertrand, fils cadet de Barral, et sa dot devra être déterminée par Raymond, comte de Toulouse, dans les deux mois qui suivront sa rentrée en Provence. Il s'engage à donner 10,000 sols de viennois le jour du mariage, et autres pareilles sommes de 10 en 10 ans jusqu'à entier paiement de la somme fixée par le comte. S'il meurt sans héritier mâle, le mari de sa fille sera de droit possesseur de ses terres et seigneuries; chacune des filles qu'il aura au moment de son décès recevra pour dot 1,000 marcs d'argent; s'il avait un fils, celui-ci sera son héritier universel et pourra disposer de son héritage en faveur de ses enfants. Barral, voulant témoigner toute son amitié au chef de la maison de Poitiers, déclare que celui de ses fils qui épousera Philippine sera son héritier universel. Aymar s'engage à faire ratifier cette convention par ses vassaux et promet de donner sa fille à Barral ou à Raymond de Baux, prince d'Orange, qui la gardera jusqu'à ce qu'elle soit en âge d'être mariée. L'acte fut rédigé à Monteux, dans l'église de l'Hôpital de Saint-Jean, le 10 avril 1244 (1).

On était alors au plus fort de la querelle de Frédéric II et d'Innocent IV. Le parti de l'empereur n'était plus aussi

vel civilis promulgati vel promulgandi, contra predicta aliquo tempore veniemus, sed inviolabiliter observabimus omnia predicta et singula predictorum. Acta sunt hec || anno, mense, die quibus supra, apud Stellam in platea mali consilii, presentibus et ad hoc vocatis testibus Girberno, priore sancti Marcellini, G. Bastet, Amarico de Rupe Forti, Ugone de Petra Gorda, Rai. de Tornone, militibus, Guillelmo Bertrand, || Berengario de Balasta, Jarentone de Rivo Sicco, Bonafide Sallientis, Petro de Bais et pluribus aliis. Insuper nos A., filius comitis Valent, presens scriptum voluimus fieri ad perpetuam rei memoriam et firmitatem habendam. »

(1) D^r BARTHÉLEMY. *Inventaire des chartes de la maison de Baux*, n° 313.

puissant dans nos contrées, et le pape, obligé de quitter l'Italie, avait demandé à Lyon un asile pour se mettre à l'abri des fureurs de son ennemi. Philippe de Savoie, élu de Valence, était allé au-devant du pontife et l'avait accompagné avec une escorte armée durant le voyage; c'est à lui que revint encore l'honneur de veiller à la garde du concile œcuménique de 1245 (1). Aymar de Poitiers était par intérêt et par tradition de famille un des tenants de la cause impériale, mais avec le comte de Toulouse et Barral de Baux, il sut dissimuler pour un temps ses véritables sentiments. Quand l'empereur eut manifesté l'intention de franchir les Alpes et de venir à Lyon à la tête d'une armée, Aymar et tous les impériaux reprirent un peu d'audace. Le dauphin s'étant laissé gagner à la cause impériale, Aymar fit des avances à ce prince, avec qui il avait souvent des difficultés, et conclut avec lui, le 28 octobre 1245, un traité par lequel ils se promettaient un mutuel appui (2).

Aymar de Poitiers et Flotte de Royans, sa mère, possédaient, comme nous l'avons dit, la majeure partie du bourg de Saint-Nazaire et de son mandement, comprenant les paroisses de la Motte-Fanjas, Oriol, St-Jean, St-Martin et St-Thomas. Le dauphin avait le haut domaine de toutes ces terres, et feu Guillaume de Poitiers en avait jadis fait hommage; il se prétendait, en outre, seigneur direct de St-Nazaire pour un quart de la seigneurie, et à ce titre il réclamait des droits sur le quart d'une tour qu'*Ossassica*, père de Flotte avait fait bâtir dans cette bourgade, ainsi que les lods de diverses acquisitions faites par Aymar et sa mère: ils avaient acheté notamment deux maisons avec leurs dépendances au château vieux de St-Nazaire, autrefois propriété des seigneurs de Chabeuil. Aymar soutint n'être tenu à rien vis-à-vis du

(1) Voir: BERGER. *Registres d'Innocent IV*. Introduction.

(2) U. CHEVALIER. *Inventaire des archives des dauphins, en 1346*, n° 329.

dauphin. Celui-ci fit marcher ses troupes, s'empara du bourg de St-Nazaire, et déclarant tombées en commises les différentes terres acquises par son vassal, les réunit à son domaine.

Le fils de Flotte fut bientôt en mesure de prendre l'offensive. Il se présenta avec une petite armée devant le bourg de St-Nazaire; il réussit à le forcer, mais ne put en empêcher l'incendie. Poursuivant le cours de ses succès, il franchit l'Isère et porta la désolation sur les domaines du dauphin à St-Lattier et à la Sonne. Il y eut un mort et deux maisons brûlées. Le fort de Rochebrune servait aux troupes valentinoises à mettre en sûreté leur butin. Guigues VI fit réclamer à Aymar cette forteresse qui était un fief rendable; il fallait s'attendre à un refus. Les delphinaux finirent par s'en rendre maîtres. Ces événements s'étaient passés après qu'une trêve eut été consentie; trêve, comme on le voit, qui ne fut observée ni par les uns ni par les autres.

Deux faits irritèrent particulièrement le dauphin contre son vassal. Guillaume de Chamaret, chevalier, envoyé en négociation auprès d'Aymar, fut fort maltraité. D'autre part, au mois de juillet 1248, S. Louis traversant le Valentinois pour aller s'embarquer à Aigues-Mortes, avait, comme on le sait, assiégé et ruiné de fond en comble le château de la Roche-de-Glun, pour punir Roger de Clérieu, seigneur de l'endroit, d'avoir osé réclamer les droits de péage à l'armée de la croisade. Or, pendant le siège, Aymar de Poitiers avait conduit au roi un renfort de troupes, tournant ainsi ses armes contre un vassal du dauphin.

Les choses paraissaient prendre une tournure inquiétante. Heureusement, des amis communs s'interposèrent et amenèrent les deux contendants à une composition. Ils prirent pour arbitre Géraud Bastet, seigneur de Crussol, qui décida que les terres acquises ou réclamées par Aymar de Poitiers lui resteraient, mais à la condition de les tenir en fief du dauphin. Il lui devrait l'hommage simple pour ses possessions du

Royans, notamment pour Flandènes et pour tout ce qui lui venait du seigneur de Clermont, à Auberive. Cette sentence arbitrale fut rendue à Romans, dans la demeure de l'archevêque, le 27 mai 1250, en présence d'un grand nombre de seigneurs. Aymar rendit aussitôt après hommage à Guigues VI. Ajoutons encore que quelques jours après, le 5 juin, Flotte de Royans, se trouvant à Vernaison, scella de son sceau une charte qui ratifiait pleinement tout ce qui venait d'être conclu (1).

Le 4 octobre 1248, Aymar et l'élu de Valence firent un règlement pour mettre ordre aux contestations que soulevait à chaque instant la perception des droits de péage à Crest et sur les rives du Rhône, entre Valence et Livron. Cette pièce importante, qui nous permet en particulier de suivre jusque

(1) VII^e registre ms. de Valbonnays (Bibliothèque de M. Giraud). Cette transaction de 1250 nous a été conservée dans un vidimé, écrit le 26 octobre 1415 à Crest, par Bertrand Rabot, notaire, sur la demande et en la présence de Louis II de Poitiers, comte de Valentinois. Elle est fort longue et nous ne pouvons songer à la reproduire; toutefois nous en détacherons les lignes suivantes: « ... Item dicebat d. G., Dalphinus, conquerendo de d. Aymaro quod d. Flotta mater ejus, et ipse Aymar et homines ipsius et d. Flote... fregerunt treugam... et quod combusserunt infra dictam treugam burgum Sancti Nazarii, quod est tam ipsius G. Dalphini proprium quam de feudo suo, et quod fecerunt insultum in terra sua, scilicet in mandamento Sancti Laterii et de la Sonna, et interfecerunt quemdam suum hominem, domos combusserunt ibidem, et multa dampna alia intulerunt et quod Willelmum de Chamareto, militem et consiliarium suum, vulneraverunt. Item quod d. Aymar, cum multitudine armatorum, durante treuga, dedit consilium et auxilium ad expugnationem castri de Rocha de Glun, quod est de feudo ipsius G. Dalphini et sibi reddibile. Hec et alia dampna plurima dicebat d. G. Dalphinus sibi et hominibus suis infra treugam fuisse illata. Item quod ipse habet... quartam partem pro pararia in toto tenemento de Roias et sui antecessores habuerunt, unde dicebat se habere quartam partem pro pararia in domo nova quam fecit edificari Osasicha quondam apud Sanctum Nazarium. Item de quarta parte fortalicie de Rochabruna... »

dans ses moindres détails le fonctionnement assez compliqué de la double juridiction s'exerçant à Crest, est publiée dans nos *Quarante années de l'histoire des évêques de Valence* (p. 73-76). Cette même année, au mois de décembre, le concile qui se tint à Valence pour promulguer les décrets de Lyon, condamner les partisans de Frédéric II et dissoudre les ligues formées contre le clergé par les nobles et les bourgeois des villes, ne réussit qu'imparfaitement à rétablir le calme dans le pays. L'inquisition y fut organisée sur des bases nouvelles, et les juifs, aux mains desquels était alors le commerce de l'argent, y furent, tout autant que les hérétiques, l'objet de mesures sévères (1).

Cependant, au milieu de tous ces événements, Aymar III, d'un esprit pratique comme son aïeul, ne se laissait pas détourner du but qu'il poursuivait ; il travaillait avec persévérance à augmenter ses domaines, ou tout au moins à enlacer dans les liens du serment féodal les quelques seigneurs du Valentinois et du Diois demeurés étrangers à sa domination. Le 6 avril 1247, les Châteauneuf lui vendirent la seigneurie d'Ourches pour le prix de 6,000 sols de viennois (2). Il acquit cette même année et le 4 février, d'Ademar de Quint, chevalier, le fort et l'habitation que ce dernier avait au château de Quint et toutes ses autres possessions à Pontaix, à Barry et aux Roissards (3). Il acheta encore de Pétronille, veuve de Guillaume d'Etoile, chevalier, et de ses enfants, Ponce, cha-

(1) MANSI. *SS. Conciliorum... collectio*. Venetiis, 1779, in-^{fo}, t. XXIII, 769-78.

(2) ANSELME. T. II, p. 183.

(3) Archives de l'Isère, B, 3521. « ... Anno Domini M^o.CC^o.XL^o.VI^o, quinto Kalendas marcii, Ademarus de Quinto, miles, . . ex causa permutationis dedit... d. Ademaro, filio comitis Valent.... fortalicium et domum suam de Quinto et omnia alia que habet... in castro et monte de Quinto, in mandamento et tenemento de Quinto, et ea que habet... in castro de Pontais, et in castro de Barre, et in castro de Rossas... »

noine de Valence, Jarenton, Fiasse et Marronne, leurs possessions au ténement de Lésignan (1).

Ce fut vers la fin de l'année 1250 que mourut Aymard II de Poitiers, surnommé le Vieux, qui avait gardé jusqu'à la fin le titre de comte de Valentinois, mais dont le nom, pour une cause que nous ne sommes pas en mesure d'expliquer, ne se lit plus dans les documents à partir de l'année 1239. Aymar III, devenu l'unique chef de la maison de Poitiers, voulut prendre en main l'administration de toutes les terres qui en relevaient, sans en excepter celles qui appartenaient en propre à son aïeule, Philippe de Fay ; cette dame protesta contre l'indigne conduite de son fils, qui voulait ainsi la dépouiller de son douaire ; mais Aymar, peu sensible aux plaintes de sa mère, se mit en possession de la terre de Fay, après avoir expulsé ceux qui avaient la garde des châteaux de Montréal, Chanéac, Châteauneuf, Forchiat, Queyrière et Mezenc. Ceci se passait en 1250. La veuve d'Aymar II donne un libre cours à ses récriminations dans un document parvenu jusqu'à nous : elle rappelle les faits signalés, reproche à son petit-fils les mauvais traitements dont elle est l'objet de sa part, puis annulant toutes ses dispositions testamentaires précédentes, transmet ses biens et ses droits à son autre petit-fils Roger de Bermond d'Anduze, fils de Josserande de Poitiers (2).

En 1249 et le 27 septembre, s'était éteint à Millaud, en Rouergue, Raymond VII, comte de Toulouse, le parent et l'ami d'Aymar II de Poitiers. Cette mort, en même temps qu'elle excita dans tout le Midi une douleur profonde, apporta plus d'un sujet d'inquiétude aux vassaux et aux populations qui relevaient de la maison de Saint-Gilles. Ils se voyaient en présence d'un nouveau souverain, Alphonse de Poitiers,

(1) Archives de l'Isère, B, 3157.

(2) Archives de l'Isère, B, 3822. Texte publié dans notre *Essai hist. sur Die*, t. I, p. 477.

frère de St Louis, et il était aisé de soupçonner que dans un avenir plus ou moins éloigné, la France allait recueillir le riche héritage de Raymond. Avec la disparition de la race des comtes de Toulouse, on sentait qu'un coup mortel venait d'être porté à l'autonomie, à l'indépendance de nos provinces méridionales. Les comtes de Valentinois étaient vassaux de la couronne Toulousaine pour leurs possessions sur la rive droite du Rhône et pour le comté de Diois, dont ils n'avaient point encore osé prendre le titre. Aymar III ne tarda pas à être invité à fournir le dénombrement des fiefs dont il avait à faire hommage au nouveau comte de Toulouse. Il fit beaucoup de difficultés avant de se soumettre à ces formalités, prétendant que l'acte de 1239, par lequel la maison de Poitiers avait aliéné, en faveur des comtes de Toulouse, l'allodialité de ses terres en Vivarais, devait être réputé nul, comme ayant été plus ou moins extorqué par la violence. Il ne s'y résigna toutefois que longtemps après, et nous avons encore une lettre qu'il adressait en 1256 à Guy Fulcodi, dans laquelle il proteste énergiquement contre la sommation de rendre hommage qui lui avait été adressée (1).

Aymar III put bientôt se consoler des tracasseries que lui suscitaient son aïeule et les agents du comte de Toulouse, en faisant une importante acquisition. La route qui reliait St-Nazaire au principal noyau des propriétés du comte traversait le mandement de Rochefort. Bâti sur les crêtes abruptes d'un contrefort de la chaîne du Pennet, à l'entrée du Val de Saint-Genis, le château de Rochefort, vrai manoir féodal, appartenait encore aux descendants de celui qui au XI^e siècle en avait posé les inébranlables fondements. Humbert dit Peloux, seigneur de Rochefort, était vassal du dauphin; Aymar tenait lui aussi à l'avoir pour feudataire. L'occasion parut favorable. Humbert avait marié son fils Pierre avec Alix, petite-fille de Gontard, seigneur de Chabeuil. Dans

(1) *Hist. gén. de Languedoc*, t. VIII, col. 1395.

des partages de famille, Alix se prétendit lésée et réclama sa part de la seigneurie de Chabeuil. Le comte intervint et promit de prêter main-forte aux Peloux, y mettant pour condition que ceux-ci lui feraient hommage pour le château et le mandement de Rochefort. La proposition fut acceptée et, le 21 avril 1252, Humbert Peloux se rendit feudataire du comte de Valentinois, promettant pour lui et ses successeurs de faire hommage à chaque mutation de vassal ou de seigneur et de laisser arborer chaque année, pendant un jour et une nuit, l'étendard du Valentinois au sommet de la plus haute tour du donjon de Rochefort (1).

L'année 1253 fut marquée par quelques désordres près de Pontaix en Diois. Des soldats de l'écu de Valence, qui avaient la garde de ce château, étant sortis de nuit et faisant une reconnaissance du côté de Quint, s'étaient vus tout à coup assaillis par les gens du comte ; une lutte assez vive s'engagea entre eux au pont Rachas, et Mathieu de Chabrillan, chevalier, y fut grièvement blessé. L'évêque du Puy, se trouvant de passage, fut pris pour arbitre, et par son jugement, rendu à Romans le 12 octobre 1253, il réussit à rétablir la bonne harmonie entre l'écu et le comte (2). Il ne fut pas aussi facile de terminer le différend que le comte avait avec l'Eglise de Viviers. Sous l'épiscopat de Burnon, il avait été condamné à payer à cette Eglise une somme de 10,000 sols de viennois, à l'occasion d'un procès pour l'hommage des terres de Mézenc, La Baume et Chomérac, hommage auquel il prétendait n'être point tenu. En 1255, Aimon de Genève venait d'être élu au siège épiscopal de Viviers. Ce prélat acheta à la famille de Châteauneuf la forteresse de Montpensier, dont les ruines imposantes dominant le bourg de Châteauneuf. On peut

(1) *Inventaire des archives des Dauphins... en 1346*, n° 146 : « ... Accipio in feudum ipsum castrum Ruppis Fortis cum duobus fortaliciis suis superiori et inferiori... »

(2) Archives de l'Isère, B, 3523.

croire qu'Aymar de Poitiers vit avec un extrême déplaisir lui échapper une place, admirablement située, qui commandait d'un côté le cours du Rhône et de l'autre un étroit défilé dans lequel s'engageait la route de Provence. Ce qui est certain, c'est qu'il saisit le premier prétexte pour prendre les armes ; il vint mettre le siège devant le château de Montpensier. Mais Aimon de Genève trouva un puissant secours auprès de son frère, Amédée, évêque de Die, qui se hâta de lui envoyer une petite armée. Aymar fut contraint de battre en retraite et de rentrer dans ses Etats (1).

Le 8 mai 1257, Aymar III écrivait de Châteaudouble au roi St Louis et prenait l'engagement de lui rendre le château de Bidaches à grande ou petite force, toutes les fois qu'il en serait requis, tant que lui ou les enfants de Béraud de Bidaches ou ceux de Guillaume de Solignac tiendraient cette place (2). L'année suivante, il fit hommage au dauphin Guigues VI pour le château et le mandement d'Etoile, terre patrimoniale des Poitiers, dont le haut domaine avait été accordé par les empereurs aux évêques de Valence (3).

Mentionnons maintenant quelques nouvelles acquisitions de territoires. Le 24 mai 1259, il acquit le château de Gluiras, en Vivarais, de Girin Mallet, chevalier (4). Le 10 novembre de la même année, Lambert, seigneur de Chabeuil, lui vendit pour 6,000 sols de viennois le château et le mandement de la Vache, plus une cense annuelle de 100 sols à Etoile. Vers le même temps, Aymar de Chabrillan lui vendit au prix de 50 livres de viennois la moitié d'une tour et quelques maisons contiguës, à Chabeuil (5).

Les conflits de juridiction n'étaient pas rares. Comment

(1) Voir notre *Essai hist. sur Die*, t. I, p. 363.

(2) DUCHESNE. *Preuves*, p. 9.

(3) *Inventaire des archives des Dauphins*, n° 381.

(4) ANSELME. *Ibid.*

(5) Archives de l'Isère, B, 3157.

aurait-il pu en être autrement, la même terre reconnaissant alors souvent plusieurs seigneurs, qui à divers titres y exerçaient des droits? Le moyen ordinaire de mettre fin à ces sortes de querelles était de faire une transaction. Les documents de ce genre abondent dans nos archives. Le 24 janvier 1261, Aymar transigeait avec le prieur de St-Michel de Carafe, au diocèse de Viviers, sur lequel il prétendait avoir toute juridiction: il prendra le vingtième sur le pain et le vin, et les habitants seront tenus envers lui de tous subsides, de toutes corvées de clôtures, excepté celles des châteaux de Tournon et de Privas (1). L'année suivante et le 1^{er} janvier, les coseigneurs de Châteauneuf-de-Mazenc transigèrent ensemble au sujet de leurs droits respectifs. Outre le haut domaine de cette seigneurie, Aymar de Poitiers avait une portion du fief, les autres portions appartenaient aux Châteauneuf, aux Chamaret et aux Taulignan. Les Châteauneuf descendaient des seigneurs primitifs du lieu et formaient en 1247 plusieurs branches, dont chacune avait quelques lambeaux du territoire. Le 27 juin 1247, Dalmacius de Châteauneuf vendit à ses cousins Guillaume et Raymond de Chamaret, fils de Geoffroy de Châteauneuf, toutes ses possessions, tant à Châteauneuf qu'à Faucon, Charrols, Cléon et Ezahut, s'en réservant l'usufruit sa vie durant; les acquéreurs devaient rendre à Laurette, sa femme, les 5,000 sols de viennois qui constituaient sa dot et, si elle restait veuve, lui payer une rente viagère de 1,000 sols. Dans cette vente, Dalmacius n'oubliait pas de sauvegarder les intérêts de ses sœurs; une d'elles était religieuse au monastère d'Aleyrac (2). Les efforts

(1) ANSELME. Ibid.

(2) Archives de l'Isère, B, 3521. « ... Concedo omnia bona mea mobilia et immobilia, ... in castro vel in villa Castri Novi Dalmazensi et Falconis et Charrols, et de Clivo, et de Isauc et eorum tenementis sive territoriis et in tenemento de Montanhac et de las Blachas... » Cet acte contient ensuite une curieuse description de la portion du bourg de Châteauneuf appartenant au vendeur: « ... Vobis predictis fratri-

du comte à Châteauneuf, comme sur les autres points, tendaient à absorber à son profit les droits des coseigneurs. Le 13 mai 1263, il acquit les portions de Guillaume et de Pierre de Châteauneuf; le 15 mars 1264, autre acquisition de maisons et de terres (1). Enfin nous verrons bientôt les Taulignan aliéner en faveur de son fils les derniers restes de l'ancien morcellement.

Une autre transaction qui offre des particularités intéressantes est celle qu'Aymar III fit avec le bayle de Fay, le 14 novembre 1262, au sujet des droits dus au comte par les habitants du lieu : entre autres choses il est dit que si aux noces on tue un bœuf ou une vache, la cuisse ronde en appartient au comte et que, si quelque fille sort de Fay pour se marier ailleurs, il doit en avoir les jarretières et le couvre-chef (2).

bus dono et concedo sigillatim, dono enim vobis turrem illam que est ad collum predicti castri ex parte orientali. Item, dono vobis... turrem illam et salam et domos contiguos que sunt in capite castri a parte occidentali. Item, dono vobis castrum vetus, quod est inter duas predictas turres, et generaliter quicquid habeo... inter caput castri predicti totius sive municionis predicti castri... Item, dono vobis... quicquid habeo... ab illo cinctu predicti castri quod appellant *lo torn* superius usque ad municionem predictam... »

(1) Archives de l'Isère, B, 3157. — ANSELME, II, p. 188.

(2) ANSELME, II, p. 188.

(A continuer.)

JULES CHEVALIER.



UN COLLECTIONNEUR DAUPHINOIS

AU XVII^e SIÈCLE

L'Abbé de Lesseins et sa Galerie

(SUITE. — Voir les 97^e, 98^e, 100^e, 101^e, 102, 105^e 106^e, et 107^e livr.).

Dans une petite chambre, attenant à celle du grand Dôme :

Une tapisserie d'une aune de hauteur, sous le tableau, à lais du même cadis rouge que le lit, et de ligature bleue, tirant treize aunes de cours.

Dans une autre chambre communiquant du côté opposé :

Une tapisserie en seize lais, en satinade et dix-huit brocatels, de deux aunes de hauteur sur quinze aunes de cours, neuve.

Un rideau de fenêtre de taffetas à pièces rapportées, de trois aunes de haut et de deux aunes et demie de large.

Deux cabinets d'ébène, d'un pied et demi de hauteur et de deux et trois pouces de long, la face des tiroirs de l'un étant en compartiments d'ivoire et d'ébène, et celle des tiroirs de l'autre est de glace, ayant chacun leur table de noyer, à colonne torse, en bon état.

Un miroir dont la glace est de vingt pouces de hauteur sur vingt-six de long, avec une bordure de cuivre, figures et festons, et quatre bougeoirs, en bon état.

Une petite table noire de vernis à la Chine, neuve, avec son tapis rouge bordé d'étoffe et de laine.

Dix petits vases de faïence à anses.

Vingt-huit autres petites pièces aussi de faïence, de diverses figures.

Quatre pièces de terre d'Erôme et cinq de verre.

Dans la chambre d'en haut qui regarde sur le parterre, à laquelle on accède par un escalier de bois :

Une tapisserie en étoffe de filoselle, façon de satinade, en six pièces, de la hauteur d'une aune et demie et de dix aunes et demie de cours, en bon état.

Une portière (*rideau pour la porte*) de Bergame en point de Hongrie, doublée de boccassin rouge et bordée en haut et en bas de deux morceaux de velours violet, en bon état, avec sa verge de fer.

Un rideau d'une étoffe de ligature, pour la fenêtre, avec son falbala, de deux aunes et demie de hauteur sur deux de largeur.

Sept chaises garnies de points de Hongrie, en bon état.

Dans la chambre du pavillon qui est sur le vivier :

Une tapisserie de brocatel de la Porte de Paris, ou ligature, en divers morceaux attachés au-dessous et à côté des tableaux, contenant quinze pièces. (N'ayant pu mettre la hauteur ni la largeur, sur ce que, derrière les tableaux, il n'y en a pas.)

Cinq rideaux de fenêtres et un de la porte-fenêtre, de toile de coton de diverses couleurs, à pièces rapportées, de deux aunes et demie de hauteur et de deux aunes de large, plus que mi-usés.

Dans une chambre au second étage, à côté de celle des vitres :

Une tapisserie de Bergame en huit pièces, vieille et fort usée, de deux aunes et demie de haut sur dix de cours.

Une table d'ardoise bordée de bois à compartiments, avec son pied de noyer, en bon état.

Dans un bouge, à gauche de ladite chambre :

Une vieille tapisserie de laine fort usée, tout d'une pièce, de deux aunes et quart de haut sur neuf aunes de cours.

Dans une autre chambre sur la galerie, du côté droit :

Le lit à colonnes est recouvert de serge brune avec des petites bandes de tapisserie doublées de boccassin rouge, le dossier et la pente, de taffetas vert brodé d'or, d'argent et de soie, avec des armoiries et des chiffres, le tout fort vieux, sauf la doublure des rideaux de boccassin, qui est en bon état.

Une tapisserie en lais, de toile peinte usée et de cadis rouge en bon état, de deux aunes et demie de hauteur et de 17 de cours.

Dans le cabinet du feu seigneur abbé de Lesseins (1) :

Une tapisserie d'une aune et demie de haut et huit aunes de cours, de toile peinte de ligature, et quelques morceaux d'indienne, en assez bon état.

Une frise d'un ouvrage à l'aiguille représentant une chasse, d'un pied et demi de haut sur neuf aunes et demie de large.

Quatre rideaux de fenêtre de toile peinte, d'une aune et demie de haut sur une aune de largeur, en bon état.

Deux jattes, onze tasses ou gobeaux, trois petits gobeaux et un pot-à-eau de porcelaine.

Treize pièces de poterie d'Avignon, grandes ou petites.

Une soucoupe de terre peinte.

Deux petits vases carrés en forme d'écuelles, de terre de Nevers.

(1) L'inventaire du cabinet, de la chambre à coucher et de l'antichambre de l'abbé de Lesseins, n'occupe pas moins de vingt-sept pages.

Vingt-quatre pièces de terre de faïence ou façon de vases, grands ou petits, cuvettes et pots.

Trente-cinq bouteilles, gobeaux et autres pièces de verre.

Quatre pièces de terre d'Erôme.

Un reliquaire garni de cuivre doré, avec son pied de même.

Un cabaret à café à la Chine, six tasses avec leur soucoupe, et une plus grande pour le sucre, qui a été rompue, le tout de porcelaine fine.

Une petite jatte de porcelaine.

Une cuisine de bois et pyramide à six étages (???).

Une cave de bois noir avec son tiroir garni de baume d'essence.

Une vieille pendule à cadran rond, montée sur du bois noir.

Deux plaques de cuivre doré ayant chacune une branche.

Un petit bureau de bois de plage (?), à tenir des papiers.

Une pyramide d'ivoire dans son étuis de bois.

Une petite boîte dans laquelle il y a huit petites boules de marbre.

Un petit miroir de poche à deux faces, grossissant les objets.

Une console de plâtre.

Dans sa chambre à coucher (qui est près de la chapelle, avec laquelle elle communique par une porte vitrée):

Un lit à la duchesse, de quatre pieds, les rideaux de drap violet doublés d'une étoffe de soie rayée de plusieurs couleurs, le dossier et le ciel de lit de la même étoffe de soie, deux matelas de laine, un traversin, le tout mi-usé, et la paillasse de grosse toile, presque usée.

Une tapisserie de cadis violet, de deux aunes de hauteur et de quatorze de cours, plus que mi-usée.

Un rideau de fenêtre, aussi cadis violet, de deux aunes et demie de haut et autant de large, en bon état.

Un sofa aussi garni de cadis violet, fort usé, avec un petit matelas de crin couvert de peau, et un carreau de drap.

Six petites chaises à perroquet, garnies d'étoffe violette, fort usée.

Deux tabourets garnis d'un drap violet, en assez bon état.

Deux vieux fauteuils garnis de cadis violet, fort usé.

Deux vieilles tables en noyer et une troisième plus petite, à colonnes torses, mi-usée.

Une écritoire, façon de vernis à la Chine, sans garniture.

Une petite armoire en noyer, sur laquelle est une écritoire aussi en noyer.

Un pied d'écritoire de marbre jaspé.

Un bougeoir de filigrane d'argent.

Un cachet d'argent aux armes dudit feu seigneur abbé, à manche de verre émaillé.

Un petit miroir à bordure de vernis d'argent, d'un pied de haut sur dix pouces de large.

Un autre petit miroir de toilette, la glace de huit pouces sur dix de haut, avec son cadre de noyer garni de feuilles de cuivre doré et argenté. — Autre, de même, mêmes dimensions. (Peut-être le même porté deux fois.)

Un pupitre avec son pied bois noyer.

Quatre bras de bois argenté, sur la cheminée.

Trois gobeaux de porcelaine fine, fort endommagés.

Sept autres gobeaux de verre peint (dont nous avons pris garde qu'il y en a un de terre).

Une tasse de porcelaine.

Trois branches de corail, dont deux sont sur un piédestal garni d'argent.

Un bréviaire romain en 4 vol. et un diurnal, reliés en rouge ; un autre diurnal plus petit, avec quelques volumes de littérature.

Un vase de terre vernie, de Dieulefit, à mettre fleurs.

Deux chenets en sautoir de cuivre jaune, à l'un desquels il manque une petite pomme.

Un petit paire (*sic*) de soufflets bois, façon d'ébène, pelle et pincettes pour le feu.

Un crucifix d'ivoire, sur une croix de bois doré.

Un bénitier de bois à fleurs argentées.

Deux plaques de plomb, en bénitier, ayant chacune deux branches, le tout en vernis doré.

Deux petits reliquaires de carton, avec leur cadre doré, en bon état.

Quatre flambeaux d'argent, uniformes, sans armes, pesant quatre marcs cinq onces.

Deux autres flambeaux d'argent, aux armes dudit feu seigneur, pesant 3 marcs, 2 onces, 18 deniers.

Deux autres petits flambeaux d'argent, aussi aux armes, pesant 1 marc, 3 onces, 18 deniers.

Deux vieux guéridons noirs.

Quatre petits lustres dorés, à quatre branches, avec une petite glace au milieu.

Un verre de cristal à trois faces.

Une autre pièce de cristal creusée en trois endroits.

Une lunette de-cristal qui multiplie les objets, enchâssée dans une petite boîte de fer blanc.

Dans l'antichambre. (On peut y arriver du côté des cuisines par une porte) :

Un clavecin à deux claviers, sans pied.

Un falot de cuivre jaune sans manche, dont la corne est rompue en deux endroits.

Un autre falot de fer blanc avec son manche, en assez bon état.

Deux grandes armoires en bois de noyer, et quelques autres meubles communs, dont quelques-uns sont garnis de serge ou de cadis violet.

Quelques pièces de cadis tout usé, garnissant les endroits où il n'y a pas de tableaux (ceux-ci au nombre de 36, portés ailleurs).

Dans une chambre à droite, en montant de la chapelle :

Une tapisserie en façon de satinade de filoselle et fils de plusieurs couleurs, de deux aunes de haut et de onze de cours, en sept pièces, compris deux petits morceaux qui sont contre les fenêtres, mi-usée.

Une pierre de marbre, à broyer des couleurs.

Un petit placet couvert de drap jaune fort usé.

Dans une chambre à côté :

Une vieille tapisserie de Bergame, de deux aunes de hauteur et de quinze de cours, sans bordure par le bas, de dix pièces, compris une petite qui est contre les fenêtres et une pareille sur la cheminée.

Autre chambre à la suite :

Une tapisserie à grands lais de toile peinte en rouge séparés par de petits lais de cadis vert, neuf, la toile presque mi-usée, de deux aunes de haut sur dix-sept de cours, en douze pièces, compris trois morceaux, l'un sur la porte et deux contre les fenêtres.

Dans le cabinet qui est au bout de la galerie :

Quatorze pièces ou grandes feuilles d'un cuir doré relevé en bosse, de même qualité que celui de la grande salle du dôme à Triors, de 3 pieds et 4 pouces de long sur 3 pieds de large.

Dix-huit autres pièces ou bordures du même cuir doré, en petits morceaux.

Onze bordures d'un vieux cuir doré à bandes rouges, d'un demi-pied de large, correspondant à celles des différents appartements.

Quatre vieilles bandes d'un cuir ouvragé.

Deux timbales pour jouer au volant.

Dans un garde-meubles, quantité de pièces de tapisserie ou de gaze, dont un morceau couleur de chair et blanc doublé de toile pour servir de couverture pendante à un lit ; quatre autres pièces de gaze à fleurs bleues et blanches pour faire un petit lit.

Dans une petite chambre qui est au bout de la galerie haute :

Une tapisserie de toile peinte, de coton, de deux aunes et demie de haut sur dix aunes de cours, en cinq pièces.

Dans la galerie, contre les Pères Cordeliers :

Deux chandeliers noyer tourné, à quatre branches chacun, un peu endommagés.

Une chambre ou garde-meubles, située *ibidem*, est tapissée d'une vieille Bergame fort usée et rompue, de six pieds de hauteur et de huit aunes de cours, sans bordure en bas. — Autre tapisserie de même, dans le cabinet joignant ladite chambre.

Dans la galerie basse, qui est l'appartement que le S^r de Saint Challier a pris pour lui :

Une table de marbre noir en octogone, avec son pied de marbre blanc, cassé en deux endroits.

Un vieux lustre de bois blanchi soutenu par une branche de fer.

Dix-neuf consoles de plâtre attachées au boisage.

(A continuer.)

CYPRIEN PERROSSIER.

LOUIS ADHÉMAR

PREMIER COMTE DE GRIGNAN

(1475-1558)

(Suite. — Voir la 107 livraison).

III

Les tentatives de François I^{er} auprès du roi d'Angleterre Henri VIII, pour le détourner de sa malheureuse séparation d'avec l'Eglise, et son intervention auprès du pape à ce sujet, avaient été pour notre religieux et courageux monarque l'occasion de lier avec le pape des rapports plus étroits que jamais. François I^{er} tenait aussi beaucoup à se concilier l'appui du pape dans ses difficultés, à peine assoupies, avec Charles-Quint. Aussi fit-il proposer une entrevue à Clément VII, qui l'accepta et désigna Nice pour le lieu de cette entrevue. L'intention du pontife, en choisissant cette ville du duché de Savoie, était de chercher à réconcilier François I^{er} avec le duc de Savoie, son oncle, qui avait ouvertement embrassé le parti de l'empereur. Mais le duc, ayant consulté l'empereur, qui cherchait à empêcher cette entrevue, éleva des difficultés; et alors le pape et le roi convinrent de se voir à Marseille. L'entrevue commença le 4 octobre 1538. La reine et toute la cour avaient accompagné le roi, pour assister au mariage du jeune duc d'Orléans (depuis Henri II) avec Catherine de Médicis, nièce de Clément VII.

Parmi les personnages qui furent avec le roi en cette circonstance, on trouve le célèbre cardinal de Tournon, archevêque de Bourges, qui avait été chargé depuis longtemps par François I^{er} des missions les plus importantes. Il venait encore de représenter le roi à titre de plénipotentiaire, avec le cardinal de Gramont, à la conférence du pape avec Charles-Quint dans la ville de Bologne. Or, comme nous l'avons vu, le cardinal de Tournon était frère de Jeanne de Tournon, première femme de Jean de Saint-Chamond, père lui-même d'Anne, femme du baron de Grignan. Nul doute que ce cardinal n'ait été pour beaucoup dans la confiance et la faveur du roi envers le baron. Ce fut certainement à sa puissante influence que celui-ci dut le titre de chevalier des dames de France, filles du roi, dont nous le trouvons revêtu en 1533. Nul doute qu'il n'ait aidé ce même baron à obtenir de Clément VII les lettres-patentes datées de Marseille le 18 octobre 1533, par lesquelles ce pape accorda le doyenné de St-Pierre-de-Colonzelle, avec tous ses revenus, au Chapitre de St-Jean de Grignan (1). Nul doute enfin que l'attachement du cardinal et de François I^{er} pour Louis Adhémar n'ait déterminé le souverain à accepter l'hospitalité que celui-ci, profitant d'une heureuse occasion, fut heureux et empressé de lui offrir.

En effet, dès le 8 novembre (2), on songeait parmi les habitants de Grignan à recevoir le roi. Nous lisons ce qui suit dans les registres des délibérations consulaires : « Le « dimenche viij de novembre mil v^e xxx iij, les honorables

(1) Le placet de la cour pour l'union de ce doyenné au Chapitre fut accordé le 4 novembre 1533, et la prise de possession eut lieu le 23 du même mois. (Minut. cit. reg. coté *vivere*).

(2) *L'Invent. des Arch. de la Drôme*, E, 5722, dit le 18 novembre. Vérification faite sur le registre original, il y a le 8.

« hommes Vincens Lumbard et Jehan Patat, scindiques
« de Graignan, ont faict crier à aulte voix par Antoine
« Chastanhon, subviguier dudict Greignan, ainsi qu'il a
« refferé avoir crié par les lieulx dudict Greignan la onte
« qu'est acoustumé de crier a la place publique dudict
« Greignan, par devant monsieur le Bayliff et Jubje du-
« dict Greignan, après Vespres dudict jour, auquel con-
« seilh sont estés la plus grande part des hommes et
« habitans dudict lieu et oultra les deulx parties d'iceulx.
« Auquel conseilh a esté conclu ainsi que s'en suyt, sans
« nulle contradiction de personne audict conseilh existant.

« Et premièrement, que, touchant la venue du roy
« nostre syre avecques toute sa noble compaignie, lequel
« doibt passer yci audict Greignan d'yci à mardi prochainement
« venant, que soy faicte provision admonition de
« vivres par les habitans dudict Greignan, comme de
« pain, vin, avoyne, foyen, palhe, boys, huylle, et de
« toutes aultres victuailhes necessaires, ainsi que de de-
« voyr. Et en après sera faict deu poyement à tous yceulx
« qui desdits vivres ou aulcune partie d'yceulx furniront
« et auxdicts scindiques ou aultres comissaires qui à ce
« depputés seront, balleront et expedieront. Et ont esleu
« et comis à ce fère ainsi que s'en suyt.

« Premièrement, à baller et expédier de foyen et palhe
« pour ledict treing, et ont nommé (*blanc à l'original*).

« Item qui soyt faict ung presant au magnifique et puis-
« sant seigneur monseigneur de Greignan, par lesdits
« scindiques, aux despans de la comune dudit Greignan,
« et que par yceulx soient achatés une dozenne de cha-
« pons, deulx mouthons, et six sestiers avoyne.

« Que, etc.

« Et me Gui(llelmo) DE RIVO (1). »

(1) Archives de la mairie de Grignan, BB. 2.

Nous ne pensons pas que le roi ait failli à l'attente des Grignanais. Il est vrai qu'aucun document postérieur ne dit que la visite ait été faite ; mais cela n'a rien d'étonnant, les actes qui eussent naturellement dû la constater, les comptes consulaires des années suivantes, n'étant pas complets. Au surplus, parmi les ruines du château de Grignan, on voit encore, quoique toute délabrée, une chambre que la tradition appelle *la chambre du roi*. Dans cette grande salle, aux fenêtres gigantesques donnant vers le nord, est une vaste cheminée à l'antique, chargée de sculptures, et où sont peintes les armes des Adhémar, surmontées de cette pieuse légende ciselée dans la pierre en forme de banderole : *Christus rex venit in pace, Deus homo factus est*.

Les inventaires du château indiquent, outre *la chambre du roi*, d'autres appartements rappelant par leurs noms ou leurs titres d'autres principaux personnages de la cour.

Au surplus, l'accès de Grignan était également facile du côté du midi et du côté du nord, grâce à la grande route d'Avignon en Dauphiné par Châteauneuf-de-Mazenc et Crest. Cette route, dite *Chemin royal*, passait le Lez sur un pont construit à Montségur. On connaît un marché et prix-fait du 22 juillet 1342, pour la réparation du pont de Montségur sur la rivière du Lez, « sur lequel passe le chemin royal par lequel on va des marches d'Allemagne à la ville d'Avignon. » Un document rédigé vers 1442 mentionne *magnum iter Avinionis transeundo per Cris-tam et Castrum novum* ; et des documents de 1465 et de 1474, l'appelant *iter regium* et *iter publicum regium*, montrent qu'elle passait à la ville même de Grignan. C'était en 1683 *le chemin de Crest en Provence, par Châteauneuf de Mazan, Alerac et Sale*. M. le baron de Coston

a écrit : « Il paraît que dans le moyen âge la route qui
 « reliait Valence à Avignon, en passant par Montélimar et
 « St-Paul-Trois-Châteaux, était souvent impraticable, sur-
 « tout quand les torrents qui la coupent sur plusieurs
 « points et sur lesquels il n'y avait pas de ponts, étaient
 « grossis par les pluies. Beaucoup de voyageurs suivaient
 « alors la route qui passait à Ste-Cécile, Bouchet, Baume-
 « de-Transit, dont le nom seul indique un ancien bureau
 « de douane, Grignan, le Fraysse, la Tour-de-Montlucet,
 « la Touche, Portes, Châteauneuf-de-Mazenc et Charols,
 « où elle bifurquait dans la direction de Crest et dans celle
 « de Loriol, par Marsanne. La hauteur et la hardiesse du
 « pont jeté sur le Roubion, à l'entrée du village de Cha-
 « rols, font supposer que ce monument n'avait pas été cons-
 « truit au moyen des ressources locales seules, mais bien
 « aux frais des Etats de la province, comme ouvrage d'une
 « utilité générale. Le pays traversé par cette voie étant
 « beaucoup plus élevé que les bords du Rhône, et le
 « point où l'on passait les torrents se trouvant plus rap-
 « proché de leur source, les obstacles étaient moindres
 « que ceux qu'on rencontrait dans les plaines du Rhône. »
 Une ancienne tradition attribue aux Romains le pont de
 Charols, que d'autres font seulement construire par Char-
 lemagne. D'après des récits plus certains, ce pont aurait
 été reconstruit vers 1400, et de grands personnages ont
 passé par le chemin en question. Louis XIII, qui traversa
 le Dauphiné en 1629, 1632 et 1642, aurait même été con-
 traint de coucher à Charols (1).

(1) Ul. CHEVALIER, *Coll. cart. dauph.*, VII, 277 ; — *Recueil des édits*, XV, 50 ; — *Catalogue des arch. de la maison de Grignan*, par Vallet de Viriville, p. 27 ; — *Minut. cit.*, *passim* ; — BON DE COSTON, *Recherches étymol. sur quelques noms... du départem. de la Drôme* (1861), p. 14-5 ; — LA-CROIX, *L'Arrond. de Montélimar*, III, 6 et 23.

Enfin, les archives de Montélimar sont muettes sur le passage du roi en 1533. Celles de Valence mentionnent au 27 mai 1533 des préparatifs qui sont manifestement pour la descente du roi, et au 24 septembre des préparatifs pour la fin d'octobre, par conséquent pour le retour ; mais elles ne disent pas mot de l'effectuation de ce retour par Valence (1). Les archives de Romans ont conservé le procès-verbal des préparatifs et des histoires, jeux et autres démonstrations qui eurent lieu dans cette dernière ville pendant la visite royale. Nous y voyons que le dauphin entra à Romans le jeudi 20 novembre 1533, à 10 heures du matin, et le roi le même jour, vers 4 heures de l'après-midi ; qu'ils en partirent le 22, « et, allant courre la saulvagine, disnèrent à Montmira et coucher à St-Anthoine. » Le 23 dudit mois « entrèrent en la ville Mesdames la duchesse d'Urbain, femme à monseigneur d'Orléans, avecques deux filhes du Roy nostre sire, et autres dames conduictes par monseigneur le cardinal de Tournon, monsieur de Greignan, chevalier d'honneur desdictes dames ; et le lendemain », par conséquent le 24, « departirent suyvant le Roy (2). »

Depuis lors, on perd de vue le baron jusqu'aux lettres-patentes de François I^{er}, de 1535, créant, à la demande de Louis Adhémar de Monteil, chevalier d'honneur des filles de S(a) M(ajesté), trois foires à Marsanne et deux à Septème : celles de Marsanne à St-Vincent (22 janv.), à St-Laurent (10 août) et à St-Mathieu (21 sept.), et celles de

(1) *Revue du Dauphiné*, 2, 209-10.

(2) Arch. de la Drôme, E, 3591 ; — *Bullet. de la Société d'Archéol. de la Drôme*, VII, 77-100 ; — U. CHEVALIER et E. GIRAUD, *Le Mystère des Trois Doms... avec... des documents relatifs aux représentat. théâtrales en Dauphiné*, p. 822-4.

Septème aux 29 juin et 24 septembre (1). Louis resta sans doute plusieurs années absent de Grignan. Il semble cependant qu'il aurait dû au moins s'y transporter en 1536, pendant la seconde invasion de la Provence par Charles-Quint, et les opérations défensives de l'armée française concentrée à Valence sous les ordres du roi et à Avignon sous les ordres du maréchal de Montmorency ; car nous savons que Grignan eut alors à souffrir. En juin 1536 des rouseurs y infestèrent la campagne et exposèrent la sûreté publique. Pour y remédier, on chargea les syndics de garder les portes pendant un mois ; on leur donna dix florins de rétribution ; on les autorisa à mettre des gens pour garder la ville, à faire venir des gens d'armes aux frais de celle-ci. Chaque jour, avant d'en fermer les portes, on devait sonner « uno modo de la grosse campane. » Le 2 juillet suivant, l'assemblée communale délibéra au sujet de vivres que le roi avait fait demander. Le 28 du même mois, on y conclut « que les sindics fassent les réparations et canonières aux baris nécessaires coma estat devisat per mons^r de Vallaurie, et que les sindics elegissent ung obrier et ly fassent marché. Item, ont conclus que achetent de artilherie et que les sindics le fassent. Item que pourvoyent de pouldre. Item, après, ont balhé la charge de obrier a noble Léonard Augier et ly donent vj pièces lo jourt (2). » Cependant, ce n'est qu'au 2 novembre de cette même année 1536 que nous retrouvons le baron parmi ses sujets. Cette apparition a lieu à l'occasion d'un accord qu'il fit personnellement avec le recteur de la chapelle St-Claude, accord dont l'acte fut passé dans la grande galerie du château (3). »

(1) Arch. commun. de Marsanne, HH, 1.

(2) Arch. de la mairie de Grignan, BB, 2.

(3) Minut. cit., protoc. B. Reynaud.

De nouveau absent en janvier et février 1537, Louis Adhémar se trouvait à Grignan en octobre suivant, peut-être à l'occasion d'un certain différend qu'il avait alors avec les habitants de ce lieu, lorsque, le 13 de ce mois, au soir, il reçut de par le roi commandement de s'en aller en Provence. L'affaire était urgente. Malgré la pluie de la nuit suivante et du lendemain dimanche au matin, le baron dut partir ce matin-là sans retard (1).

(1) Le dimanche 14 octobre 1537, « en l'audience, où la court de la baronnie de Grinhan est acoustumé de tenir, estant illec establis et personnellement constitués et apellés par le sergent ordinaire de lad. court toutz et chascuns les manans et habitans de la terre du mandement de Grinhan, par conseil et congregation generale, de par moy Loys Adheymar du Monteilh, chevalier, seigneur et baron de Grinhan, à comparoir et se porter par devant led. seigneur audit lieu du consistoyre et audience pour ouyr... certeynes démonstrations et parolles que led. seig^r voloit... declarer auxd. habitans de lad. terre ses subjects, pour bien de paix et à leur utilité et proffict. Auquel lieu, à l'heure de mydi, se sont illec represantés et trouvés honestes personnes Jacques Gibboux, Vincent Lombard, sindictz de lad. terre de Grinhan, et avec eux Estienne Chaix ung des quatre procureurs constitués par lad. commune, et les aultres troys procureurs estoient absents de la ville pour les affaires desd. habitans, come ont dict les sus nommés ; aussi estant illec presens avec lesd. sindicts dud. lieu, Glaude Chabert... *(nous omettons ici les noms d'environ 140 personnes)*... ; et estant leald. susnommés, tant à leur nom que des aultres absans dud. mandement de Grinhan, pardevant egregie et venerable personne messire Anthoine Vache, licencié en droictz, seig^r de Tourettes et prier de Grinhan, illec commitz literatoyrement par lettre sousignée par led. seigneur, laquelle led. seig^r de Tourettes a illec... exhibée pardevant tous les susnommés, et leur a dict et expausé commant led. seig^r avoit esté mandé dès le soir devant, de par le roi, pour s'en aler en Provance, et, non obstant le mal temps de pluye qu'il a faict toute la nuyt passée et faisait encores, il a falhu et esté necessaire, pour obbeyr aux commandemens du roy, que led. seig^r de Grinhan soit departi de son chasteau n'a pas deux heures et s'en va là où le roy luy a mandé en Provence. A cause de que il avoit commictz led. seig^r de Tourettes illec pour dire et remonstrer a tous... lesd. habitans dud. mandement et terroir de Grinhan comme il avoit entendu que madame de Grinhan sa mère avoit passé arbitrage et compromis avec les sendics et

Il serait assez fastidieux d'entrer ici dans les détails de ce différend qui paraît n'avoir eu pour objet que des redevances pécuniaires et s'être transformé en un véritable procès pour clames et lattes encore agité trois ou quatre ans plus tard (1). Quant au départ hâté du baron pour la Provence, il se rattache sans doute aux fonctions de « gentilhomme ordinaire de la chambre du roy », ou plutôt à celles de « gouverneur de Marseille, des forts de N.-D. de la Garde et château d'If, en 1537 », que M. le marquis de Boisgelin attribue positivement à ce baron (2).

Du reste, bientôt cette mission faisait place à une autre plus importante encore. Dès 1538, Louis Adhémar était ambassadeur du roi à Rome, où il eut pour collaborateur le fameux Jean de Monluc, plus tard évêque de Valence. Les rapports de ces deux hommes furent excellents, et leurs lettres témoignent de leur estime réciproque. Jean de Monluc, alors protonotaire, resta plusieurs années attaché à l'ambassade de Rome, prenant bonne part aux affaires de France. Dans une lettre adressée de Rome, le

quatre procureurs desd. habitans de lad. terre de certains differans que avoient esté meux et suscités par lesd. sendics au nom de toute la communauté de lad. terre et remitz lesd. differans au dict et ordonnance de deux arbitres en iceluy nommés. Duquel arbitrage et compromis led. seigr de Grinhan en estoit content et le avoit agreable... » Bref, Ant^e Vache ajoute que le seigneur de Grignan « estoit ebahi et emerveillé » de ce que lesd. habitants avaient choisi et délégué Jacques Jaubert, Jean Bertet, Etienne Chaix et Sébastien Guyon pour plaider contre lui, et que ce procédé de la part de la communauté n'est pas signe de bonne volonté et d'amour de la paix. Mais les syndics et procureurs déclarent que les procureurs ont été nommés non pour plaider, mais pour transiger ; que, au surplus, s'il y a quelque chose qui contienne menace ou suspicion de volonté de plaider, ils le cassent et révoquent absolument. (Minut. cit., protoc. *Reynaud*, reg. coté *Chauds*, f. 145).

(1) LACROIX. *Invent. des arch. de la Drôme*, E, 5782-3.

(2) *Général. des Adhémar*, p. 43.

8 août 1538, au connétable de Montmorency, il donne de grandes louanges au sieur de Thès, ambassadeur extraordinaire auprès du pape ; mais lui-même ne tarda pas à mériter celles de M. de Grignan, qui, déjà ambassadeur à Rome, écrivait au connétable : « Monseigneur, je ne vous
 « veux point céler le bon office que fait le protonotaire de
 « Monluc, dont vous avés fait si bonne élection ; car je
 « vous assure qu'il n'est possible de voir serviteur plus
 « affectionné au service du roi, ayant l'esprit, sens et ex-
 « périence requise pour cet affaire, dont je me trouve tant
 « consolé, que, outre le service qu'il fait audit seigneur,
 « je ne voudrois, pour avoir beaucoup gagné, que ne l'eus-
 « siés mis en cet estat, pour les honnestes conditions que
 « je luy voy avoir, et vous assure que vous n'avez rien
 « perdu au change, pour avoir laissé Nicolas Raince... »

Un peu plus tard, le 23 novembre 1538, M. de Grignan reparlait ainsi de son habile collaborateur à M. de Montmorency : « Monseigneur, j'ay veu ce que me man-
 « dés touchant le protonotaire de Monluc, lequel je ne
 « faudray d'employer pour les affaires du roi, comme j'ai
 « fait dès le commencement de mon arrivée, ainsi que
 « m'aviés commandé, dont je vous assure, Monsei-
 « gneur, avés fait très bonne élection, et, comme je vous
 « ay écrit, c'est un très bon serviteur et affectionné, ayant
 « toutes les parties requises pour sçavoir bien manier tels
 « affaires, et n'y voit qu'une faute, c'est pauvreté, car il
 « n'a rien que le bien que par diverses fois luy avés fait
 « (qu'il a eu bon loisir de dépenser). Je vous supplie, Mon-
 « seigneur, y avoir égard, et luy faire donner estat pour
 « s'entretenir, jusqu'à ce que l'ayés fait pourvoir en l'Es-
 « glise, vous promettant par ma foy, Monseigneur, qu'il
 « ne m'en a jamais parlé, mais la nécessité que je voy
 « qu'il en a me le fait dire, et l'affection dont il se sert. »

De son côté, le protonotaire estimait fort M. de Grignan. Dans une lettre du 10 décembre 1538, il dit entre autres choses, que quand Sa Sainteté Paul III parle (d'une affaire épineuse alors en cour) « à Monseigneur de Grignan, « c'est avec tant de modestie et de prudence qu'il est « possible, et ne fait aucun semblant d'en estre offensée... »

Le 8 mai 1539, le baron témoignait encore de son estime pour le protonotaire, comme on le voit par ces mots d'une lettre dudit jour au connétable : « Monseigneur, suivant ce que Sa Majesté et vous m'avez commandé, j'ay « présenté le protonotaire de Monluc à Sa Sainteté pour « assister dorénavant aux audiences, vous assurant, Monseigneur, que Sa Sainteté l'a eu très agréable, et me l'a « grandement loué pour sa prudence et bonne diligence... »

C'est pendant cette ambassade que Louis Adhémar fit les démarches nécessaires pour transférer le chapitre de Grignan dans une nouvelle église qu'il venait de faire construire en ce lieu, et pour en augmenter le personnel et les revenus. A cet effet, il obtint de François I^{er} une lettre pour le pape, dans laquelle le roi rappelle les services que son « amé et féal conseiller et chambellan ordinaire le seigneur de Grignan, à présent » son « ambassadeur auprès de » Sa « Sainteté », lui a rendus. Par cette lettre du 31 août 1539, le roi supplie Paul III d'accorder au baron l'union des prieurés de Tourretes, du Val-des-Nymphes et du Revest d'Esparron de Pallières à l'église collégiale de Grignan, et la confirmation de l'union du doyenné de Colonzelle à la même collégiale. En effet, le 27 septembre suivant, une bulle papale accordait les union et confirmation demandées, ainsi que le transfert du Chapitre de l'ancienne église St-Jean à la nouvelle sous le vocable de St-Sauveur, et l'augmentation du personnel capitulaire. La bulle fut parfaitement exécutée, malgré les

difficultés que devaient surtout soulever ces annexions de bénéfices perdus de ce chef par des religieux.

Le baron n'avait pas attendu cette exécution pour faire sur ses revenus privés une dotation de nouveaux bénéfices dont parlait la bulle ; car des actes de 1539 nous le signalent faisant « une dotation à l'esglise et Chapitre de Grignan », et « une donation à lad. esglise de 4,000 livres avec donation du disme du seigneur de Grignan au vintain ». Puis, le 18 décembre 1540, il remet au sacristain Bonnefoy un chasal à *Coste chaude*.

Cependant, l'ambassade du baron ne se prolongea guère après l'obtention de la bulle. Le 22 février 1540 (n. s.), le protonotaire de Monluc adressait à M. de Montmorency des plaintes amères contre le successeur de M. de Grignan à Rome, Jean de Langeac, évêque de Limoges (1). Nous ne savons pas sur quoi portaient ces plaintes contre M. de Langeac, qui fut un diplomate bien actif. Aux yeux de certaines personnes, c'est parfois un grand tort de remplacer trop bien certaines gens.

IV

Louis Adhémar ne quitta l'ambassade de Rome que pour recevoir du roi d'autres charges importantes. M. le marquis de Boisgelin nous apprend qu'il fut nommé surintendant de la marine du Levant par lettres du 20 février 1540, confirmées par autres lettres des 26 octobre suivant et 29 février 1543 (2) ; lieutenant du roi en Provence,

(1) Philippe TAMIZEY DE LARROQUE, *Notes et documents pour servir à la biographie de Jean de Monluc...* (Paris, 1868), pp. 9, 11, 45-6. — Notre Grignan religieux, chap. XIV, dans le *Bullet. de la Société archéol. de la Drôme*, XIII, pp. 284-96 et 313.

(2) *Généalogie* cit., pp. 43-4.

après Antoine Imbert, dit Filleul, archevêque d'Aix, par lettres données à Blois en 1540 (1), et reçu en cette charge l'année suivante; gouverneur de Provence par lettres du 15 août 1541, en remplacement de Claude de Savoie, comte de Tende (2).

Ces charges ne l'empêchaient pas cependant de s'occuper encore, en toute occasion favorable, des intérêts du Chapitre de Grignan, dont il était un second fondateur. Les occasions ne se firent pas attendre. En effet, la charge donnée par ce Chapitre, le 16 mai 1540, à deux de ses membres, de prendre possession du prieuré d'Esparron de Palièreset d'en gérer les biens (3), et un arrentement de ce prieuré, en 1550, font supposer que les religieux de St-Victor de Marseille, précédemment possesseurs du même prieuré, acceptèrent paisiblement le transfert qui venait d'en être fait par la bulle du 27 septembre 1539 (4). Mais les religieux de Tournus réclamèrent contre l'enlèvement qu'on leur faisait des prieurés des Tourretes et du Val-des-Nymphes. Le cardinal de Tournon, abbé commendataire de Tournus dès 1535, était sûr de l'appui de Jacques de Tournon, son neveu, évêque de Valence et de Die, et qualifié lui-même d'abbé de Tournus en 1540. Ces prélats s'unirent contre le chapitre de Grignan, qui, tout fort qu'il était des termes exprès de la bulle, ne manqua pas de déléguer, pour soutenir ses droits et arranger l'affaire, les personnages les plus capables de le faire, le baron de Grignan et Antoine Vache, son doyen. L'acte de procuration à eux passé, aussi

(1) DE HAITZE (*Histoire d'Aix*, II, 195), fait observer que Louis Adhémar fut le premier lieutenant nommé directement par le roi; les autres l'étaient auparavant par les gouverneurs de Provence.

(2) *Généalogie* cit., p. 43-4.

(3) Minut. cit., protoc. B. Reynaud, reg. de 1522 à 1542, f. cclviii.

(4) Ibid., protocoles Silhol, notes de 1550, f. lvj.

le 16 mai 1540, nous apprend que Louis Adhémar était alors chevalier, chambellan et conseiller du roi (1). Moyennant une légère pension annuelle au chambrier de Tournus, les deux prieurés restèrent au chapitre, au doyen duquel le baron donnait, le 12 janvier 1541, pour lui et ses successeurs, « toutes eaulx que pourra prendre et profiter, tant des eaulx de pluye que de celles qui descendent

(1) Le 16 mai 1540, « Constituti in capella sacristie ecclesie secularis et collegiate Sancti Salvatoris de Grignano, in Diensi diocesi, Romane ecclesie immediate supposite, venerabiles et egregii viri dñi Petrus Bonafid sacrista, Jacobus Sabbaterii magr chori, Nicolaus le Voyer, Andreas Chambonis, Johannes de Bosco, Anthon. de Vivis, Johan. Allardi, presbiteri, canonici dicte ecclesie S^{ti} Salvatoris, ibid. ad sonum campane, ut moris est, capitulariter congregati..., fecerunt... procuratores, factores... et negociorum suorum infrascriptorum gestores..., videlicet illustrem et magnificum dñm Ludovic. Adhemarii de Montillio, millitem, baronem de Grignano..., chambellanum et consiliarium regium, egregiumque et nobilem dñm Anthonium du Vache, in decretis licenciaturae, decanum ejusd. ecclesie colleg. S^{ti} Salvatoris, absent. tanquam present. et quemlibet eorum in solidum, specialiter et expresse ad, eorumd. dñor. sacriste, magri chori, canonicor. et aliorum absent. ecclesie et capituli S^{ti} Salvat. nomine..., transhigendum... cum Reverendiss^o in Xpo patre et dño dño Francisco de Turnone, miseratione divina titulli SS. Marci et Marcelliani cardinalis, et Reverendo in Xpo patre et dño dño Jacobo de Turnone, eadem miseratione divina episcopo Vallen. et Dien. et abbate regallis monasterii Trenorchien., ac religiosis et convent. ejusd. monasterii, ordinis S^{ti} Bened^{ti}, in Cabilon. diocesi, in, de et super quibuscunq. litibus... ortis vel oriundis... inter eosd. Reverendiss. in Xpo patr... cardinalem et Reverend... episcopum et abbatem ac etiam religiosos et convent. ejusd. monasterii Trenorch... occasione... unionum... et incorporationum perpetuo factarum per Sanctam Sedem apostolicam... de prioratibus S^{ti} Spiritus de Turretis cum ejus annexis de Grignano et de Sallis... et b^{te} Marie Vallisnympharum cum ejus annexis de Rossas et Sancti Michaelis de Garda..., et eorum fructib., redditib. proventib. et emolument. quibuscumq. jamdicte ecclesie collegiate S^{ti} Salvatoris de Grig^o et capitulo masseque et manse capitulari ejusd. ecclesie, et cum eisd. dñis... et conventu ad causam premissorum... conventiones... faciend... et passand..., et alia faciend. prout eisd. dñis procuratorib. et cuilibet ipsorum videbitur faciendum... Act. Grignani... B. Reynaudi, not. » (Minut. cit., protoc. B. Reyn. de 1522 à 1542, f. cclv).

des fontaines », pour en faire l'usage et utilité qu'il voudra (1).

Encore un différend. Malgré la sagesse avec laquelle la bulle de 1539 réglait la question du service paroissial futur dans l'église de St-Jean, des difficultés surgirent à ce sujet. Cependant un projet d'accord fut proposé par le baron et le Chapitre, et communiqué, en novembre 1544, par un des syndics communaux, à l'assemblée générale du pays. Celle-ci trouva « les articles » du projet contraires sur plusieurs points à ses intérêts, et, le 17 dud. mois, « ont dict toutz d'une accord et sans nulle contradiction de null, que sera démontré à mondit seigneur par les scindicz ce que semble ausd. habitans du contenu en yceulx et à mond. seigneur réparer sur lesd. articles, et, ce non, lui requérant faire faire ; et, se aultrement mond. seigneur ne veult accorder, qu'il fera selon Dieu et le debvoir et ainse que bon lui semblare. Et ainsse de passer les aultres articles que seront ballés à mond. seigneur par lesd. sindics dud. Grignan.. »

Le baron et le Chapitre, trouvant apparemment les réclamations de la commune exagérées et contraires aux termes de la bulle de 1539, recoururent au Parlement de Grenoble pour la faire vérifier, entériner et déclarer exécutoire ; ce qui fut ordonné le 17 avril 1545. L'ordonnance fut communiquée au conseil général de Grignan, qui, le 9 septembre suivant, consentit à l'union du prieuré de Tourretes à l'église St-Sauveur, sauf toutefois le service divin ordonné que « Monseigneur de Grignian » est obligé d'assurer. On termina en chargeant les syndics de régler ce dernier point. Bientôt après, le conseil général eut communication, par le doyen Vache, d'un arrêt du Parlement

(1) Minut. cit., protoc. *B. Reyn.* de 1522-42, f. ccxxxvj.

d'Aix prescrivant à la commune de consentir « à l'entérinement des lettres royaulx inpetrées pour la partie » du Chapitre, et d'un traité fait « en la présence de Madame la Gouvernante, led. seigneur doyen et Vincens Lombard, sindic », d'après lequel les parties s'en remettaient « à Monseigneur de Grignan » pour régler le service divin de l'église paroissiale St-Jean. Sur ce, le 21 novembre 1545, le conseil général, désirant « abver bonne paix et concorde avec mondict seigneur », donna charge à M^e Pierre Vitalis, procureur au Parlement d'Aix, d'acquiescer à l'entérinement « des lettres royaulx obtenues » de ce parlement sur l'union du prieuré. Enfin, le 18 février 1546, la cour d'Aix ordonna que les lettres d'érection de St-Sauveur avec l'union susdite auraient leur plein effet, « à la charge toutefois que sera faict le divin service nécessaire èz églises unies à lad. église St-Sauveur, et icelles églises entretenir entières et couvertes ainsi qu'il appartiendra et sans dépens. »

Cette sentence mit fin au procès. Dès les 6 mai et 7 août de la même année, la commune s'occupait de réparer le clocher de l'église St-Jean, et le 15 janvier 1547 le Chapitre se nommait un délégué pour recouvrer ses revenus, et un administrateur de ses biens. Enfin, en 1547, Louis Adhémar fondait « le pardon la première dimanche du mois. »

Mais on voit aussi le baron vaquer à ses propres affaires. Le 20 novembre 1540, il prêtait hommage au roi dauphin pour la terre d'Aleyrac, d'un revenu approximatif de 100 livres, pour celles de Marsanne et Bonlieu, d'un revenu de 400 livres environ, et pour celle de Chamaret, d'un revenu de 120 livres environ. Le 3 décembre de la même année, il recevait lui-même, comme baron d'Aps, le dénombrement de ce que Louis Guion en tenait en

fief (1). Le 31 mai 1542, le couvent de St-François de Montélimar lui donnait, mais par l'entremise d'Antoine Vache, doyen de Grignan, son représentant, quittance de la somme de 100 florins valant chacun 12 sous, somme destinée exclusivement à « des joyaulx et habits pour la décoration et service dud. couvent. » Cet acte le qualifie de « chevalier, seigneur et baron de Grenhan, La Garde et « Aps, gouverneur de Marceille, lieutenant général pour le « roi en Provence (2). »

Mais parlons des événements à l'occasion desquels le baron allait surtout s'illustrer.

François I^{er} avait profité de la présence de Charles-Quint en France pour reprendre les négociations relatives au duché de Milan. Charles-Quint promit d'en donner l'investiture à un des fils du roi ; mais, dans la suite, il éluda sa promesse et les hostilités recommencèrent. Pendant que l'empereur, à la tête d'une flotte considérable, entreprenait une expédition contre les musulmans d'Afrique et tentait de conquérir Alger, François I^{er} s'alliait avec les Turcs, le roi de Suède et les protestants d'Allemagne. Par suite, le sultan Soliman II, projetant la conquête de l'Autriche, rencontrait à Bude, en 1541, le capitaine Escalin, dit *le Pollin*, ambassadeur de François I^{er}. Escalin était un de ces aventuriers dont la fortune serait inexplicable si la Providence ne leur donnait dans les occasions difficiles l'art des ressources imprévues.

(1) Arch. de la mairie, BB, 3 ; — Id. de l'église de Grign., *Mémoire de M. de Castillon*, p. 229-30 ; — Minut. cit., protoc. *Silhol*, grosses, 8^e reg. ff. cxxxj et cxxxij ; — Arch. Morin-Pons, *Invent.* de 1631 ; — *L'Arrond.*, cit., I, 65, 305 et 366 ; V, 81.

(2) Arch. Morin-Pons, orig., pap. français.

(A continuer).

L. FILLET.

SÉANCE DU 30 OCTOBRE 1893

PRÉSIDENTE DE M. DE GALLIER

MM. Vallentin et Lalande s'excusent par lettres de ne pouvoir assister à la réunion.

Après lecture d'une invitation au Congrès international d'hygiène et de démographie de Buda-Pesth, en 1894, M. l'abbé REYNAUD, vicaire à Montélimar, présenté par MM. Brun-Durand et Vallentin, est proclamé *membre titulaire*, et M. POIDEBARD (William), présenté par MM. de Gallier et Lacroix, *membre correspondant*.

M. le Secrétaire décrit rapidement ensuite les beaux sites traversés par le chemin de fer départemental de St-Vallier au Grand-Serre, inauguré la veille, et lit quelques pièces curieuses extraites des archives de Livron.

Sur la proposition de M. Victor Colomb, on vote l'échange du *Bulletin* avec l'*Académie des Jeux Floraux*, de Toulouse.

M. de Gallier annonce qu'il a reçu en communication de M. Poidebard un certain nombre de documents relatifs à César Borgia, duc de Valentinois, et fait espérer un travail sur ce personnage. Avec deux écrivains aussi versés dans la connaissance du passé, ce travail ne peut manquer d'offrir le plus vif intérêt.

Divers renseignements sur les découvertes les plus récentes terminent la séance.

A. L.

NÉCROLOGIE

BOISSON (AUGUSTE-MARIE-ADRIEN).

Aux vides assez nombreux que la mort a creusés dans les rangs de la Société en 1893, il faut ajouter encore la perte de ce confrère de la première heure.

Né au Pont-St-Esprit, le 9 février 1812, il avait fait de brillantes études au lycée de Nîmes et pris ses grades de bachelier ès-lettres et ès-sciences. De concert avec M. Bourdon, architecte départemental du Gard, il fit construire l'église de St-Remi et réparer plusieurs édifices de Nîmes. Nommé percepteur de St-Julien de Peyrolas en 1840, à la place de son père défunt, puis à Alex et à Mirabel (Drôme), il ne cessa pas pour cela de s'occuper d'architecture : les églises de St-Remèze et de Roche-maure, le monastère de Ste-Claire de Crest, Notre-Dame de l'Espérance à Die et de Bon-Secours à Nyons, le tombeau des prêtres de Crest et la chapelle de St-Ferréol de la même ville témoignent de son goût et de son savoir.

A St-Julien de Peyrolas, il réussit à faire partager de vastes landes stériles et à les fertiliser, et à Mirabel, grâce à lui, le syndicat des digues de l'Eygues rendit à l'agriculture de précieux terrains.

Affable, modeste, désintéressé, il se concilia partout des sympathies profondes et de solides amitiés. Rendu à la

vie privée en 1870 et revenu dans sa ville natale, il reprit ses compas et ses pinceaux et dota son canton de nombreux édifices.

Ami des lettres et de l'histoire, il écrivit longtemps dans le *Pontias*, de Nyons, et publia en 1888 des *Notes et documents pour servir à une histoire de la ville du Pont-St-Esprit*.

Ce qui distinguait surtout M. Boisson de la plupart de ses contemporains, c'était sa charité. Administrateur de l'hospice depuis 1873 jusqu'à sa mort, il s'en occupait chaque jour et la maladie qui l'a emporté fut contractée en secourant une pauvre famille. Avec de pareils sentiments, il va de soi qu'il était un excellent chrétien, un excellent ami, et un honnête et dévoué citoyen.

A. LACROIX.



CHRONIQUE

M. le Ministre de l'Instruction publique a fixé l'ouverture du 32^e Congrès des Sociétés Savantes au 27 mars 1894.

Le programme et les conditions sont communiqués par M. le Secrétaire, au bureau des Archives départementales.

M. Villard, architecte voyer, a bien voulu nous signaler la découverte : 1^o le 25 novembre 1893, à l'angle sud-ouest du clocher de St-Jean, d'une vieille gargouille d'écoulement des eaux de l'église à 1^m80 en contre-bas du trottoir actuel ; 2^o le 1^{er} décembre, de restes d'une mosaïque d'assez grande dimension sur la place La Pierre, à 1^m10 de profondeur, vis-à-vis la maison Chantre sur le côté nord ; les dessins observés formaient des entrelacs, en cubes blancs et noirs ; 3^o de petites monnaies romaines sans valeur, sur les deux mêmes points ; d'une monnaie en argent au coin des rues de Coulmiers et de Faventines, attribuée par M. Lalande à Florent V, comte de Hollande (XIII^e siècle), connue et peu rare ; 5^o d'une monnaie en or près de la gare, attribuée par M. Roger Vallentin à François de Gonzague.

OUVRAGES REÇUS

Bulletin archéologique du Comité des travaux historiques et scientifiques, 1893, n^{os} 1, 2, 3 et 4.

Journal des Savants, septembre-novembre 1893.

— M. le marquis de La Baume du Puy-Montbrun : *Choses*

agricoles. — Montélimar, Bourron, 1893 : br. in-8°, 88 pp. — Splendide brochure où un agriculteur émérite rend compte d'un concours à Pierrelatte pour la prime d'honneur des exploitations du canton et d'un autre concours à Montélimar, préconise l'engraissement des moutons par le marc de raisins, donne d'utiles conseils sur la maladie de la vigne et sur les assolements dans la plaine de Pierrelatte.

— *Les Reclus de Toulouse sous la Terreur. Registres officiels concernant les citoyens emprisonnés comme suspects, publiés et annotés* par le baron R. de Bouglon. 1^{er} fascicule, *les citoyens reclus à la Visitation.* — Toulouse, E. Privat, 1893 ; in-8° de 168 pp. — Très intéressante publication.

— M. Boyer de Bouillane, avocat à la Cour d'appel à Nîmes : *Opuscules.* — Paris, V. Reteaux, 1893 ; br. in-12 de 106 pp. — Il y a là une *étude sur la Question sociale et les Conférences de St-Vincent de Paul* (1887) ; une *Note sur la vente des immeubles de la mense épiscopale de Nîmes* (1889) ; un *Rapport à l'Assemblée commémorative des Etats de Dauphiné* (1888) ; un *Rapport sur l'assistance publique à l'Assemblée générale de Paris* (1890) ; un *Rapport sur les associations religieuses à la 2^e Assemblée de Romans* (1891) ; une *Allocution à la distribution des prix de l'école libre de Mirmande* (1882) ; une autre *Allocution à la distribution des prix des Cours d'adultes à Nîmes* (1890) ; une *Notice sur M. Tailhand* (1889), le tout écrit avec une haute élévation d'idées et un style élégant.

— *Notes pour servir à l'histoire des curés de Roussas et Notice historique sur St-Joseph de Roussas*, par Louis Chavanet. — Valence, Imprimerie Valentinoise, 1893 ; brochures in-8° de 16 et 20 pp.

— *Amérique — Allemagne et Angleterre. Topo-bibliographie*, par le chanoine Ulysse Chevalier. — Montbéliard, P. Hoffmann,

1893 ; trois brochures in-16 de 15, 46 et 80 pp. — Dans ces extraits de son *Répertoire des sources historiques* du moyen âge, notre savant confrère indique tous les ouvrages relatifs à ces trois puissances : ce qui est et sera d'un grand secours pour les historiens.

— *La Fédération d'Etoile. Discours prononcé le 8 octobre 1893 à l'occasion du monument commémoratif*, par M. Maurice Faure, député de la Drôme. — Valence, Granger et Legrand, 1893 ; br. in-8°, 8 pp. — Eloquent improvisation sur les hommes et sur les causes de l'événement glorifié ce jour-là.

— *Acte d'habitation de la terre de Vitrolles-lez-Luberon (Vaucluse)*. Traduction française d'un acte du 20 mars 1504, publiée et annotée par M. Lucien Gap, instituteur à Mérindol. — Avignon, Seguin frères, 1893 ; br. in-8°, 43 pp. — Sous ce titre se trouvent les libertés ou franchises et l'histoire succincte de cette commune.

— *Quelques notes sur l'origine des églises du Vivarais d'après les anciens cartulaires et d'autres documents*, par A. Mazon. — Privas, Imprimerie Centrale, 1893 ; 1 vol., 279 pp. (tome II). — Ouvrage plein de très curieuses indications sous leur forme scientifique qui sera une mine féconde pour l'histoire locale.

— *Flora latina inscriptionum urbis Portucalensis*, par F.-G. Patricio. — Porto, 1893 ; br. in-8°, 26 pp.

— *Jetons d'aumône Valentinois à retrouver*, par Roger Valentin. — Valence, J. Céas et fils, 1893 ; br. in-8°, 7 pp.

Du même auteur : *L'Atelier temporaire de Sisteron* (1591-1593). — Paris, Société française de Numismatique, 1893 ; br. in-8°, 29 pp.

Du même : *De la réception des filles des compagnons à la Monnaie d'Avignon*. — Même Société, 1893 ; br. in-8°, 17 pp.

Du même : *Notes sur les pinatelles de Philippe-Guillaume, prince d'Orange*. — Bruxelles, J. Goemaere, 1893 ; br. in-8°, 8 pp.

Du même : *Signification de la légende bilinéaire de quelques doubles deniers pontificaux frappés à Avignon*. — Mâcon, Protat ; br. in-8°, 4 pp.

Du même : *L'Atelier temporaire de Valence (1592)*. — Valence, J. Céas et fils, 1893 ; br. in-8°, 15 pp.

Du même : *De l'ancienneté de l'usage du marc en Dauphiné*. — Genève, Jarrys, 1893 ; br. in-8°, 7 pp.

Table des *Notices diverses* de l'auteur, t. I et II. Elles sont au nombre de 49 et prouvent les recherches immenses du jeune numismatiste et son précieux concours aux progrès de la science.

— Tableau des votes politiques du canton de Valence, par M. Villard.

Faute d'espace, nous sommes encore obligé de renvoyer à une autre livraison le tableau des Sociétés savantes qui échan- gent leurs publications avec la nôtre.

A. LACROIX.





LES DERNIÈRES MONNAIES

FRAPPÉES A MONTÉLIMAR

I

L'atelier monétaire de Romans, où il avait été ouvert un nombre prodigieux de pièces sous François I^{er}, fut supprimé purement et simplement par Henri II. Sa clôture définitive, décidée au mois de mai 1554, eut lieu le 12 avril 1556 par les soins de commissaires spéciaux, en présence du juge royal, des consuls et de trois officiers de l'atelier, Joffrey Coct, garde, Jean Chabert, essayeur et François Delacour, prévôt. Les consuls furent invités à faire briser les instruments du monnayage et à veiller à ce qu'il ne se fabriquât plus de monnaies dans cette ville. Cette mesure ne fut pas prise dans un but de centralisation, comme on l'a prétendu. Elle fut provoquée surtout par l'abondance des espèces de toute nature dans le Bas-Dauphiné, accessoirement par les malversations des maîtres et par la négligence ou par l'inexpérience du tailleur. Delombardy a déjà publié un douzain de Henri II aux armes écartelées de France-

Dauphiné, battu à Romans en 1552 avec des légendes incorrectes et il a fait suivre sa description de cette note : « L'officier qui a fait cette monnaie a été condamné à mort pour l'avoir faite (1). » On remarquera que l'ordre numérique a été omis sur cette pièce, contrairement aux prescriptions des généraux-maîtres. La même observation s'applique à la pièce suivante, émise l'année précédente et inédite :



Rose HENRICVS. D. G. FRANCORVM. REX.
G : Ecu de France couronné et accosté de deux croisants également couronnés. A la pointe de l'écu, le chiffre 3, différent de Romans à cette date.

Rose SIT. NOMEN. D. BENEDICTVM. 1551. G.
Croix fleurdelisée, évidée et formée de huit croisants, avec un point central et cantonnée de deux H et de deux couronnelles.

Cuivre à peu près pur. Pas de point sous la deuxième lettre des légendes. Coll. André Lalande, à Valence.

(1) *Cat. des monnaies françaises de la collection de M. Rignault*, p. 40. « 298. Dauphiné, 1552, Rose HENRICVS. D. G. FRANCORVM. REX L. Ecu couronné, écartelé de France-Dauphiné et accosté de 2 croisants couronnés ; 3 sous l'écu. — *Rev.* Rose SIT. NOMEN. D. BENEDICTVM. 1552 (2 renversé). Même croix que le n° 297, anglée de 2 dauphins couronnés et de 2 H. — Gr. 2 g. 49. Frappé à Romans ». Cette monnaie a été émise par Jérôme de la Rose.

Ce douzain présente encore la singularité d'avoir au droit et au revers un double différent dans les légendes, G et une rose. Jérôme de la Rose avait été nommé maître le 25 janvier 1548 (n. st.) et c'est lui qui a fait frapper cette pièce. La rose fait allusion à son nom. Quant au G, c'est l'initiale de son prénom, qui s'écrivait au XVI^e siècle Gérôme ; j'ai déjà établi que les maîtres particuliers du Dauphiné avaient adopté l'usage de faire graver très souvent l'initiale de leur prénom à la fin des légendes (1).

Le successeur de Jérôme de la Rose (Gérôme de la Roze, d'après les manuscrits), Etienne..... (2) livra de même à la circulation de 1552 à 1556 des douzains irréprochables au point de vue du type, mais d'un aloi très inférieur ; au commencement de l'année 1555, il avait « quantité d'ouvrage à monnoyer (3). » L'essayeur fut de 1555 à 1556 Guillaume Chaix, orfèvre à Montélimar.

(1) *Découverte d'un trésor du XVI^e siècle, à Montélimar*, p. 11.

(2) DE COSTON. *Hist. de Montélimar*, t. II, p. 193. Cet auteur n'a pas pu déchiffrer le nom de ce maître sur le document qu'il a consulté.

(3) Les auteurs locaux qui se sont occupés de l'atelier monétaire de Romans n'ont pas pu parvenir à déterminer son emplacement. En 1471, cet atelier était installé dans la rue Saunerie « ... domus eorum site in presenti villa de Romanis, videlicet in carriera Sonerie, confrontate juxta ipsam carriariam Sonerie a borea et juxta domum in qua nunc cuditur moneta in presenti villa de Romanis a parte venti et juxta quamdam domum in qua est furnus Domini Guillelmi de Sancta Cruce a parte orientis et juxta domum habitationis heredum Humberti Odoardi, condan mercatoris dicte ville de Romanis, a parte occidentis... » (*Arch. départ. de la Drôme ; Fonds de St-Apollinaire, St-Antoine*, n° 1). Acte du 26 mars 1471, par lequel Garin Béranger et sa mère, Françoise Eynode, veuve de Gonon Béranger, vendent aux chanoines de Valence une pension morte de 10 florins 5 gros, moyennant un prix de 120 écus d'or.

Quant à la Monnaie de Montélimar, sa suppression eut lieu pour des motifs différents de ceux qui amenèrent la clôture définitive de l'atelier de Romans. Le 18 février 1545, François I^{er} avait nommé Balthazard Sauvain maître pour six ans à compter de la première délivrance qui eut lieu le 1^{er} mai 1546. Simon Farbot était à cette époque tailleur (1). André de Montaigu, originaire d'Avignon, acheta la maîtrise de Sauvain le 24 mai 1547, moyennant le prix de 500 écus d'or au soleil. Le 12 décembre 1550, les consuls durent supplier Henri II de conserver à Montélimar son atelier. Si Balthazard Sauvain émit des monnaies d'or, des monnaies d'argent et des monnaies de billon, André de Montaigu paraît n'avoir fabriqué que les douzains suivants :



1° † HENRICVS. 2 renversé. DEI. G. Un monde. FR(ANCORVM). REX. Ecce de France couronné et accosté de deux croissants aussi couronnés (2). Annelet entre la 3^e et la 4^e lettre du mot *Henricus*.

(1) Il était sans doute parent de Jean Farbot, tailleur de la Monnaie de Grenoble de 1524 à 1543.

(2) Le graveur a omis de représenter sur la vignette l'annelet et n'a pas donné au chiffre 2 la position renversée qu'il affecte sur la pièce.

† SIT. NOM(EN)-(D)NI. BENEDIC(TVM) (1550)
O. Croix fleurdelisée, évidée, formée de huit crois-
sants, avec un point central et cantonnée de deux H et
de deux couronnelles (1).

Coll. Vallentin.



2° † HENRICVS. 2 renversé. DEI. G. Un monde.
FRANCORV. REX. I. Même champ que celui de la
pièce précédente. Annelet entre la troisième et la qua-
atrième lettre d'*Henricus* (2).

† SIT. NOMEN. DNI. BENEDICTVM. 1551. T.
Même champ que celui de la pièce précédente, sauf que
les couronnelles sont aux 1 et 4 et les H aux 2 et 3.

Ma collection.

3° Hoffmann a publié la pièce suivante sous le n° 79 :
« *Douzain aux croissants. Dauphiné.* † HENRICVS.
« 2 renversé. D. G. Globe surmonté d'une croix.
« FRANCORV. REX. Ecu de France-Dauphiné en-
« tre deux croissants couronnés. Annelet sous l'N.

« † SIT, etc., 1557 (trois annelets en triangle). Croix

(1) Le graveur a reproduit à tort un G au lieu d'un O à la fin de la légende.

(2) Mêmes observations que pour la pièce précédente au sujet du chiffre 2 et de l'annelet.

« formée par des croissants et cantonnée de deux H et
« de deux dauphins couronnés.

« Billon. Frappé à Grenoble (1) ».

Cette pièce a été ouvree à Montélimar et non à Grenoble. Sa date réelle est 1552 ; le 4^e chiffre est non un 7, mais un 2 renversé. Il y a lieu d'insister sur cette particularité que les deux dauphins du revers sont couronnés, contrairement à l'ancien usage, mais selon la coutume également observée à Romans sous Henri II.

Enfin, Charvet cite un douzain de Henri II, daté de 1550, ayant pour différent à la pointe de l'écu une croix dont les cantons 3 et 4 renfermeraient un point clos (2). Il n'est pas douteux qu'il s'agit d'un douzain de Montélimar (vignette n° 2), qui était mal conservé et sur lequel Charvet n'a pas pu reconnaître le monde qui se trouve toujours à la pointe de l'écu durant le règne de Henri II.

Les trois douzains de 1550, 1551 et 1552 ont été émis par André de Montaigu. En dehors du monde qui est figuré et qui n'est autre chose que le blason de Montélimar, ces trois pièces ont des différents absolument variés, mais non conformes aux différents usuels (initiales du prénom et du nom ou allusion au prénom ou au nom) et qu'il est à peu près impossible d'expliquer. Les trois annelets du n° 3 n'ont aucun rapport avec les armes de la famille d'André de Montaigu qui avait déjà été maître de la Monnaie de Marseille de 1542 à 1546.

Le 31 août 1554, Claude Sabatier pria les consuls

(1) *Monnaies royales de France, Henri II.*

(2) *Description de monnaies françaises, royales et féodales, décrites par J. Charvet, p. 30.*

d'intervenir en sa faveur et de lui faire obtenir la maîtrise. Ce fut au contraire Sauvain qui fut choisi par le roi et ce fut ce dernier qui demanda le 13 juin 1555 au conseil de ville l'autorisation d'ouvrir la Monnaie. En 1557, Claude Sabatier fit de nouvelles démarches. A partir de 1554, l'atelier de Montélimar fut à peu près inactif. De graves troubles, occasionnés par les protestants qui étaient tout puissants dans cette ville, ne tardèrent pas à éclater et l'atelier ne put être mis en activité.

II

En 1567, l'ancien maître Balthazard Sauvain était commis à la recette des deniers royaux. Au début du mois de janvier 1568, le conseil politique, installé à Valence, fut transféré à Montélimar ; il s'empara, d'après les notes de Candy, des deniers publics et des revenus des églises et vendit les ornements, les vases sacrés et les cloches. Le 21 janvier de cette même année 1568, Balthazard Sauvain annonça que le comte de Crussol venait de l'autoriser à ouvrir la Monnaie. Crussol était alors chef des bandes protestantes. Sauvain avait de son côté embrassé avec ardeur la nouvelle religion et avait été consul « huguenot » en 1563 avec J. Bérole. Tout en affectant « d'agir en faveur du roi et de la liberté de conscience », les protestants ont battu monnaie à Montélimar, fait dont ne s'est pas rendu compte l'historien de cette ville. Leur criminelle tentative ne fut couronnée de succès que durant deux mois environ. Les monnaies,

frappées bien entendu au nom de Charles IX et qu'il serait fort curieux de retrouver, portent la date de 1568 et sans doute le différent de la ville, un monde. Elles ne peuvent être que des testons, des demi-testons, des doubles sols parisis, des sols parisis ou des liards, Jusqu'à preuve contraire, je crois qu'il faut éliminer de cette énumération les testons et les demi-testons. Pour prévenir le retour d'un pareil attentat, le 9 juin 1568, Séverin Odoard, conseiller au Parlement, envoya deux archers aux consuls avec ordre de leur remettre « les trosseaux, coings, bilhots et aultres choses », saisis par Galbert et laissés à l'atelier et de les faire escorter jusqu'à Valence (1). C'est seulement le 23 mars précédent que le baron de Gordes avait pu entrer dans la ville et en chasser les troupes protestantes. Telles sont les circonstances qui ont amené la première clôture définitive de la Monnaie de Montélimar.

Les protestants battirent d'ailleurs monnaie en plus d'un lieu sur la rive gauche du Rhône :

1° Le 9 juin 1562, Odde de Triors, au nom du baron des Adrets, alors protestant, enjoignit aux consuls de Romans de faire monnayer 20 lingots d'argent pesant 231 marcs, provenant des reliquaires de St-Antoine et de St-Marcellin. Il lui fut répondu d'une manière négative parce que l'atelier était fermé depuis plusieurs années, que les fourneaux avaient été démolis et que les matrices étaient impropres au service, comme ayant été mises hors d'usage en 1556, comme on l'a déjà vu (2).

(1) DE COSTON. *Hist. de Montélimar*, t. II, p. 194.

(2) *Bulletin de la Société de la Drôme*, t. IX, p. 139.

2° Trois mois plus tard, au mois de septembre 1562, les catholiques, sous la conduite de Sommerive, s'emparèrent de Sisteron. Les protestants abandonnèrent dans leur fuite rapide « quantité de coins pour la fabrication des monnaies », que les catholiques se bornèrent à briser (1),

3° En 1577, Lesdiguières ouvrit une officine clandestine à Livron et choisit pour maître Raphaël Semerie, originaire de Nice (2).

De même, lors de la triste destruction de Cabrières, peuplée de Vaudois, en 1545, « on trouva dans une maison de campagne des outils à faire de la fausse monnaie et des pièces fraîchement fabriquées ; on y trouva aussi une quantité considérable de matière destinée à cet usage (3). »

III

Au début du règne d'Henri IV, la guerre civile avait engendré une pénurie extrême de la menue monnaie dans le sud-est de la France. Les chefs de la Ligue firent établir en diverses villes des ateliers temporaires dans le but de se recruter des partisans, d'accroître leur popularité et d'augmenter leurs ressources pécuniaires. Dans d'autres villes, qui avaient reconnu l'autorité d'Henri IV, les représentants de ce roi provoquèrent la création de Monnaies temporaires ou même les ins-

(1) DE LAPLANE. *Hist. de Sisteron*, t. II, p. 68.

(2) *Revue Numismatique*, 1885, p. 123.

(3) P. JUSTIN. *Hist. des guerres excitées au Comtat*, p. 64.

tallèrent de leur propre chef « soubz le bon plaisir de Sa Majesté ». Une crise monétaire n'en sévit pas moins avec une incroyable intensité de 1590 à 1593. Aux faits que j'ai déjà relatés (1), on peut ajouter les suivants qui sont inconnus des auteurs modernes. Les consuls d'Arles y installèrent un atelier de leur propre autorité ; des lettres-patentes du duc de Mayenne, datées du 22 décembre 1591, mentionnèrent cette usurpation (2). Les pinatelles arlésiennes au nom de Charles X n'ont pas encore été retrouvées. Le duc de Savoie, à son arrivée en Provence (1591), eut l'audace de vouloir battre monnaie à son coin à Martigues (Bouches-du-Rhône). Le Parlement ligueur, siégeant à Aix-en-Provence, comprit cependant l'infamie de cette prétention et s'opposa à la tentative de Charles-Emmanuel I^{er} (3).

En 1591, les consuls de Montélimar réclamèrent la réouverture de la Monnaie. Le gouverneur du Poet se chargea de transmettre leur requête avec un avis favorable. Après avoir rappelé que « de toute ancienneté », il y avait eu en Dauphiné quatre Monnaies (4), dont une fonctionnait à Montélimar, ils déclaraient que les guerres de religion avaient ruiné leur ville et que la fabrication des espèces de billon favoriserait le commerce qui commençait à se relever. Par une ordonnance du 31 janvier

(1) *L'Atelier temporaire de Sisteron, l'Atelier temporaire de Valence, Un Atelier monétaire à Nyons.*

(2) PAPON. *Hist. générale de Provence*, t. III, p. 630.

(3) GAUFRIDY. *Hist. de Provence*, p. 705.

(4) Crémieux, Grenoble, Montélimar (avant Mirabel, puis Embrun) et Romans.

1592, signée au camp de Songeon, Henri IV rétablit l'atelier monétaire et ordonna à la Cour des Comptes et au visénéchal de veiller à l'exécution de sa décision. Au mois de mai suivant, le consul Pierre Brisset et le capitaine Vivaud se rendirent à Grenoble dans le but d'obtenir le prompt entérinement des lettres royales. Leur démarche ne fut pas couronnée d'un plein succès (1). Le 26 mai, la Chambre des Comptes nomma par provision aux fonctions de second garde Barthélemy de Marnas, originaire de Montpellier et désigna le conseiller Ennemond Manuel et à son défaut le visénéchal de Montélimar pour surveiller l'installation de l'atelier. Ennemond Manuel se transporta dans la cité des Adhémar et mit de Marnas en possession de « son estat et office » le 2 juin suivant, du consentement des consuls Montiliens et de l'avis conforme de Bérole, substitut du procureur du roi au siège présidial. Toutefois, les consuls furent d'avis d'exiger un cautionnement de Barthélemy de Marnas. Henri IV délivra à ce dernier, le 31 octobre 1592, des lettres-patentes datées de St-Denis. C'est seulement le 23 février 1593 que le bureau de la Cour des Comptes de Grenoble, composé de Macé de Basemont, président, d'Ennemond Manuel et de A. Carles, conseillers, entérina les lettres royales et désigna le visénéchal pour surveiller la fabrication des monnaies (2).

A cette époque, la crise monétaire créée dans le sud-est de la France par l'émission des pinatelles n'était pas encore terminée. Le Parlement de Grenoble avait rendu

(1) DE COSTON. *Op. I.*, t. II, p. 512.

(2) *Archives de l'Isère*, B, 2915.

le 21 janvier de cette même année 1593 un long arrêt que j'ai étudié ailleurs et publié *in-extenso* (1). Ce n'est qu'au début du mois d'octobre suivant que les procureurs du pays présentèrent une requête au Parlement ligueur de Provence pour demander qu'il n'y eût dans cette province qu'un seul atelier, celui d'Aix et « que pour le bien public les pièces de six blancs ou pinatelles seront décriées et mises au billon, que leur qualité, nom et légence (*sic*) seront entièrement éteints ». Ce Parlement décida le 12 octobre que les pinatelles forgées depuis 1588 auraient cours jusqu'au 31 décembre suivant avec une valeur de 4 d. t. par sol nominal, soit de 10 d. t. ou d'un carolus, « passé lequel temps, elles seroient décriées et mises au billon, avec inhibition de les exposer, à peine de faux (2) ». Le duc d'Epemon, qui était à la tête du parti d'Henri IV, s'empessa de prendre une décision identique. Il n'est donc pas étonnant que le Parlement de Grenoble ait fait preuve d'une certaine hésitation et ait craint d'augmenter le désordre des monnaies, lorsqu'il s'agit d'installer un nouvel atelier à Montélimar. D'autre part, les consuls Montiliens ne voulaient pas qu'on mît à la charge de la ville les frais de premier établissement.

Le 27 janvier 1593, Claude Firmin, dit Jardin, demanda à la Chambre des Comptes la maîtrise, moyennant un cautionnement de 200 écus. Le procureur du roi, Félix Roche, adressa de son côté une requête

(1) *L'Atelier temporaire de Sisteron*, p. 17.

(2) PAPON. *Op. l.*, t. III, p. 631.

« dans laquelle il disait qu'à cause de la rareté des monnaies, on craignait une sédition populaire ; que plusieurs personnes étaient sur le point de s'entretuer ; que tout le billon du Valentinois avait été exporté dans les provinces voisines ; qu'il avait été remplacé par des pièces fausses ; que l'atelier de Grenoble ne pouvait suffire à la fabrication ; que l'ordonnance du 31 janvier 1592 avait été vérifiée à la Chambre des Comptes et que rien ne s'opposait à son exécution ». Boffin, avocat général, Servient, procureur des Etats et Jacques Trouilleur, maître de la Monnaie de Grenoble, donnèrent un avis favorable, le 21 mai 1593, pourvu que les bénéfices de la fabrication soient employés dans l'intérêt du roi, que les officiers de la Monnaie ne jouissent d'aucun privilège (1) et que l'on n'émette que des sols et d'autres petites espèces ; ils déclarèrent en outre qu'aucun changeur ou commis n'avait été envoyé dans les villes désignées par le règlement du 21 janvier précédent. Sans hâter la solution désirée, Louis de Villette, visénéchal, donna acte au syndic des villages du ressort et aux consuls de la rareté des monnaies et constata « que partout les champs restent incultes ; qu'il est impossible de satisfaire aux charges des impôts et aux nécessités du commerce et qu'on est obligé de se servir de monnaies altérées ou falsifiées (2) ». Cette lamentable situation avait été créée par les guerres de religion et elle troubla le pays durant plusieurs années encore.

(1) Il en fut de même pour les officiers, les ouvriers et les monnayeurs, recrutés au hasard, lors de l'ouverture de tous les ateliers temporaires du Sud-Est.

(2) DE COSTON. *Op. l.*, t. II, p. 513.

Le Parlement de Grenoble finit par rendre un arrêt favorable le 31 juillet 1593, mais il n'autorisa que la frappe des monnaies d'or et des monnaies d'argent pour la durée d'une seule année. Les consuls protestèrent avec énergie contre cette décision et affirmèrent qu'aucun maître n'accepterait de pareilles conditions. Le Parlement se décida enfin à permettre la frappe de *douzains*. Après avoir indiqué que les consuls demandaient au mois de mars 1594, par l'intermédiaire d'un avocat d'Orange, Alary, le maintien de la Monnaie, l'historien de Montélimar ajoute : « Aucun document n'indique si l'atelier a réellement fonctionné, ni pendant combien de temps on y a frappé de la monnaie de billon (1) », tandis que quelques pages plus haut (p. 194), il affirmait que l'atelier devait cesser de fonctionner vers 1600. Cette assertion est erronée. La Monnaie a fabriqué des *douzains* dans les derniers mois de l'année 1593 et au commencement de 1594.

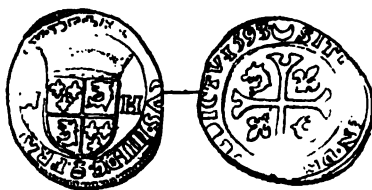


1° † HENRICVS. IIII. D. G. Un monde. FR(AN). (ET). (N)AV. R. F. Ecu couronné de France-Dauphiné accosté de deux H.

(1) T. II, p. 514.

℞. Croissant SIT. NOMEN. DNI. BENEDICTV.
1593. Croix fourchue cantonnée de deux lis et de deux
dauphins.

Coll. Lalande et Vallentin.



2° Mêmes légendes et type. Au revers, la croix est
cantonnée de deux dauphins et de deux lis, c'est-à-dire
que l'ordre des meubles est interverti.

Coll. Vallentin.

Les douzains datés de 1594 n'ont pas encore été re-
trouvés. La lettre F qui se trouve à la fin de la légende
du droit de ceux ouvrés en 1593 est l'initiale du nom du
maître Claude Firmin. Il y a lieu de remarquer la pré-
sence de deux lis dans les cantons de la croix du revers,
au lieu des deux couronnelles habituelles. Le décri des
pinatelles ou doubles sols parisis (2 s. t. et demi) ayant
été proclamé par l'arrêt du 21 janvier 1593, il n'est pas
étonnant que Claude Firmin n'en ait pas émis, comme
l'avaient fait les maîtres des ateliers temporaires ouverts
en si grand nombre dans la région du Sud-Est au com-
mencement du règne d'Henri IV.

La Monnaie de Montélimar fut fermée définitivement
pour la deuxième fois vers la fin de l'année 1594.

IV

Que l'on consulte les listes des ateliers et de leurs différents dressées par les meilleurs auteurs, on y lira que le différent de Montélimar était *un monde* depuis 1539, sans autre explication.

1° Ce différent, qui a toujours été employé à partir de cette date, a commencé à être en usage longtemps avant. La plus ancienne monnaie qui le porte est un blanc à la couronne de ma collection au nom de Charles VIII, du même type que celui décrit par Hoffmann sous le n° 11. Les mots de la légende du droit sont séparés par deux flanchis superposés ; ceux de la légende du revers par deux annelets. Un monde se trouve à la fin de chaque légende et un point clos est figuré au revers sous le T de SIT. Cette monnaie a été battue durant la maîtrise de Robin Eybert du 8 février 1483 au 16 mai 1494 (1). Louis XI étant mort le 30 août 1483, notre blanc n'a pu être émis qu'à partir du mois de septembre de cette année.

D'autre part, lorsque j'ai étudié les monnaies frappées à Montélimar sous Louis XII, j'ai pu constater qu'aucune d'elles n'avait pour différent *un monde* (2). Depuis lors a paru le « *Nouveau Manuel de Numismatique du Moyen Age et Moderne* », par M. Blanchet. Sur la couverture du tome I a été représenté un jeton de laissez-

(1) DE SAULCY. *Eléments*, etc., pp. 40 et 133.

(2) *Les monnaies frappées à Montélimar pendant le règne de Louis XII.*

passer de monnayers, qui ne paraît pas avoir été attribué. Au revers se trouve un monde dans le champ entre le maillet et le marteau ; au-dessus sont figurées deux lettres gothiques C. F. et non G. F., comme on l'a gravé à tort. Ce jeton de laissez-passer n'est pas autre chose que celui des ouvriers et des monnayers de Montélimar. Il a été frappé sous le règne de Louis XII et durant la maîtrise de Claude Faure, dont les lettres C. F. sont les initiales.

Comme on le voit, le différent du monde a figuré sur une monnaie au moins et sur un jeton de laissez-passer avant le règne de François I^{er}. En outre, l'ordonnance qui a attribué ce différent à la Monnaie de Montélimar est du 14 janvier 1539, mais cette date est exprimée en vieux style, l'année commençant à Pâques à cette époque. La date réelle est donc le 15 janvier 1540 (n. st.). Le différent du monde a donc été usité à Montélimar avant l'ordonnance de François I^{er}, laquelle ordonnance est du 14 janvier 1540.

2° Ce différent a été emprunté aux armes de Montélimar : *d'azur à un monde d'or* (1). Des monnaies émises

(1) Le cintre de la croisette étant du même émail que le globe, certains auteurs sont en contradiction avec les lois héraldiques, lorsqu'ils disent *d'azur à un monde cintré et croisé d'or*. L'*Armorial du Dauphiné* a oublié de mentionner les armes de Montélimar. Gustave Vallier les blasonne à tort : *de gueules au globe crucigère d'argent*, dans son étude sur *Les Médailles historiques ou de fantaisie frappées en Dauphiné de 1494 à 1537*. La croix qui surmonte le globe dans le champ du revers de la médaille frappée à Montélimar en 1516, publiée par ce dernier auteur, est pommetée. La croix du monde figurée sur les monnaies est au contraire une croix simple. Le métal et la couleur ne sont pas indiqués sur la médaille de 1516, parce qu'à cette époque l'emploi des lignes et des points pour les reproduire était in-

à Marseille, les pinatelles de Sisteron, des pièces fabriquées à Grenoble (rose) et à Romans (R couronné) ont de même des différents qui rappellent les armes de ces villes. La présence d'un monde sur quelques espèces ouvrées à Montélimar n'est donc pas un fait anormal dans la numismatique royale de la rive gauche du Rhône.

Le douzain de Charles VIII est actuellement le plus ancien monument où soit représenté le blason de Montélimar. Il a été frappé à partir du mois de septembre 1483 au plus tôt et au mois de mai 1494 au plus tard, durant la maîtrise de Robin Eybert. On sait que les consuls Montiliens donnèrent un monde d'or à Charles VIII, mais c'est seulement au mois d'octobre 1495 qu'ils lui firent ce cadeau. On constate, il est vrai, sur les folios 27 et 40 du registre des comptes de la période 1379-1383, onze empreintes d'une part et dix-neuf em-

connu. Les délibérations du 17 février 1701 et du 16 mai 1815 donnent respectivement les armes suivantes, *de à un monde cintré et croisé d'or et de gueules à un monde d'azur cintré et croisé d'or, à la bordure d'or.* (*Hist. de Montélimar*, t. II, p. 134). La première de ces délibérations ne mentionne pas la nature du champ, mais d'après la deuxième, ce champ aurait été *de gueules*. Tous les archéologues savent qu'on ne doit pas mettre métal sur métal, ni couleur sur couleur, sauf pour les brisures et pour les extrémités des animaux. Il n'existe aucun motif pour que les armes de Montélimar aient été des armes *à enquerre*. L'erreur grossière commise dans la délibération de 1815 a échappé à l'attention du baron de Coston. Indépendamment de l'autorité attachée au nom d'Hozier, la description donnée par cet habile héraldiste en 1696 dans l'*Armorial des Généralités*, *d'azur à un monde d'or*, me paraît être meilleure et la seule admissible. D'ailleurs, lorsque Charles VIII (1495) et le Dauphin (1542) firent leur entrée à Montélimar, c'est précisément un monde d'or qu'on leur offrit; celui qui fut remis à Charles VIII pesait 200 écus au soleil, soit 700 grammes environ ($200 \times 3,496 = 699$ gr. 20 c.).

preintes d'autre part, d'ailleurs mal venues, d'un timbre sec dans le champ duquel figure un globe surmonté d'une croix (1). J'ai pu m'assurer que ce timbre renfermait la légende † MONTÉLIMAR et que les empreintes avaient dû être apposées au commencement du XIX^e siècle par quelque employé de la mairie qui aura essayé sur ce registre un nouveau cachet.

Quelle est l'origine des armes de Montélimar ? Je crois la question insoluble, du moins pour le moment. Du reste, personne n'a encore essayé de l'aborder. On peut remarquer tout d'abord que ces armes n'ont aucun rapport avec celles des possesseurs successifs en partie ou en totalité de cette ville, les comtes de Toulouse, les Adhémar de la Garde, les Adhémar de Grignan, les comtes de Valentinois, les Papes, etc. Si l'on prouvait que ces armes étaient en usage au XIV^e siècle, comme je l'ai cru un instant, avant l'examen du registre des comptes de 1379-1383, il ne serait pas douteux pour moi qu'on devrait y voir un souvenir de l'ancienne domination impériale, quoique cette domination ait été purement nominale. En ce cas, il aurait fallu considérer le meuble du blason de la cité des Adhémar comme étant *le globe impérial d'or* (2). Mais cette hypothèse doit être abandonnée. Je suis convaincu que les armes de

(1) *Archives de Montélimar*, CC, 3, et LACROIX : *L'Arrondissement de Montélimar*, t. VI, p. 13.

(2) A partir de Sigismond (1433-1438), les deniers impériaux portent le globe qu'on retrouve encore sur des gros d'Eberstein (1637), sur divers florins allemands, etc... Tout le monde connaît les jetons de compte frappés en Allemagne avec ce globe.

Montélimar sont postérieures à la réunion complète de cette ville au domaine des dauphins (1447). Si elles avaient existé avant cette époque, Louis XI, pendant qu'il était dauphin, les aurait très probablement changées, car ce prince s'efforça de faire disparaître les moindres souvenirs de l'ancienne suprématie impériale sur le Dauphiné. C'est dans ce but notamment qu'il défendit aux notaires de se qualifier du titre de *notaires par l'autorité impériale*. Le blason d'une ville se modifiait autrefois aisément. Ainsi les armes de Vienne (Isère) étaient en 1380 une *aigle éployée* (1) (souvenir incontestable de la domination impériale), en 1494 *d'or à un orme de sinople*, et à partir du milieu du XIV^e siècle *d'or à un orme de sinople chargé d'un ciboire d'or surmonté d'une hostie d'argent*. A mon avis, les armes de Montélimar doivent être contemporaines du règne de Louis XI (1461-1483). D'ailleurs, les consuls de cette ville offrirent à Charles VIII (1495) et au dauphin, fils de François I^{er}, en 1542, un monde d'or. Au contraire Charles VII reçut en 1437, sur son refus d'accepter des vivres, six tasses d'argent du poids de deux marcs et une aiguière dorée du même poids, ouvrées à Avignon. De même il fut remis à Louis XI, pendant qu'il était dauphin, des flambeaux, des vivres et du vin (1447), plus 600 florins trois mois plus tard. L'année suivante, il séjourna de nouveau à Montélimar et les notables lui votèrent des flambeaux, du vin, des épiceries, etc. Un nouveau passage du même prince en 1453 occasionna des dons ana-

(1) CHARVET. *Fastes de la ville de Vienne*, p. 112.

logues (1). On trouve comme seigneurs de Montélimar, en 1454, Charles de Saint-Saurin, de 1465 à 1469, Raymond du Lion, d'origine béarnaise, de 1470 à 1476, Jean de Beauvoisin (2), à qui Louis XI avait successivement donné la ville pour des motifs aujourd'hui inconnus, soit pour récompenser leurs services, soit pour leur rembourser des avances d'argent. Il est fort possible que ce soit à cette époque que la ville de Montélimar ait reçu ou pris son blason. Du reste, dans la région, nous trouvons la Grande Chartreuse, en Provence la famille des Cordes d'Aurons, dans le Languedoc les familles Cabaldi de Montfaucon, Rouch et Montrond, etc. avec des armes où figure un monde. La famille du Barrois, originaire de Metz, a un blason absolument identique à celui de Montélimar.

V

Pièces justificatives.

1°— Les gens des Comptes du Dauphiné, conseillers du Roy, comme il aye pleu à sa Majesté par ses pattantes du dernier janvier dernier, deubment vérifiées, restablir et remettre la Monnoye que cy-devant souloit travailler dans la ville du Montellimard et que dès le temps de la clôtüre d'icelle, comme gardes, contregardes, eys-

(1) ANDRÉ LACROIX. *Op. l.* et Baron de COSTON, *Op. l.*, passim.

(2) LACROIX. *Ibid.*, t. VI, p. 56.

saieurs, contrerolleurs, soyent décceddez, sans qui ayt esté pourveu et par ce que de présent il est très requis de fere fere travailhier au faict de la dicte Monnoye, comme chose important le service du Roy, à ceste cause et suivant lez remontrances que sur ce ont esté faictes et le procureur général estant pleinement adverty des sens, souffizance, loyauté, preudhomye, expérience et dilligence de M^e Barthélemy de Marnas, de Montpellier, nous l'avons commys et dépputé et par ces présentes commettons et dépputons à l'exercisse de l'estat et office de second garde de la Monnoye de nouveau establee au dict lieu du Montélimard, et pour le dict office tenir, exersser, jouyr et garder aux honneurs, proffictz, esmolumentz, prérogatives, préehemynances, revenuz et esmolumentz accoustumés et au dict office appartenantz, et ce jusques à ce que par sa Magesté et Monseigneur le Gouverneur de ce pays ait esté pourveu, mandons à M^e Ennemond Manuel, conseiller du Roy et maistre des Comptes et en son absance au vice-sénéchal du dict lieu du Montellimard, de installer et mettre en la jouyssance le dict de Marnas du dict estat et office avec les dicts honneurs, proffictz, revenuz et esmolumentz, mandons à tous justiciers, officiers et subgectz de ne troubler le dict de Marnas au dict estat et office et jouyssance d'icelluy et de luy donner toute ayde et faveur. En foy de quoy, nous avons faict mettre le seel à ces présentes. Donné à Grenoble, le vingte sixièsme de may mil V^e IIII^{te} XII.

Par mes dicts seigneurs des Comptes,

BOVIER.

2° — Les consuls de la présente ville du Montélimar ayant veu et faict voir en leur conseil de ville les lettres patantes de nos seigneurs des Comptes du Dauphiné, conseillers du Roy, données à Grenoble au bureau des dicts Comptes, le vingt-sixiesme may dernier passé, signées par mes dicts seigneurs des Comptes Bovier, et dument scellées contenans la provision par eux faicte à Messire Barthélemy de Marnas, de Montpellier, pour commission et à l'exercice de l'estat et office de second garde de la Monnoye de nouveau restablie au Montélimar et que par icelle est dict Monsieur le Procureur Général estre playnement adverty des sens, souffizance, loyauté, preudhomye, expérience et bonne diligence d'icelluy de Marnas, disent les dicts consulz, ne savoir moyen d'empêcher qu'il ne soyt installé et mis en la possession et jouyssance du dict estat et office, sans toutes-fois desrouger par cella ne aultrement aux libertés de la dicte ville pour ne connoître aultrement le dict de Marnas qui leur semble devoir cautioner jusques à quelque somme qu'il nous plaira arbitrer au proffict du Roy et de la chose publique, de bien verser au dict estat et office s'en raportant au surplus à vostre sagesse et intégrité. Faict au dict Montélimar en la maison consulaire, ce vingt-quatriesme juin 1592.

Par mes dicts sieurs Consuls,

ALANÇON, *secrétaire.*

3° — Aujourd'hui, dernier jour d'octobre l'an mil cinq cens quatre-vingts et douze, le Roy estant à Saint-Denys,

désirant grattifier Messire Barthélemy de Marnas en considération de ses services, Sa Magesté, suyvant la comysson que luy a esté ci-devant décernée par la Chambre des Comptes de Daulphiné pour l'exercice de l'estat et office de second garde de la Monnoye de nouveau establie au Montélimard, elle luy a accordé le dict estat et office pour en estre pourveu, voulant sa dicte Magesté toutes lettres nécessaires en estre expédiées et cependant le présent brevet qu'elle a signé de sa main et faict contresigner par moy son conseiller et secrétaire d'estat.

HENRY.

REVOL (1).

(1) *Archives de l'Isère*, B, 2915.

ROGER VALLENTIN.



LOUIS ADHÉMAR

PREMIER COMTE DE GRIGNAN

(1475-1558)

(SUITE. — Voir les 107^e et 108^e livraisons).

La guerre fut déclarée à Charles-Quint le 20 mai 1542, et Le Pollin, renvoyé à Constantinople, décida le sultan à envoyer la flotte turque se joindre sur les côtes de Provence à la flotte française pour ravager les côtes d'Italie. Au printemps de 1543, les fleurs de lis et le croissant étaient unis devant Nice pour en faire le siège. La flotte turque, composée de cent dix galères et commandée par Barberousse, et la flotte française, commandée par le comte d'Enghien, « héros sans être roi et oncle d'un roi héros (Henri IV) », opérèrent de concert pour faire le siège de Nice. Le capitaine Le Pollin, qui avait reçu commission de servir, en qualité de lieutenant général, dans les mers du Levant sous le comte d'Enghien (9 mars 1543), le seconda merveilleusement.

C'est là que nous retrouvons le baron de Grignan. Comme lieutenant général en Provence, il reçut plusieurs commissions de la part de François I^{er}. Le 9 mars 1543, ce roi le chargeait de « recouvrer ung bon nombre de pyonniers pour besongner en toute diligence à fortifier certain lieu fort à propos, que nous ne voullons estre cy

déclaré, selon l'avis que en fera nostre conseiller et chambellan le capitaine Polin, qui cognoist l'affaire. » Le 26 avril suivant, il lui prescrivait d'acheter en Bourgogne des bois destinés à faire *palamentes* jusqu'à la quantité de 20,000 estelles, et de les faire amener par radeaux à Marseille pour le service de l'armée navale. Le 25 août 1543, il lui adresse des lettres en forme de mandement. Il lui dit que « voullans promptement pourvoir à faire faire une grande quantité de biscuits pour la provision de l'armée de mer, estant de présent en la coste de Provence », il le charge de réunir 45,000 « asnées de bled » pour les convertir en biscuits, d'en surveiller la fabrication, ainsi que la livraison des fournitures, et d'en régler la comptabilité. Enfin, moins de trois semaines après, le 12 septembre, le roi lui adresse des lettres-patentes contenant l'ordre de faire abattre les bois nécessaires « à faire arbres, antennes, rèmes et autres équipages nécessaires pour le remontaige et radous des gallères et vaisseaux de l'armée de mer de Levant. » Il y prescrit aussi aux officiers compétents de laisser passer ces bois sans péage (1).

Des mémoires du temps nous racontent, d'autre part, que des traitres avaient promis à M. de Grignan les clefs de la ville assiégée et qu'il engagea le comte d'Enghien à profiter de l'occasion pour occuper la place, mais que celui-ci, s'y étant rendu avec des forces suffisantes, fut repoussé et poursuivi. Cependant, à l'aide de la flotte ottomane, il parvint à entrer dans Nice, où, le 8 septembre, lorsque le siège du château fut levé, M. de Grignan autorisa l'incendie et le pillage, « par dépit de ce que les

(1) Arch. Morin-Pons ; — *Catalogue des archives de la maison de Grignan* par VALLET DE VIRVILLE (Paris, 1844), n^{os} 43, 44, 45 et 46 ; — LACROIX, *L'Arrond. cit.*, IV, 56 et 224.

« Nissards avoient essayé de le tromper. » Voici, du reste, le passage des *Mémoires* du maréchal de Vieilleville relatif à cette affaire : « La ville de Nice fut saccagée, « contre la capitulation, et puis brulée, de quoy il ne faut « blâmer Barberousse, ny tous ses Sarrasins ; car ils « estoient déjà assez éloignés quand cela advint ; mais on « dit que les parens et amys du capitaine Magdalon et « Michelet firent cette fougade, et le dépit semblablement « du sieur de Grignan de la fausse marchandise, car on y « vit de ses gens qui faisoient office et devoir de sacments. « Toutefois, on rejeta cette méchanceté sur le pauvre « Barberousse, pour soutenir l'honneur et la réputation « de la France, voire de la Chrétienté (1). »

En somme, les flottes, après beaucoup de temps, de moyens et d'efforts employés en pure perte, durent abandonner le château et la ville, que André Doria venait secourir avec ses galères. Barberousse se vengea de l'échec en ravagant les côtes d'Italie depuis la Toscane jusqu'au royaume de Naples.

Quant au capitaine Le Pollin, qui avait décidé le Turc à l'expédition, il fut comblé de faveurs par le roi de France et par le baron de Grignan. Cette même année 1543, François 1^{er} lui donna la seigneurie de Pierrelate, qu'il garda jusqu'à la subrogation en cette terre de Claude Reynaud, son créancier, lequel en prêtait hommage au roi le 9 août 1548. Il l'avait recouvrée antérieurement au 14 octobre 1552, comme le prouve un « arrentement de la place et seigneurie de Pierrelapte » donné par son procureur, le baron de Grignan (2).

(1) *Collection Petitot*, XXVI, 119, cit. par LACROIX, op. cit., IV, 224-5.

(2) Le 14 octobre 1552, « hault et puissant seigneur Messire Louis Adhémar de Monteilh..., comme procureur de noble seigneur Messire Anthoine

Encore en 1543, le 28 juillet, Louis Adhémar lui fit un don non moins généreux, sur lequel nous devons entrer dans quelques détails.

On sait que la seigneurie de La Garde, qualifiée, elle aussi, de baronnie, appartenait depuis longtemps à une branche de la famille Adhémar, qui posséda en même temps Lachau, Ballons et des droits à Montélimar. Or, Geneviève Odoard, veuve et héritière d'Antoine Adhémar, avec Thomas Adhémar son beau-frère, céda toutes ces seigneuries à Louis Adhémar, baron de Grignan. La cession est antérieure au 6 octobre 1530, jour où ce seigneur est déjà qualifié de baron de la Garde-Adhémar. Le 20 novembre 1540, il déclarait tenir en fief du roi dauphin la terre et baronnie de la Garde, etc., plus la 4^e partie du péage de Montélimar, tant par eau que par terre, et le tiers des censes directes, tâches, droit de boucherie et leide du marché dud. Montélimar, indivis avec le roi dauphin, valant environ 1500 livres de revenu, etc. Or, le 28 juillet 1543, par acte reçu M^e Bernard, notaire à Marseille Louis Adhémar, encore « chevalier de l'ordre du roi, son lieutenant-général au comté de Provence et gouverneur

Escallin des Esmars, chevalier, seigneur et baron de la Garde, seigneur aussi de Pierrelapte..., a arranté... à sire Anthoine Michel, marchant, demurant aud. lieu de Pierrelapte..., tout et tel droict que aud. seigneur de Pierrelapte peut competer... tant pour raison de la place et seigneurie dud. Pierrelapte, terres et domaines acquis du Roy dalphin, notre souverain segneur, que des acquisitions faictes, par led. seigneur de Pierrelapte, de Giraud Vallet, des biens et domaines que estoient de Jehan de Salhers, jadis granetier de Pont-Saint-Esprit, estant assiz tant au mandement de Pierrelapte, manhe de la Garde, que au mandement de Saint Poul, consistans lesd. droicts en censes, laudz,..... pour le temps et espace de troys années et troys prises....., pour le pris et somme, pour chacun desd. troys années et prises, de huict cens vingt livres monnoye courant... » (Minut. cit., protoc. *P. Silhol*, reg. de grosses, surtout de 1556-7, fol. v^e xxxvj).

de la ville de Marseille, » fit donation « de la terre et château de la Garde, au diocèse de Saint-Paul-Trois-Châteaux en Dauphiné, en faveur de noble personne Antoine Escalin dit Adhémar et autrement capitaine Poulin, seigneur de Château-Dauphin, gentilhomme de la chambre de S(a) M(ajesté) et son ambassadeur aux régions et partie du Levant, pour en jouir sa vie durant seulement, en considération de l'amitié que led. seigneur de Grignan lui portait et des bons services qu'il en avoit ressus (1).

Les bonnes grâces du baron Adhémar lui étaient rendues. Par testament du 27 mars 1544, Escalin, « seigneur de Château-Dauphin, Pierrelatte et de la Garde, » faisait son héritier universel « Louis Adhémar de Monteil, baron de Grignan, et il donnait ses bagues, parmi lesquelles il avoit un diamant de 2,000 écus, à Madame de Saint-Chamond, femme dud. seigneur de Grignan. »

Plus tard, le 26 décembre 1544, Louis Adhémar fit une donation pure et simple. L'acte de celle-ci a été trouvé dans les protocoles de Cayreyre, notaire à Montélimar, qui font partie des minutes de l'étude de M. Condamin, et M. le baron de Coston en a publié en 1887 les parties essentielles. Le donateur y figure avec les titres de « seigneur » et baron de Greinhan et de la Garde-Adhémar, chevalier « de l'ordre, conseiller, chambellan, gentilhomme ordinaire de la chambre du roy Dauphin et son lieutenant-général-ès-pays et comté de Prouvence, » et le donataire, « noble seigneur Anthoyne d'Escalin, » y est appelé « seigneur de Pierrelapte, gentilhomme de la chambre » dud. seigneur roy dauphin, cappitaine de ses gallères et

(1) On a pensé que Antoine Escalin, plus tard le Pollin, était fils naturel de Louis Adhémar. Aucun document ne le prouve.

« son lieutenant général en son armée de mer. » Louis Adhémar, après y avoir rappelé la donation temporaire de 1543, déclare donner à Escalin, toujours pour ses vertus et services passés et futurs, « perpétuellement et « par tiltre d'irrévocable donation, » les « place, lieu, « chasteau, seigneurie, juridiction haulte, moyenne, basse, « mère, mixte, impère, fruicts, revenus, libertés, usatice, « droits, actions et mandement de la Garde-Adhémar, « censes, directes, vintains, four, moulins, granges, ga- « rennes, bois, terres cultes et non cultes, hermes, en « quelque qualité que ce soit, pour du tout.... en jouir à « ses propres et usatics vountés, à ses vie et mort et à « luy successeurs. » Escalin devait « porter les surnoms et « armes dud. seigneur donateur par raison de lad. place et « lieu de la Garde. » Celui-là était présent, celui-ci absent. L'acte fut fait « à Monteiladhémar, » devant Cayreyre, et le 20 du mois suivant, Rival, procureur fondé d'Escalin, prit possession des place et mandement donnés, par la remise à lui faite des clefs des portes du bourg et du château. Au surplus le 9 juillet 1552, Louis Adhémar confirmait encore ces donations de la seigneurie de la Garde, à Antoine « Escalin des Heymards » pour lui et ses héritiers. Le nouvel acte était fait pardevant M^{re} Michel Lambert, vibailli du juge de Grignan, et en présence des consuls de Grignan. Y assistaient encore noble Louis d'Eurre, seigneur du Puy-St-Martin et neveu du baron donateur ; Louis de Castellane, sieur de Moissac, fils du sieur d'Entrecasteaux, aussi neveu du même baron ; Gaspard Viaron, sieur de Velleron, et Louis Claret, seigneur de Treschenu, proches parents dudit seigneur de Grignan ; noble Pierre Henry, protonotaire du St-Siège apostolique ; Reynier Henry, sieur de Rousset, et « Bernard de Bollongne, sieur de Salles, » voisins du même baron de Grignan.

On désire peut-être savoir la valeur de ce don. Salvaing de Boissieu va nous l'apprendre, à propos des demi-lods qu'Escalin avait à payer pour le recueillir : « Les registres de la Chambre des Comptes, » dit le savant feudiste, « font foy que Messire Lotiys Adhémar de Monteil, seigneur de Grignan, ayant donné la baronnie de la Garde à Messire Antoine Escalin des Aymars, chevalier de l'Ordre, si renommé sous le nom du Capitaine Paulin, général des galères, par contract de l'an 1543, l'estimation en fut faite par un commissaire de la Chambre à la somme de vint mil livres, et en suite les mis-lods liquidéz à raison du cinquième denier à deux mille livres, dont le roy Henry II luy fit don et remise par lettre données à Escotien le 1^{er} de juin 1559. »

Comme on l'a vu, donateur et donataire étaient dans les meilleures termes. Mais ces donations réitérées, et l'assistance de tous ces personnages ne disent-elles pas que Louis Adhémar redoutait des opposants futurs ?

Encore par testament du 28 février 1554, « Escalin des Aymars », pour lors général des galères, fait son héritier led. seigneur de Grignan, lui substitue Madame de St-Chamond, femme du même seigneur de Grignan, et, après eux, Louis d'Eurre, seigneur de Puy-St-Martin, etc. Toutefois, il léguaît la somme de 6,000 livres à Jean-Baptiste Escalin, son fils naturel.

Malgré les deux testaments d'Escalin, à qui Louis Adhémar léguaît encore 12,000 livres le 8 octobre 1557, les descendants de celui-là furent maintenus dans la possession de la Garde (1). Du reste, Escalin allait survivre à Louis Adhémar.

(1) *Bull. Soc. archéol. de la Drôme*, 2^e série, I, 113-22 ; — ROCHAS, *Biographie du Dauphiné*, II, 17-9 ; — LACROIX, *op. cit.*, IV, 53-75 ; V, 274 ;

Mais remontons à l'année 1545 et aux événements qui l'ont rendue tristement célèbre dans la vie de ce dernier comme dans celle de son ami Escalin. Et d'abord, exposons, pour l'intelligence et la juste appréciation du récit, les causes diverses qui en furent le prélude et l'occasion. Jusqu'à l'année 1528, François 1^{er} n'avait guère vu dans les controverses entre catholiques et hérétiques que des disputes théologiques où la vérité devait combattre et triompher de l'erreur plutôt par le raisonnement que par des supplices. Mais des excès impies et odieux auxquels les Luthériens se livrèrent à Paris, excès qui n'étaient que la répétition d'excès semblables accomplis dans d'autres villes de France, firent voir la chose au roi sous un autre aspect. François 1^{er} comprit les maux que de passionnés hérétiques peuvent amener dans un Etat, et dès lors il s'arma de sévérité contre les Luthériens et les autres sectaires. Il ne provoqua point, mais il n'arrêta point les poursuites dirigées contre eux, et presque chaque année de son règne fut marquée par la condamnation de quelques hérétiques. Mais l'événement du règne de François 1^{er} qui se présente sous le jour le plus sombre, c'est l'expédition fâcheusement célèbre de Cabrières et de Mérindol, près de Cavaillon, contre les Vaudois.

On donnait ce nom à une secte formée en 1160 par un marchand de Lyon, nommé Pierre Valdo, d'où vient le nom de Vaudois. Cette secte, peu nombreuse, était suivie par un certain nombre de paysans qui vivaient retirés dans les vallées de la Savoie, du Dauphiné, de la Provence, et jusqu'aux environs du Comtat-Venaissin. Leur

VII, 36 ; *L'Arrond. de Nyons*, I, 88, 344-8 ; — U. CHEVALIER, dans *Journal de Montélimar*, 23 mai 1868 ; — Archiv. de M^r Morins-Pons, passim ; — SALV. DE BOISSIEU, *De l'usage des fiefs...*, Grenoble, MDCLXVIII, p. 400-1.

existence n'avait pas été troublée pendant plusieurs siècles, quand éclata la réforme de Luther. Ce ne fut toutefois qu'en 1530 qu'ils entendirent parler d'une nouvelle religion assez semblable à la leur. En 1536, ils se mirent en relation avec les calvinistes de Genève et ne tardèrent pas à adopter leurs erreurs. Dès lors, on les remarqua davantage, ils se montrèrent plus empressés à s'étendre, à s'assembler. On prétend, qu'en 1538, ils comprenaient dix mille familles tant en Provence que dans le Comtat. Le parlement d'Aix, par arrêt du 18 novembre 1540, condamna dix-neuf chefs de familles vaudoises à périr sur le bûcher, bannit leurs femmes, leurs enfants et leurs domestiques, confisqua leurs biens, et ordonna qu'on détruirait le bourg de Mérindol, leur principale retraite. Les Vaudois s'armèrent pour empêcher l'exécution de ce terrible arrêt. Le parlement implora le secours du gouverneur, le comte de Tende, qui refusa de souscrire à sa demande et informa aussitôt le roi de ce qui se passait dans la Provence. François I^{er} députa auprès du gouverneur son lieutenant en Piémont, Guillaume du Bellay, seigneur de Langey. On informa de toute part. La cour apprit que Calvin était à Mérindol et que tout le pays était menacé des plus affreux désastres. Aussitôt elle adressa au parlement l'ordre de suspendre les poursuites contre les factieux. Ceux-ci, de leur côté, écrivirent au roi pour justifier leur conduite et obtinrent un sursis de trois mois ; mais avant la fin de ce terme la cour avait reçu de nouvelles dénonciations signalant en eux le dessein arrêté de troubler la Provence entière. Ce fut sur ces entrefaites, le 15 août 1541, comme nous l'avons dit plus haut, que Louis Adhémar en fut nommé gouverneur. A peine y fut-il arrivé que le roi lui écrivit que, « si dans trois mois les

Vaudois, confondus ici avec les Protestants, ne venaient à résipiscence, il assemblât des troupes contre eux et fît tous ses efforts pour nettoyer le pays de cette engeance (1). »

La rupture survenue alors entre François I^{er} et Charles-Quint empêcha l'exécution de ces ordres. Les hérétiques en profitèrent pour occasionner de nouveaux troubles ; ils allèrent, les armes à la main, se renfermer dans Cabrières. Averti de ce mouvement, Louis Adhémar leur fit intimer l'ordre de sortir immédiatement de ce bourg. Les factieux voulurent du moins le faire avec honneur, et, après une longue résistance, ils se mirent en route, ravageant les monastères et les églises qui se trouvaient sur leur passage, pillant et saccageant la campagne. Ils allèrent enfin se retrancher dans Mérindol.

Cependant, Jean Maynier, seigneur d'Oppède, venait d'obtenir la charge de premier président du parlement. Ennemi déclaré des hérétiques, il ordonna contre eux de nouvelles informations et ne tarda pas à apprendre que les Vaudois de Mérindol favorisaient secrètement le parti de Charles-Quint (2). D'autre part, des lettres données à Chambord, le 26 février 1544, faisaient de Louis Adhémar un envoyé de la cour aux états de Worms en qualité d'ambassadeur. Il devait défendre dans la diète les intérêts du roi François I^{er}, qui prétendait à l'empire d'Allemagne. Mais il prit aussi une grande part à la préparation des mesures adoptées contre les sectes hérétiques. Il ne savait ni l'allemand ni le latin, et y parla en français. Son discours fut plein de menaces contre ceux qui refuseraient

(1) GAUFRIDI, *Histoire de Provence*, t. II, p. 463.

(2) GAUFRIDI, *op. cit.*, t. II, p. 470.

de se soumettre au concile de Trente. De Thou dit simplement que le seigneur de Grignan n'était pas homme de lettres, et que le cardinal de Tournon, son oncle (1), avait déterminé le choix de sa personne. Au surplus, M. Louis Paris, dans sa publication des *Pièces tirées du portefeuille de Sébastien de l'Aubespine*, a fait connaître, pour la première fois, le *Journal* de l'ambassade de M. de Grignan à Worms, et l'a enrichi de commentaires du plus haut intérêt pour sa biographie. Rien n'y respire la complaisance et la faveur pour le fanatisme des hérétiques. Enfin, les lettres du 26 février 1544 accréditant Louis Adhémar à la diète confiaient aussi le gouvernement de la Provence au seigneur d'Oppède, qui réunit de la sorte entre ses mains l'autorité judiciaire et l'autorité militaire.

Cependant les Vaudois, sans s'effrayer, réitérèrent leurs protestations auprès de la cour, et le roi, touché de cette démarche, fait publier un décret d'amnistie. Aussitôt le parlement proteste ; le seigneur d'Oppède dresse de nombreux mémoires où il met à découvert les nombreux projets des rebelles. Enfin le roi se détermine à laisser agir le parlement d'Aix, ou plutôt il lui écrit, le 1^{er} janvier 1545, de purger le pays. Louis Adhémar, qui était revenu sur les lieux, reçoit ordre « d'assembler le ban et l'arrière-ban et les gens d'ordonnance, s'il en est besoin, afin que la force demeure à la justice et que la Provence soit bientôt purgée des gens mal sentant sur la foi. »

M. Aubenas affirme que M. de Grignan, alors à Paris, s'efforça de faire prévaloir les idées de modération, et que les rigueurs exercées en son absence par M. d'Oppède ne

(1) Comme nous l'avons vu, le célèbre cardinal était du moins beau-frère du beau-père de Louis Adhémar.

doivent pas lui être imputées. Cependant, au rapport de M. Aubenas lui-même, Louis écrivit de la capitale au parlement de Provence, le 10 mars 1545, par ordre du roi, de faire exécuter tous les arrêts antérieurs, et ce fut là le signal des rigueurs.

En effet, Le Pollin, baron de la Garde, eut ordre de conduire ses troupes contre les Vaudois et de se mettre, pour cette expédition, aux ordres du seigneur d'Oppède, premier président du parlement d'Aix. Il arriva de Piémont en Provence le 6 avril ; le 12 M. d'Oppède convoqua la cour et l'avocat Guérin réclama l'exécution de l'arrêt du 18 novembre 1540. L'arrêt fut renouvelé et on y ajouta que tous les hérétiques seraient exterminés. M. d'Oppède, le baron de la Garde, et Guérin, avocat général, nommés commissaires pour l'exécution de l'arrêt, s'acquittèrent de leur mission avec rigueur. Cabrières, centre des villages sectaires, fut pris le 25 avril 1545, après deux jours de résistance ; les habitants furent massacrés et les maisons livrées aux flammes. Mérindol et plusieurs autres villages subirent le même sort. Bref, 3,000 personnes périrent dans cette expédition, 600 furent envoyés aux galères, et 900 maisons devinrent la proie des flammes dans vingt-quatre villages (1). Ceux qui réussirent à échapper au mas-

(1) Justin BOUDIN (*Histoire des guerres excitées dans le Comtat*, I, 82) dit que La Garde, « marchant par les hauteurs, brûla Cabrièreles, Cabrières-d'Aigues, La Mothe, St-Martin de Brasque, Puypin et une grange de 300 toises de long appartenant à la dame de Cental. »

Au surplus, d'après d'autres auteurs, le massacre aurait été encore plus terrible. A leur dire, il y eut « 24 villages ou bourgs brûlés et 4,000 personnes massacrées, sans distinction de sexe ni d'âge. Un plus grand nombre encore périt de misère et de faim dans les forêts, où les malheureux « s'étaient réfugiés. Dans tout le cours de cette expédition, les Vaudois ne « purent faire résistance, car ils n'avaient plus d'armes ; un millier seule-

sacre passèrent en Suisse, où ils se confondirent avec les zwingliens et les calvinistes.

Pareil châtiment plongea les hérétiques dans le désespoir et remplit d'indignation les catholiques eux-mêmes. Bientôt le parlement comprit la faute qu'il avait commise, et les déplorables excès d'une répression d'ailleurs légitime soulevèrent des plaintes ardentes. La dame de Cental, dont les terres avaient été ravagées, demanda justice au roi. Le monarque approuva par une déclaration du mois d'août, ce qui avait été fait contre les Vaudois et ordonna au parlement de Provence de poursuivre les hérétiques survivants. De fait, François I^{er} ne connut jamais la vérité tout entière sur les massacres d'avril 1545, et de même qu'on l'avait trompé pour l'entraîner à ordonner l'exécution (1), on lui cacha les détails qui l'avaient accompagnée. Cependant il dut en éprouver quelques remords, puisque, d'après de Thou, avant sa mort, arrivée le 31 mars 1547, il chargea son fils Henri II d'examiner de nouveau l'affaire.

Henri II s'en occupa effectivement, et les auteurs des massacres se trouvèrent d'autant plus compromis, que la chute du cardinal de Tournon, remplacé auprès du nouveau roi par le connétable de Montmorency, les privait de leur plus précieux appui.

D'abord renvoyés devant la Chambre de la Reine, le baron de la Garde, d'Oppède, Guérin et Louis Adhémar

« ment furent faits prisonniers, trois cents furent pendus, et les sept cents autres furent envoyés aux galères. » (*Histoire de François I^{er}*, par J.-E. Roy, p. 176.)

(1) La lettre du 1^{er} janvier 1545, préparée d'avance et présentée à la signature du roi pendant un conseil privé, n'avait pas été lue, et les Vaudois ne furent pas avertis du sort qui les attendait.

se retranchèrent derrière les arrêts qu'ils avaient eu mission de faire exécuter. L'examen de ces arrêts fut confié à la Chambre du Roy, et la cause fut plaidée pendant cinquante audiences consécutives. Jacques d'Aubery, lieutenant civil au Châtelet, plaida le premier comme avocat général. Il attaqua énergiquement le baron de la Garde, l'accusa d'en avoir imposé quand il avait dit, dans ses défenses, que le feu roi lui avait ordonné de donner main-forte à l'extirpation des Vaudois ; il soutint que le roi lui avait simplement mandé de se rendre en Roussillon, et que l'apostille qui contenait l'ordre prétendu avait été frauduleusement ajoutée au bas de la lettre. Malgré cela et après une détention de trois ans, le baron de la Garde fut élargi et renvoyé absous par un arrêt solennel prononcé de la bouche du roi dans son conseil privé, le 13 février 1551. Le même arrêt le rétablit dans la charge de général des galères dont il avait été dépouillé lors de sa détention.

Louis Adhémar, remplacé dans le gouvernement de la Provence par Claude de Savoie, comte de Tende, en 1547, fut, de son côté, incarcéré à Melun⁽¹⁾ et atteint par les

(1) Louis Adhémar était absent de Grignan le 14 janvier 1546 ; car ce jour-là, Balthazar de Villeneuve, doyen du Chapitre, y donnait une investiture comme « procureur de mondit seigneur et ayant charge d'icelluy. » (Minut. cit., protoc. de *Barth. Reynaud*, reg. de grosses).

Le 26 mars 1548, le conseil de Grignan délibère sur ce qu'on doit faire au sujet « des deux cens livres impousées », et il y est question de « Monseigneur le Conte, gouverneur de Prouvence, que a ordonné de payer... » (Arch. de la mairie, BB, 3). Sans doute le rédacteur voulait parler du comte de Tende, gouverneur de Provence depuis l'année précédente.

Nous avons une « quittance pour hault et puissant seigneur messire Loys Adheymer, chevalier de l'ordre, seigneur et baron de Grignan. » Cet acte, fait à Grignan le 3 janvier 1550, dit positivement que ce baron était alors

plus graves accusations. Au dire de l'avocat général Guérin, il avait eu des intelligences avec l'empereur d'Allemagne pendant les dernières guerres, et avait voulu livrer Marseille au duc de Savoie. Plus de trois ans s'écoulèrent, comme pour La Garde, sans qu'il fût possible de terminer l'affaire. Cependant Henri II finit par appeler devant lui la cause du seigneur de Grignan, qui était toujours détenu prisonnier ; et « comme il avait très bien mérité de l'Etat, dit l'historien Gaufridi, le roi crut qu'il fallait lui donner la satisfaction d'effacer la tache d'une si longue détention par une déclaration d'innocence de sa propre bouche, ce qui se fit de la manière du monde la plus solennelle. » En effet, M. de Grignan fut élargi et renvoyé absous par arrêt solennel du roi en personne, arrêt pris en conseil privé, le 13 février 1551, comme pour M. de la Garde. Gaufridi ajoute cependant, en parlant du baron de Grignan : « Il est vrai que ces solennités n'empêchèrent pas que son innocence ne restât très douteuse, car bien des gens soutinrent qu'il avait été absous par faveur, appuyé qu'il était par le duc de Guise. » On assure même que ce fut en reconnaissance de ce bienfait que Louis Adhémar voulut faire le duc son héritier universel, comme on le verra plus loin.

Les détails que nous donnerons sur les rapports testamentaires et autres de M. de Grignan avec les Guise, et sur la succession de celui-là, aideront à apprécier cette accusation, guère plus flatteuse pour les Guise que pour leur prétendu protégé. En attendant, nous ferons une re-

« absent » et que « M^r Nicolas de Villeneuve » était « recteur des droits seigneuriaux dud. Grignan. » (Minut. cit., protoc. de *Silhol*, cot. 9^e registre, fol. x, verso).

Le 27 juin 1550, le baron, toujours absent, avait pour sa procuratrice, à Grignan, Diane de Montfort, sa mère. (Ibid., notes *Silhol* de 1550, f. lvj).

marque qui n'est pas sans portée. Ce ne fut pas seulement le baron de Grignan que les juges de Paris renvoyèrent absous, mais tous les autres inculpés, sauf un, l'avocat général Guérin. Le président d'Oppède lui-même, sur lequel paraît surtout être retombé l'odieux des massacres, fut absous en décembre 1551. Il est vrai qu'il eut la protection du pape et du nonce apostolique. Quant à Guérin, il ne fut pas condamné et exécuté pour sa part des massacres de Cabrières, mais pour fausseté, calomnies et prévarications, ou, selon d'autres, pour pécumat et concussion (1).

(1) GAUFRIDI, op. cit. t. II, pp. 484 et seqq. ; — J.-E. ROY, *Hist. de François I^{er}*, pp. 169-77 ; — NADAL, op. cit., pp. 63-6 ; — LACROIX, op. cit., IV, pp. 60-8 et 225-7 ; — DEZOBRY et BACHELET, *Dictionn. de Biographie*, art. *Guérin (Guill^e)* ; — LOUVET, *Abrégé de l'hist. de Provence*, I, 336.

(A continuer).

L. FILLET.



MÉMOIRES
POUR SERVIR A L'HISTOIRE
DES
COMTÉS DE VALENTINOIS
ET DE DIOIS

(SUITE. — Voir les 85°, 86°, 88°, 89°, 90°, 94°, 95°, 96°, 100°,
101°, 102, 105°, 106°, 107° et 108° livr.)

En mars 1266, le comte de Valentinois fit l'acquisition de la terre de St-Gervais que lui vendirent Raymonde, veuve de Raymond Albert, ses enfants et Raymond Albert, leur oncle (1). Il eut bientôt des difficultés avec ses voisins, les Bénédictins de Cléon, dont le prieuré dépendait de St-Chaffre en Velay. Aymar voulait être seigneur de leurs terres et, comme ses prétentions étaient repoussées, il fit occuper par ses troupes le prieuré et dispersa les moines. L'affaire fut déférée au pape par l'abbé de St-Chaffre. Clément IV signifia au comte que si dans les quinze jours après la monition, il n'avait pas rétabli toutes choses en leur ancien état, l'excommunication serait prononcée contre lui et ses terres mises en interdit. Aymar se hâta d'envoyer au pontife Raymond de Chamaret et Mathieu d'Anagnie : ils devaient faire remarquer que les formalités canoniques n'ayant pas été remplies, il fallait surseoir à tout jugement et examiner les droits du comte avant de prononcer. Par lettres datées de Viterbe, le

(1) ANSELME, II, p. 188.

19 septembre 1266, Clément IV nomma des délégués, à l'effet d'étudier l'affaire du Valentinois (1).

Cependant de plus graves événements fixèrent bientôt l'attention du chef de l'Eglise et vinrent encore aggraver la triste situation du Valentinois. Après avoir résisté aux supplications, aux menaces du pape, Philippe de Savoie, élu de Valence, s'était enfin décidé à se démettre d'un évêché qu'il détenait depuis plus vingt ans, 'sa dens jamais avoir voulu recevoir les ordres sacrés, pour être toujours prêt à rentrer dans le monde, si une plus haute fortune l'y attirait. Comme il était à la veille d'hériter de la couronne de Savoie, il renonça à sa dignité d'élu de Valence et le 24 février 1267 fit approuver les comptes de sa gestion au chapitre de Valence (2). Les chanoines furent invités à lui donner un successeur dans le plus bref délai; ils ne purent si tôt s'entendre, et le siège épiscopal resta vacant (3).

L'occasion parut belle à Aymar de Poitiers pour regagner le terrain perdu sous Philippe; il n'eut garde de la laisser échapper. Crest surtout devint son objectif; il voulut à tout prix devenir maître de cette place, réputée la clé du Diois. Le lecteur se souvient peut-être que Philippe de Fay avait en 1250 déshérité son petit-fils Aymar de Poitiers, au profit d'un autre de ses petits-fils, Roger Bermond d'Anduze, et avait transmis à ce dernier les coseigneuries de Clérieu et de la Roche-de-Glun, qu'elle tenait du chef de sa mère, Météline, fille de Roger, seigneur de Clérieu. Il en était résulté une guerre entre les deux cousins Aymar et Roger Bermond. Celui-ci trop faible pour lutter avec le comte de Valentinois, se hâta de céder ses droits aux deux frères Roger et Silvion de Clérieu, à la condition qu'ils le défendraient contre

(1) U. CHEVALIER. *Cartulaire de St-Chaffre*, p. 198.

(2) Archives de l'Isère, B, 3528. Texte publié dans nos *Quarante années*, p. 102-7.

(3) Voir sur ces événements notre *Histoire de Die*, t. I, p. 389 et suiv.

Aymar (1). La guerre continua donc, mais la fortune demeura fidèle au comte. Silvion fut fait prisonnier et dut subir une longue captivité (2). La baronnie de Clérieu se trouvait pour ainsi dire enclavée dans les terres du dauphin. Aymar III lui proposa un échange qui fut bien vite accepté : il lui abandonna la coseigneurie de Clérieu et de la Roche-de-Glun, et Guigues VI lui céda le haut domaine qu'il avait sur la parerie de Crest et les terres d'Aouste et de Divajeu, qui appartenaient à l'Eglise de Valence. Cet échange eut lieu au mois de mars 1267 (3). Aymar s'empessa d'écrire à ses vassaux de Clérieu pour leur enjoindre d'avoir à reconnaître désormais le dauphin pour seigneur (4). Par cet acte, l'Eglise de Valence devenait feudataire du comte de Valentinois et plus que jamais exposée à des tracasseries de toute sorte.

Le chapitre de Valence s'aperçut aussitôt du changement qui venait de se produire. Il était urgent de faire cesser la vacance du siège épiscopal. Dans une pensée de conciliation, les chanoines voulurent placer à leur tête Robert d'Uzès, évêque d'Avignon, parent d'Aymar de Poitiers (5), et le pape Clément IV, approuvant leur choix, écrivait à l'écu, le 7 juillet 1267, pour l'encourager à prendre en main le gouvernement de cette Eglise, qui avait tant besoin d'un pasteur pieux et zélé. La lettre du souverain pontife est fort belle, pleine de pensées élevées et d'excellents conseils. Il disait, entre autres choses, à l'écu : « Quant à votre parent le comte « Adémar, il vous faudra user envers lui d'une prudence « éclairée : ne l'exaspérez point par trop de rigueur ; ména-

(1) DE GALLIER. *Essai hist. sur la baronnie de Clérieu*, pp. 54 et 89.

(2) *Inventaire des arch. des Dauphins de 1346*, n° 331.

(3) *Inventaire des archives de la Chambre des Comptes de Grenoble*. Ms. Valentinois, t. I, f° 336, v°.

(4) *Inventaire... de 1346*, n° 446.

(5) Voir nos *Notes et docum. pour servir à l'hist. des évêques d'Avignon et de Valence dans la seconde moitié du XIII^e siècle*. Valence, 1886, in-8°, 31 p., et notre *Hist. de Die*, t. I, p. 390.

« gez son amour-propre, mais ne lui donnez point sujet
 « de s'enorgueillir et de triompher de votre faiblesse. Pour
 « mener toutes choses à bien, nous ne pouvons ici vous don-
 « ner de règle absolue : ce sera tantôt par votre habileté,
 « tantôt en vous appuyant sur le droit que vous parviendrez
 « à vous faire respecter ; quelquefois aussi vous réussirez
 « mieux en employant la force. Enfin pour ce qui concerne
 « l'affaire du château de Crest, prenez cette détermination :
 « si la justice n'est pas évidemment de votre côté, cherchez
 « sincèrement la paix, car on doit toujours éloigner le fléau
 « de la guerre, comme éviter un procès, quand on ne peut
 « appuyer ses revendications sur de justes et solides raisons. »
 Le même jour, Clément IV écrivait à Aymar pour lui dire
 toutes les espérances qu'il fondait sur le nouveau prélat pour
 le rétablissement si désiré de la paix (1).

Mais toutes ces lettres pontificales demeurèrent sans effet.
 L'Eglise de Valence retomba plus bas que jamais. Les popu-
 lations n'en avaient point encore fini avec ces querelles de
 l'évêque et du comte. Robert d'Uzès ne vint pas à Valence.
 Les chanoines durent songer à une nouvelle élection, et,
 comme ils étaient divisés, la vacance du siège menaçait d'être
 longue. Dans une assemblée capitulaire tenue vers la fin de
 l'année 1267, ils en vinrent à un compromis et chargèrent
 trois d'entre eux, le doyen, le prévôt et l'abbé de St-Félix, de
 désigner le futur évêque. Que se passa-t-il entre les délégués ?
 Nous l'ignorons, mais le doyen, Guillaume de Hauteville,
 annonça au chapitre que Guy de Montlaur, doyen du Puy,
 avait été élu. Cette proclamation souleva un orage dans le
 chapitre ; quelques chanoines, ayant à leur tête le prévôt,
 Guillaume de Monteil, protestèrent hautement, et refusant de
 reconnaître Guy de Montlaur, en appelèrent au pape. Aymar
 de Poitiers n'épargna rien pour fomentier un schisme, qui ne
 pouvait que servir ses intérêts. Il se mit du parti de Guillaume

(1) MARTÈNE. *Thesaurus*, t. II, col. 501-2. — DUCHESNE. *Preuves*, p. 9.

de Monteil et appuya ses réclamations en cour romaine. Avant de partir pour l'Italie, Guillaume vit le comte à Etoile, le 1^{er} janvier 1268. Nous avons donné ailleurs des détails sur ce curieux procès : le 6 octobre 1268, Clément IV cassa l'élection de Guy de Montlaur, mais celui-ci, qui s'était déjà fait reconnaître par l'archevêque de Vienne, brava tous les anathèmes et se maintint sur le siège épiscopal. La mort du pape arrivée bientôt après, le 29 novembre, et la longue vacance du siège apostolique ne favorisèrent que trop le schisme de l'Eglise de Valence (1).

D'une énergie de caractère peu commune, Guy de Montlaur prit d'une main ferme le gouvernement de son diocèse. Les moines de St-Chaffre l'ayant prié de les défendre contre Aymar de Poitiers, qui s'obstinait depuis douze ans à garder leur prieuré de Cléon, il somma le comte de le rendre et, sur son refus, prononça contre lui une sentence d'excommunication et mit ses terres en interdit. Aymar fit marcher ses troupes, et l'élu de Valence dut s'opposer à leurs ravages. Nous ne sommes malheureusement pas renseignés sur les détails de cette guerre : nous savons seulement que Guy de Montlaur consentit, le 23 octobre 1269, à accorder à Aymar et à ses gens une trêve qui devait durer jusqu'au 1^{er} novembre (2).

Le grand fait historique qui domine l'année 1270 est la dernière croisade de saint Louis. Le comte de Valentinois ne paraît pas être demeuré étranger à la sainte entreprise. Au mois de mai, Alphonse, comte de Toulouse, et Jeanne, sa femme, étaient arrivés à Aymargues, à deux lieues d'Aigues-Mortes, et se préparaient à prendre la mer. Aymar de Poitiers vint les y rejoindre. Le 4 juillet, il leur fit hommage-lige pour tout ce qu'il possédait dans les diocèses de Viviers et du Puy ; il leur promit de plus deux mille livres tournois et donna pour ses cautions Decan, seigneur d'Uzès, Bertrand,

(1) Pour tous ces événements, voir notre *Histoire de Die*, t. I, pp. 392-8.

(2) Archives de l'Isère.

vicomte de Lautrec, Bertrand, seigneur de Lombers, et quelques autres chevaliers (1). Le comte de Toulouse et sa femme lui firent cession de leurs droits sur le fief que tenait d'eux Draconnet, seigneur de Montauban, au château de Valréas, et sur les autres possessions de ce seigneur à Pierrelate, Rochegude, Piégon, Novaisan, St-Pantaléon, et ailleurs, dans les diocèses de Viviers et du Puy (2). A l'exemple d'Alphonse, Aymar fit un testament dans lequel il recommanda à son fils de réparer les torts qu'il aurait pu faire aux Eglises, de terminer les divers procès engagés et de payer à ses serviteurs diverses pensions. Ce testament diffère peu de celui de 1277, que nous analyserons plus loin (3).

Tout le monde connaît le triste dénouement de cette croisade. Alphonse et Jeanne y furent eux aussi les victimes de la peste. Frappés en Sicile de la maladie, on les avait débarqués à Savone, où ils moururent, Alphonse le 21 août 1270, Jeanne trois jours après. Philippe-le-Hardi recueillit l'héritage de son oncle, et envoya dans le pays des commissaires pour en prendre possession en son nom et recevoir les hommages des vassaux. Aymar de Poitiers fit son hommage, le 27 novembre 1271, entre les mains de Florent de Varennes (4).

Cependant la longue vacance du saint siège venait de cesser. Le nouveau pape Grégoire X, bien que d'origine italienne, connaissait et aimait nos contrées, ayant passé encore enfant quelques années à Valence. La division régnait toujours parmi les chanoines et les deux partis s'empressèrent d'en-

(1) *Histoire gén. de Languedoc*, t. VI, p. 921 et t. VIII, c. 1703.

(2) DUCHESNE. *Preuves*, p. 10. — Nous avons la chartre par laquelle Alphonse, comte de Toulouse, se trouvant à l'Isle, le 11 mai 1251, donna à Draconet de Montauban St-Pantaléon en fief, et par laquelle celui-ci se reconnaît, en outre, feudataire du comte pour Piégon. (VII^e registre ms. de Valbonnays).

(3) *Bulletin de la Soc. d'Arch. de la Drôme*, t. XV (1881), p. 268-71. Nous utiliserons plus loin les données de ce testament.

(4) ANSELME. T. II, p. 188-9.

voyer des délégués à Viterbe pour faire valoir leurs raisons auprès du pontife. Dans un esprit de conciliation, Grégoire se prononça en faveur de Guy de Montlaur et le 6 août 1272, à Orviéto, confirma son élection (1). Cette sentence n'était pas pour plaire à Aymar de Poitiers. D'autre part, l'interdit qui pesait sur ses terres lui créait de sérieux embarras ; il comprit qu'il y allait de son intérêt de se montrer plus facile, et il soumit lui-même au pape le différend qu'il avait avec les moines de St-Chaffre et l'élu de Valence. Grégoire X confia à trois délégués le soin d'étudier l'affaire de Cléon et leur donna à diverses reprises des instructions empreintes de la plus grande sagesse (2).

L'action de la papauté allait devenir plus directe, plus efficace sur nos pays. On sait que par une clause du traité de 1229 qui marque la fin des guerres occasionnées par l'hérésie albigeoise, le Comtat-Venaissin et le haut domaine sur le marquisat de Provence devaient retourner à la papauté, dans le cas où Alphonse de Poitiers, époux de Jeanne de Toulouse, mourrait sans enfant. A la mort d'Alphonse, Philippe-le-Hardi avait fait prendre possession des biens de son oncle ; le pape lui envoya Guillaume de Mâcon, auditeur des causes du sacré palais, pour réclamer l'exécution du traité, et comme Philippe rêvait alors la couronne impériale et voulait, sans doute, ménager la cour romaine, il se rendit à ses raisons. Grégoire X s'étant mis en possession du Comtat, témoigna sa reconnaissance au roi par une lettre datée de Lyon, le 21 novembre 1273 (3). Comme conséquence de cette acquisition, la papauté ne tarda pas à affirmer ses droits sur les terres qui s'étendent de la Durance à l'Isère et que l'on désignait alors, comme nous l'avons dit, sous le nom de marquisat de Provence.

(1) *Gallia christiana*, t. XVI, c. 316.

(2) U. CHEVALIER. *Cartulaire de St-Chaffre*, n° 454-7.

(3) POTTHAST. *Regesta...*, n° 20761. — RAYNALDI. *Ad an*, 1273, n° 51.

Grégoire X venait d'arriver à Lyon. Il y présida l'année suivante un concile œcuménique. Entre autres questions qui furent étudiées dans cette assemblée, on s'occupa des moyens de ramener l'ordre et la sécurité dans l'empire, que mettaient en péril les compétitions des prétendants à la couronne impériale et le fléau des guerres privées. Un de nos compatriotes, le célèbre Humbert de Romans, qui avait été général des Dominicains, y présenta un mémoire dans lequel il proposait, comme remède à la situation, que l'empire cessât d'être électif, et que l'Italie, les vallées de la Saône et du Rhône, qui depuis des années étaient en proie à l'anarchie féodale, fussent partagées en deux ou trois royaumes. C'était, aux yeux d'Humbert de Romans, l'unique moyen de rétablir l'autorité, dont on avait partout tant besoin (1). Nous verrons plus loin diverses tentatives pour mettre à exécution ce projet.

Pendant la durée du concile, l'attention du pape se porta sur les désordres du Valentinois. Il chargea deux cardinaux, l'évêque de Préneste et l'évêque de Sabine, de déterminer les conditions d'une paix définitive entre Guy de Montlaur et Aymar de Poitiers, toujours en querelle, principalement au sujet du château de Crest. Les délégués pontificaux adressèrent le 16 juillet 1274 une lettre à l'évêque de Die, aux abbés, prieurs, chapelains, vicaires et recteurs des églises du diocèse dont dépendait la ville de Crest, pour les informer de la mission qu'ils avaient à remplir et leur enjoindre de publier dans toutes les églises qu'ils levaient toutes les excommunications portées contre Aymar, ainsi que les interdits qui pesaient sur ses terres, et cela afin qu'il leur fût possible de procéder en toute sécurité et sans danger pour leur âme. « Vous » aurez soin, ajoutent-ils, de faire exhumer les corps des défunts qui auront été ensevelis hors des cimetières, dans le

(1) RAYNALDI. Ad an. 1273, n° 6. — Cf. FOURNIER. *Le royaume d'Arles*, p. 228.

« temps de l'interdit, pour les mettre en terre sainte, à une place que vous désignerez (1). »

L'année suivante, les cardinaux n'avaient encore rien réglé. Le pape passa à Valence au mois d'avril, se rendant en Provence, où il avait donné rendez-vous au roi de Castille et de Léon. Il put alors constater de ses yeux les désordres de toute espèce qu'avait engendré l'état d'hostilité et d'anarchie dans lequel vivaient nos malheureuses populations. Profondément affligé d'un pareil spectacle, il résolut de se porter lui-même médiateur entre l'évêque et le comte de Valentinois; mais comme il était attendu dans le Midi, il les invita l'un et l'autre à ne point s'éloigner, afin qu'il pût à son retour les entendre et vider leurs querelles. Aymar, qui redoutait sans doute l'issue du procès, chercha un prétexte pour ne point comparaître; il prétendit être appelé à la cour de France. Grégoire X écrivit donc à Philippe-le-Hardi pour le prier d'accorder au comte un sursis et par là faciliter la conclusion d'un traité de paix si désirable pour la tranquillité de la pro-

(1) Archives de l'Isère, B, 3535. « Venerabili in Xpo patri Diensi episcopo... Noveritis quod discretus vir G., electus et procurator ecclesie Valentinensis, nomine suo et ipsius ecclesie, de licentia et voluntate s. patris d. Gregorii pape decimi, ex una parte, et nobilis vir A. de Pictavia, nomine suo et successorum suorum ex altera parte, super controversiis... de Crista, de Dei Adjutorio, et de Augusta et eorum pertinentiis, necnon et quibusdam excommunicationibus et interdicti sententiis in ipsum nobilem.... in nos fuerint tanquam in arbitratores.... compromissum.... Unde mandamus vobis.... quatenus.... absolutionem et interdicti relaxationem in vestris ecclesiis publicetis.... dum ibidem populus convenerit ad divina, et corpora defunctorum, tempore interdicti hujusmodi, in vestris parrochiis extra cymeterium sepulta exhumari faciat et in vestris cymenteriiis, in aliqua ipsorum parte, eadem corpora tumulari. Reddite litteras in signum hujusmodi mandati nostri fideliter executi, sigillorum vestrorum munimine communitas.... Datum Lugduni XVII Kal Augusti, anno Dni M°.CC°.LXX°. quarto, pontificatus dni Gregorii ppe decimi anno III°. »

vince (1). Guy de Montlaur accompagna le pape jusqu'à Beaucaire, et il était encore à la suite de la cour pontificale, lorsque la mort vint le surprendre à Tarascon.

La situation se trouvait tout à coup changée. Après un séjour d'environ cinq mois dans le Midi, Grégoire reprenait la route de Vienne. Il était à Valence le 13 septembre. Ce fut alors qu'on lui suggéra la pensée de donner suite à un ancien projet d'union des Eglises de Valence et de Die. On lui représenta l'évêque de Valence dans l'impuissance absolue de lutter, avec ses seules ressources, contre la maison de Poitiers. L'union des deux Eglises mettrait entre les mains du prélat des forces considérables, et on avait tout lieu d'espérer que cette mesure opposerait une infranchissable barrière à l'ambition du comte Aymar. Cette union paraissait s'imposer, et par une bulle datée de Vienne, le 25 septembre 1275, elle fut décrétée. Cinq jours après, Grégoire X plaçait à la tête de l'Eglise de Valence Amédée de Roussillon, abbé de Savigny, et lui assurait la succession de son oncle Amédée de Genève, évêque de Die, dont l'âge et les infirmités faisaient prévoir la fin prochaine. En effet, le 22 janvier suivant, le vieil évêque de Die expirait dans sa demeure épiscopale à Die, entre les bras de son neveu (2).

Amédée de Roussillon ouvre avec éclat la liste de ces prélats qui jusqu'en l'année 1687 vont porter le titre d'évêques de Valence et de Die. Son éducation au sein d'une puissante famille féodale l'avait bien mieux préparé pour la vie des camps que pour celle du cloître : c'était un capitaine habile, et il ne confiera à nul autre le soin de conduire ses troupes sur le champs de bataille. Aymar, qui du reste était en assez mauvais termes avec les Roussillon, s'attendait à la reprise des hostilités et s'y préparait. Elles éclatèrent bientôt à l'occasion

(1) L. DELISLE. *Notice sur cinq manuscrits de la Bibliothèque nationale*. Paris, 1877, in-4°, p. 67-8.

(2) Voir notre *Histoire de Die*, t. I, p. 402-10.

d'un différend déjà ancien entre le comte et l'Église de Die, au sujet du haut domaine du château de Crupies. Amédée revendiqua, comme son oncle, les droits de son Église sur ce fief ; il en avait une portion et le comte une autre, mais celui-ci, au mépris des droits du prélat, avait fait élever une tour, ou château en bois, qui dépassait de la hauteur d'un homme les tours de l'évêque, et au sommet de cette tour il avait fait arborer son drapeau. L'évêque mit ses troupes en campagne : elles arrêterent sur le territoire de Valence le juif Aiquinet, ainsi qu'un homme de Chabrillan, tous deux vassaux du comte. Aymar fut plus heureux dans ses captures. Ses troupes firent prisonniers P. Garlia, chevalier, Hugues de Boczosel, Girin de Larnas, Jarenton de Miribel, damoiseaux, Hugues Paret et deux autres personnes avec leurs chevaux. Peu de temps après, Aymar Bérenger et Artaud de Rochefort qui combattaient comme les précédents pour la cause de l'Église, furent encore arrêtés avec leur suite. Les débuts d'Amédée n'étaient pas heureux. Robert, duc de Bourgogne et tuteur du dauphin Jean 1^{er}, pris pour arbitre, imposa aux belligérants une trêve, qui devait durer jusqu'après la quinzaine de Pâques, et leur donna rendez-vous à Vienne pour le 14 avril, jour où il ferait connaître sa décision. L'évêque et le comte se trouvèrent à Vienne au jour marqué. En présence du duc de Bourgogne, ils se firent de mutuels reproches, puis le duc prononça le jugement. Le château ou village de Crupies relèvera pour une moitié du fief comtal ; l'évêque remettra les clés du château à Ysoard de Bourdeaux, feudataire du comte, et huit jours après la remise des clés, pendant l'espace de quinze jours consécutifs, Aymar de Poitiers pourra librement occuper le village avec ses troupes, y transporter les munitions de guerre et les vivres nécessaires et fortifier, de la manière qu'il croira utile, la portion du château qui lui appartient. Enfin l'évêque renoncera à toute indemnité (1).

(1) Archives de l'Isère, B, 3514. Voir pour les détails notre *Histoire de Die*, t. II, p. 6-9.

L'évêque avait à cœur de prendre sa revanche. Il fit alliance avec les habitants de Saillans, à qui les officiers du comte, gens dont le zèle n'était guère réglé que par l'intérêt, créaient sans cesse des difficultés. Les hostilités allaient recommencer, lorsque on apprit la mort du comte de Valentinois.

Aymar III de Poitiers s'était rendu à Rochemaure, auprès de son parent Giraud Adhémar, coseigneur de Montélimar. C'est là qu'il comprit, sous les coups de la maladie, que la fin de ses jours approchait. Le 20 avril 1277, il refit son testament. En lisant cette pièce, on sent que la pensée du terrible jugement de Dieu préoccupait son âme. Il veut que si le bon droit n'est pas complètement de son côté, on termine pacifiquement les différends qu'il a avec les abbés de Saou, de Cruas et d'Aiguebelle, avec les prieurs de St-Marcel, de Rompon, de St-Médard et autres. Il désigne pour ses exécuteurs testamentaires Décan, seigneur d'Uzès, son parent, Pierre, seigneur de Boursol, et Guillaume de Châteauneuf, seigneur de la Lau pie, leur adjoignant comme conseillers Robert, évêque d'Avignon, et frère Raymond de Mévouillon, de l'ordre des Frères Prêcheurs. Il demande à être enseveli chez les religieuses cisterciennes de Bonlieu, au diocèse de Valence. Trois jours après, le 23 avril, il prescrit à ses officiers et vassaux de demeurer fidèles à son fils Aymar et de lui obéir comme à leur légitime seigneur. Celui-ci n'ayant point atteint sa majorité, son père l'émancipa le 6 mai en présence de Giraud Adhémar et, par un acte daté du même jour, qui devait avoir au besoin toute la valeur d'une donation entre vifs, il le mit en possession des châteaux de Baix, du Pouzin, de St-Auban, de Privas, de Tournon, d'Etoile, de Montmeyran, d'Upie, de Châteaudouble, de Charpey, de Grane, de Crest, de Quint, de Pontaix et de Saou. Il voulait prévenir ainsi les différends que pourrait faire naître le partage de sa succession (1). Le comte mourut peu de jours après.

(1) DUCHESNE. *Preuves*, p. 11-14.

L'énumération des places qu'Aymar III laissait à son fils nous permet, d'une certaine manière, d'apprécier l'étendue et l'importance du comté de Valentinois en 1277 ; tous ces châteaux appartenaient en toute propriété au comte, mais le nombre de ceux que divers seigneurs tenaient de lui en fief et sur lesquels il n'avait qu'un droit de haut domaine, était beaucoup plus considérable. Ce testament de 1277 et surtout celui de 1270 jettent un peu de lumière sur le personnel qui composait alors la petite cour d'un comte de Valentinois. C'était assez modeste ; on n'y connaissait point le luxe de serviteurs titrés et inutiles. Le gouvernement du comte était un gouvernement personnel ; rien n'était fait ou censé fait que par ses ordres. Son testament nous montre auprès de lui trois ecclésiastiques dont deux prêtres, deux chevaliers, un damoiseau : ils formaient, sans doute, une sorte de conseil. Il y avait encore un médecin, Jean Rocotte, attaché à la petite cour comtale et quelques serviteurs et servantes (1).

(1) Dans une enquête sur un meurtre imputé aux juifs de Valréas en 1247, publié par Molinier (Paris, Champion, 1883, in-8°, 13 p.), il est fait mention d'un *connétable de Valence*. Serait-ce un officier d'Aymar III, une sorte de commandant supérieur des troupes du Valentinois ? — Les archives de l'Isère conservent plusieurs exemplaires des divers sceaux d'Aymar III :

1° Fragment de sceau rond, de 35 millimètres, cire brune.

Sceau armorial. Ecu aux armes des Poitiers. — Légende illisible :
Appendu à une charte de 1253.

2° Sceau rond de 0,050 ; cire brune.

Sceau équestre aux armes. SIGILLVM.ADEMARI.DE.PICTAVIA.
Contre-sceau rond de 0,037. Etoile à 12 rayons. COMITIS VA-
LENTIN.

Appendu à une charte de 1270.

3° Sceau rond de 0,050 ; cire brune.

Sceau équestre aux armes des Poitiers. SIGILLVM : ADEMARI.
DE : PICTAVIA.

Appendu à la donation faite à son fils le 7 mars 1277.

Voir PILOT DE THOREY. *Inventaire des sceaux du Dauphiné*, p. 42.

Aymar III s'était marié deux fois.

En premières noces, il épousa Sibille de Beaujeu, fille de Humbert IV de Beaujeu, connétable de France, dont il est souvent fait mention dans les Mémoires de Joinville et qui mourut après la prise de Damiette, le 21 mai 1250, et de Marguerite de Baugé et de Bresse, fondatrice de la Chartreuse de Polleteins. Sibille était, par son aïeule paternelle, petite nièce de Philippe Auguste (1). De ce mariage naquirent :

1^o Philippe de Poitiers, première femme de Bertrand de Baux, comte d'Avelin, depuis grand justicier du royaume de Naples. Elle eut pour dot dix mille marcs d'argent, dont elle donna quittance le 12 octobre 1254, et qui furent hypothéqués en 1269 sur la terre de Monteux (2).

2^o Marguerite de Poitiers, épouse de Roger, seigneur de Clérieu, à qui elle survécut et dont elle eut Graton et Guichard de Clérieu.

3^o Aymar IV de Poitiers, qui suit.

En secondes noces, Aymar III épousa, au mois d'avril 1268 (3), Alix de Mercœur, veuve de Pons de Montlaur, fille de Béraud, seigneur de Mercœur, et de Béatrix de Bourbon. Alix se remaria encore à Robert II, dauphin d'Auvergne, et mourut le 15 juillet 1286. Elle avait donné à Aymar III un fils :

Guillaume de Poitiers, nommé dans le testament de son père, qui le destinait à l'état ecclésiastique. Il ne voulut pas :

(1) Les testaments de Guichard III de Beaujeu (18 septembre 1216) et de Humbert IV de Beaujeu (juillet 1248), l'aïeul et le père de Sibille, ont été publiés dans la *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*, 4^e série, t. III (1857), p. 161 et 257. C'est le testament de Humbert qui nous révèle le véritable nom de l'épouse d'Aymar III ; tous les auteurs l'appelaient jusqu'ici Florie de Beaujeu. Cette dame était alliée à la famille royale et à la plupart des grandes maisons de France. Elle eut pour dot la seigneurie de Belleruche en Beaujolais.

(2) D^r BARTHÉLEMY. *Inventaire*, n^o 543.

(3) *Gallia Christiana*, t. I, c. 93.

être homme d'Église et épousa Luce, fille de Guillaume II de Beaudiner, baron de Cornillon, dont elle demeura l'unique héritière. Luce fut mère de cinq enfants : Guillaume II de Poitiers, Béatrix, Alix, Florie et Alixente. Demeurée veuve en 1321, elle vécut en noble et pieuse dame, fonda (1332) l'abbaye de Ste-Claire de Chazeaux et finit ses jours au mois d'octobre 1337. Elle avait donné Béatrix en mariage à Jean Bastet, seigneur de Crussol, qui fut père de Guillaume Bastet, seigneur de Crussol, baron de Beaudiner et de Cornillon, d'Emile, doyen du chapitre de St-Jean de Lyon, et de Jeanne, abbesse du monastère de Chazeau (1).

(1) ANSELME, T. II, p. 189. — *Revue du diocèse de Lyon*, 1883, p. 109.

(A continuer.)

JULES CHEVALIER.



ESSAI

DE

BIBLIOGRAPHIE ROMANAISE

(SUITE. — Voir les 102°, 103°, 104°, 105°, 106°, 107° et 108° livr.)

128. — *Discours relatif aux événements des 31 mai, 1^{er} et 2 juin derniers, prononcé par le citoyen Revol, député de la Société républicaine de Romans, dans l'Assemblée de 42 Sociétés populaires des départements de la Drôme, du Gard, des Bouches-du-Rhône et de l'Ardèche réunies à Valence, chef-lieu du département de la Drôme, le 24 juin 1793.* Imprimé d'après le vœu unanime de l'Assemblée. (A Valence, chez Aurel, imprimeur). — In-4° de 8 pp.

Mentionné par MAIGNIEN, *Bibliogr. réolut.*, n° 1889, et par M. le D^r Chevalier qui en cite un passage dans le *Comité de surveillance révolutionnaire...*, p. 11. — Cette plaquette figure aussi dans le *Catalogue de la Bibliothèque nationale*, t. X, n° 3056.

129. — *Extrait du Registre des délibérations du district de Romans.* — Séance publique du vendredi, 19 juillet 1793, l'an second de la République française, présents les citoyens Vial, vice-président, Martignac, Blain aîné, Suel-Beguïn, Fayard, procureur-syndic. (A Romans, de l'imprim. de L. Martigniat, impr. du département de la Drôme). — In-4° de 21 pp.

Relativement à la réquisition faite par le général Cartaux, sur le département de la Drôme, de 10,000 gardes nationales destinées à s'opposer au passage des Marseillais. Le contingent assigné au district de Romans était de 1,679 hommes, à raison d'une population de 52,084 habitants. Un tableau de répartition entre les 56 communes du district indique la population de chacune et le nombre d'hommes qu'elle doit fournir. Romans est taxé à 210 hommes, à raison d'une population de 6,130 habitants, auxquels on doit joindre 368 individus pour la partie de Monteux réunie à la commune.

130. — *Compte-rendu à la Société populaire de la ville de Romans*. (A Romans, de l'impr. de L. Martigniat). — In-4° de 4 pp. n. ch.

Signé à la fin : *Jean-Baptiste* DOCHIER, et daté de Romans, 24 octobre 1793. L'auteur y expose sa vie politique, à propos d'une vexation dont le zèle civique de trois citoyens de Clérieux l'avait rendu l'objet. (Maignien, *loc. cit.*, n° 2070. Voir aussi ROCHAS, *Biogr. du Dauphiné*, art. *Dochier*, n° V).

On trouve le texte de la dénonciation lancée contre Dochier par les patriotes de Clérieux dans le *Comité de surveillance révolutionnaire...*, édité par M. le D^r Chevalier, p. 31. Mais la réponse de Dochier n'y est que mentionnée, p. 33.

131. — *Adresse d'un citoyen de Romans à la Convention nationale*. — In-4° de 8 pp., s. l. n. d.

C'est une réclamation contre la mesure votée par la Convention, sur la proposition de Tallien, pour suspendre l'exécution de la loi du 17 nivôse an II (6 janvier 1794) sur les successions.

Attribué à l'imprimeur Martigniat par Edm. Maignien,

Dict. des Anon. dauphinois, n° 501, d'après une note manuscrite lue sur un exemplaire de cette plaquette : *Par Martigniat, imprimeur de Romans*.

132. — *Adresse d'un très grand nombre de citoyens de la commune et du district de Romans, département de la Drôme, à la Convention nationale*. — In-4° de 3 pp., s. l. n. d.

Observations relatives à la loi susdite du 17 nivôse, sur l'effet rétroactif donné à cette loi pour le partage égal des successions directes et collatérales ouvertes depuis le 14 juillet 1789.

(MAIGNIEN, *loc. cit.*, n° 2724).

133. — *Extrait des registres des délibérations de la Société populaire de Romans et de l'Unité*. (A Romans, de l'impr. de L. Martigniat). — In-8° de 2 pp. n. ch.

« Du tridi, 13 pluviôse, l'an second de la R. F. U. et I... (1^{er} février 1794).

Délibération relative à un tableau de l'église de Saint-Barnard, sur lequel les patriotes croient reconnaître une preuve de la supercherie des prêtres. On en conclut à la fermeture des églises.

(MAIGNIEN, *loc. cit.*, n° 2246).

Ce curieux document a été reproduit par M. le D^r Chevalier dans le *Comité de surveillance réolut.*, p. 39, et dans l'opuscule : *La main de Dieu sur les impies*, p. 16.

(*Bibliothèque de M. le D^r Chevalier*).

134. — *Liberté, Egalité, Fraternité*. — *Les Administrateurs du district de Romans aux maires et officiers municipaux de...* (s. l. n. d.). — In-4° de 2 pp., n. ch., daté de Romans le 23 pluviôse an II (11 février 1794).

Pour la formation de la liste des émigrés.

(*Bibliothèque nationale*, 4 K, n° 128).

135. — *Extrait des registres des délibérations de la Société populaire de Romans et de l'Unité-sur-Isère.* (A Romans, de l'imprim. de L. Martigniat, impr. du département). — In-4° de 4 pp.

Du tridi, 23 pluviôse, l'an second de la République française une et indivisible (11 février 1794).

« Un membre fait lecture du procès-verbal de la Société populaire de Bézayes, du 20 de ce mois, adressé à la Société. »

Grave infraction à la loi du maximum. « Il se trouve dans notre commune plusieurs personnes qui portent à Romans, soit en cachette, soit ouvertement, différentes denrées, savoir : beurre, tomes, œufs, volailles, etc., qui les vendent au plus haut prix, outrepassant plus de la moitié du maximum ; de plus, ils (*sic*) ont la témérité de porter les susdites denrées dans les maisons où ils savent qu'ils (*sic*) les payeront le plus haut prix, et souvent dans des endroits où le civisme n'est pas à la hauteur de la Révolution ; par ce moyen, les bons patriotes et les vrais républicains en sont privés... »

Liberté.

Egalité.

136. — *Célébration de la fête décadaire consacrée à l'Etre suprême, qui aura lieu à Romans, le Décadi prochain, 20 prairial, l'an deux de la République* (8 juin 1794). — In-4° de 8 pp., sans nom d'imprimeur.

C'est le programme de la fête prescrite par Robespierre en l'honneur de l'Etre suprême. Il débute ainsi :

« L'auteur de la nature, l'Etre suprême, celui dont l'univers entier raconte les merveilles, va enfin recevoir un culte digne de lui ; des hommes libres vont lui offrir des hommages. Ils ne perdront pas de vue que cet Etre infiniment parfait ne peut être honoré que par la pratique des vertus ;

que l'être immoral, que le fanatique, le fripon, l'hypocrite et l'athée s'éloignent ! Que la vile courtisane soit chassée ! Leur présence outrageroit le maître de l'univers... », etc.

Cette curieuse pièce a été reproduite par M. le D^r Chevalier dans l'*Impartial de Romans* des 4, 11, 18 et 25 septembre 1884, sous ce titre : *Les fêtes nationales à Romans pendant la première République*. M. Chevalier attribue la composition de ce factum à M. T(héodore) L(ambert), ancien avocat au Parlement, alors receveur de l'enregistrement à Romans.

137. — *Le Comité de surveillance de Romans à ses Concitoyens*. (A Romans, de l'impr. de L. Martigniat). — In-4° de 2 pp., n. ch., daté du 4 thermidor an II (22 juillet 1794), signé : GIRAUD, *président*, et sept autres.

Au sujet de quelque tumulte qui s'éleva dans la séance de la Société populaire du décadi précédent. On lit dans ce pathos : « Citoyens, qui avez paru méconnaître un instant vos devoirs, nous aimons à penser que vous n'avez eu aucune intention criminelle. Vous n'avez pu être que l'instrument aveugle de quelques désorganiseurs ; mais rappelez-vous que ces sortes de scènes tendent à la dissolution et à la désorganisation des Sociétés populaires, qui sont les plus fermes appuis de votre liberté, et qu'il y a des peines graves contre ceux qui s'en rendent coupables. »

(Reproduit par M. le D^r Chevalier dans : *Le Comité de surveillance révolutionnaire*, p. 10).

138. — *Extrait des registres de l'Agent national du district de Romans*. — In-8° de 10 pp., s. l. n. d.

C'est une instruction pour l'exploitation du salpêtre, suivie d'une ordonnance en sept articles pour en régler la fabrication, le tout « arrêté à Romans, dans le bureau de l'Agent national, le 20 fructidor, l'an deuxième

de la République française, une et indivisible (15 septembre 1794). — *Signé* : FAYARD, agent national provisoire. »

L'art. 1^{er} indique le contingent de salpêtre à fournir, par décade, par l'atelier de chacun des cantons du district, savoir : celui de Romans et de l'Unité (Bourg-de-Péage), 500 livres ; — du canton de Clérieux, 50 l. ; de Jovenzieux (St-Donat), 60 l. ; — de Val-Libre (St-Vallier), 70 l. ; — de Claveyson, 50 l. ; — des cantons d'Albon et de Moras, 60 l. ; — de Serres (Grand-Serre), 60 l. ; — d'Autherives, 40 l. ; — de Peyrins, de Crépol, de Montmiral, de Mi-Vallon (Châteauneuf-de-Galaure), chacun 50 l. ; — de Montchenu, 30 l. ; — de Montrigaud et d'Hostun, chacun 40 livres.

139. — *Rapport sur les moyens d'améliorer l'agriculture dans le district de Romans, fait à la Société populaire de ce chef-lieu et de l'Unité-sur-Isère réunis, dont l'impression a été ordonnée par l'Administration du district.* — In-8° de 61 pp., s. l. n. d.

Œuvre anonyme du citoyen Dedelay, auquel le Directoire du district de Romans décerne un éloge emphatique dans sa séance du 17 vendémiaire an III (8 octobre 1794), en décrétant l'impression de ce factum. D'autres citoyens faisaient partie de la commission agricole; ils ne sont pas même nommés.

Epigraphe tirée du rapport de Barrère sur le maximum. La pièce débute par une longue citation de cinq pages d'une œuvre dont le rapporteur proclame le mérite et recommande la lecture aux citoyens romains en ces termes : « Vos commissaires ne peuvent mieux remplir vos vues civiques qu'en commençant par transcrire ici l'*Avis aux Habitants des campagnes*, publié dans le n° 33 de la *Feuille du Cultivateur*, journal précieux, dont on ne sauroit trop propager la lecture. »

Les vingt-cinq dernières pages sont de même occupées par des rapports étrangers, savoir : 1° Instruction sur les moyens de conserver la pomme de terre pendant plusieurs années..., par Jean Guillaume (pp. 39-51); 2° Instruction sur la culture du pavot simple (pp. 51-56); 3° Instruction sur la culture et l'usage des choux colsacs (*sic*) (pp. 56-61); de sorte que l'œuvre personnelle du cit. Dedelay se borne à 32 pp., consacrées à faire ressortir les avantages de l'élevage des bestiaux et de l'établissement des prairies artificielles.

*Liberté.**Egalité.*

140. — *Romans, le 5 brumaire, l'an troisième de la République une et indivisible* (26 octobre 1794).

Au sujet de l'évasion de la maison d'arrêt du district de Romans, de Claude Renaut, domicilié à Lunéville. — Placard petit in-fol. sans nom d'imprimeur (Martigniat).

*Liberté.**Humanité.*

141. — *Le Conseil général de la commune de Romans, à la Convention nationale.* (A Romans, de l'impr. de L. Martigniat). — In-4° de 4 pp., n. ch., signé : CHABERT, *maire*.

« Du 24 floréal, 3° année de la Rép... » (14 mai 1795).

Demande que l'on rapporte la loi du 23 messidor, et de décréter la résiliation des baux des immeubles appartenant aux hôpitaux...

(MAIGNIEN, *loc. cit.*, n° 2733).

142. — *Extrait du registre des délibérations de l'administration municipale du canton de Romans, du 30 ventôse, an cinq de la République française.* — Présens les citoyens Legentil, président, Mortillet, Taverdon, Rochas aîné, Bochard, administrateurs municipaux, et Pigeron, commissaire du Directoire exécutif. (A Valence,

de l'impr. de J.-J. Viret). — In-4° de 19 pp., s. d. (20 mars 1797).

C'est le compte-rendu du trésorier de la commune pour les recettes et dépenses effectuées en l'an V. Un premier compte, jusqu'au 20 nivôse an V, est présenté par le cit. Matras-Gamon, et un autre, jusqu'au 30 ventôse, par Gabriel-Gaston Mourier, ex-curé constitutionnel de Romans, devenu trésorier de la commune. Le chapitre des recettes effectuées par celui-ci s'élève à 3,382 livr., 2 sols, 8 deniers, et celui des dépenses à 2,660 livres, 7 s., 2 d.

- Quelques articles de dépense sont curieux. On remarque en particulier ceux-ci : A Pierre Granjon, charpentier, pour la fermeture des portes de la Bistour et de Bonnaux, 3,050 livr. ; à Dépit, serrurier, pour avoir ferré ces deux portes, 1,222 liv. ; à Morel, charpentier, pour réparations faites aux maisons des portiers, 1,200 livr. ; réparations faites au puits de la Bouverie, 150 livr. ; à Aillon, pour avoir effacé une inscription qui était sur la porte de l'église, 3 livr. ; à Colin, pour réparations en peinture faites à l'arbre de la liberté, 3 l. ; à Martignac, pour frais d'impression et fourniture de papier, 2,036 livr. ; *item* pour l'impression de divers ouvrages, 66 l. ; *item* pour l'impression d'un arrêté concernant la police, 34 livr. (1). — Pour le payement de tambours et autres personnes qui ont fait la proclamation relative aux succès de l'armée d'Italie, à la prise de Mantoue, et qui ont tiré les canons pour même cause... (le chiffre n'est pas indiqué), etc.

(1) Cette pièce nous manque.

OPÉRATIONS DU DIRECTOIRE DU DISTRICT
et Correspondance du Procureur-Syndic.

143. — *Assemblée des administrateurs du district de Romans.* (A Valence, chez J.-J. Viret, imprimeur du département de la Drôme).

In-4° de 6 pp., signé : *Les administrateurs du district de Romans*, DELOLLE, président, L.-A. BON, secrétaire.

« Du mercredi 4 août 1790, à 11 heures du matin, dans une salle du couvent des Cordeliers de la ville de Romans... »

Règlements d'administration intérieure. Suit une *Adresse à l'Assemblée nationale, votée par les administrateurs du district.*

144. — *Assemblée des députés-électeurs du district de Romans.* (A Valence, chez J.-J. Viret, imprimeur du département de la Drôme). — In-4° de 9 pp.

Du lundi 4 octobre 1790 :

Les députés de la ville de Romans (au nombre de 9) et des cantons du Bourg-de-Péage de Pizançon (5), de St-Vallier (7), d'Albon (5), de St-Donat (7), de Clérieux (7), de Peyrins (4), de St-Paul (2), de Châteauneuf (2), d'Hos-tun (7), de Montmiral (6), d'Auterive (6), de Montrigaud (3) et de Moras (5), formant le district de Romans, sont convoqués pour l'élection des juges et suppléants du tribunal du district. — M. Dochier est élu président par 39 voix, et M. Bon-Presle, secrétaire, par 36 voix ; MM. Lacour, Collonge et Nublat, scrutateurs ; M. Charles-Claude Delacour, avocat, député à l'Assemblée nationale, premier juge, par 59 voix, et M. Hyacinthe Fleury fils, avocat et administrateur, est nommé au 2^e tour de scrutin, second

juge par 38 voix sur 70 votants. Le lendemain et le surlendemain sont élus : 3^e juge, Pierre Enfantin ; 4^e, Barthélemy Mortillet, avocat, et 5^e, J.-B. Dochier, avocat (par 46 voix sur 72 bulletins). MM. Revol et Legentil sont proclamés juges suppléants.

(Voir ci-devant le n^o 108).

145. — *Adresse des députés-électeurs du district de Romans aux habitants des campagnes de son ressort, proclamée par le Directoire du même district.* (A Romans, de l'imprimerie de L. Martigniat, imprimeur du Directoire du district). — In-4^o de 3 pp.

Fait à Romans, en assemblée électorale, le 26 mars 1791. — Signé : FLEURY, président ; L.-A. BON, secrét.

« De faux amis vous annoncent que vos impositions de l'année 1791 seront plus fortes que celles des années précédentes, et que vous serez accablés sous un fardeau insupportable. N'ajoutez point de foi, chers concitoyens, à ces insinuations perfides ; elles sont dénuées de fondement... »

146. — *Procès-verbal de la session de l'Assemblée administrative du district de Romans, tenue en cette ville du 15 au 29 octobre 1791.* — Romans, Louis Martigniat. M.DCCLXXX. — In-4^o de 48 pp.

Cette pièce est ainsi analysée par M. Maignien :

« Ventes de terriers et des effets mobiliers des couvents. — Sur 109 fonctionnaires publics ecclésiastiques, six seulement ont refusé de prêter le serment prescrit par la loi. — Ateliers de charité. — Rapport sur le régime des hôpitaux du district. — Routes à ouvrir et à réparer, etc. »

(*Bibliogr. révolut.*, n^o 1375).

147. — *Lettre du directoire du district de Romans aux municipalités de son ressort, approuvée par le Con-*

seil d'Administration du Département, et réimprimée de son ordre.

Du 30 novembre 1791. Messieurs... (A Romans, de l'imprim. de Louis Martigniat, imprimeur du Directoire du district.)

In-4° de 8 pp. signé : *Les administrateurs composant le Directoire du District de Romans : VIAL, vice-président, GONTIER, BLAIN aîné, FAYARD, procureur-syndic, L.-A. BON, secrétaire.*

Exhortation aux maires à faire payer les contributions. Préconisation du nouveau système d'impôts, devenus moins onéreux grâce à la suppression de la dîme, du casuel des curés et de la quête des moines mendiants, grâce aussi à la diminution des droits sur le sel et le tabac, etc.

« Tels sont les avantages de notre nouvelle constitution, qu'on ne saurait assez s'étonner qu'elle ait des détracteurs, si l'on ignorait que le bien général n'a pu s'opérer sans nuire à l'intérêt particulier de quelques individus ; qu'il a fallu abolir les privilèges sans nombre dont on jouissait sous le despotisme... De là des mécontents ; de là des ennemis de la Constitution, qui ne craindraient pas de tout bouleverser pour reconquérir ce qu'ils croient avoir perdu. — Leurs efforts seront vains... »

148. — *Romans le 4 juillet 1792, l'an quatrième de la liberté. Messieurs... —*

Plaquette in-4°, une page imprimée, signée : *Le procureur-syndic du district de Romans : FAYARD.*

Circulaire relative à la célébration du 14 juillet.

« L'anniversaire d'une révolution à jamais mémorable dans les fastes de l'histoire s'approche. Nous voilà parvenus au 14 juillet, jour destiné à perpétuer le souvenir de notre régénération... etc. »

Adresse imprimée au bas de la page : *A MM. les commandants des bataillons et officiers des gardes nationales du district de Romans.*

149. — *Procès-verbal de l'Assemblée électorale du district de Romans, tenue en cette ville du 15 au 17 septembre 1792, l'an quatrième de la liberté.* — (A Romans de l'imprimerie de L. Martigniat, imprimeur du département de la Drôme).

In-4° de 16 pp.

Le séance a lieu dans la salle des audiences du tribunal, où les électeurs des cantons du district son réunis. Elle est présidée, en qualité de doyen d'âge, par le cit. Lacour, juge de paix du canton du Péage. Le cit. Andrevon, maire de Moras, remplit les fonctions de secrétaire. Après la prestation du serment, on procède au renouvellement du conseil d'administration et du procureur-syndic. Ont été élus : Les cit. Vial aîné, du Péage, par l'unanimité des suffrages (42), Delolle (41), Blain aîné (38), Andrevon (38), Benoît, de Clérieux (34), Paul, de St-Donat (32), Martignac (31), Gontier (30), Paturel, de St-Vallier (23) ; puis, en un troisième tour de scrutin, Suel-Béguin, Marc Revol et Servan aîné. Le cit. Fayard aîné est proclamé procureur-syndic par 28 suffrages. On nomme de même les cinq juges du tribunal du district, qui sont les cit. Lacour-d'Ambésieux, Mortillet père, Thomé, Revol et Badoux fils, puis leurs quatre suppléants : François fils, Bossard fils, Pigneux, de Tain, et Raymond, fils aîné, de St-Vallier.

Le lendemain, dimanche 16 sept., après avoir assisté à la messe, les électeurs procèdent, dans l'église même de St-Barnard, à la nomination aux cures vacantes, au nombre de 19, la plupart *par défaut de lecture du mandement*

de l'évêque (Marbos). Sont élus : à la cure de St-Barnard, Mourier, vicaire à Romans (par 39 suffr. sur 51 bulletins) ; à St-Barthélemy-de-Vals, Raymond, de St-Vallier, vicaire épiscopal à Valence (par 46 suffr.) ; à Anneyron, Rambert, curé de Fay (36) ; à St-Donat, Deloche, de Tain, vicaire à Romans (45) ; à St-Paul-lès-Romans, Escoffier, vicaire de l'annexe de Pisançon (49) ; à St-Jean d'Octavéon, Gontier, vic. à Romans (50) ; à Moras, Martin, qui y avait été curé (49) ; à Chanos-Curson, Charles, chanoine, résidant à St-Donat (49) ; à Châteauneuf-de-Galaure, Giraud, curé de St-Avit (46) ; à St-Germain d'Autherive (*sic*), Ferlay, vic. à St-Barnard (42). L'après-midi, sont nommés : à St-Christophe de Montmiral, Landy, vicaire à la Roche (51) ; à Lens-Lestang, Boulon, vicaire dudit lieu (45) ; à Beaumont-Monteux, Hours, vic. à St-Sorlin (46) ; à St-Julien de Montsage (ou de Montrigaud), Dumas, vicaire au Grand-Serre (50) ; à Parnans, Platel, vicaire à Clérieux (45) ; à Montchenu, Gaud, ci-devant Cordelier (46) ; à Mantolz (Mantes), Escoffier, vic. à Châteaudouble (42) ; à Geyssans, Rousset, desservant de Montchenu ; à Crépol, Boisset, vicaire à St-Antoine.

Il n'est pas pourvu aux cures de St-Uze, Onay, Saint-Michel de Montmiral, Chalon, Gillon, St-Clément, Saint-Ange et Triors, ni à la succursale du Poulet, quoique vacantes, parce que ces différentes paroisses doivent être supprimées et réunies aux succursales voisines.

Ensuite, conformément à la loi du 24 août 1790, il a été célébré une messe avec solennité, à laquelle les électeurs ont assisté. Le Président a proclamé, en présence du peuple, de l'assemblée et du clergé, les citoyens nommés aux cures vacantes.

Les cit. Servan, Revol et Andrevon, déclarent ne pou-

voir accepter les fonctions qui leur sont décernées ; ils sont remplacés comme membre de l'Administration du district par les cit. Charvat, avoué, Aynard de Maymans, et Clément, géomètre.

« A été unanimement délibéré que le présent procès-verbal sera imprimé, ainsi que les signatures, au nombre de cent cinquante exemplaires ; que le procureur-syndic en fera parvenir aux électeurs qui l'auront signé, aux magistrats, aux membres de l'Administration et aux curés nommés.... »

Suivent 54 signatures, terminées par celles de Lacour, président, et Andrevon, secrétaire.

150. — *Romans, le 6 mars 1793, l'an second de la République.*

Feuille in-4°, s. l., une p. imprimée, signée : *Les administrateurs composant le directoire du district de Romans.* (Signatures autographes).

Relative au « recrutement des 300,000 hommes à fournir pour repousser les despotes coalisés contre votre liberté. » Il s'agit de fixer le contingent du district de Romans, ce qui doit être fait dans les vingt-quatre heures.

151. — *Mesures de sûreté générale. — Du 1^{er} mai 1793. — Arrêté du Conseil d'Administration du District de Romans, auquel ont concouru les Conseils Généraux des communes de Romans et du Péage, les Membres du Tribunal, les Adjudants de Légion, les Commandants des Gardes nationales de Romans et du Péage, les Membres du Bureau de Conciliation et de la Justice de Paix.* (A Romans, de l'imprimerie de L. Martigniat, imprimeur du département de la Drôme).

In-4° de 5 pp., signé : DELOLLE, *président* ; PIGERON, *secrétaire*.

Arrêté en 19 articles. Le Comité sera formé de douze membres, dont six seront nommés par le Conseil d'administration du district, quatre par le Conseil général de la commune de Romans, et deux par celui du Péage. Ce Comité sera chargé de surveiller les ennemis intérieurs de la République, d'entretenir une correspondance suivie avec le Comité de salut public du Département, celui de la Convention, avec les corps constitués et les bons citoyens... Il s'occupera de presser la fabrication des piques. Il donnera surtout ses soins pour procurer à ce district au moins quatre canons de campagne, savoir : deux pour cette ville, et les deux autres distribués dans les chefs-lieux de canton les plus à portée de secourir les autres.... etc.

(A continuer.)

CYPRIEN PERROSSIER.





LE TRAMWAY DE LA GALAURE

I. — Vals et Rochetaillée.

Saint-Vallier appartient à la grande ligne de Paris à la Méditerranée et il a eu dans M. Albert Caise un historien consciencieux et complet. Notre voyage d'exploration réclame des faits oubliés, nouveaux ou mal connus.

Quittant donc la ville coquettement assise au bord du Rhône, nous passons vite devant le couvent franciscain de Picpus transformé en moulinage à soie par M. Chartron, un grand industriel du milieu de ce siècle. La Galaure, sortie des environs de Roibon (Isère), coule sous les aulnes et les peupliers et féconde les prairies adjacentes. Elle est d'ordinaire, calme et limpide, parfois aussi tumultueuse et terrible. A côté d'elle, et sur sa rive gauche, la voie ferrée s'engage dans un val étroit, entre deux montagnes de granit, l'une couverte de chênes et de broussailles et l'autre, de maigres plants de vigne. Cette solitude ne manque pas de poésie, et tout en regrettant de ne pouvoir s'y arrêter, on se trouve en quelques minutes, devant une usine de papier de pliage, appartenant à la famille de M. de Montgolfier, et devant une grande habitation ouvrière. Le défilé, encore large en cet endroit, se rétrécit soudain et paraît se fermer tout à fait. Un rocher colossal, descendu de la montagne à une époque lointaine, a forcé la Galaure de remonter vers sa source et de décrire

un assez long détour, au pied de l'isthme ou promontoire de granit qui supporte le château et la chapelle de Vals.

Dans le bas, au couchant, une minoterie incendiée a fait place à une usine reliée à la précédente : c'est l'image du siècle actuel, voué à l'industrie ; en haut le castel féodal en ruines rappelle le moyen âge.

Les Dauphins, sortis d'Albon, étendirent d'abord leur domination sur les terres voisines de leur demeure et ensuite sur la province, qui prit leur nom. Venus on ne sait d'où, les Poitiers régnèrent sur le Valentinois, et reçurent, en 1426, à titre d'indemnité, le mandement de Vals, comprenant huit paroisses : St-Uze, St-Barthélemy, Marnas, St-Victor, Villeneuve, Bertheud, Ponsas et Laveyron, ces deux dernières dans la vallée du Rhône.

Les officiers de justice des uns et des autres et les receveurs de leurs droits seigneuriaux habitaient ce désert, et au temps d'Humbert II, dernier dauphin, une de ses parentes y fut enfermée pour meurtre.

On y a découvert naguères un bâton de commandement de l'âge de bronze, et Louis XI, exilé de la cour y séjourna ; cent ans après lui, l'inventaire des biens de la duchesse de Valentinois ne cite plus que dédaigneusement le château en ruines de Vals.

De son côté, la chapelle de Notre-Dame, déjà ancienne en 1437, fut agrandie alors pour recevoir les pèlerins de plus en plus nombreux. Elle était desservie au XV^e siècle par le prieur de St-Uze et échut, au XVIII^e, à celui de St-Vallier.

Voilà très brièvement le lot de l'histoire. Toutefois, à côté des noms de Louis XI et de Diane de Poitiers, il en est un autre qui mérite un souvenir ; c'est celui de Laurent de Montchenu, maréchal des camps et armées du roi (1) et commandant en Vivarais.

Lors des révolutions géologiques anciennes qui amenèrent

(1) Ce titre équivalait à celui de général de brigade aujourd'hui.

la mer dans la vallée de la Galaure, les rochers de St-Uze arrêtaient ses eaux, et il leur fallut bien du temps pour se creuser un passage. Arrivées à Vals, un nouvel obstacle s'offrit, et cette fois ce n'était plus la roche facile à désagréger, mais une énorme pierre vive qui les contraignit à tourner et à ceindre le promontoire inviolable.

De son côté, le chemin tracé le long de la rivière se trouvait là complètement barré aux chevaux et voitures, et pour franchir le passage, les piétons devaient par des sentiers abrupts, escalader le rocher, souvent au péril de leur vie. Il n'y avait pourtant que quelques toises à percer pour joindre la vallée d'aval à celle d'amont.

A force de sollicitations et de démarches, le vœu des habitants touchant cette entreprise finit par être accueilli à Grenoble, et la route s'ouvrit au moyen de cotisations levées sur les communes intéressées, en 1780 et 1781 (1).

Mais le prieur de St-Vallier s'opposait à la tranchée, et pour vaincre sa résistance, il fallait un homme énergique et puissant. C'est au comte de Montchenu, seigneur de Châteauneuf que la population eut recours.

De nombreux délégués étant venus réclamer son appui, il les reçut avec bienveillance et promit de réaliser leurs désirs.

Effectivement il se rendit à St-Vallier dès le lendemain.

— Une route nous a été accordée, dit-il au prieur, et votre rocher l'intercepte. En y autorisant une ouverture vous faites la fortune de la vallée entière.

— Ce sont là des illusions généreuses, répond le prieur ; mais la fortune n'a pas de limites ; plus on gagne, plus on dépense et le niveau reste toujours le même. Aujourd'hui on me demande un rocher, demain le prieuré y passera.

— N'exagérons rien, M. le prieur, réplique Montchenu, en cédant un bloc de pierre stérile vous obtenez des droits à la reconnaissance publique.

(1) Archives communales d'Hauterives et Archives départementales C, 27, où se trouve le plan de la route, daté de 1780.

Le prieur hocha la tête et déclara net qu'ayant reçu en garde la dotation de sa chapelle, il était de son devoir de la conserver intacte.

— Ta, ta, ta, répond Montchenu ; il y a devoir et devoir et la vie n'est possible qu'à l'aide de concessions réciproques. Votre ordre de St-Ruf n'a-t-il pas cédé ses biens lui-même, avant d'être aboli.

— Parfaitement, riposte le prieur, mais tout s'est fait en règle, au lieu qu'ici, on s'en prend à moi seul qui n'ai aucun pouvoir, et suis un simple soldat, fidèle à sa consigne.

— Mais, dit Montchenu, la vallée vous demande un service et se charge de tous les frais. Réfléchissez là-dessus ; la prospérité de votre ville et de plusieurs villages mérite bien un peu d'attention.

Quelques jours s'écoulaient et aucune réponse n'arrive. Les murmures commencent et les intéressés retournent à Châteauneuf.

— Patience, mes amis, leur dit Montchenu ; Paris n'est pas l'ouvrage d'un seul jour. D'ici à huitaine vous aurez des nouvelles.

La huitaine se passe et le prieur reste muet.

— Retournez à St-Vallier, dit Montchenu aux plaignants et portez cette lettre à son adresse.

La lettre lue, le prieur répond sèchement : « Je suis maître chez moi et nul n'a le droit de me déposséder.

Cette fois, le seigneur de Châteauneuf perd patience. A demain matin, mes amis, s'écrie-t-il, le départ des hommes de bonne volonté.

Au lever du soleil, Laurent de Montchenu fait seller son cheval blanc et part accompagné de ses vassaux armés de pics, de pinces et de pelles. La troupe des travailleurs, accrue en chemin dans tous les villages traversés, s'arrête sur l'ordre du chef, devant le rocher malencontreux. Une nouvelle démarche est tentée encore auprès du prieur, accouru pour défendre ses droits, mais pour toute réponse il menace d'anathème le premier qui touchera à sa propriété.

A ce moment apparaît le porteur d'une lettre et tous les regards se tournent vers lui.

— Calmez-vous, M. le prieur, dit Montchenu, après la lecture du papier ; la question est tranchée maintenant comme le sera bientôt le rocher lui-même, car il appartient à M. de St-Vallier qui nous donne tout pouvoir. Vous plaidez contre lui au besoin ; pour nous la cause est gagnée, sans violence heureusement ; et aussitôt il prend un pic et frappe la roche vive, attaquée par plusieurs centaines de bras vigoureux à la fois.

La tranchée déjà commencée avait reçu le nom de Rochetaillée ; elle l'a gardé depuis.

Une ancienne version prétend que M. de Montchenu, bravant le prieur, frappa le premier le rocher pour assumer toute la responsabilité de l'acte de violence.

La nôtre plus digne et plus véridique repose sur un document certain. A onze ans de date, en effet, le 26 avril 1790, lors de la mise en vente des quatre articles d'immeubles de la chapelle de Vals, les trois premiers sis à Marnas, à St-Victor et à Rochain furent seuls aliénés ; quant au 4^e, comprenant 30 sétérées de rochers et de landes, devant la revendication de M. de St-Vallier qu'appuyait une reconnaissance imprimée de 1655, les administrateurs du district de Romans sursirent à son adjudication (1).

Le maigre rapport de cet immeuble était la seule cause de l'ignorance du public et du prieur lui-même sur ses droits de propriété ; mais un envoyé de M. de Montchenu les découvrit à St-Vallier et fit les démarches nécessaires.

Tout s'explique ainsi facilement.

Un auteur a prétendu que l'absence de tout éclat de mine reportait la percée de Rochetaillée à une époque antérieure à la poudre, aux Dauphins probablement et aux Romains peut-être. Or, rien n'est plus facile que de prouver l'intervention de Laurent de Montchenu en cette affaire.

(1) Archives de la Drôme, Q 194.

Une inscription gravée sur la pierre en consacra longtemps le souvenir. Elle disparut peu à peu sous l'action des intempéries ; mais les anciens qui l'avaient lue bien des fois en gardèrent deux versions recueillies par MM. Macé et Caise (1).

La première, en vers défectueux, porte :

De Montchenu qui ne veut pas que tu périsses
A tracé ce chemin dans ce précipice.

Voici la seconde (2) :

Ne t'effraie pas, passant, qui vois ces précipices,
Montchenu et Maubourg, dont le cœur si humain
Ne voulait pas que tu périsses,
Forcèrent ces hauts rochers à t'ouvrir un chemin.
Amis des rois, amis des hommes
Ils comblèrent de bienfaits le pays où nous sommes.

Le vrai texte ne devait par violer de la sorte les règles élémentaires de la versification française ; aussi M. le Marquis de Montchenu, maire actuel de sa commune, dont la bienveillance égale l'érudition, ayant bien voulu nous le communiquer, nous sommes heureux de le reproduire :

Inscription
à l'honneur
de M. le Comte de Montchenu

Maréchal des camps et armées du roi, et commandant sa province du Vivarais, gravée sur les rochers de Galaure en Dauphiné.

Rassure-toi, passant, qui vois ces précipices,
Montchenu, dont le cœur humain
Ne voulait pas que tu périsses,
Força ces hauts rochers de t'ouvrir un chemin.

(1) M. Macé, *Guide itinéraire de St-Rambert à Voiron*.

(2) *Histoire de St-Vallier*, par M. A. Caise, et *Statistique de la Drôme*.

Ami des rois, ami des hommes,
Il a comblé de bien le pays où nous sommes ;
Celui qui prit pour nous ce zèle paternel (1)
Mérite qu'on lui rende un hommage éternel.
l'an 1780.

C'est un placard in-4° imprimé sur du papier qui a jauni, sans nom de lieu ni d'imprimeur.

L'historien a pour devoir de signaler tous les dévouements et tous les services et de conserver les inscriptions qui les rappellent ; il est même étonnant d'avoir besoin, à un siècle de date, de faire revivre des faits et des noms bien dignes de mémoire.

La voie ferrée, elle aussi a dû percer à son tour le rocher de Vals, un peu plus au midi et avec plus d'art, afin d'épargner les habitations ouvrières voisines et d'éviter le coude à angle droit de Rochetaillée.

De la station, le coup d'œil est ravissant. La chapelle et les ruines du château, tapissées de lierre, décorent le sommet du promontoire que la Galaure entoure ; plus bas, sur l'emplacement d'une tour, une église ogivale neuve et une maison en pierres blanches, comme elle, destinée, dit-on, à un hospice, marient leurs tons crus avec la verdure des arbres et l'azur de la rivière ; dans le fond, la roche triste et noirâtre se couvre de lichens et de sedums blancs, de genêts et de jasmins sauvages en fleurs, selon les saisons.

Cependant, malgré ses beautés, le paysage gracieux, n'éveillerait aucun souvenir poétique, si un jeune peintre qui fut aussi un écrivain de talent, mort avant l'heure, n'avait possédé une vigne à l'endroit même où l'église nouvelle est bâtie.

Joseph Pagnon, né à St-Uze le 12 août 1824, a eu les honneurs d'une biographie touchante, sa vie pourtant fut bien courte et tient toute en deux mots : il souffrit, il aima.

(1) Il y avait d'abord *prend* changé à la plume en *prit*.

Sans les lettres intimes et les fragments littéraires de l'auteur, son nom serait allé rejoindre les noms des artistes oubliés; mais grâce à eux, MM. de Laprade et Clair Tisseur ont immortalisé le jeune écrivain, à peine sorti des bancs de l'école primaire, formé à la seule lecture de la Bible et du Dante et traduisant avec art les inspirations de son âme sensible. N'est-ce pas elle qui fait les orateurs et les poètes (1) ?

Voici à titre de spécimen une page de ses *fragments* :

« A l'entrée de la vie où tout homme est pèlerin, un être des cieux m'apparut. Le soleil ne s'était pas élevé douze ans sur ma tête lorsque les liens qui tenaient serrés les langes de mon âme furent soudain rompus. Jeune, belle, aimante, se tenait sur le seuil l'objet de mes destinées, et les paroles qui tombaient de ses lèvres étaient toutes insinuantes.

« Tout en elle était harmonie, jusqu'aux lettres de son nom, Qui pourrait d'elle tracer une fidèle image ? Brune, ses yeux noirs allaient au fond de l'âme. Elle me prit par la main, mais j'étais bien plus pris par le cœur. C'était amour, amour d'enfant qui ne sait rien encore ; heureux de la voir, pleurant de la quitter, me sentant mourir quand je la revoyais. Qui pourrait dire l'amour de ce temps qui n'est plus que songe ?

« Souvent assis à l'ombre de quelque arbre, je te regardais cueillant des fleurs en ton jardin. Ainsi en te considérant, en moi augmentait l'espérance. Que de désirs me reviennent maintenant décolorés ! Pourquoi la couronne dont tu semblais vouloir orner ma vie n'est-elle qu'un rameau de cyprès, rejeton des tombeaux ? O saules qui tremblez sous l'effort des vents, est-ce que parmi les joncs, parmi les herbes de ce rivage, il n'est point de retraite pour cacher sa douleur et mourir ? — Non, il n'est pas possible que cette bien-aimée fût sortie du limon ; elle n'était point de la terre ; la rosée était partout sur ses traces et ses pas faisaient jaillir les fleurs..... »

(1) *Joseph Pagnon, lettres et fragments recueillis* par Clair Tisseur, préface de Victor de Laprade, de l'Académie française. Paris 1869. — Girard, 1 vol. in-12 de 419 pages.

La *Virginie* du nouveau *Paul* et la *Béatrice* du lecteur passionné du Dante s'était rencontrée avec lui à St-Uze dans la même maison, amie des deux familles, et ils avaient ensemble visité Vals plus d'une fois.

Plus tard, la jeune fille épousa un ingénieur et alla mourir en Afrique ; quant à l'artiste, dans ses études à Paris, en Provence et ailleurs, il ne l'oublia jamais et la précéda au tombeau, avant d'avoir connu toutes les déceptions et les souffrances d'une existence plus longue.

Voilà tout le fond de l'idylle. Mais quelle poésie suave coule à pleins bords dans les pages trop courtes où l'artiste jette aux échos de Vals sa complainte émue !

Que ceux qui n'ont jamais aimé, jamais espéré, jamais cru à une vie meilleure passent indifférents devant la vigne disparue ; les cœurs sensibles accorderont toujours une larme à Joseph Pagnon.

Mais, voici le val qui s'élargit et se transforme en vallée luxuriante : un pont jeté sur la Galaure et la fabrique de ferronnerie de M. Lemaire annoncent un village prochain ; ce village a nom Saint-Uze, qu'il abandonna un instant pour celui de Mont-Bertheud, à la Révolution.

(*A suivre.*)

A. LACROIX.



UN COLLECTIONNEUR DAUPHINOIS

AU XVII^e SIÈCLE

L'Abbé de Lesseins et sa Galerie

(SUITE. — Voir les 97^e, 98^e, 100^e, 101^e, 102, 105^e, 106^e,
107^e et 108^e livr.).

Dans la galerie :

Deux tables de marbre jaspé, l'une octogone, l'autre ovale.

Deux petits tabourets de marbre, à pièces rapportées, fort endommagés, avec leurs pieds de bois noyer.

Un lustre de bois à douze branches.

Six boules de verre pendues au milieu et tout le long de la voûte.

Vingt-une consoles de plâtre attachées à la muraille.

Dix-neuf piédestaux de bois sapin, peint en porcelaine.

Deux vases de bois peints en or et blanc.

Dans la chambre qui est au bout d'icelle :

Deux tables de marbre noir, avec des figures blanches enchassées l'une dans un bois façon d'ébène, et l'autre dans un bois de noyer, la dernière fendue et rompue en plusieurs endroits.

Deux grands vases de faïence, en bleu, le chacun sur un pied de bois carré peint, de trois pieds et demi de hauteur.

Une tapisserie de cuir doré, mi-usée, en cinq pièces, de deux aunes et demi de haut sur deux aunes de cours.

Une tapisserie autour de l'alcôve, d'un taffetas rouge brun, fort usé et fort mince, de huit aunes de cours et d'une aune trois quarts de haut.

Au galetas et à une allée qui est à côté d'icelui :

Une console de bois avec sa crosse de fer.

Trois piédestaux de bois doré, dont un fort endommagé.

Dans le vieux garde-meubles, sur la galerie supérieure :

Deux fauteuils à colonnes torsées, garnis de toile, en bon état.

Vingt-trois vieux mousquets.

Dix pots en tête de fer.

Un bouclier en rondache de fer.

Deux vieux anses coups (?) de fer.

Huit pièces de brassards, gantelets ou autres pièces de fer.

Deux vieilles arbalètes de fer, avec leur manche de bois, et leur engin pour les monter.

Un petit bouclier.

Six morceaux de quelques boîtes à tirer.

Un petit canon de fer d'un pied et demi.

Deux mestiers à tildre (*sic*) de la toile.

Une petite marmite de cuivre.

Un moule de balle de fer, fort vieux.

Deux gros liens (?) de fer qui ont servi au mouton à battre les bois du pont sur l'Isère.

Un grand coq de fer.

Dans une petite galerie regardant sur la basse-cour des cuisines :

Un petit (*sic*) horloge avec sa boîte bois sapin.

Une cloche servant à sonner les repas.

Une autre petite cloche, près la porte de la galerie.

La figure d'un vaisseau, fer blanc, de peu de valeur.

Une sonnette de laquelle le feu seigneur Abbé se servait de son lit pour sonner ses gens.

La chambre du cuisinier est tapissée de bergame en trois pièces, d'une aune et demie de hauteur sur cinq aunes de cours, trouée en plusieurs endroits.

Il y a, dans l'appartement du sieur Chambaud, *inter multa* :

Une pièce de tapisserie filoselle, de deux aunes de long et une aune un quart de large, fort usée.

Un jeu de loccard (?) en carton, avec un méchant sac de moquette, dans lequel sont les boules dudit jeu.

Quatre petits palansaux (*sic*, pour panonceaux) de fer blanc, sans armes.

Deux morceaux de fer attachés ensemble par un écrou, servant à couper l'oreille aux chevaux.

Objets divers en différents endroits de la maison :

Une petite délassante bois noyer, garnie d'un matelas de crin, son traversin de plume, le tout couvert d'un cadis rouge.

Un lustre de bois à six branches, peint en rouge.

Un bâton pointu, de corne, peint en noir.

Un carquois de fer blanc, dans lequel il y a 4 flèches.

Deux housses de chevaux, aux armes de la maison de Lionne, au galetas.

Dans la *Chambre des Filles* où est le linge, il y a 51 draps, 4 douzaines de nappes et 4 autres nappes, 40 douzaines de serviettes plus 2 serviettes, 21 couvertures petites ou grandes, outre celles qui sont aux lits; un édredon des Indes, couvert de taffetas vert.

Il y a, dans les différentes chambres, 16 grands lits montés et 12 lits de repos.

VAISSELLE ET BATTERIE DE CUISINE

Dans le garde-manger :

Six grands plats d'étain fin servant pour le rôti ou pour la soupe, dont quatre aux armes du feu seigneur Abbé, pesant 26 livres et demie.

Six grands plats pour le même objet, étain commun, pesant 42 livres et demie.

Cinq plats de moyenne grandeur, pour les ragouts, étain fin, pesant 9 livres et demie.

Vingt autres plats de la même grandeur, étain commun, pesant 54 livres et demie.

Cinq douzaines et 2 assiettes étain commun, pesant 90 livres.

Une conque, étain commun, pesant 90 livres.

Un carafon, étain commun, avec sa pompe (?) pesant 6 livres et demie.

Un petit poissonnier en ovale, de cuivre, avec son anse en fer.

Un mortier avec sa langue de fonte.

Une grande tortière en cuivre en bon état, et son couvercle fort usé, plus 27 autres articles de batterie de cuisine, la plupart en cuivre ou en laiton, 13 chandeliers de laiton.

Dans la cuisine :

Un poids à casse, pesant du gros côté 55 livres.

Un mortier de marbre avec son pilon de bois de demi-pied de haut et autant de rondeur.

Un autre grand mortier de marbre jaspé.

Une roue à mettre un chien pour faire tourner la broche, attachée avec une barre de fer au bout de laquelle il y a une chaîne de fer pour faire tourner la broche, tirant deux aunes et demie de long.

Dans l'office :

Une cassolette d'étain avec trois pieds de fer.

Quatre salières en métal de prince (?) à vernis doré.

Un cabaret de terre d'Hérosme (Erôme) à six tasses, six goubaux et son sucrier.

Un huilier et un vinaigrier et leur reposoir en terre d'Hérosme.

Quatre saladiers en terre d'Hérosme.

Sept goubaux avec leurs porte-goubaux, *item*.

Trois sucriers sans soucoupe en terre d'Hérosme.

Seize petites pièces de terre d'Hérosme, à ranger des confitures, plus quatre autres de même.

Trente quatre petites machines (*sic*) de porcelaine pour garnir des bassins de fruits.

Cinq grands saladiers, terre de faïence, gaudronnés.

Deux autres saladiers ovales, terre de faïence.

Neuf autres saladiers gaudronnés, terre de faïence.

Dix-huit assiettes, terre de faïence.

Trois plats, *item*.

Quatre assiettes creuses, *item*.

Une aiguière, *item*.

Vingt-deux petites porcelaines en assiettes (*sic*).

Seize autres porcelaines plus petites que les précédentes.

Quatre petites tasses de verre blanc de Nevers, avec leurs anses.

Un pot de terre blanche double, avec son couvercle, pour tenir du bouillon chaud.

Une grande soucoupe de cristal avec des ornements dorés, et autres couleurs.

Un grand verre de cristal tenant plus de deux pots.

Un autre verre de cristal en coupe ronde.

Une soucoupe de cristal avec son gobeau.

Un autre verre de cristal en calice.

Sept autres verres de cristal de moyenne grandeur.

Deux grands verres rayés, l'un ayant un cerf au milieu, et l'autre un coq.

Deux autres grands verres en cloche.

Un autre grand verre avec un coq au milieu.

Une douzaine de verres à boire de limonade.

Deux autres verres en soucoupes.

Cinq carafes ou carrafes (*sic*), quatre autres plus petites.

Onze petits verres à boire de liqueur.

Un petit moulin à poivre.

Une écritoire de verre.

Dans la chambre du sieur Chambaud, ou des provisions, à côté de l'office :

Un service de fruits, d'osier doré et blanc, en 9 pièces.

Un autre service pour fruits, d'osier, en neuf pièces.

Un autre service pour fruits, de bois doré, bordé de fil de fer en compartiments.

Cinq ronds de bois, pour fruits.

Une presse à couper du papier.

Un tamis à passer du sucre.

Un petit panier à fruits, à l'antique.

Une petite corbeille d'osier sur laquelle il y a huit pièces de verre, tant blanc que cristal.

Un étui garni de cinq couteaux à manche d'ivoire.

Deux douzaines et quatre grands verres de cristal. —

Quatre autres encore.

Onze assiettes de terre de faïence.

Un petit chandelier de bois, façon d'ébène.

Il y a en outre 6 douzaines plus 3 assiettes, en étain fin, pesant 80 livres, une assiette d'étain commun, pesant une livre, déposées dans la salles des archives avec quelque linge.

CHATEAU DE TRIORS (1).

Le château de Triors était plus vaste encore que l'Hôtel des Allées, et non moins richement meublé. Nous en avons donné plus haut une description sommaire, avec l'inventaire des sujets de peinture qu'il contenait. Il n'y avait pas moins de soixante-deux pièces différentes où l'on eut à instrumenter. Il serait difficile, à l'aide de l'inventaire qui nous sert de guide, d'en reconstituer le plan d'une manière bien exacte, et surtout de déterminer l'emplacement précis des appartements qui y sont énumérés. Nous y voyons seulement qu'il y avait trois étages, que la chambre à coucher du seigneur Abbé était au second, et qu'on en avait enlevé tous les meubles pour les transporter dans la grande salle qui se trouvait au même plan. Nous nous bornerons donc à parcourir les différentes pièces en jetant

(1) Il ne faut pas oublier que le château dont il est question ici n'est pas le même que celui que l'on voit actuellement à Triors. C'est l'abbé de Lesseins lui-même qui l'avait fait construire, en 1667. M. le Dr Chevalier en donne la description suivante : « Il mesurait 54 toises de face. Le jardin avait 60 toises de longueur sur 40 de largeur. Il était orné de fontaines et de jets d'eau alimentés avec abondance par une source aujourd'hui presque complètement tarie. Il y avait une première terrasse sous laquelle étaient les offices et les salles ; une seconde terrasse où était la serre et l'orangerie, un escalier à trois rampes pour descendre dans le jardin, une pièce d'eau ronde de 40 pieds de diamètre, entourée de six autres petits bassins, une allée de marronniers et d'épicéas, enfin un parc de 600 toises de tour, clos de murs. » (*La seigneurie de Pisançon et la seigneurie de Triors, par M. Ulysse Chevalier*, p. 37. — Cette brochure contient une vue du château et des vastes jardins qui en complétaient l'aspect).

Quoique le château de l'abbé de Lesseins fût magnifique, il ne fut pas du goût de son second successeur dans la seigneurie de Triors, Jean-Pierre Bally de Burchenu, marquis de Valbonnais, président en la Chambre des Comptes de Grenoble, qui le fit démolir, pour reconstruire, sur le même emplacement, celui que l'on y voit aujourd'hui. Il était à peine terminé en 1789.

un coup d'œil rapide sur leur ameublement, mais sans prétendre les suivre dans l'ordre où elles se trouvaient.

Il y avait deux bibliothèques, l'une en haut, appelée la grande bibliothèque, où le notaire n'a trouvé à inscrire que quarante volumes in-folio et cinq cent trois volumes in-4° ou d'autres formats ; et l'autre en bas, qui contenait cent cinquante volumes in-folio, reliés en parchemin, en basane ou en veau, et 790 volumes, « tant in-4° que d'autres grandeurs » avec trente estampes collées sur du carton « servant de frise à la dite bibliothèque. »

Etaient également appendues dans la salle « neuf tables historiques et mathématiques, sur du papier. » Le catalogue de la grande et de la petite bibliothèque comprend 41 feuillets.

Le grand salon, appelé aussi le *Dôme*, était la pièce principale du château. La place n'en est pas indiquée, mais il devait être au rez-de-chaussée, vers le milieu de la maison, sous le pavillon central. On en avait enlevé la tapisserie, qui était de cuir doré, vert et rouge, à fond noir, relevé en bosse ou fortement gaufré. Cette riche tapisserie mesurait une aune trois quarts de hauteur et quatorze aunes de cours. Elle était encore en bon état. Il y avait aussi deux grandes consoles de fer ouvragé, que l'on avait pareillement transportées ailleurs. Il ne restait dans cette pièce qu'une grande table à l'antique, peinte en porcelaine et fort usée. Une petite chambre à côté du salon était ornée, en manière de tapisserie, de cinq tapis en peluche de Turquie, d'une aune et demi de haut sur neuf aunes et demi de cours, en assez bon état.

Dans la salle du billard, qui paraît également avoir été attenante, il y avait un grand billard monté sur un pied à douze colonnes de noyer, garni d'un drap vert en bon état.

Une autre pièce, que nous voyons aussi appelée le *Grand Dôme*, et qui était peut-être au dessus du grand salon, était revêtue d'une tapisserie composée de neuf panneaux d'indienne bordés de toile d'or et d'argent rayée de vert. Elle contenait, entre autres meubles, neuf chaises en bois noyer à la Dauphine, garnies de moquette rouge, et un lit somptueux, qui est ainsi décrit :

Un lit à la duchesse, de quatre pieds et demi, sans colonnes, le bois à couchette peint en rouge, les deux rideaux d'indienne doublée d'une autre indienne, les bonnes grâces⁽¹⁾ de moquette rouge à fleurs, doublées d'une toile façon d'indienne, le dedans de l'impériale et le dossier de toile peinte; sur ladite impériale, quatre grands panaches de laque blanche, rouge et bleu, et quatre autres petits de même couleur; sa pente et souspente de la même moquette à frangeons de laine, et la verge de fer qui fait tout le tour en assez bon état. La paillasse de toile peinte, et une couverture de plumes couleur de feu, le tout en assez bon état.

Parmi les meubles transportés, dont on n'indique pas la provenance, figure un petit lit de repos, en vieux cuir doré, avec son traversin.

(1) Les *bonnes grâces* d'un lit sont : « les étoffes qu'on attache vers le chevet et vers les pieds du lit pour accompagner les deux rideaux. Il ne se dit plus qu'en parlant des lits à ancienne mode. » (LITTRÉ, *Dictionnaire de la langue française*). — « On appelle *bonnes grâces* les demi-rideaux d'un lit qui sont aux deux côtés du chevet. » (VOLTAIRE, *Dictionnaire philosophique*).

(A continuer).

CYPRIEN PERROSSIER.





Testament de Raymond de Bavas

(en 1275)

M. William Poidebard, notre nouveau confrère aussi érudit que bienveillant, nous a gracieusement communiqué une belle charte du 22 juillet 1275, qui intéresse Montélimar et nous initie aux coutumes du temps.

Raymond de Bavas, sans aucune qualification de noble, bourgeois ou marchand, consacre une partie de sa fortune au salut de son âme et à des œuvres pies et assure les droits de chacun de ses héritiers. Arrivé au terme de sa carrière, l'homme a toujours tenu à l'exécution de ses dernières volontés. De Bavas se soumit à l'usage général et fit appeler Guichard, notaire, Pierre Alexandre, Bonel Lition, Michel Brès, Durant Rojas, N. de Montélier, Guillaume Blanchard, de Montélimar et Jeune Humbert, de Savasse, témoins.

Le testament fut reçu dans la maison de Bavas, en Allemanderie et l'expédition, sur parchemin, est scellée du sceau de Lambert Adhémar, seigneur de Montélimar.

L'acte établit l'existence du seigneur Géraud Adhémar, de Lambert Adhémar, seigneur de Montélimar, des enfants de Guillaume de Rochemaure et de divers établissements religieux. Le testateur élit sa sépulture dans le cimetière du Temple et donne 15 livres à l'église, afin que les religieux achètent des rentes pour son anniversaire et celui de son père; il en fonde un autre dans l'église de

Sainte-Croix et dans celle de Notre-Dame d'Aygu, des messes dans l'église de Saint-Pierre et dans celle de St-Martin.

Ses legs comprennent 10 sols à l'église de St-Jean, 20 aux Frères-Mineurs pour deux pitances, 20 à la charité, 2 à chaque pont, 2 à chaque recluse, 12 deniers à chaque léproserie, une pitance aux religieuses de Bonlieu, 10 sols aux religieuses d'Aleyrac, 15 sols à la fabrique de l'église de Sainte-Marie-Madeleine du Pouzin, 20 sols pour une pitance au couvent de Cruas, le tout à charge de prières. S'il reste quelque chose des 30 livres affectées à ces œuvres pies, il veut que les filles pauvres à marier en profitent.

L'acte mentionne des censés dues au testateur par Lition, Passamar et Guillemette de Cruas sur la cour de son hôtel habité par les Lombards, placé devant l'église de Saint-Ebrard, ainsi que par le seigneur Géraud Adhémar et des biens acquis du seigneur Mathieu, son oncle, de Pierre Bérenger et de frère Bertrand,

Le surplus du testament regarde sa famille : Raymonde, femme du testateur reçoit 5000 sols viennois, Marguerite, sa fille, 4,000 sols pour sa dot ; Bénédic, Gaye ou Gayette et Jean entreront à religion, le fils à Aygu et les filles à Sainte-Claire et à Bonlieu ; Raymond et Guillaume sont nommés héritiers universels.

Le sceau en plomb, appendu à la charte, porte les armes de Toulouse et sera étudié par M. Roger Vallentin, l'habile archéologue dont les lecteurs du *Bulletin* apprécient si bien les savants travaux.

A. LACROIX



LISTE DES SOCIÉTÉS SAVANTES

QUI ÉCHANGENT

leurs Publications avec la Société d'Archéologie

Aix. — Académie des sciences, agriculture, arts et belles-lettres.

Alais. — Société scientifique et littéraire.

Amiens. — Société des antiquaires de Picardie.

Angers — Société nationale d'agriculture.

Angoulême. — Société archéologique et historique de la Charente.

Annecy. — Société florimontane. Revue Savoisienne.

Avignon. — Académie de Vaucluse.

Besançon. — Académie des sciences, belles-lettres et arts.

Cahors. — Société des Études littéraires scientifiques et artistiques du Lot.

Chambéry. — Académie des sciences, belles-lettres et arts de Savoie.

Chambéry — Société savoisienne d'histoire et d'archéologie.

Compiègne. — Société française d'archéologie.

Dijon. — Académie des sciences, arts et belles-lettres.

Draguignan. — Société d'Etudes scientifiques et archéologiques.

Gap. — Société d'études des Hautes-Alpes.

Grenoble. — Académie delphinale.

— — Société de statistique de l'Isère.

Lyon. — Académie des sciences, belles-lettres et arts.

— — Société littéraire.

— — Académie d'architecture.

188 SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE ET DE STATISTIQUE.

- Marseille. — Académie des sciences, arts et belles-lettres.
Montauban. — Société archéologique et historique.
Montbrison. — Société de la Diana.
Montpellier. — Société pour l'étude des Langues romanes.
Nîmes. — Académie du Gard.
Niort. — Société de statistique, sciences et arts.
Orléans. — Société archéologique et historique de l'Orléanais.
Paris. — Société nationale des Antiquaires de France.
— — Société nationale, agricole et manufacturière.
Paù. — Société des sciences, lettres et arts.
Périgueux. — Société historique et archéologique du Périgord.
Rodez. — Société des lettres, sciences et arts de l'Aveyron.
Rouen. — Académie des sciences belles-lettres et arts.
Saint-Omer. — Société des Antiquaires de la Morinie.
Sens. — Société archéologique.
Toulouse. — Académie des jeux floraux
— — Société d'histoire naturelle.
— — Annales du Midi.
Tours. — Société d'agriculture, sciences et arts.

ÉTRANGER

- Genève. — Société d'histoire et d'archéologie.
Stockholm. — Académie royale des belles-lettres, d'histoire et des antiquités.

JOURNAUX

- Die. — Journal de Die.
Grenoble. — Le Dauphiné.
Montélimar. — Journal de Montélimar.
Paris. — Le Gratin.
Valence. — Le Messenger.
-

CHRONIQUE

Le Bulletin du Comité des travaux historiques et scientifiques, Section des sciences économiques et sociales, année 1893, renferme un compte-rendu par M. Gréard, du dernier volume de l'Arrondissement de Montélimar, publié aux frais de la société d'Archéologie de la Drôme.

« Ce volume de 292 pages est une monographie de quatorze communes de l'arrondissement de Montélimar. L'auteur y passe en revue toutes les questions qui intéressent la situation et l'histoire de chacune d'elles pendant le XV^e et le XVI^e siècles : topographie, statistique, monuments, organisation communale, noblesse, clergé, tiers état, guerres et fondations de toutes sortes. Un chapitre spécial est consacré aux écoles à titre de renseignement complémentaire de ceux que M. Lacroix a fournis dans des publications antérieures.

« Une érudition exacte, une grande richesse de détails habilement groupés et s'éclairant les uns les autres donnent à l'ensemble des recherches de l'auteur un intérêt qui dépasse parfois la portée d'une histoire locale : telles les pages consacrées à la noblesse, au clergé et au tiers état de Taulignan. Cette petite commune, bâtie sur la dernière assise d'une colline boisée, dont l'altitude à son sommet, accuse 739 mètres, entourée de murailles et de tours rondes qui lui ont conservé son aspect féodal, ne le cédait en rien au XV^e et au XVI^e siècle, pour la régularité de son administration, non moins que par l'ardeur des passions qui y étaient en lutte, aux plus importantes et aux plus tumultueuses villes du Dauphiné, particulièrement pendant les discordes religieuses. Pour être en miniature, la guerre civile n'y paraît que plus affreuse. »

Rappelons ici que ce volume est délivré gratuitement aux membres titulaires et à 3 fr. aux membres correspondants de la Société (50 cent. en sus pour le port).

— Les journaux ont annoncé la mort de l'un de nos plus érudits et plus dévoués confrères, M. le comte de Charpin-Feugerolles ; mais les renseignements nous font encore défaut pour sa biographie.

— Nous apprenons aussi la mort de Mme la baronne de Montour (Marie-Augustine Hérard de Villiers), dont les souvenirs sont restés si vivants à Valence.

OUVRAGES REÇUS : DONNÉES DU MINISTÈRE.

Rapport présenté à M. le Ministre de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts, par M. Georges Picot, membre de l'Institut, au nom de la Commission des Bibliothèques nationales et municipales. Paris, imprimerie Nationale, 1894, br. in-4°, 76 pages.

— *Bibliographie des travaux historiques et archéologiques publiés par les Sociétés savantes de la France.....* par Robert de Lasteyrie, avec la collaboration d'Eug. Lefèvre-Pontalis et de E.-S. Bougenot (T. II, 4^e livraison). Paris, imprimerie nationale, 1893.

— *Bulletin du Comité des travaux historiques et scient. Section des sciences économiques et sociales.* Année 1893.

— *Annales du Musée Guimet.* Tome XXV. *Histoire des monastères de la Basse-Egypte, vie des saints Paul, Antoine, Macaire, Maxime et Domène, Jean-le-Nain, etc. Texte, copte et traduction française,* par E. Amelineau. Paris, E. Leroux, 1894, 1 vol. in-4°, 631 pages.

— Ministère des Travaux publics, *Album statistique graphique* de 1888 et de 1889. 2 vol. in-fol.

— *Romania.*

— *Journal des savants*

OUVRAGES REÇUS : DONNÉES DES AUTEURS.

— *Etudes franciscaines sur la Révolution dans le département de la Drôme,* par le R. P. Apollinaire de Valence. Valence, J. Céas et fils, 1894, broch. in-8°, 62 p. Travail consciencieux sur les religieux de S. François, pendant et après la Révolution.

— *Eloge funèbre du maréchal de Mac-Mahon,* prononcé

dans la cathédrale de Grenoble, le 28 décembre 1893, par Mgr Charles Bellet, protonotaire apostolique. Grenoble, J. Baratier, 1894, br. in-8°, 25 p. L'auteur a retracé avec éloquence la vie d'un grand soldat et d'un homme de bien.

— *Danemarck*. — *Topo-bibliographie*, par le chanoine Ulysse Chevalier. Montbéliard, P. Offmann, 1893, brochure indicative de tous les ouvrages sur cette contrée.

— *Documents sur l'ancien Ordre de Malte*, par Paul de Faucher. St-Amand, imprimerie Destenay, 1894, br. in-12, 19 p. Il y a là de nombreux détails intimes qui font connaître les mœurs et les usages du passé, le tout résumé avec art.

— *Notice historique sur la paroisse de Choranche*, par l'abbé Fillet, curé d'Allex, br. in-8°, 23 pages, contenant l'exposé de tout ce que renferment les archives publiques sur ce sujet.

— *Frère Antoine*, par A.-M. de Franclieu. — Grenoble, Baratier et Dardelet, 1894, br. in-16, 42 pages ; c'est un véritable modèle de style que cette vie d'un serviteur de Dieu, jusqu'ici inconnu.

— *Jeanne d'Arc et les destinées de la France*, par J. Gaillard. Valence, impr. Valentinoise, br. in-8°, 39 pages. La grande et sainte héroïne revit dans ces pages émues.

— *Chartes de Durbon, quatrième monastère de l'ordre des Chartreux, diocèse de Gap*, publiées sous les auspices de la Société d'Etudes des Hautes-Alpes, par l'abbé Paul Guillaume, chanoine honoraire de Gap, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, archiviste des Hautes-Alpes. Paris, A. Picard, 1893, 1 vol, in-8°, 904 pages.

Très utile publication pour l'histoire de la province, des communes et des familles.

— *Essai d'une bibliographie historique de l'enseignement secondaire et supérieur en France avant la Révolution*, par A. Silvy, ancien conseiller d'Etat, directeur honoraire au Ministère de l'Instruction publique. Paris, Société générale d'éducation et d'enseignement, 1 vol. in-8°, 149 pages. On trouve dans ce livre l'indication chronologique de tous les ouvrages relatifs à l'enseignement supérieur : c'est donc une mine féconde pour les historiens futurs.

SÉANCE DU 29 JANVIER 1894

PRÉSIDENTE DE M. DE GALLIER

M. Vallentin s'excuse par lettre de ne pouvoir assister à la séance. Sur la présentation de MM. de Gallier et Lacroix, la Société proclame membre de la Société, fondée par son mari,

M^{me} LA BARONNE DE MONTOUR

dont personne à Valence n'a oublié les bienfaits.

Le secrétaire, dans un travail historique, discute la légende relative à Rochetaillée, entre St-Vallier et St-Uze, et donne le texte exact de l'inscription signalée par MM. Caise et Mâcé.

Une difficulté sérieuse résulte d'un devis d'ingénieur et d'un plan de mars 1780, ainsi que d'un passage de la *Minéralogie du Dauphiné*, par Guettard, ouvrage publié en 1779, où l'auteur parle de *Rochetailla* ou *Rochetaille*.

Comme la question n'est pas résolue, il réclame le concours des membres de la Société pour découvrir la vérité sur ce point.

Il lit ensuite une étude sur Bouvières, village peu connu du canton de Bourdeaux, où il a trouvé des faits intéressants.

C'est une preuve nouvelle qu'avec des recherches on arrive à reconstituer l'histoire de nos communes et de la province.

Depuis son origine, la Société n'a cessé de donner l'exemple à ce sujet.



TABLEAU DES MEMBRES
DE LA
SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE
ET DE STATISTIQUE
de la Drôme en 1894

Président d'honneur :

M. le Préfet de la Drôme.

Président honoraire :

Mgr l'Evêque de Valence.

Membre fondateur :

MONTLUISANT (DE), général d'artillerie en retraite, à Marsanne.

Membres titulaires :

MESSIEURS,

ARCES (le marquis d'), à Mercurol.

BABOIN (Henri), ancien député, au château d'Alivet, près
Renage.

BELLET (Mgr), à Tain.

BELLIER DU CHARMEIL, ancien magistrat, avocat à Valence.

BERNON (J. DE), docteur en droit, à Paris.

BORDAS (Joseph-Michel), à Saint-Martin-d'Août.

BOREL DE SOUBÉРАН (Louis), à Crest.

BOREL DE SOUBÉРАН (Charles), à Crest.

BOTTU DE VERCHÈRES, à Saint-Jean-de-Muzols.

BOUCOD (Auguste), à Saint-Vallier.

BOUFFIER (Amédée DE), à Livron.

BRUN-DURAND (Justin), ancien magistrat, vice-président de la Société, à Crest.

CHABRIÈRES-ARLÈS, trésorier-payeur général à Lyon.

CHABRILLAN (le comte Fortuné DE), à Paris.

CHABRILLAN (le comte Paul DE), à Saint-Vallier.

CHAIX, ancien notaire, officier d'Académie, à Montrosier-sur-Seyssuel, près Vienne.

CHENEVIER, imprimeur, à Valence.

CHEVALIER (le chanoine C.-U.-J.), membre non résidant du Comité des travaux historiques, à Romans.

CHEVALIER (le chanoine Jules), professeur au Grand-Séminaire, à Romans.

CLÉMENT (Emile), à Romans.

COLOMB (Victor), directeur de l'Assurance *La France*, secrétaire adjoint de la Société, à Valence.

DIDELOT (le chanoine), curé de la cathédrale, à Valence.

DUMONTEIL (le chanoine), secrétaire de l'évêché, à Valence.

DU PORT-ROUX, à Romans.

EMBLARD, ancien magistrat, à Valence.

FAURE-BIGUET, conseiller à la Cour de Cassation, à Paris.

FAURE, ancien président du Tribunal, à Valence.

FAVIER, pharmacien de 1^{re} classe, à Die.

FILLET (l'abbé), curé d'Allex.

FLORANS (le marquis DE), à la Roque-d'Anthéron.

FONTGALLAND (Anatole DE), à Die.

FORCHERON (Emile), juge, à Valence.

FORQUET DE DORNE, premier président de la Cour d'Appel d'Angers.

FRANÇOIS (Eugène), avocat, à Valence.

FROMENT (l'abbé), curé à Veauxes.

GAILLARD, avocat, à Valence.

GAILLARD-BANCEL (DE), avocat, à Allex.

GALLE, agent-voyer d'arrondissement, à Valence, trésorier de la Société.

GALLIER (Anatole DE), président de la Société, à Nice.

GIRARDON, avocat, à Divajeu.

GUILLEMINET, ancien professeur, à Valence.

ISNARD (le chanoine), curé à Suze-la-Rousse.

LA BAUME (DE) marq^{is} du Puy-Montbrun, à la Garde-Adhémar.

LACROIX (André), archiviste départemental, secrétaire de la Société, à Valence.

LATUNE (Gustave), à Crest.

LATUNE (Henri), à Crest.

MAURIN (Alcide), docteur en médecine, à Crest.

MAZET (le chanoine), aumônier, à Valence.

MELLIER, directeur d'assurances, à Valence.

MESSIÉ, avocat, à Montélimar.

MEYNOT (Adolphe), à Donzère.

MONIER DE LA SIZERANNE (le comte), à Beausemblant.

MONTCHENU (le marquis DE), à Montchenu.

MONTEYNARD (le comte DE), à Montelieu.

MORIN-PONS, auteur de la *Numismatique féodale du Dauphiné*, à Lyon.

MORIN (Henri), à Dieulefit.

MOSSANT (Charles), membre du Conseil général, à Bourg-de-Péage.

NUGUES (Alphonse), à Romans.

NUGUES (Félix), à Orange (St-Estève).

PELOUX (Jules), inspecteur général honoraire des ponts-et-chaussées, à Valence, vice-président de la Société.

PERROSSIER (le chan. Cypr.), archiviste diocésain, à Romans.

PERROT (l'abbé), professeur au Petit-Séminaire de Valence.

POMPÉI, avocat, à Valence.

PROMPSAL (Emile), à Châteaudouble.

REBOUL DE LA JUILLIÈRE, ancien auditeur au conseil d'Etat, au château de Vaire, par Roche-les-Baupié.

REY, architecte, à Valence.

REYNAUD (l'abbé), vicaire, à Montélimar.

SABATIER (Paul), à Crest.

SAYN (Gustave), à Montvendre.

TAVAN (Charles), à Aouste.

THOMÉ, notaire à Bourg-de-Péage.

TRACOL, architecte, trésorier adjoint de la Société, à Valence.

URTIN (Marc), avocat, à Valence.

VALLENTIN, juge, vice-président de la Société, à Montélimar.

VIGNE (Mgr), archevêque d'Avignon.

VILLARD (Marius), architecte-voyer de la ville, à Valence.

Membres correspondants :

MESSIEURS,

- ACCARIAS, ancien conseiller à la Cour de Grenoble.
 ADHÉMAR (le comte Victor d'), à Toulouse.
 ALLMER, ancien conservateur du musée d'épigraphie de la ville de Lyon.
 ANDIGNÉ (le marquis d'), général et sénateur, à Paris.
 AUTANE (comte Charles d'), au Prieuré d'Ardène par Mane (Basses-Alpes).
 BATTENDIER (le chanoine), directeur de la *Semaine Religieuse*, à Viviers.
 BAUME-PLUVINEL (M^{lle} la marquise DE LA), à Paris.
 BELMONT, à Lyon.
 BENOIT, attaché aux archives du Rhône, à Lyon.
 BENOIT D'ENTREVAUX, au château d'Entrevaux, près Privas.
 BERGERON (Paul), au Cheylard (Ardèche).
 BERNARD, conseiller à la cour d'appel de Grenoble.
 BERTHIN (Eolde), à Beaurepaire (Isère).
 BERTRAND (l'abbé Isidore), à Bar-le-Duc.
 BESSET, architecte à Tournon.
 BÉTHOUX (l'abbé), à Saint-Michel-en-Beaumont (Isère).
 BLANCHARD (le chanoine), archiprêtre, à Saint-Péray.
 BLANCHET (Augustin), manufacturier, à Rives.
 BLANCHET (Paul), manufacturier, à Rives.
 BLANCHET (Victor), à la papeterie, à Rives.
 BOISGELIN (le marquis DE), à Aix (Bouches-du-Rhône).
 BOISSIEU (Maurice DE), à Lyon.
 BOURG (Gontrand DU), au château de l'Ile-Vieille, près Mont-dragon.
 BROSSET-HECKEL (Edward), à Lyon.
 BOYER DE BOUILLANE, avocat à Nîmes.
 CAIZE (Albert), publiciste, à Blidah.
 CAIZE, ancien inspecteur divisionnaire des douanes, à Louveciennes.
 CHAPER, à Grenoble.
 CHAMPAVIER (Maurice), à Paris.
 CHAPON (Jules), à Paris (agence parisienne de la *Gironde* et la *Petite Gironde*).

CHENAVAS, conseiller général de l'Isère, à Saint-Etienne-de-Saint-Geoirs.

COLAS DE LA NOUE, ancien magistrat, à Angers.

COURCIVAL (DE), à Paris.

DURAND, libraire, pour le musée Calvet, à Avignon.

DUPRÉ-LATOUR, ancien magistrat, avocat, à Paris.

FALAVEL, notaire, à Saint-Marcelin.

FAUCHER (Paul DE), à Bollène.

FAURE (Maurice), député de la Drôme, à Paris.

FAYARD, ancien conseiller à la cour d'appel de Lyon.

FLACHAIRE DE ROUSTAN (Marcel), à Lyon.

FRANCLIEU (M^{lle} Aimée DE), au château de Longpra-sur-Saint-Geoirs.

GAP (Lucien), instituteur, à Mérindol (Vaucluse).

GAUDUEL, ancien greffier de la cour de Grenoble.

GENTHON, ancien juge, à Saint-Marcellin.

GRÉAU (Julien), à Paris.

GUEYFFIER, juge de paix, à Saint-Etienne-de-Saint-Geoirs.

GUILLAUME (le chanoine), archiviste des Hautes-Alpes, à Gap.

GUILLEMEN (Paul), inspecteur de la navigation et des ports de la Seine, à Paris.

JOUFFRAY (A.), chef d'escadron d'artillerie, sous-directeur de la manufacture d'armes, à Saint-Etienne.

JUIGNÉ DE LASSIGNY, à Lyon.

LAFAYOLLE, juge de paix, au Cheylard (Ardèche).

LAGIER (l'abbé), curé, à Blandin (Isère).

LAVAUDEN, ancien préfet, avocat, à Grenoble.

LOMBARD, avocat, à Grenoble.

MAIGNIEN (Edmond), bibliothécaire de la ville, à Grenoble.

MANTEYER (Georges DE), à Paris.

MASIMBERT, avocat, à Grenoble.

MAZON, publiciste, à Paris.

MONCLAR (le marquis DE), consul général, à Caracas.

MONTALIVET (Georges DE), à Paris.

MONTRAVEL (le vicomte DE), à Joyeuse.

MONTs (le comte DE), au château d'Armanais, à Balbin, près la Côte-Saint-André.

MOREL (Louis), à Chazay-d'Azergues (Rhône).

MOULIN (Martial), à Paris.

OLLIER DE MARICHARD, à Vallon.

ORIOI (l'abbé), à Annonay.

PALLIAS (Honoré), ancien membre du Conseil général des Hautes-Alpes, à Lyon.

PARISOT DE LA BOISSE (Jules DE), à Montpellier.

PERROSSIER (Ernest), colonel en retraite, à Toulouse.

PETIT (l'abbé), curé, à Saint-Antoine.

PEYROT, chef de division en retraite de la préfecture de l'Isère, à Grenoble.

POIDEBARD (William), à Lyon.

PONCINS (le comte DE), à Feurs.

PRUNIÈRES (le comte DE), au château de la Baume-Seyssins, près Grenoble.

REYNAUD (Horace), avocat, ancien magistrat, à Lyon.

ROMAN (Joseph), avocat, au château de Picomtal, par Embrun.

SAGNIER, de l'Académie de Vaucluse, à Avignon.

SAINT-GENIS (Victor DE), conservateur des hypothèques à Paris.

SAINT-VICTOR (Ch. DE), à Lyon.

SAUREL (le chanoine), secrétaire de l'Académie de Montpellier, à Montpellier.

SOLLIER (Léon), avocat, à Dijon.

TERREBASSE (DE), à Ville-sous-Anjou.

TOUR-DU-PIN-CHAMBLY (marquis DE LA), au château d'Arrençy, par Festieu.

TOUR-DU-PIN-LA-CHARCE (Humbert comte DE LA), au château de Bezonville, par Sermaize.

TOUR-DU-VILLARD (marquis DE LA), à Nîmes.

TRUCHET (l'abbé), curé de Four (Isère).

VACHEZ, bâtonnier des avocats, à Lyon.

VALLENTIN (Roger), receveur de l'enregistrement, à Saint-Péray.

VASCHALDE, directeur de l'établissement thermal de Vals.

VELLOT (A.), avocat, à Grenoble.

Communes abonnées :

ANNONAY (Bibliothèque). — AOSTE. — BARBIÈRES. — BOURG-DE-PÉAGE. — CREST. — GRENOBLE (Bibliothèque). — MONTÉLIMAR. — ROMANS (Bibliothèque). — ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE L'ISÈRE.



CÉSAR BORGIA

DUC DE VALENTINOIS

ET

Documents inédits sur son séjour en France

L'Arte ch'io posi in le imprese vitiose
poner poteva in qualche buon pensiero,
in far del mondo qualche opre famose.

(El lamento del Valentino, Venetia, 1543).

Jusqu'ici la période la moins connue de la vie de César Borgia a été celle de son séjour en France. Grâce aux obligeantes et précieuses communications de M. William Poidebard, les documents inédits, insérés dans le cinquième chapitre du présent travail, comblent jusqu'à un certain point la lacune. Mais l'érudit forézien, bien connu dans sa province, ne s'est pas borné à mettre à ma disposition les pièces importantes qu'il avait recueillies, il a bien voulu également me faire part de ses propres recherches sur ce point historique ; il y a donc eu entre nous, à quelques égards, collaboration et unité de vues. Il est par conséquent de mon devoir de porter ce fait à la connaissance du public.

Je dois au contraire revendiquer la responsabilité complète des quatre premières parties, où, par le tableau des mœurs et des idées du temps où il a paru, j'ai cherché à expliquer le tyran et le condottiere et redressé, en passant, quelques rares erreurs échappées à mes illustres devanciers.

Le sujet que nous allons traiter présente, sans doute, des côtés particulièrement délicats. Mais suivant l'exemple de pieux et sa-

vants historiens, tels que Rinaldi et le docteur Pastor, qui ont touché, avant nous, à cette triste époque, nous estimons que l'Eglise, gardienne des traditions sacrées, auxquelles nous adhérons de toute notre foi, ne demandera jamais que la vérité et que les faiblesses, même les crimes des hommes seront, jusqu'à la fin des siècles, impuissants à altérer ou à compromettre la grandeur et la miraculeuse solidité de l'œuvre divine.

Nous n'avons indiqué au bas des pages que les sources principales. Si nous avions mentionné tous les ouvrages que nous avons dû consulter, nous aurions été contraint de grossir les notes d'une manière démesurée. Ecrivant pour des lecteurs français, nous avons, de préférence aux textes, cité les traductions en notre langue là où nous en avons rencontré.

CHAPITRE PREMIER

D'EZZELINO DA ROMANO A CÉSAR BORGIA,

MŒURS ITALIENNES.

Joseph de Maistre et Gregorovius sont d'accord pour reconnaître que l'éclat sinistre projeté par les Borgia vient surtout de l'étrange contraste de leur vie avec le milieu auquel ils ont appartenu. Il fallut que le concile de Trente, par la réforme des mœurs catholiques, rendît impossible le renouvellement de pareilles souillures dans l'Eglise.

Cependant il est juste de se rendre compte aussi que César, avec tous les vices de son siècle, s'éleva, par ses aptitudes exceptionnelles, fort au-dessus des autres tyrans, ses prédécesseurs ou ses contemporains. La ruse, la perfidie, l'art de préparer et d'accomplir un crime utile, le froid mépris du danger, la confiance inébranlable en soi, l'habileté à violenter la fortune à l'heure décisive, ne sont pas l'apanage exclusif du Valentinois.

Mais il convient d'ajouter qu'à ces procédés malsains, il joint une grandeur de vues et des idées gouvernementales inconnues avant lui. Il se joue avec une aisance souveraine au milieu des événements qu'il a provoqués et dont il amène le dénouement rapide. Les Borgia ne sont pas une anomalie, un accident fortuit. Leurs racines plongent au contraire jusque dans le XIII^e siècle.

Pour que le lecteur se rende un compte exact de la façon dont s'est formée cette personnalité puissante, nous croyons nécessaire d'esquisser en quelques traits rapides les mœurs italiennes du XIII^e au XVI^e siècle, où s'accusent de profondes dissemblances avec notre moyen âge français. Tandis que chez nous tout progresse et converge, par des procédés presque réguliers, vers un but de concentration finale, la malheureuse Italie semble perpétuellement secouée par l'ouragan qui surprit Dante dans l'Enfer.

La *buffera infernal*, che mai nous resta (1).

L'originalité la dédommage, il est vrai, de l'absence de sécurité.

Elle doit à l'indépendance des caractères qui se forment eux-mêmes, ses grands Saints mystiques, ses sublimes artistes, ses fameux condottieri, ses poètes, dont le peuple a retenu les chants. Mais c'est aux villes libres seulement qu'est réservé le privilège de produire des hommes d'Etat, agents d'une politique suivie, ardemment dévoués à leur patrie, comme Machiavel et Guichardin.

(1) *Inferno*. canto V.

Quoi qu'il en soit, César Borgia est une individualité d'une assez grande valeur pour que l'histoire, malgré ses répugnances, ne soit pas forcée de revenir à lui. De nos jours, trois savants de nationalités différentes, feu Gregorovius, MM. Alvisi et Yriarte, fouillant les archives des villes d'Italie, avec une ardeur récompensée par le succès, ont jeté une éclatante lumière sur cette famille, dont la sombre renommée fait penser à celle des Atrides. N'est-ce pas l'étudier, sous une forme nouvelle, que de chercher les origines de la manière de penser et de vivre de l'étrange héros, qui se rattache par un point à notre Dauphiné ?

I

Depuis la dissolution de l'empire romain, l'Italie ne cessa, pendant des siècles, d'être en proie à de perpétuelles convulsions. Tour à tour vainqueurs ou repoussés, les barbares avaient détruit les principes d'un organisme politique et laissé la place libre à une transformation qui ne s'opéra que très lentement. Chaque ville, chaque contrée, se dégageant de l'unité, était déchirée par des factions opposées, se supplantant et se succédant au pouvoir. A part Venise, de bonne heure fortement constituée, dont les plus grandes aspirations s'en allaient vers l'Orient et qui profitait des divisions de ses voisins pour former ses Etats de terre ferme, d'une extrémité à l'autre de la péninsule, tout était soumis à l'instabilité des changements, des séditions, des révolutions. Gênes restait à la merci d'une conspiration ; Anjou et Aragon

alternaient à la souveraineté du Napolitain ; en Lombardie, à Sienne, à Pise, à Florence, dans ces républiques ne craignant pas dans leur ardeur à soumettre la ville rivale, de compromettre leur liberté, en appelant à leur secours quelque condottiere puissant, souverain d'aventure ; dans les Etats pontificaux, où la puissance temporelle du pape était presque partout nominale, sous la domination héréditaire de petits tyrans, qui avaient conquis le titre de vicaires de l'Eglise romaine, on rencontra la guerre civile et l'anarchie.

Écoutons les objurgations immortelles que le grand Florentin adressait au César allemand pour le presser de remettre la paix en Italie :

« Ahi ! Serva Italia, di dolore ostello,
nave senza nocchiere, in gran tempesta ;
non donna di province, ma bordello »

« Ed ora in te non stanno senza guerra
li vivi tuoi e l'un l'altro si rode
di quei ch'un muro e una fossa serra.

« Cerca misera, intorno dalle prode,
le tue marine, e poi ti guarda in seno
s'alcuna parte in te di pace goda...

« Che le terre d'Italia tutte piene.

Son di tiranni (1) ».

(1) Ah ! Italie esclave, hôtellerie de douleur, navire sans nocher dans une grande tempête, non plus reine des provinces, mais lieu de prostitution...

Et maintenant tes vivants ne peuvent être sans guerre, et ceux-là qu'une même muraille, qu'un même fossé renferment, se rongent les uns les autres.

Cherche, misérable, autour de tes rivages, et puis regarde dans ton sein si une seule partie de toi-même y jouit de la paix.

Car les terres d'Italie sont pleines de tyrans.

(*Purgatoire*, chant VI, trad. de Brizeux).

Cent ans plus tard, l'évêque humaniste Campano, dans la vie du condottiere Braccio, tient le même langage : « Où trouverait-on, en Italie, je ne dis pas une ville, mais un village, bien que petit, qui ne soit plein de factions intestines. Quelle est la ville, quel est le château qui n'ait une grande abondance de bannis et de rebelles. On dirait que nous sommes descendus au plus extrême degré d'ordure et d'avilissement que le monde ait jamais vu, parce que nous ne pouvons plus souffrir le regard de ceux qui ont avec nous en commun les maisons, le sang, l'humanité, les églises et les tombeaux et que nous appelons l'étranger pour les chasser (1). » Les siècles passent, mais l'Italie continue à se mouvoir au milieu des troubles, des angoisses, des excès de pouvoir, qui ne changent pas.

Chaque ville avait fait des exilés, *fuorusciti*, devenus, par la fatalité, les adversaires acharnés du sol natal. Leur condition était lamentable : chassés de leurs maisons avec leurs femmes et leurs enfants, dépossédés de leurs biens, mutilés quelquefois même dans la rage de la lutte, sans pain et sans asile, ils erraient en bandes menaçantes sur les confins du petit Etat, prêts à se joindre à l'ennemi qui venait envahir le territoire, à faire payer cher à la faction opposée leur malheur et leurs souffrances. *Popolani* et gentilshommes, chacun y passait à son tour, subissait la même injustice, s'inspirait des mêmes colères. Les nobles restèrent éloignés de Pérouse pendant 23 ans et ne rentrèrent qu'à la victoire de Braccio.

(1) *Historie e vite di Braccio Fortebraccio e di Niccolo Piccinino...*, tradotte in volgare da Pellini. Venetia, 1572, p. 3.

Les vieilles villes demeurées à peu près intactes, comme Orvieto, Pérouse, Spolète, les ruelles sinistres, qui montent en serpentant, à travers de hautes murailles, des palais sombres, des maisons mal éclairées, où l'on peut recommencer à chaque pas la lutte contre les bannis, rentrés par une nuit de surprise ou de trahison, nous disent assez clairement la terreur et l'acharnement de ces combats corps à corps. A Rome, au XV^e siècle, les palais des grands seigneurs et des cardinaux sont de véritables forteresses. Le premier vestibule voûté est clos par des portes massives, doublées en fer ; on s'engage ensuite dans un étroit couloir, ouvert à des escaliers rapides, d'où les gens de guerre, logés dans les combles, se précipitent sur l'ennemi. Vient alors la cour intérieure, où l'on se trouve exposé à la mousqueterie du corps de logis principal. En outre le quartier est sous la juridiction du grand personnage ; les habitants, qui, en cas de démêlés avec la justice, trouvent chez leur maître un asile inviolable, sont tenus de contribuer à la défense (1).

L'état social inspire à Florence les bâtisses résistantes de l'architecture rustiquée (palais Riccardi, Strozzi, etc.) Comme dans les humbles coquillages construits contre la tempête, tous les organes se dérobent à l'intérieur. Par des ouvertures pas trop prodiguées et bien défendues, on regarde dans la rue, d'où vient le danger ;

(1) GREGOROVIVS, *Histoire de la ville de Rome au moyen âge*, t. VII, p. 331. Nous citons la trad. italienne de Manzato, comme la dernière pensée de l'auteur lui-même, qui l'a revue, y introduisant de nombreuses additions.

mais le luxe des arts, l'accumulation des richesses, les joies de la famille se dissimulent et se replient dans le sanctuaire inaccessible. Ainsi des habitations mauresques ou juives, en Espagne et en Orient.

A la fois, privilège des familles nobles et postes d'observation d'où, aux heures de lutte, à l'aide de mangonaux, de balistes, de *pétrières*, de *mazzafrusti* (espèce de fronde au bout d'une perche), on envoyait sur l'envahisseur les pierres, les jets d'huile bouillante, les projectiles de toute sorte ; les tours sont encore nombreuses dans le nord et le centre de l'Italie, à Padoue (mentionnées par les chroniqueurs dès le XI^e siècle), à Pavie, à Vicence, à Ascoli (il paraît certain que cette petite ville en a autrefois possédé cent cinquante-neuf), à Pise, à Lucques, à Sienne. Dans un seul *borgo* de Rome, au temps de Martin V, l'on en comptait quarante ; à Florence, au rapport de Ricordano Malaspina, plus de cent cinquante. La curieuse petite ville de Sangimignano, *alle belle torri*, où le moyen âge s'est conservé tout entier, a pris son surnom et garde encore quelques types de ces monuments de l'ancienne architecture militaire. Mais les tours les plus fameuses, les mieux conservées, les plus nombreuses sont celles de Bologne, dont elles racontent l'histoire aux jours héroïques. Placées à quelques mètres l'une de l'autre, inclinées comme la tour penchée de Pise, ces deux géants dominant l'horizon de la ville savante, L'Asinelli et la Garisenda ont poursuivi durant des siècles le duel entre Guelfes et Gibelins. Ce qu'il y a de singulier, c'est que la plupart de ces tours n'étant pas adhérentes aux maisons, les propriétaires

n'y montaient que pour remplir leur rôle dans les séditions (1).

Ne pouvant même se fier à ses proches, ne comptant que sur soi, on est forcé de dissimuler, de garder pendant des années la rancune d'une injure, de préparer, dans l'ombre, la ruine d'un ennemi et son propre agrandissement. Les serments ne sont qu'un artifice et les réconciliations entre particuliers ne tiennent pas plus qu'entre souverains. Les *pacieri* de l'Eglise obtiennent, sans trop d'effort, un résultat de peu de durée. Poussé par son zèle apostolique, frère Jean de Vicence, de l'ordre des Dominicains, se propose comme médiateur entre les Guelfes, suivant la bannière de Ricciardo, comte de San Bonifazio, et les Gibelins, adhérents d'Ezzelino da Romano, qui n'avait pas encore levé le masque. Au jour convenu, trois cent mille hommes, dit-on, sur les bords de l'Adige, à un mille de Vérone, sous la conduite de leurs évêques et de leur clergé, accompagnés du *carroccio* et des enseignes des villes, jurèrent la paix au nom de Jésus-Christ, chacun embrassant ses adversaires avec grande allégresse. Ceci se passait en 1234 et n'empêcha pas qu'au printemps suivant les gens de Brescia et de Mantoue ne vinssent attaquer Vérone. Les légats du Pape firent accepter une nouvelle paix, qui ne dura pas plus que la première. « La rage était telle entre Guelfes et Gibelins que ni les serments, ni la foi chrétienne n'avaient le pouvoir de les

(1) GOZZADINI, *Delle torri gentilizie di Bologna*, p. 8, 9, 25, 27. — J. BURKHARDT, *Cicerone en Italie, art moderne*, p. 77.

mettre d'accord. Si une faction eût reçu le baptême, l'autre se serait fait circoncrire par opposition (1). »

La perfidie se rencontre dans toutes les dynasties des tyrans ; mais les ducs de Milan et les Aragon de Naples et de Sicile sont passés maîtres dans la foi punique. Le roi Ferrante, ce tyran plus cruel que Néron, selon l'historien Marin Sanuto, réussit à dissoudre la ligue de ses barons révoltés, en proclamant une amnistie générale, mais repris un à un, ils périssent dans les supplices. Quelquefois le poison intervient. Quand on a intérêt à se décharger de la responsabilité d'un crime, on le rejette sur des innocents ou sur des inconnus, ainsi que fit Jeanne I^{re} de Naples après le meurtre de son premier mari, André de Hongrie.

C'est ici le lieu de dire un mot, sans prétendre l'éclaircir, sur cette question d'empoisonnement, restée comme une flétrissure pour l'Italie du moyen âge et de la Renaissance. Il est difficile de savoir ce qu'il y a de vrai dans les récits de ce genre, que l'on rencontre dans tous les historiens, depuis Jean Villani, jusqu'à Guichardin.

L'imagination du vulgaire sera toujours disposée à attribuer les morts opportunes à ce crime des lâches. L'histoire des Visconti est pleine de ces soupçons sinistres (2). Nulle famille cependant n'a eu à cet égard

(1) TORELLO SARAYNA, *Historie e fatti dei Veronesi*. Verona, 1542, fol. 8.

(2) Mathieu II avait été empoisonné par ses frères, Galeas et Bernabo. Selon Corio, l'historien milanais, le cruel Bernabo périt de la même façon au château de Trezzo, avec ses deux fils (1385). Lui-même était accusé de s'être débarrassé du comte d'Armagnac. Antonio della Scala essaya de faire mourir Jean Galéas. Enfin la mort de Blanche-Marie, qui avait apporté le duché de Milan à son mari François Sforze, éveilla aussi des rumeurs.

aussi triste réputation que les Borgia. Mais à la distance où nous sommes, nous manquons de preuves suffisantes pour instruire le procès. Ce qu'il y a de certain, c'est que bon nombre de ces assertions, comme l'empoisonnement du souper du cardinal de Corneto, ne reposent sur aucun fondement (1). Quoi qu'il en soit, ces idées sont entrées profondément dans la tradition. Un chant populaire de l'Ombrie retient le souvenir du breuvage mortel, tantôt foudroyant, tantôt faisant dépérir lentement (2). Il s'appelait *acquetta di Perugia*, parce qu'on prétendait qu'il en existait, dans cette ville, une fabrique occulte : *acqua nanna*, *acqua tofana* ou *tofánica*. Selon Gayot de Pitaval, dans ses *Causes célèbres*, ce dernier nom viendrait de *Tofania*, napolitaine qui composait ce toxique et, par une perversité infernale, le vendait comme eau miraculeuse de saint Nicolas de Bari, aux pèlerins affluant dans ce célèbre sanctuaire de la Pouille.

Le plus fameux et le plus avéré de ces crimes fut la tentative du cardinal Petrucci sur Léon X (3). Ce qui est aussi bien de nature à nous faire réfléchir, c'est la découverte récente faite aux archives de Venise par M. de Maslatrie de deux cents délibérations du conseil des Dix, ordonnant l'empoisonnement d'ennemis de la

(1) Voy. comment s'est formée la légende de l'empoisonnement chez le cardinal de Corneto, dans ALVISI, *César Borgia, duca di Romagna*, Imola, 1878, p. 303.

(2) MARCOALDI, *Canti popolari inediti* Genova, 1855, p. 52 ; voy. aussi VALÉRY, *Voyages en Italie*. Paris, 1838, t. III, p. 319.

(3) ROSCOE, *Vie et pontificat de Léon X* (trad. fr.), t. II, p. 112-126.

république, souverains, généraux d'armée en guerre avec la Sérénissime. Les plus anciens de ces documents remontent au XV^e siècle, les derniers s'arrêtent au milieu du XVIII^e. Ce qui prouve que l'assassinat politique s'est maintenu dans les pratiques constantes de la république. L'argent des crédules membres du redoutable conseil, dupés comme de vulgaires Gérontes de comédie, parvenait à recruter, non des fanatiques, mais des levantins de la pire espèce, se targuant bien à tort d'avoir accès dans les cuisines du commandeur des croyants, d'un bacha ou de tout autre grand personnage, gênant pour Venise. L'intrigant disparaissait, après avoir reçu quelques à-comptes, et faute de mieux, on se rejetait sur les envoûtements, qui, on le pense bien, n'amenaient aucun résultat (1).

Le plus souvent, on se glorifie du chef-d'œuvre de tromperie, bien exécuté, qui excite l'admiration des connaisseurs comme Machiavel. Il en est de même dans la vie privée. On applaudit à la victoire de l'homme avisé et habile sur l'imprudent qui se jette sottement dans le guépier. Les sauf-conduits ne garantissent rien ; il ne reste à ceux qui se sentent menacés d'autre ressource que la fuite. Mais si loin que l'on cherche un asile, le poignard sait vous y atteindre. Antonio Bologna, amant de la duchesse d'Amalfi, réfugié à Milan, est assassiné

(1) Rapport du comte de Maslatrie à l'Académie des inscriptions et belles lettres, dans le *Journal des Débats* du 2 mars 1894. L'abbé Fulin et M. Victor Lamansky, dans les *Secrets d'Etat de Venise*, publiés à Pétersbourg, avaient déjà fait connaître des documents de ce genre. Voy. aussi BASCHET, *Les Archives de Venise ; histoire de la chancellerie secrète*, p. 646.

en plein jour par trois *bravi* au service des frères de sa trop noble maîtresse. Ils disparurent sans être inquiétés (1).

La prédilection pour les trames savamment ourdies, pour les dupeurs excellents dans leur art, éclate dans les récits des *Novellieri*, depuis Boccace jusqu'au Salernitain Masuccio. Précisément comme nos vieux fabliaux, ils prennent parti pour les joyeuses commères qui trompent leurs maris, pour les débiteurs qui se jouent de leurs créanciers. Les mauvais tours du légendaire curé Arlotto envers ses confrères et ses voisins ont toujours le privilège d'amuser les Florentins, ce qu'attestent encore de nos jours les nombreuses éditions populaires de ses facéties. Mais ici nous touchons au goût toujours très vif chez les races latines, pour la gaîté, la drôlerie et la prédilection pour la présence d'esprit avec laquelle on se tire d'un mauvais pas, et ceci n'appartient plus à notre sujet.

II

Dormant à la portée des armes, toujours prêt à jouer sa vie avec insouciance, on s'endurcit aux misères d'autrui. De cette fournaise sortent des caractères fortement trempés. Les femmes même sont coulées dans ce métal dur et résistant. C'est dans la réalité que Bojardo,

(1) SILVIO CORONA, *Successi tragici ed amorosi occorsi in Napoli o altrovea Napolitani, incominciando dell'anno 1442 sin al 1686*. Cet ouvrage du Tallemant des Réaux napolitain, est resté inédit. Mais il en existe de nombreuses copies à Naples. Nous en possédons une.

l'Arioste et le Tasse ont pris leurs guerrières idéales, les Clorinde et les Bradamante. Elles sont innombrables les héroïnes qui ont virilement gouverné leur Etat ; plusieurs endossent la cuirasse et se jettent au plus épais de la mêlée pour sauvegarder la domination de leur seigneur absent ou défendre l'héritage de leurs enfants. Elles sont appelées *viragos*, dans le langage du temps, sans que ce terme implique aucun blâme. Sans remonter à la comtesse Mathilde de Toscane, la courageuse amie de Grégoire VII, citons-en quelques-unes au hasard : Orsina Visconti, comtesse de Guastalla, réprimant une sédition et tuant de sa main, pendant la bataille, plusieurs des rebelles (1428) ; sa fille, Antonia Torelli, femme du marquis de San Secondo, reprenant Parme, à la tête de ses troupes et la restituant au duc de Milan ; sa petite-fille, Donella, mariée à Gilbert Sanvitale, assiégée en 1483, dans son château de Sala, par les Vénitiens, résistant longtemps sur la brèche sans être vaincue, abattant d'un seul coup d'arquebuse son cousin Amurath Torelli, qui commandait les ennemis ; Cea Degli Ubaldini, femme de Francesco Ordelaffi, seigneur de Forli, enfermée dans Césène, accomplit mainte prouesse contre les troupes du cardinal Albornoz, qui finit par réduire la place au nom du Saint-Siège. L'énergique Marguerite Attendolo sauve, par l'arrestation de quatre ambassadeurs napolitains, la vie de son frère, le grand condottiere, que Jacques de Bourbon, le nouveau mari de la reine Jeanne II, avait fait jeter dans les cachots de Bénévent. Enfin, Catherine Sforza, l'illustre guerrière, prend, après la mort de Sixte IV, le commandement du

château de St-Ange, pour en conserver le gouvernement à son mari Jérôme Riario ; veuve, elle se couvre de gloire par la défense mémorable de Forli, plus tard prisonnière du Valentinois, puis mère, par un second mariage, de Jean de Médicis, des bandes noires, auquel elle transmet son âme vaillante (1).

L'héroïsme n'est pas l'apanage exclusif des hautes classes ; il se rencontre également dans le peuple. Bona Lombarda, dont le surnom est seul parvenu jusqu'à nous, était une bergère de la Valtelline, enlevée dans une expédition, malgré son peu de beauté, par Brunoro Sanvitale, condottiere en sous-ordre, le plus souvent au service des ducs de Milan. Habillée en homme, elle conduisait les mulets des bagages et à l'occasion prenait part à la bataille. Paysanne illettrée, mais d'une haute intelligence et d'un grand cœur, elle devint le meilleur conseil de son séducteur, pour lequel elle professait un dévouement sans borne. Enfin elle mérita d'être élevée au rang de femme légitime (2). Par ses démarches auprès de tous les souverains de l'Europe, elle obtint la délivrance de Brunoro, que le roi Alphonse de Naples l'accusant de trahison, garda dix ans dans ses prisons. Désormais au service de Venise, Brunoro fut tué à Negroponte et la pauvre femme ne put lui survivre.

Rappelons, quoique un peu postérieur à l'époque

(1) AFPO, *Istoria di Guastalla*, lib. V ; FILIPPO DI BERGAMO, *De claris mulieribus* ; PR. CARPESANO, ep. MARTÈNE, *Veter. script.*, t. V ; UGOLINI, *Storia dei conti e ducchi di Urbino*, t. I, p. 140 ; GREGOROVIVS, *Hist. de Rome*, t. VII, p. 336 ; SISMONDI, *Histoire des républiques italiennes*, t. V, p. 336.

(2) GABOTTO, *Un Condottiere e una virago del Secolo XV*. Verona, 1890. RICOTTI, *Compagnie di ventura*, ed. de Turin, 1845, t. III, p. 96.

que nous avons choisie, l'héroïsme des Siennoises pendant le mémorable siège de 1554, quand la ville de la sainte Vierge s'était donnée à la France, en haine du joug florentin. Le rude Montluc n'en peut parler qu'avec une profonde émotion (1).

Les poétesses illustres du XVI^e siècle se distinguent par un accent plus mâle et plus convaincu que la plupart des rimeurs de leur temps. Dans leurs chants pieux, dans leurs hymnes de regret à la mémoire de l'époux adoré, Vittoria Colonna, la muse de Michel-Ange, Veronica Gambara, se sont élevées à la hauteur de la véritable poésie. Tullia d'Aragon vit des enivrantes émotions de l'amour ; plus délicate et plus fière, Gaspara Stampa en meurt (2). Comme une flamme irrésistible, la passion dévore le cœur des Italiennes et suscite en elles des forces inattendues. D'ordinaire, la femme est en tout supérieure à l'homme qu'elle a choisi, à la façon des reines tirant de la foule l'humble sujet qu'elles distinguent. Dans les hautes sphères, les Espagnols ont introduit leur point d'honneur atteignant les extrêmes limites de la cruauté. Souvent sur un simple soupçon, l'accusée est immolée à la réputation de la famille. Le frère de la coupable ou de la prétendue coupable ne

(1) MONTLUC, *Commentaires*, collection Michaud, t. VII, p. 434 ; H. DE COSTE, *Eloges des dames illustres*. t. II, p. 961 ; PECCI, *Memorie della città di Siena*, t. IV, p. 188.

(2) Dans une lettre au comte de Colalto, qui l'a abandonnée et pour lequel il paraît qu'elle s'est empoisonnée, on trouve ce cri de passion : « Assai meglio è per voi, conte, morire che, gioir per qua lunque. » Il vaut mieux mourir par vous que d'être heureuse par un autre. (*Rime di madonna Gaspara Stampa*, Venessia, 1738, p. XLIV.

peut se dispenser, s'il en est requis, de procéder lui-même à l'exécution. Le comte d'Aliffe étrangle sa sœur, la duchesse de Palliano, devant la famille érigée en tribunal de francs juges ; le cardinal Caraffa, neveu de Paul IV et beau-frère de la duchesse, est présent et encourage le meurtrier (1). La femme méprise le danger certain, qui tôt ou tard l'atteindra. C'est elle qui combat la pusillanimité de son complice. Toujours fertile en aventures galantes, Naples nous fournit de nombreux exemples. Fringante beauté sans dot, mariée à un vieillard qui s'est illustré dans les guerres de Flandre, Binoccia Minutolo (on se croirait dans un conte de Boccace), s'enfuit, hélas ! avec un jeune domestique. Rien de plus comique, si elles n'étaient fondées, que les angoisses de ce pauvre diable sentant le châtiment suspendu sur sa tête. On les rattrape, en effet, et de peur d'un procès trop retentissant, ils périssent misérablement dans les cachots de la Vicaria (2).

(1) G. DURUY, *Le Cardinal Carlo Caraffa*, p. 315-412. — Sthendal a dramatisé cette histoire dans ses *Chroniques italiennes*. — Pour se rendre compte de la pression de l'opinion, lire le théâtre de Caldéron, par exemple *Le Médecin de son honneur*. — Quelquefois le mari mort ou peu clairvoyant est remplacé dans la vengeance par un des parents. Hieronima Farnèse, sœur de la belle Julie, remariée au comte de l'Anguillara, était un soir à table au château de Stabie. Un fils du premier lit du comte appela son père, sous prétexte qu'un ami l'attendait dehors, puis entrant avec sa bande, il referme la porte et poignarde la pauvre femme, qui n'a même pas le temps de crier. Les témoins de cette scène, appelés à déposer à Mallianum (la Magliana ?) effrayés probablement par les menaces, accusent la morte d'adultère et de projets d'empoisonnement. Le principal dénonciateur est retenu jusqu'à la nuit, tombe en revenant dans un guet-apens et son cadavre est dévoré par les loups. (Burchardi Diarium, éd. Thuasne), t. III, p. 369.

(2) S. CORONA, *Aggiunta del dottor de Cottis*.

Belle, ardente et veuve, du sang royal d'Aragon par une branche bâtarde, la duchesse d'Amalfi a pris pour amant son majordonne, Antonio Bologna, d'une famille de gentilshommes et de lettrés. Plusieurs enfants vinrent de cette liaison. Quelque soin qu'on prit pour les cacher, des bruits fâcheux se répandent. Bologna s'enfuit à Ancône, où sa maîtresse ne tarda pas à le suivre. Repoussés de plusieurs villes, ils songent à chercher un asile à Venise. Ils avaient gagné les Romagnes pour prendre la mer, la duchesse cheminant en litière, accompagnée de Bologna et de leur fils aîné à cheval, lorsque à quelques lieues de la côte, ils se virent poursuivis par des cavaliers armés. Obéissant aux instances de sa maîtresse, qui prétend n'avoir rien à craindre pour elle-même, Bologna pique des deux et disparaît. La pauvre duchesse est ramenée à Amalfi avec de belles promesses. Mais au lieu de rentrer dans son palais, elle est conduite à la prison avec ses deux plus jeunes enfants. Une nuit, tous sont étranglés. La vieille tour, théâtre du crime, domine encore aujourd'hui la ville pittoresque accrochée au rocher et le merveilleux paysage du golfe de Salerne (1).

Entraînées par la violence de leurs instincts, les amoureuses vont souvent jusqu'au crime. Françoise Benvoglio poignarda son mari, Galéas Manfredi, seigneur de Faenza. Une grande dame napolitaine, Isabelle Capece, avait remarqué dans une boutique de drapier

(1) M. CAMERA, *Memorie storico-diplomatiche dell'antica città et ducato d'Amalfi*. Salerne, 1878, t. II, p. 78 et suiv.

de la rue della Scalesia, un joli commis qui la servait avec tant de grâce que son cœur fut pris d'assaut. Effrayé d'une liaison qui ne promettait que des malheurs, le père du jeune imprudent confia sa peine à un saint prêtre de sa paroisse, D. Leonardo Pepe. Plus familier avec son bréviaire qu'avec les usages du monde, le bon abbé, se posant vis-à-vis de la nouvelle Théodora, comme un autre saint Jean Chrysostôme, ne trouva rien de mieux que de reprocher à la grande dame son impudicité. Il la menaça même de prévenir le mari. Un tel outrage ne pouvait demeurer impuni. D. Leonardo fut trouvé éborgné dans son lit. Quant au beau commis, on ne sut jamais ce qu'il était devenu. Ceci se passait sous la vice-royauté de Gonzalve, le grand capitaine. La justice se garda bien de s'immiscer dans une affaire aussi délicate (1).

III

Jamais, pour employer le langage moderne, la lutte pour l'existence ne fut poursuivie avec autant d'acharnement, avec une pareille insouciance sur le choix des moyens. Dans le choc impitoyable des individualités, les peintres, les sculpteurs, qui demandent à l'art la gloire ou se contentent du salaire de chaque jour, font preuve de la même violence, au besoin d'une égale perfidie. Andréa Castagna assassine son ami, Domenico de Venise, après lui avoir surpris le secret de la peinture à l'huile (2).

(1) UGOLINI, *Storia dei conti et ducchi d'Urbino*, t. I, p. 336 ; DOTTOR DE COTIS, *Aggiunta al Corona*.

(2) VASARI, *Vie des peintres* (trad. fr.), t. III, p. 65.

Benvenuto Cellini, qui s'est peint avec tant de complaisance dans ses curieux mémoires, est le type particulièrement à étudier. On pourrait en tirer les règles du point d'honneur d'un *cavaliere* au XVI^e siècle. C'est cependant l'opposé du parfait homme de cour, du *cortigiano* du comte Castiglione. Il a l'impétuosité de passion d'un sauvage ; il cède à la première impulsion de colère. Il plante sa dague dans la gorge de l'orfèvre de la *Lungara*, qui a négligé de le saluer ; pour une misérable discussion d'intérêt, il poignarde le maître de poste de Sienne. Mais il sait aussi dissimuler. Ses vengeances amoureuses revêtent un caractère de méchanceté diabolique ; il reste bien l'homme des idées fausses et incohérentes de son temps. Dans sa prison, au château St-Ange, il se croit favorisé de visions célestes.

Encore au XVII^e siècle, à Naples, on sait que Correnzio, l'Espagnolet, le Carracciolo écartaient leurs rivaux, en menaçant leur vie. Appelés successivement à peindre la cathédrale de St-Janvier, le Guide et le chevalier d'Arpino furent obligés de se dérober par la fuite. Le Dominiquin essaya de résister ; il apprêtait lui-même ses aliments et travaillait, une arme à côté de lui. On ignore encore si ce fut le chagrin ou le poison qui abrégea ses jours.

IV

Tout contribuait à maintenir dans le peuple des mœurs très rudes. Son éducation semblait faite tout exprès pour développer des instincts féroces, et les exercices sanglants auxquels on l'habituaient étaient destinés à avi-

ver les haines entre concitoyens. Agnello, historien des évêques de Ravenne, rapporte (1) que du temps de la domination des exarques, chaque dimanche les vieillards, les jeunes gens, les femmes et les enfants sortaient de la ville pour se livrer entr'eux à un combat acharné. En 690, il en résulta un véritable carnage, où périt une portion de la population de la ville. D'après la XXIX^e dissertation de Muratori (2), en 1199, St-Pierre Parenzo interdit aux Orviétains les jeux célébrés le dimanche de la Septuagésime, d'où résultaient beaucoup de meurtres. A Milan, à Mantoue, à Vérone, à Padoue, à Pavie, dans la plupart des villes de la Haute-Italie, de pareils usages étaient en honneur. A Modène, le pré de la bataille retenait son nom de semblables exercices (3).

A Pérouse, sur la place du Dôme, plusieurs fois par an, la jeunesse, formée en deux camps, s'attaquait à coups de pierre. Quand, après plusieurs heures de lutte, leurs adhérents commençaient à faiblir, les vieillards se jetaient dans la mêlée. Pour qu'on s'arrêtât, il fallait qu'un des deux partis fut expulsé ou demandât grâce. Braccio de Montone, alors seigneur de la ville, contemplait, d'une fenêtre, avec une satisfaction toute militaire, ces luttes spartiates. Les parents des morts et des estropiés, et ils étaient nombreux, n'avaient pas le droit de garder rancune (4). Saint Bernardin obtint, au XV^e siè-

(1) AP. MURATORI, *Rerum italicorum scriptores*, t. II, p. 124.

(2) *Antiquitates italicæ mediæ avi*.

(3) MANZI, *Discorso sopra gli Spettacoli, le feste ed il lusso degli italiani nel secolo XIV*, p. 7, 9. 11.

(4) CAMPANO, *Historia di Braccio*, p. 82 et suiv.

cle, l'abolition de ces divertissements dangereux. A Florence, on eut longtemps le jeu du calcio ; à Sienne, le mardi-gras, on se battait à coups de poing sur la place du Campo, et lorsque les contendants refusaient de se séparer après un certain temps, des fenêtres des palais voisins on leur jetait de l'eau glacée, des pierres au besoin. A Pise, le fameux jeu du *Ponte* n'était plus qu'un simulacre sans danger (1). Les mœurs adoucies, on ne retenait plus qu'une vague image.

Le sommeil prudent de la justice vis-à-vis de graves délits (2) autorisait en quelque sorte la vengeance, qui devint le droit commun. A Rome, pendant les vacances du Siècle, à Florence, durant les crises politiques, la *vendetta* s'exerçait librement. Travaillés de la même passion, les juges fermaient volontiers les yeux, à moins d'un crime atroce. De jeunes paysans d'Acquapendente s'amusèrent à pendre un de leurs camarades. Pris d'une frayeur subite, ils s'enfuirent, le laissant expirer. Le père de la victime égorgea le principal instigateur, lui ouvrit le corps et servit le foie au père du jeune assassiné. Dans la *vendetta* qui s'ensuivit, trente-six personnes des deux familles périrent (3).

Les mêmes horreurs se rencontrent dans les classes élevées. Deux siècles et demi de guerre civile ont en-

(1) FALLETTI-TOSSATI, *Costumi Senesi*, p. 199 ; RENIER BORGHI, *L'Oplomachia Pisana* ; Lucca, 1713.

(2) Il faut reconnaître deux heureuses exceptions. A Venise, tous étaient égaux devant les lois criminelles ; à Ferrare, les d'Este furent regrettés à cause de leur inexorable justice.

(3) JACOB BURKHARDT, *La Civilisation en Italie à l'époque de la Renaissance* (trad. fr.), t. II, p. 195.

sanglanté les rues d'Orvieto, jusqu'à ce que Pie II ait fait rentrer la ville dans le giron de la puissance temporelle. D'abord les Filippeschi, gibelins, sont, à la suite d'une lutte très longue, anéantis par les Monaldeschi, qui tiennent le parti de l'Eglise. Ces derniers, divisés en diverses branches désignées par le nom de l'animal qui forme leur cimier, se livrent entr'eux à une guerre sans merci, semée d'embûches et d'inénarrables cruautés. Pour venger la mort de son frère, Conte di Vanne di Bonconte Monaldeschi della Vipera égorge sur la place publique un enfant de huit ans, son parent de la branche della Cervara (1).

Plus redoutable encore par ses conséquences est la haine de ville à ville, comme celle que chaque occasion ravivait entre Pérouse et Assise. Piccinino, alors au service d'Eugène IV, mena à la conquête d'Assise une armée composée en grande partie de Pérousains. Avant qu'on eût commencé à donner l'assaut, les religieux de St-François vinrent implorer, pour leurs concitoyens, la miséricorde du vainqueur ; mais comme le pillage avait déjà été promis aux soldats, les moines n'obtinrent que le droit d'asile dans leur couvent. Lorsque le sac de la ville commença avec tous les excès que l'on peut imaginer, la première pensée du général fut de sauver les

(1) CECCARELLI DA BEVAGNA, *Historia di casa Monaldesca*. Ascoli, 1580, p. 72. — Le dernier descendant de cette dernière race fut l'infortuné favori de la reine Christine de Suède. — A Césène, les partisans du comte Guido da Bagno tuent, pendant les vêpres de S. François, les Martinelli au nombre de vingt, puis vont dans les maisons des morts égorger les femmes, les enfants et les malades (1493). (*Diario ferrarese*, ap. MURATORI, tom. XXIII, col. 311.)

religieuses de Sainte-Claire. Le monastère était déjà plein de femmes en larmes, accourant de tous les quartiers de la malheureuse ville, sous la protection de la grande sainte, populaire dans toute l'Ombrie. Touché de compassion, Piccinino offrit de les faire conduire, sous l'escorte d'hommes sûrs, dans un couvent de l'ordre à Pérouse. Mais, au nom de la ville abhorrée, s'élèvent des cris unanimes de réprobation et de colère : « Que Pérouse brûle, qu'on mette le feu à Pérouse. » A ces clameurs, les soldats irrités pénètrent dans les salles, et malgré les efforts de leur chef, ils entraînent dans la nuit les religieuses et les femmes, qu'elles avaient cru préserver. Trois jours après, on vendait les captifs sur le marché de Pérouse, où s'étalait la riche dépouille des vaincus. Le prix courant des jeunes filles était de quinze ducats. Disons à l'honneur des compatriotes du Pérugin que des personnes charitables en achetèrent un certain nombre. Les femmes qui ne trouvaient pas d'acquéreur étaient remises en liberté après toutes sortes d'outrages (1). Assise ne s'est jamais relevée de cette catastrophe. On sait que, malgré les bulles réitérées des Papes, les rapports des villes maritimes avec l'Orient introduisirent en Italie le commerce des esclaves. A Venise, on trouve dans les registres des notaires de nombreux actes concernant ces honteux trafics. A la fin du XV^e siècle, on tenait encore à Salerne la foire annuelle des esclaves (2).

(1) Relation d'un témoin oculaire dans FABRETTI, *Biografie dei capitani venturieri dell'Umbria*, t. II, p. 134 et suiv.

(2) CAMERA, *Memorie storico-diplomatiche della antica città e ducati di Amalfi*, t. I, p. 446 et suiv. ; MOLMENTI, *La Vie privée à Venise*, p. 330.

V

Les mœurs rudes, l'abus de la force, inséparables d'une lutte incessante sont le fait de la formation de tout le moyen âge européen. Mais ici il y a une complication et un raffinement, un élément de discordes intestines, dû à des causes locales.

Quand le dur lien romain, fait de gloire et d'oppression, à force de s'étendre, est venu à se briser, les tribus italiques, un moment domptées par une centralisation impitoyable, retournent d'elles-mêmes à leur autonomie jalouse. La péninsule se composait de populations juxtaposées, sans être parvenues à une fusion complète. Au nord, le sang gaulois avait pénétré la Cisalpine ; l'Etrurie, à la fois industrielle et militaire, peuple de guerriers et d'orfèvres (1) avait, avec sa confédération et ses *lars electifs*, préparé les villes de Toscane et leur orageux développement. Enfin la Grande-Grèce gardait l'empreinte hellénique et restait avec la Sicile une colonie de l'Orient.

Chacune des descentes des barbares sut, grâce aux divisions, se faire des alliés dans les pays conquis, et à ceux qui résistaient il ne restait d'autre ressource que d'appeler d'autres barbares à leur secours.

Dans chaque ville, les ambitieux profitaient de l'anar-

(1) Aux deux points extrêmes comparer les bijoux recueillis dans les nécropoles étrusques, d'un goût si ingénieux et si délicat et l'œuvre de Cellini.

chie pour disputer le pouvoir, en semant la méfiance. Les partis se formèrent, d'autant plus envenimés qu'on se touchait, qu'on se froissait dans les intérêts de chaque jour. La situation se compliquait encore de la lutte entre chevaliers et plébéiens. La noblesse expulsée, une nouvelle aristocratie émergeait du peuple ; car c'est une loi à laquelle on ne parviendra jamais à se soustraire, que l'existence d'une classe plus policée, plus riche, au-dessus des besoins de chaque jour.

Un meurtre, une insulte engendrait une *vendetta* séculaire, à laquelle tous les habitants prenaient part. Comme les changements s'opéraient par la sédition, il en résultait l'habitude des trahisons et des crimes atroces.

L'exemple le plus célèbre est celui de Buondelmonte assassiné le jour de Pâques, à Florence, pour avoir manqué de foi à sa première fiancée, d'où l'origine des Guelfes et des Gibelins, qui remplissent tout le moyen âge.

Les luttes inexorables entre le sacerdoce et l'empire, la démocratie chrétienne et le despotisme militaire ont couvert de sang et de ruines le sol de la vieille Ausonie. Tandis que les Guelfes s'attachaient à l'Eglise, représentante de la civilisation, les Gibelins, comme Dante, comptaient sur la main de fer de l'empereur pour rendre la paix à leur patrie déchirée. Avec l'extinction de la maison de Souabe, les grands acteurs disparaissent de la scène, à laquelle ils donnèrent tant d'éclat. Les Césars, que Charles-Quint seul pouvait relever, pérégrinent en Italie comme des fantômes hiératiques, des idoles, auxquelles on ne croit plus. Fatigué par tant de luttes, le

caractère des Papes a subi aussi un affaiblissement. Les peuples ne se sentent plus dans leurs mains.

Les premiers tyrans furent des fauves échappés de la grande forêt germanique, loups ou plutôt molosses de garde, implantés dans la grasse Italie pour la défense du pouvoir impérial, bêtes de proie terrées dans leur bauge, s'élançant d'un bond subit pour dévorer ce qui passe à leur portée. Ainsi du légendaire Ezzelino da Romano, qui décima Padoue et Vérone, enfermant dans l'horreur de ses cachots, construits exprès pour un lent supplice, des milliers de suspects qui mouraient, l'un après l'autre, de faim, de froid et de l'infection des cadavres laissés autour d'eux des mois entiers, torturant, mutilant, livrant au bourreau un nombre infini de victimes, désignées par ses soupçons ou son caprice, enfin faisant couper les seins des femmes et châtrer les petits enfants. Par leur férocité de brutes, ces êtres primitifs représentent dans l'ordre moral ce qu'ont été, dans l'organisme physique, les monstres démesurés, à peine ébauchés par la nature, que les terrains préhistoriques nous restituent à l'état de fossiles. Défenseur traditionnel des faibles et des opprimés, le pape Grégoire IX se lève sans peur pour frapper le contempteur de Dieu et des hommes de l'anathème, qui va le retrancher du monde, ainsi qu'il a déjà été fait pour son maître, le païen Hohenstaufen. C'est un des épisodes les plus intéressants de la lutte glorieuse que la papauté du moyen âge soutint contre l'Empire. L'Eglise et la nation s'unissent pour vomir l'étranger. Les troupes employées par le tyran pour opprimer la Lombardie et la

marche Trévisane étaient composées, en majeure partie, de mercenaires allemands et même de sarrazins. Par les rues des villes et la paix des campagnes, des religieux prêchent au loin la croisade. Chaque ville, précédée du *caroccio*, son palladium symbolique, ainsi que de son clergé local, les communautés de la ligue Lombarde, marchent sous le commandement du Légat. Cependant une surprise mit l'armée en déroute et le Légat fut pris. Le Pape en envoya un autre ; on creva les yeux à deux moines, espions d'Ezzelino. De château en château, de forteresse en forteresse, brûlant et dévastant, suivant la coutume du temps, on poursuivit, sans se lasser, la revendication vengeresse, jusqu'à ce qu'on eût écrasé la bête immonde dans son repaire (1).

A la conquête brutale succède une ère où il est nécessaire de flatter et de séduire le peuple, avant de l'asservir. Etant donnés des citoyens enrichis et civilisés par le commerce, auxquels les voyages d'affaires enseignent la discussion et la comparaison, aussi prompts par la chaleur de leur sang, à l'enthousiasme qu'à la haine, il faut un coup d'Etat savamment préparé, qui semble le couronnement du vœu général.

La misère des champs ravagés par la guerre oblige le

(1) GERARDO, *Histoire d'Ezzelin III* (trad. fr.). Paris, 1644 ; TOSTI, *Lega lombarda*. Les Visconti, les d'Este, ainsi que les seigneurs de Vico, adversaires implacables des papes, qui, depuis le XII^e siècle, retinrent dans leur famille la préfecture de Rome jusqu'à ce qu'ils fussent détruits en 1435 par Vitelleschi étaient venus d'Allemagne chercher la fortune sur la terre de Chanaan. Il est probable que les Pic de la Mirandole, que les Pio Carpi, que la maison de Savoie elle-même ont aussi une origine germanique. A Naples, sous les Aragon, à Rome, sous les Borgia, ce furent au contraire les Espagnols qui mirent à la voile pour la terre promise.

paysan à se mettre comme *bravo* au service d'un seigneur, à se joindre aux bandes qui, sous Innocent VIII, dévalisaient les pèlerins aux portes de Rome (1). Les plus intelligents et les plus hardis s'enrôlent sous la bannière d'un condottiere et toutes les ambitions leur sont alors permises. N'était-ce pas un simple laboureur que ce Sforza Attendolo, qui devint connétable du royaume de Naples et fut le père d'un duc de Milan, fondateur de dynastie ! Nicolo Piccinino, homme de grand courage et de piètre mine, le successeur redouté de Braccio, dans le commandement de ses bandes, que les Aragon affiliaient à leur nom et à leur race, lui conférant les armes royales, n'est autre chose que le fils d'un boucher. Pie II écrivait : « Dans notre Italie amoureuse de changement, où rien n'est solide et où il n'y a pas une puissance séculaire, les valets peuvent facilement devenir des maîtres (2). » L'état social exhale une odeur d'aventuriers et de corsaires. Au milieu du XV^e siècle, des bâtards, que l'on ne distingue guère des enfants légitimes, occupent les trônes de Milan, de Ferrare, de Naples et de Rimini. Les membres des familles des petits souverains conspirent les uns contre les autres, et ne reculent pas devant l'assassinat pour supplanter le prince régnant (3).

(1) GREGOROVIVS, *Histoire de Rome au moyen âge*, t. VII, p. 330.

(2) Cité par BURCKHARDT, *La Civilisation en Italie*, t. II, p. 193.

(3) Les familles populaires suivent cet exemple. A Ferrare, l'assassinat des femmes par les maris, l'empoisonnement des maris par les femmes comptent parmi les crimes les plus fréquents. On trouve souvent aussi des serviteurs du duc ou du podestat pendus pour vol (BARUFFALDI, *Il libro della compagnia della morte*, registre manuscrit des pénitents qui, à Ferrare, accom-

Naguère la domination d'une famille se constituait par l'œuvre lente de plusieurs générations. Les habitants de la ville investissaient l'heureux descendant d'une race déjà ancienne, des fonctions de podestat ou de capitaine, lui livrant ainsi leur liberté turbulente et qu'ils chercheront bientôt à ressaisir. L'avidé César allemand, toujours à court d'argent, descendait à propos des Alpes pour légitimer leur pouvoir, en leur vendant une patente de vicaire de l'Empire. Dès le XIV^e siècle, c'est l'ère des condottieres (1), qui deviennent souverains de la ville qu'ils ont conquise, ou s'ils le préfèrent, en font l'objet d'un trafic. A Milan, qui vient d'absorber l'autonomie des cités lombardes, à Pesaro, à Forlì, à Iesi, les nouveaux gouvernants sont étrangers à la population. D'un autre côté, depuis Sixte IV, le népotisme des Papes sème des dynasties, le plus souvent éphémères.

VI

Rome et son territoire, de Viterbe à la mer, présentent des conditions bien différentes du reste de l'Italie.

pagnaient les condamnés au supplice, 1441-1754). Nous en possédons une copie du XVIII^e siècle. Dans cette curieuse statistique de la criminalité de Ferrare, on trouve au XV^e siècle une Ursuline brûlée comme sorcière. Un certain nombre de sodomistes, de faux monnayeurs et d'incendiaires périssent aussi par le feu.

(1) RICOTTI a donné sous le titre de : « Storia della Compagnie di ventura in Italia », une bonne histoire des condottieres. Voy. aussi FABRETTI, *Biografie dei capitani venturieri dell'Ombria*. Enfin le lecteur trouvera dans le livre qu'Yriarte a consacré à Sigismond Malatesta, *Un Condottiere au XV^e siècle*, p. 92-15, des détails étendus sur la formation des milices italiennes à cette époque.

Les barons de la campagne, qui furent toujours une épine dans la chair des Papes, ne tiraient pas tant leur importance, comme cela arrivait pour les autres tyrans, du chiffre de leurs vassaux et de l'étendue de leurs fiefs, que de la valeur des positions stratégiques qu'ils occupaient, du nombre de soldats entretenus dans leurs châteaux, mais plus encore de leur influence sur la ville éternelle, où ils possédaient des palais et disposaient d'un peuple de clients, toujours prêt à se soulever à leur voix.

Le plus souvent, les Papes sont impuissants à maintenir l'ordre dans leur capitale. Tout devient occasion de troubles. Bernard Sanguigni est tué par un Français, son rival, dans la maison d'une fameuse courtisane, la Grecchetta. Ses camarades, pour le venger, mettent le feu à la maison ; plus de deux mille personnes prennent part à l'émeute. Le bargello, venant de se saisir d'un voleur et n'ayant pas sous la main de bourreau pour l'exécuter immédiatement, force un prêtre français, qui passait, à pendre le larron. Le cardinal d'Estouteville se plaint de cet outrage à la France, et ne réussissant pas à obtenir réparation, fait pendre à son tour le bargello à une des fenêtres de son palais. Quand on est assez puissant pour se le permettre, le plus sûr est de se faire justice soi-même. Autrement, on ne doit l'attendre de personne.

Le désert s'avance des thermes de Dioclétien jusqu'aux approches du Capitole ; les collines sont couronnées par des églises isolées, dont toutes les cloches sonnent à la fois aux heures de soulèvement populaire.

Le péril toujours présent vient des grands barons qui, par leurs déprédations, ont fait de la campagne romaine la terre sans habitants, que nous voyons encore aujourd'hui. Bien au loin, le territoire appartient tout entier à quatre ou cinq familles antiques, les Orsini (1), les Colonna (2), les Conti (3), les Caetani (4), les Savelli (5) et les Frangipani (6). La plupart, pourvus de grands fiefs dans le royaume de Naples, passent la frontière en cas de défaite. Les Orsini sont ordinairement les alliés de l'Eglise ; les nombreux rejetons de cette forte race forment comme un tribu militaire qui n'a pas besoin de chercher un appui au dehors. Autour des Colonna, ennemis héréditaires de la papauté, se rangent les autres tyrans. A ce moment de l'histoire, on remarque la domi-

(1) Les Orsini avaient pour capitale Bracciano, sur le lac, Civita-Lavinia, Trevignano, etc. La branche des comtes de l'Anguillara, souvent en guerre avec ses parents, possédait en outre Vico, Caprarola, Capranica, Vetralla, etc., dépossédés en 1465 par l'Eglise.

(2) Les Colonna avaient pour centre de leur domination Palestrina, parmi leurs fiefs Marino conquis sur les Orsini en 1424, Genazzano, Rocca di Papa, Zagarolo, Nettuno qui leur revient sous Jules II avec la forteresse d'Alexandre VI.

(3) Les Conti, de l'antique famille des comtes de Tusculum, qui a donné Innocent III à l'Eglise, possesseurs de Segni et Valmontone dans les après montagnes des Volsques.

(4) Les Caetani, encore existants comme les Orsini et les Colonna, de la famille de Boniface VIII, ducs de Sermoneta, barons de Ninfa, la euriense ville encore debout, inhabitée depuis le XIV^e siècle, à cause de la malaria, fortifiés au tombeau de Cecilia Metella, dépossédés par Alexandre VI, rétablis par Jules II.

(5) Les Savelli, établis à Palombara, sur les premières assises du mont Gennaro, donnent asile aux brigands.

(6) Les Frangipani s'étaient fortifiés dans le Colysée, tenaient les marais Pontins par Astura et Terracine, avaient reçu l'inféodation d'Otrante et Tarente.

nation fugitive du bâtard Jérôme d'Estouteville, d'origine française, seigneur de Frascati et de Nemi, dont les descendants passèrent bientôt dans le Napolitain, sous le nom défiguré de Tuttavilla.

Tous ont des adhérents dans la population de Rome, des palais, quelque monument antique, dont ils ont fait une forteresse. Par les tours, qui émergent de la plaine, ils tiennent jusqu'à la mer et commandent le cours du Tibre de Rome à Ostie. Quand, déguisé en moine, Eugène IV s'enfuit à Florence, il est obligé de se coucher dans la barque qui le porte à la mer, de se couvrir d'un bouclier pour se garantir des pierres qu'on lui lance à chaque détour du fleuve.

De la citadelle de Palestrina, que l'on ne peut réduire que par la faim, rasée pourtant deux fois, mais rétablie toujours, du château de Bracciano, resté à peu près intact, dominant le pays désert et le silence du lac immobile, de Sermoneta, dans le féérique décor des murailles cyclopéennes de Norba, des cîmes des montagnes de la Sabine perdues dans la brume dorée, comme des monts des Volsques, auxquels les marais pontins servent de ceinture, et aussi de Nettuno et d'Astura, des forts semés comme des écueils sur la mer de Circé, des bandes armées, ennemies entr'elles, sortent pour aller vider leur querelle entre les murs de la ville éternelle. La possession d'évêchés suburbicaires ou de quelque riche abbaye comme Subiaco est un surcroît de puissance pour les familles dominantes, l'évêque ou l'abbé disposant de la forteresse. On dirait que les populations autochtones, que Rome dompta jadis, poussées main-

tenant par un ressentiment dont les siècles n'ont pu triompher, se précipitent à l'assaut de la grande dominatrice.

Sous Eugène IV, le patriarche Vitelleschi purgea les Etats de l'Eglise des tyrans locaux par des moyens aussi cruels que ceux qu'ils employaient eux-mêmes. Rome allait lui élever une statue équestre sur la place du Capitole, lorsque soudain il disparut dans la disgrâce et les cachots du château St-Ange. Scarampo lui succéda dans l'œuvre de répression ; mais ce travail d'Hercule était toujours à recommencer. La solennité du couronnement de Calixte III fut troublée par une échauffourée entre Napoléon Orsini, que suivaient trois mille hommes, et le terrible comte de l'Anguillara.

En l'absence du Pape, dans cette population sans frein, le désordre atteignait son apogée. Durant le long séjour de Pie II en Toscane, deux fils d'un complice de Porcaro, supplicié après l'échec de la conspiration, Tiburce et Valérien de Maso, auxquels obéissait une bande de trois cents jeunes gens, pour la plupart de bonnes familles, remplirent Rome de terreur. Ils rançonnaient les riches ou saccageaient leurs maisons, enlevaient les femmes et noyaient celles qui osaient leur résister. Puis, ils se fortifièrent dans le Panthéon, incendiant les quartiers environnants. La journée se passait dans l'orgie ; la nuit était employée à tuer et à brûler. Antonio, neveu du Pape et chef des milices, n'ayant pu les réduire, les magistrats traitèrent, sur le pied d'égalité, avec les deux bandits et, à force de témoignages honorifiques, les décidèrent à sortir de Rome.

A quelque temps de là, Tiburce s'étant avisé de rentrer dans la ville, avec une faible escorte, pour délivrer un de ses compagnons tombé entre les mains du bargello, fut pris et, comme autrefois son père, pendu au Capitole.

Le comte Everso dell'Anguillara s'en était allé, en 1464, d'une mort paisible, sans avoir expié ses longs méfaits. Il laissait deux fils, dont le second, Deifobo, s'était déjà acquis un renom dans les armes. Celui-ci traita avec Paul II et ne tint pas ses engagements. Le Pape profita de l'occasion pour rappeler Frédéric d'Urbain, général de l'Eglise, qui, dans une campagne rapide, s'empara des treize forteresses des Anguillara. On y découvrit d'immenses richesses, fruit du brigandage, des instruments pour faire de la fausse monnaie et des papiers constatant les crimes du seigneur mort. De nombreux prisonniers furent rendus à la lumière du jour, qu'ils n'espéraient plus revoir, Ainsi se trouva éteint un des foyers d'incendie. Mais il en restait tant d'autres.

Sous Sixte IV, une *vendetta* entre deux grandes familles urbaines, les Valle et les Santa Croce, ramena des troubles dans la ville. Leur querelle sembla un moment apaisée par les *Pacieri*, magistrats chargés de rétablir l'ordre, mais ne fit au contraire que s'envenimer. Les Valle, soutenus par les Colonna, assiégèrent le palais des Santa Croce, que naturellement les Orsini favorisaient, et plusieurs personnes furent tuées. Puis les hostilités s'étendant dans la campagne, les Colonna furent dépouillés par le Pontife d'une grande partie de leurs fiefs.

Il est à peu près constant que la politique des Papes soit l'opposé de la ligne de conduite de leurs prédécesseurs. Pour ne citer que des exemples illustres, ainsi celui de Jules II flétrissant officiellement la mémoire d'Alexandre VI, ainsi celui de Sixte-Quint vis-à-vis de Grégoire XIII. Sixte IV avait persécuté les Colonna, Innocent VIII s'allia avec eux. Le règne de ce vieillard, bon et faible, fut plein de désastres. Il faut, pour rester justes, se rendre compte des difficultés inextricables de la situation. A la différence des monarchies, comme l'Angleterre, où des hommes d'Etat, souvent héréditaires, poursuivent des années le même but, à la différence de Venise, dont la constitution avait su se soustraire au caprice d'un homme, comme aux entraînements populaires, le Pape, qui d'ordinaire avait vécu jusqu'à son avènement dans une sphère étrangère aux grandes pensées de gouvernement, ne pouvait mener qu'une politique viagère, sans précédents et sans lendemain. Les principaux instruments dont il était contraint de se servir ne lui appartenant pas, ne lui obéissaient qu'à regret. L'ancien esprit municipal républicain persistait chez les conservateurs siégeant au Capitole, et le langage violent d'Infessura, secrétaire du Sénat, nous donne une idée de l'hostilité de tout ce monde, qui s'inspirait des Colonna. « Colonna e popolo », comme on disait « Orsini e Chiesa (1). » Jusqu'en 1435, la pré-

(1) Le Magistrat se composait du Sénateur, nommé ordinairement par le Pape pour six mois, toujours étranger à la ville, des trois Conservateurs et des vingt-six capitaines de quartiers. Ces deux offices, ainsi que les juges capitolains, les officiers chargés de la surveillance des voies publiques, les

fecture de Rome était héréditaire, sous les seigneurs Vico, ennemis des Souverains Pontifes ; maintenant, le titulaire, Jean de la Rovère, frère du futur Jules II, était un legs de son oncle Sixte IV. Cette charge à vie conférait la jouissance de fiefs importants.

Prosper Colonna ouvrit la campagne, en vengeance son parent, le protonotaire, sommairement exécuté sous le régime précédent. Il prit Frascati et son seigneur Jérôme d'Estouteville ; au château de Nêmi, il fit prisonniers la femme et le fils de Jérôme et retrouva quelques-unes des dépouilles du protonotaire, autrefois décapité au château St-Ange. Les deux partis pillaient tout ce qu'ils rencontraient sans acception de personnes. Les troupes du préfet, casernées dans le couvent Ste-Agnès hors les murs, s'emparaient par la violence du blé dans les maisons. Des voleurs dérobaient les objets précieux dans l'enceinte de la ville et dans les somptueuses villas des environs. Innocent VIII crut réprimer ces désordres par la nomination de deux commissaires à la tête de soixante-dix balestriers ; les commissaires furent mis en fuite et les soldats tués. Colonna et Orsini coupaient par toute la campagne les bois et les vignes ; ils se saisissaient des troupeaux. A Sermo-

syndics étaient élus au scrutin secret par le vote universel à deux degrés. Le Sénateur, le gouverneur ou Camerlingue, le vicaire, l'auditeur de la chambre apostolique, le soudan ou capitaine de la police pontificale, le bargello. Les capitaines des quartiers avaient chacun leur tribunal où ils jugeaient au civil et au criminel. De là une grande confusion et de graves empiètements entre des juridictions mal définies. Un prêtre ne pouvait être investi de ces charges. Un citoyen ne pouvait être distrait de la juridiction civile pour être cité devant les tribunaux ecclésiastiques. (GREGORIVUS, *Hist. de Rome*, t. VII, p. 253).

neta, les Orsini enlevèrent plus de mille têtes de bétail, mais les *Colonesi*, lancés à leur poursuite, entrèrent avec eux par la porte Latine et reprirent tout le butin dans l'intérieur de la ville. Ces brigands de grand chemin avaient quelquefois des âmes de chevaliers accessibles à la pitié. Prosper Colonna rendit ses bestiaux à un orphelin dont le père avait été tué ; Virginio Orsini, sur les lamentations des paysans, promit de les épargner et de ne plus s'en prendre qu'aux Romains. Le Capitole était fermé, et l'on ne rendait plus la justice. On n'osait plus sortir de Rome, où se faisait sentir la disette de farine et de bois. Chaque matin, par les rues les plus fréquentées, on ramassait les cadavres nus des assassinés de la nuit ; on fortifia le palais du Pape et on l'entoura de fossés. Les plus grands crimes se rachetaient par de l'argent. Sous prétexte de réunir des soldats contre le duc de Calabre, qui menaçait Rome, on permit aux malfaiteurs de rentrer librement. Le droit des gens n'était plus respecté : des hommes armés pénétrèrent un soir dans le palais où résidait l'ambassadeur de Naples et l'emmenèrent au palais des Conservateurs, où on le garda deux jours, on saccagea l'habitation, on enleva les chevaux, puis on mit le feu. Monte Giordan, aux Orsini, fut aussi pillé et incendié. Les routes étaient pleines de meurtres, et les ambassadeurs, apprenant ces nouvelles, rebroussaient chemin au lieu de venir à Rome (1).

(1) INFESSURA, *Diarium Romanæ urbis*, ap. MURATORI, *Rer. italicarum. Script.*, t. III, par 2^a. (Cet auteur, très circonstancié, est suspect à cause de sa partialité); GUICHARDIN; MURATORI, *Annali d'Italia*; GREGOROVIVS, *Hist. de Rome au moyen âge*, t. VII.

Le cardinal Egidius, de Viterbé, qui, en 1512, ouvrit le concile de Latran par de courageuses paroles sur la nécessité de réformer le clergé, nous a laissé un lamentable tableau de Rome et de la province sous le pontificat d'Alexandre VI : « Jamais, dit-il, dans les villes de l'Etat ecclésiastique, la sédition ne fut plus cruelle, le pillage plus fréquent, le massacre plus féroce ; jamais les bandits ne furent plus maîtres des routes ; jamais les pèlerins ne furent plus en danger dans leur voyage..... La licence des sicaires, l'audace des larrons croissait avec leur nombre et l'on ne pouvait franchir impunément les portes de la ville. Il y avait également péril à rester dans Rome ; on ne se trouvait en sûreté ni dans sa maison, ni dans son lit, ni même dans une tour fortifiée (1). »

Voilà le fumier où a poussé la plante vénéneuse, comme Gregorovius appelle César Borgia. Nous allons voir maintenant par quelle culture savante elle a atteint son complet développement.

(1) L'annaliste finit par ce trait énergique : « Nihil jus, nihil fas : aurum, vis et Venus imperabat ». AEGIDIUS VITERBENSIS, *Historia viginti saeculorum*, cité par M. Thuasne, dans sa notice sur Burchard, t. III, p. XLIX de son éd. du *Diarium*. Le manuscrit d'Egidius est à la bibliothèque Angelica, à Rome.

(A continuer)

ANATOLE DE GALLIER.





POIDS TROUVÉ A MUREILS

DANS

LA VALLÉE DE LA GALAURE

(*Drôme*)

La vallée de la Galaure, à en juger par des découvertes répétées d'objets en bronze d'une haute antiquité celtique, a dû être occupée, à l'époque préhistorique, par des peuplades industrieuses. Les premiers habitants de cette fertile contrée, à l'âge du bronze, étaient, peut-être, déjà constitués en agglomération de quelque importance, avec une organisation et des chefs. M. Edouard Flouest, le très regretté et savant celtophile, a décrit, dans un mémoire fort intéressant, inséré dans la Revue dirigée par MM. Cartailhac et Chantre (1), mémoire dont M. A. Lacroix a donné une analyse très complète, dans le *Bulletin d'Archéologie de la Drôme* (n° de janvier 1888, 84^e livraison), trois objets trouvés à Rochetaillée: 1° une hache en forme de coin épais et court,

(1) Matériaux pour l'histoire primitive et naturelle de l'homme, 3^e série, tom. IV. Lyon, août 1887, Le travail de M. Flouest a pour titre : *Notes sur trois bronzes de la haute antiquité, découverts dans le département de la Drôme*, pp. 311 à 334.

à double aileron et anneau d'attache pour la fixer à un manche ; 2° un sphéroïde creux, pesant 410 grammes, très surbaissé, dont le grand diamètre mesure 0^m,115, et le petit 0,75, et offrant de chaque côté, au centre de la partie aplatie, une ouverture à rebords saillants, destinée à recevoir une hampe, un bâton. M. Flouest regarde cette boule, couverte sur toute sa périphérie de dessins linéaires, gravés au burin, comme une sorte de pomme formant le principal accessoire d'un bâton de commandement.

Il est certain, si l'on se reporte à l'époque préhistorique du bronze, que ces ornements sont les premiers essais des arts graphiques, et qu'ils devaient être, aux yeux des peuplades d'alors, commençant à peine à avoir des chefs, de véritables merveilles. Un insigne, ainsi agrémenté, devait exciter l'admiration de gens pour qui ce genre de décoration était nouveau et réalisait un véritable progrès ; 3° un cylindre creux, ayant 0,122 de longueur et 0,18 de diamètre, avec neuf bélières fixes, dans lesquelles sont passés autant d'anneaux mobiles, munis eux-mêmes d'autres anneaux mobiles plus petits et plus minces : en sorte que ce cylindre, à la moindre secousse, devenait bruissant, à la manière des sistres de l'Inde et du Japon. Le manche devait traverser ce tube et entrer ensuite dans le sphéroïde qui terminait l'insigne à sa partie supérieure.

Ces trois bronzes trouvés réunis dans la même fouille avec d'autres objets de semblable métal, tels que bracelets, anneaux, etc., au milieu d'un amas de terreau noir, ont porté l'érudit M. Flouest à penser qu'ils indiquaient

le lieu de la sépulture d'un chef, ayant exercé la suprême autorité.

La hache ou celt, à aileron et anneau d'attache, qui était tout à la fois un outil et une arme, ne pouvait avoir été placée à côté des insignes de la primauté du personnage que comme arme lui ayant servi. Qui sait, du reste, si cette pièce n'avait pas été ajoutée à l'extrémité inférieure du bâton de commandement pour le compléter et en faire, en même temps, une véritable arme ? Toutes les suppositions sont admissibles, en présence de la décomposition du manche, qui n'a laissé d'autres traces de son existence que quelques atomes de carbone mélangés aux éléments du sol.

Nous ne serions pas revenus sur la découverte de Rochetaillée si un nouvel objet en bronze, recueilli dans les environs de cette localité, n'avait récemment appelé notre attention sur la vallée de la Galaure, d'où ont déjà été exhumés des antiques du plus grand intérêt archéologique. En effet, aux monnaies gauloises de Laveyron, aux bronzes de Rochetaillée, à la bague d'or gauloise et aux monnaies massiliotes de Saint-Romain-d'Albon, nous devons ajouter aujourd'hui un poids fort rare, dont nous donnons ici un dessin et une description sommaire.



Au commencement de la présente année, un cultivateur de Mureils (1), nommé Reynaud, découvrait dans un champ longeant la route de St-Vallier à Romans, un poids en bronze, taillé en hexagone et pesant 43 grammes ; son diamètre est de 0,038 et son épaisseur de 0,005. Il est recouvert d'une patine d'un vert sombre rappelant, à peu près, le ton de celle du sphéroïde dont il vient d'être question. On a gravé au burin, sur une des faces de ce poids, deux barres verticales de même longueur, traversées dans la partie supérieure par une troisième barre horizontale qui formerait monogramme. M. Prou, le numismatiste bien connu, attaché au cabinet des médailles, serait tenté de voir dans cette figure les deux lettres LL, réunies par un signe d'abréviation, qui serait la barre transversale, remplaçant les lettres omises du mot *libra*. Quatre petits annelets entourent ce monogramme.

Sur l'autre face, ont été gravées dans le champ, par le même procédé, les quatre lettres suivantes : *COIS*. avec un signe d'abréviation, placé au dessus et mieux caractérisé. M. Prou pense que ces quatre lettres constituent la première et la dernière syllabe de l'adjectif *communis*, de sorte qu'en le réunissant au mot de la première face on aurait la légende : *libra communis*, laissant supposer l'existence de différentes sortes de livres, ce qui devait être.

La livre romaine se divisait en douze onces, et équivalait à 327 grammes, 187 milligrammes. Le poids de

(1) Mureils se trouve à environ 7 kilomètres de Rochetaillée.

Mureils ne représenterait pas tout à fait le huitième de la livre romaine. Mais de même que la livre en France a varié de pesanteur selon les provinces (1), de même à l'époque où le poids de Mureils était en usage, la livre pouvait avoir été déterminée différemment. Il représente donc une division de la livre que nous ne pouvons indiquer pour le moment. La forme des lettres de la légende nous porterait à penser qu'il est de la fin de l'occupation romaine.

Le cabinet des médailles possède un poids offrant la même légende et les mêmes signes, découpé également en hexagone, mais pesant 95 grammes. Il n'est donc pas exactement le double du premier sous le rapport de la pesanteur. Cet exemplaire n'a pas été déterminé, il n'a été donné aucune interprétation de sa légende, et on attend de nouvelles indications pour se prononcer sur l'époque où il fut mis en usage.

M. Dissard, conservateur du musée de Lyon, à première vue du dessin qui lui a été soumis, a reconnu un poids du moyen âge, qu'il ne fait pas remonter au delà du XII^e siècle; il ne serait pas éloigné, même, de le croire du XIII^e. Il y lit : CO[M]I[TI]S poids du Comte, en distinction du poids de l'Evêque. M. Dissard ne s'est pas prononcé sur la signification des deux hastes verticales, croisées par une ligne transversale, figurées sur l'autre face du poids, mais il ne lui semble pas possible

(1) Elle était de 12 onces à Lyon et dans le midi de la France, de 16 à Paris et dans un grand nombre d'autres localités. Il fut un temps où chaque province avait sa livre spéciale comme son aune.

d'admettre l'interprétation de ces signes par une abréviation du mot *libra*. Un poids de 43 grammes ne pouvait, en aucune manière, s'appeler une livre. Ces signes sont peut-être, une indication du poids en onces ; peut-être aussi un monogramme du nom du Comte.

Nous avons donné les deux opinions émises sur le poids de Mureils, dans la pensée qu'elles pourront provoquer de nouvelles et plus complètes interprétations.

Quoi qu'il en soit, tous les objets antiques qui ont été recueillis depuis quelques années, dans la vallée de la Galaure, disent assez qu'elle n'a cessé, depuis les temps préhistoriques, d'être peuplée, privilège des contrées favorisées par la nature.

Sous un beau ciel, à proximité du Rhône, à proximité, aussi, de la grande voie qui traversait la Gaule, il ne pouvait pas y avoir de pays mieux situé et plus susceptible de fixer les premiers occupants.

P.-S. — Au moment de donner à l'impression cette Notice, notre collègue M. Favier de Die, sur la demande du savant secrétaire de la Société d'archéologie et de statistique de la Drôme, a bien voulu lui signaler l'existence d'un troisième exemplaire du poids qui nous occupe. Egalemeut en bronze et taillé en hexagone avec la même figure et la même inscription et pesant comme celui du cabinet de France 95 gr. 15, diamètre de 0,35. Il a été découvert en 1892 à Die dans un tombeau en briques sarrasines, au bas d'un coteau situé près du ruisseau de Meyrosse, au quartier des Fonts-d'Eau. M. Favier regarde les deux hastes verticales coupées

vers le tiers supérieur par une barre horizontale, comme un monogramme.

Nous n'avons pas pu connaître l'époque approximative du tombeau dans lequel le poids a été trouvé mêlé à quelques débris d'ossements. Il n'a été recueilli aucun autre objet pouvant nous mettre sur la voie. Si ce poids a été en usage dans le lieu d'où il a été récemment exhumé, ce qui est très probable, la lecture du mot *COTIS* proposée par M. Dissard ne serait nullement justifiée par l'histoire. Au XIII^e siècle le diocèse de Die était gouverné par des prélats qui étaient tout à la fois évêques et comtes de cette ville. Il ne pouvait conséquemment exister de compétition entre eux et un seigneur laïque.





LES DIFFÉRENTS

DE

LA MONNAIE DE ROMANS

(1389-1556)

M. Henry Morin-Pons a prouvé que l'usage des *points secrets* inscrits sur les monnaies pour indiquer le lieu de leur émission, avait pris naissance en Dauphiné. « C'est une chose bien remarquable, dit-il, de voir les trois ateliers delphinaux à la tête de cette liste et cette prééminence a souvent fait penser que le nouvel usage avait pris naissance dans cette province. Je suis, pour ma part, très disposé à soutenir cette conjecture qu'on peut appuyer sur quelques monnaies de Charles V. Rappelons-nous *la cadrière* qui offre un point secret sous le D de DALPHS et celle où le différent paraît sous la troisième lettre des deux légendes. Evidemment ces divers signes ont un autre but que de marquer les refontes du même type et je n'hésite pas à leur attribuer déjà toute la valeur qu'ils auront sous Charles VI ; en d'autres termes, je regarde la première variété comme sortie de l'atelier de Crémieux et je donne la seconde à Mirabel. Or, je ne crois pas qu'on puisse citer dans la série française proprement dite, d'exem-

ple aussi ancien du *point secret*, employé comme *différent*, d'une ville monétaire (1). »

L'ordonnance de 1389 attribua en effet à l'atelier de Crémieux un point secret sous la première lettre des légendes, à celui de Romans un point secret sous la deuxième lettre, à celui de Mirabel-aux-Baronnies un point secret sous la troisième lettre.

Les archevêques de Vienne avaient ouvert à Romans une Monnaie à une époque qu'on ne saurait déterminer, de même qu'il est absolument impossible de distinguer les espèces qu'ils ont émises à Romans de celles qu'ils ont fait frapper à Vienne. Pour battre monnaie, il leur était indispensable d'obtenir du chapitre de St-Barnard une autorisation spéciale et qui devait être renouvelée pour chaque émission. Ce chapitre recevait en outre un dixième du produit du seigneurage.

Le dauphin Humbert II s'empara de Romans le 14 février 1342. Il s'empressa de transformer l'atelier archi-épiscopal en atelier delphinal, puisque des monnaies furent frappées à son nom du 5 mars 1342 au 24 avril suivant (2). Les chanoines de St-Barnard tentèrent d'exiger que ce prince se conformât à l'usage imposé aux archevêques relativement à l'autorisation qui devait précéder chaque émission. Humbert II rejeta purement et simplement cette prétention, mais le dixième du seigneurage fut toujours versé au chapitre, peut-être jusqu'à la fermeture de l'atelier sous Henri II. Ainsi le chapitre de Notre-Dame de Cambrai perçut ou réclama longtemps le dixième des bénéfices de la Monnaie épiscopale de cette ville. De même

(1) *Monnaies féodales du Dauphiné*, pp. 200 et 201. — Pl. XIII, n° 1 et n° 48; deux autres cadnières n'ont pas de point secret.

(2) *Ib.*, p. 108.

encore Richard, duc d'Aquitaine, attribua en 1186, aux chanoines de St-André de Bordeaux, le tiers des émoluments de l'officine de Bordeaux. Ce droit monétaire fut racheté seulement en 1709 par Louis XIV (1). Le dernier dauphin de la maison de la Tour ne se fit pas céder les droits du chapitre de St-Barnard. Il est probable que les dauphins de la maison de France et que les rois agirent de même. Les documents font défaut pour élucider complètement cette question. On sait simplement que les maîtres de la Monnaie de Romans, Antoine et Pierre Cope, associés, voulurent faire fixer les armes du dauphin au-dessus de la porte de l'hôtel, en signe de sauvegarde. Le chapitre, à qui son consentement n'avait pas été demandé, obtint de les faire enlever en vertu d'une ordonnance du juge du 25 mai 1425 (2). A cette date, les droits du chapitre étaient donc intacts.

Charles VI décida, en 1389, comme on l'a vu, que le différent de l'atelier de Romans consisterait en un point secret sous la deuxième lettre du premier mot de chaque légende. Ce serait une erreur de croire que ce différent ne fut pas modifié jusqu'à l'ordonnance du 14 janvier 1540 (n. st.). De Saulcy a certes recueilli une foule de renseignements des plus précieux, mais il lui a été impossible d'être complet, à cause même de l'étendue de son sujet.

Le 9 août 1420, il fut ordonné au maître de Romans d'émettre des écus de 68 au marc, avec les O pointés et une croisette pour point secret. Le 29 novembre suivant, il fut décidé que les gros de 20 deniers tournois à émettre auraient un point creux dans la couronne du champ du

(1) *Revue Num.*, 1884, p. 268.

(2) DOCHIER, *Mémoires sur la ville de Romans*, § *Hôtel des Monnaies*, pp. 142-146.

droit et un point creux sous l'une des couronnes qui cantonneraient la croix du revers. Le 11 février 1421 (n. st.), Pierre Gencien, général maître, décida que l'on graverait un R après IMPERAT (1).

A mon avis, ces différents sont ceux de l'atelier et non du maître. Quant à l'R, c'est une allusion aux armes de la ville (2), et nous retrouvons cette lettre au XVI^e siècle. Les auteurs locaux n'ont pas même essayé de rechercher à quelle époque la ville de Romans reçut ou prit ses armes. La numismatique prouve qu'elles existaient en 1421, mais que l'R n'était pas, sans doute, encore couronné.

Une ordonnance de 1406 avait déjà modifié le différent de l'atelier de Romans. Elle avait décrété qu'en dehors du point secret habituel sous la deuxième lettre, on ajouterait sur les écus un point clos dans l'O de KAROLVS et dans le P du premier mot XPS, sur les blancs de dix deniers, un point clos dans l'O de NOMEN et dans l'O de KAROLVS (3).

Le 2 janvier 1423 (n. st.), les généraux Pierre Gencien et Jean de Mareuil voulurent qu'on mît pour contresignal un point sous l'N de FRANCORVM et sous le P du dernier XPC (20^{mes} lettres) pour les écus, un point sous l'E de REX et sous le C de BENEDICTUM (17^{mes} lettres) pour les blancs ou parpailloles, un point sous l'R de REX et sous le V de VIENNENSIS (17^{mes} lettres) pour les gros et pour la monnaie noire. Le 2 mars suivant, ils prescrivirent de placer sur les écus un point ouvert sous la

(1) DE SAULCY, *Elem. de l'hist. des at. monétaires*, p. 65.

(2) D'azur, à la porte de ville ouverte en forme de tour carrée d'argent, pavillonnée et girouettée, flanquée de deux guérites pavillonnées et girouettées de même, le tout maçonné de sable et un grand R couronné d'or dans l'ouverture de la porte.

(3) MORIN-PONS, *ibid.*, p. 204.

croisette, sur les moutons un point clos sous la croisette (1).

Le 28 septembre 1428, il fut enjoint de graver sur les blancs un point ouvert sous l'un des lys au droit et sous la fleur de lys inférieure au revers (2).

Le 17 juin 1429, le maître fut autorisé à transférer l'atelier à St-Marcellin ou à St-Antoine, à cause de la peste qui sévissait à Romans (3).

Le 18 octobre de la même année, on rappela au tailleur qu'il devait placer un point clos sous l'A de KAROLVS (4).

A partir de cette époque et durant tout le XV^e siècle, le différent de l'atelier de Romans paraît avoir été simplement un point clos ou un anneau (5), placé tantôt sous la deuxième lettre des deux légendes, tantôt sous la deuxième lettre d'une seule légende. Une ordonnance du 22 septembre 1431 prescrivit bien de mettre sur les royaux un point percé au lieu d'un point clos entre la croisette et le K de KAROLUS au droit, et au revers entre la croisette et XPC. Cette fois il s'agit d'un différent spécial au maître et les lettres ajoutent : « et si il y avoit aucune mutation de maître durant ledict (pié), vous ferez mettre la dicte diférance, tant devers la croix que devers la pile, en descendant de lectre en lectre (6). »

Jusqu'au XVI^e siècle, la Monnaie de Romans avait subi

(1), (2), (3), (4), DE SAULCY, *ibid.*, pp. 65 et 66.

(5) L'annelet paraît déjà sur les monnaies de Louis I^{er}, dauphin (1409-1415). Voir ce *Bulletin*, t. III, p. 379.

(6) DE SAULCY, *ibid.*, p. 67. Quelques monnaies, faites à Montélimar, ont un point sous la 2^e et sous la 3^e lettre à la fois. Voir *Les Monnaies frappées à Montélimar pendant le règne de Louis XII*. Pour les différents de Romans, il n'y a pas lieu de distinguer entre les monnaies au nom des dauphins de France et les monnaies royales qui y furent battues.

de fréquents chômages, mais jamais elle n'avait été fermée durant quatorze ans, comme cela se produisit de 1507 à 1521. La question des différents étant très compliquée depuis cette dernière date, je vais donner tout d'abord la liste de ses maîtres particuliers, d'après les notes de M. de Saulcy.

3 nov. 1522. 10 mai 1526. — Jacques Gentet. Lorsqu'il fut nommé, ses lettres portaient que l'emploi était vacant depuis dix ans.

10 mai 1526. 14 novembre 1529. — Pierre Carme. Le 11 mai 1526, il est autorisé à transporter la Monnaie à Génissieux pendant la peste.

14 nov. 1529. 10 décembre 1529. — Pierre Guérin.

10 déc. 1529. 20 août 1530. — Guillaume Calvet.

20 août 1530. 12 janvier 1536 (n. st.) — Pierre Guérin.

12 janvier 1536. 1^{er} oct. 1536. — Claude Monnier, originaire de Rochechinard (Drôme).

1^{er} oct. 1536. 25 juin 1537. — Pierre Guérin.

25 juin 1537. 20 nov. 1537. — Claude Monnier ou Mosnier.

20 nov. 1537. 3 janvier 1547 (n. st.) — Louis Proust. Le 24 nov. 1539, les Romanais réclamèrent auprès du chancelier de France la réouverture de l'atelier fermé depuis peu. Les généraux maîtres consultés émirent l'avis qu'une seule Monnaie, celle de Grenoble, suffisait en Dauphiné (11 janvier 1540) (n. st.). Toutefois, Louis Proust ne tarda pas à être nommé de nouveau maître particulier.

5 janvier 1547. 10 mai 1547. — Claude Monnier.

25 janvier 1548-1552. — Jérôme de la Rose (1).

(1) DE SAULCY, *ibid.*, pp. 67, 68 et 143. *Les dernières monnaies frappées à Montélimar*, p. 6.

I° *Maîtrise de Jacques Gentet* (1522-1526).

1° *Ecus à la croix aux cantons vides*. Au droit, à la fin de la légende, un R couronné. Au revers, la légende est précédée d'un R couronné et suivi d'un I avec un anneau au-dessous (initiale de Jacques).

De Saulcy, *Hist. num. de François I^{er}*, n° 76 et 77. Coll. Ludovic Vallentin (1).

2° *Testons*. Un point clos entre la croisette et la première lettre de chaque légende. Un anneau sous la deuxième lettre. Au revers, à la fin de la légende, un R couronné et un I avec un anneau au-dessous. Croix du champ du revers à diamètre vertical simple ou surmonté d'un F.

De Saulcy, *ibid.*, n° 227 et 228. Coll. Ludovic Vallentin. Ma collection. N° 229, demi-teston identique.

3° *Douzains*. Au droit, un point clos entre la croisette et FRANCISCVS, un point clos entre F et R et au-dessous, et R couronné à la fin de la légende. Au revers, l'R couronné précède la légende; un point clos sous l'I de SIT et à la fin le différent de Jacques Gentet, I au-dessus d'un anneau. La croix du revers est cantonnée de deux dauphins et de deux F couronnés.

De Saulcy, *ibid.*, n° 347 et 349. Coll. Ludovic Vallentin. Ma collection.

4° Même *douzain*, avec les mêmes différents, mais pas d'R couronné au droit.

De Saulcy, *ibid.*, n° 348.

5° Même *douzain*, avec les mêmes différents que le numéro 3; la croix est cantonnée de deux dauphins et de deux lys. — Coll. Ludovic Vallentin.

(1) Pour une variété, voir *Découverte d'un trésor du XVI^e siècle à Montélimar*, p. 11.

6° *Double tournois*. Point secret sous la deuxième lettre des légendes.

De Saulcy, *ibid.*, n° 589.

7° *Double tournois* identique, avec un R couronné à la fin de la légende du droit.

De Saulcy, *ibid.*, n° 590. Ma collection.

II° *Maîtrise de Pierre Carme* (1526-1529).

1° *Douzain* avec un point secret sous l'R de FRAN-CISCVS et sous l'N de NOMEN.

De Saulcy, *ibid.*, n° 360.

Les numéros 361 et 362, mal lus, sont indéterminés ; à la fin de la légende du revers, un R couronné.

2° *Double tournois*. Mêmes différents que le douzain n° 360.

De Saulcy, n° 593.

III° *Maîtrises de Pierre Guérin* (1529), (1530-1536)
et (1536-1537).

1° *Teston*. Point clos sous la deuxième lettre des légendes. Au revers, R couronné, G.

De Saulcy, nos 231 et 232.

2° *Douzain*. Point clos sous la deuxième lettre des légendes.

De Saulcy, n° 352.

3° *Douzain*. Mêmes points clos. Au droit, R couronné à la fin de la légende du droit. Au revers, R couronné précédant la légende. G à la fin. Souvent les points clos sont triangulaires.

De Saulcy, n° 353. Ma collection.

4° *Douzain*. Variété avec points secrets triangulaires et deux lys aux cantons 2 et 3 de la croix du revers.

Ma collection.

5° *Double tournois*. Au revers, anneau sous l'I de SIT et G à la fin de la légende. — De Saulcy, n° 594.

6° *Double tournois*. Au droit, anneau sous l'F de FRANC-
CVS. Même différent au revers et G.

De Saulcy, n° 595.

7° *Double tournois*. Point sous l'R de FRANCISCVS et sous l'I de SIT. G au commencement de la légende du revers. — Ma collection.

8° *Denier tournois*. Pas de différent, mais G à la fin de la légende. — De Saulcy, n° 640 et 641.

IV° *Maîtrise de Guillaume Calvet* (1529-1530).

Le 10 juin 1530, Michel Guilhem, maître de l'atelier de Lyon, procéda à l'essai de 6 écus, ouverts à Romans, « auxquels y a pour différence (après) la dernière lettre, tant du cousté de la croix que de la pile, un R couronné entre deux points (1) ».

Ces écus devaient être de Guillaume Calvet.

V° *Maîtrise de Claude Monnier, Mosnier, ou Monnyer* (1536) et (1537).

1° *Teston*. Point sous R de *fraciscus* et sous l'I de SIT. Au revers, R couronné et CM en un monogramme (2).

2° *Douzin*. Points clos habituels.

De Saulcy, n° 358.

3° *Double tournois*. Point sous l'R de FRANCISCVS et R couronné à la fin de la légende du droit. CM liés avant la légende du revers.

Ancienne collection Rignault (3).

(1) DE SAULCY, *Hist. num. de François I^{er}*, p. 37.

(2 et 3) DELOMBARDY, *Cat. des mon. françaises de la collection de M. Rignault*, n° 246 et 261.

VI° *Première maîtrise de Louis Proust ou Prost*
(1537-1539).

1° *Ecu à la croix du revers aux cantons vides*. Mêmes différents que sur les écus de Jacques Gentet. A la fin de la légende du revers, L et P en monogramme.

Coll. Ludovic Vallentin. Ma collection.

2° *Ecu à la croix du revers cantonnée d'un dauphin*. Mêmes différents de l'atelier et du maître. Dauphin aux cantons 1 et 4.

De Saulcy, n° 79. Coll. Ludovic Vallentin. Variété avec dauphin aux 2 et 3.

3° *Teston au diamètre vertical surmonté d'un F*. Mêmes différents que sur les testons de Jacques Gentet. L et P en monogramme à la fin de la légende du revers.

Coll. Ludovic Vallentin. De Saulcy, n° 233 et 234 (1).

4° *Teston*, identique.

De Saulcy, n° 235.

5° *Teston ordinaire*. Mêmes différents de l'atelier et du maître

De Saulcy, n° 236 (2). Très commun.

6° *Demi-teston*, identique.

De Saulcy, n° 237.

7° *Douçain*. A la fin de la légende du droit, R couronné. La légende du revers est précédée d'un R couronné. A la fin, L et P en monogramme. Parfois le point secret habituel au droit et au revers.

HOFFMANN, *Monnaies royales de France*, n° 99. De Saulcy, n° 355. Ma collection.

(1) *Découverte d'un trésor du XVI^e siècle à Montélimar*, p. 13. Les testons et les demi-testons étaient appelés alors *gros testons* et *gros demi-testons*.

(2) *Ibid.*, p. 13. Variété.

8° *Douzain*. Mêmes différents. Au revers, L avec anneau au-dessous, au lieu de LP liés.

De Saulcy, n° 356. Le n° 357 est d'un classement difficile.

9° *Double tournois*. Un point sous l'R de FRANCIS-CVS. R couronné à la fin de la légende. Au revers, le monogramme L et P précède la légende.

De Saulcy, n° 587. Variété avec le point sous l'I de SIT et les mêmes différents. Ma collection.

10° *Double tournois*, identique. L'R n'est pas couronné. De même de Saulcy cite une pièce, où l'R après REX n'est pas couronné non plus (1), Ces deux monnaies doivent être rapprochées de celles au différent R frappées en vertu des instructions du 11 février 1421, si toutefois ces pièces ont été bien lues ou correctement gravées, ce dont je doute fort.

Hoffmann, ib., n° 1111.

11° *Double tournois*, identique au n° 9. Le monogramme LP ne précède pas la légende du revers. Un anneau sous l'I de SIT. — De Saulcy, n° 588.

Les auteurs, même ceux qui ont dressé les meilleures listes des différents des ateliers monétaires, prétendent que le différent de Romans fut un point clos sous la deuxième lettre des légendes de 1389 à 1539. On voit combien leur théorie est inexacte. Cependant je n'ai cité qu'un nombre relativement restreint de monnaies frappées sous François I^{er}. Il sera facile aux collectionneurs d'allonger mon énumération et d'y ajouter quelques variétés de différents.

Lors de l'ordonnance du 14 janvier 1540 (n. st.) (2) qui

(1) *Hist. num. de François I^{er}*, p. 65.

(2) L'année commençant alors à Pâques, je ne sais pourquoi les auteurs s'obstinent à écrire 1539.

substitua aux points secrets les lettres de l'alphabet, la Monnaie de Romans était fermée depuis plusieurs mois. Aussi ne lui fut-il attribué aucune lettre, comme aux Monnaies de Chambéry, d'Amiens, etc. Les auteurs les plus renommés ne mentionnent plus l'atelier de Romans à partir de 1540, sauf M. de Saulcy, et encore cet habile numismatiste écrit-il dans une première liste, en tête de son *Hist. Num. de François I^{er}* :

Avant 1540		Après 1540
2 ^e	Romans	Y ?

puis dans une deuxième liste (page 29), ? Romans.

Pourtant il a publié un certain nombre de monnaies postérieures à 1540. Les meilleures listes des différents renferment un grand nombre de graves inexactitudes, et dans notre région leurs erreurs s'appliquent non seulement à Romans, mais encore à Grenoble, à Montélimar, à Aix-en-Provence, etc.

VII^e Deuxième maîtrise de Louis Proust (1540-1547).

Lorsque les habitants de Romans eurent obtenu la réouverture de leur atelier, Louis Proust fut nommé maître une deuxième fois, mais la Monnaie resta en chômage jusqu'en 1546 (n. st.). Cette année-là, il fut ordonné le 11 janvier de frapper des liards. La lettre Y avait été donnée à Bourges en 1540, sans résultat cependant. On ne connaît comme monnaies de François I^{er}, sorties de cette officine, que trois testons non classés avec un B à la fin des légendes, un dizain de Pierre Ronsart (1534-1540) avec une feuille de rosier sauvage avant ce même B et un essai du denier tournois du même maître (1). L'atelier de

(1) DE SAULCY, *Hist. num. de François I^{er}*, pp. 99, 202 et 242.

Bourges fut fermé non seulement de 1540 à la mort de François I^{er}, mais encore durant la majeure partie du règne de Henri II. Aussi n'est-il pas étonnant que la lettre Y, non utilisée à Bourges, ait été employée à Romans.

Voici quelques variétés des *liards* émis par Louis Proust :

1° R couronné avant la légende du droit. Un anneaulet sous l'R de FRANCISCVS. Au revers, un anneaulet sous l'I de SIT, R couronné à la fin de la légende et Y sous la croix évidée du champ.

De Saulcy, n° 538 et peut-être aussi n° 539. Cet auteur ajoute : « Le point d'atelier semble bien indiquer Romans. »

2° Annelet sous l'R de FRANCISCVS et R couronné à la fin de la légende du droit. Au revers, anneaulet sous l'I de SIT et le même différent Y.

De Saulcy, n° 540. Coll. Ludovic Vallentin. Ma collection.

3° Liard identique, mais anneaulet sous l'A de FRANCISCVS par erreur. — De Saulcy, n° 541.

4° Point sous l'R de FRANCISCUS et R couronné à la fin de la légende. Au revers, même différent Y, mais pas d'anneulet sous l'I de SIT.

De Saulcy, n° 542. Hoffmann, *ibid.*, n° 124.

5° Variété avec anneaulet sous l'I de SIT et même différent Y. — De Saulcy, n° 543. Coll. Ludovic Vallentin.

VIII° *Troisième maîtrise de Claude Monnier* (1547).

1° *Liard*. Annelet sous l'A de FRANCISCVS. Au revers, anneaulet sous l'I de SIT, M (initiale de Monnier) à la fin de la légende et Y à la pointe de la croix.

De Saulcy, n° 596.

Quant au liard n° 597, avec R couronné à la fin de la légende du droit, il ne présente pas l'Y à la pointe de la croix. Il est donc antérieur à 1546 et par suite à 1540. Je ne sais trop à qui le classer, faute d'un bon exemplaire.

2° *Double tournois*. J'attribue à ce même maître un double, décrit par Hoffmann sous le n° 114. Au droit, R couronné à la fin de la légende et Y à la pointe de la croix, au milieu de la rosace du revers.

IX° *Maîtrise de Jérôme de la Rose* (1547-1552).

J'ai donné plus haut les dates de 25 janvier 1548 (n. st.)-1552, d'après de Saulcy. Je crois qu'on doit rectifier de la manière suivante : mai 1547-1552.

Il existe en effet un liard que je considère comme une monnaie posthume de François I^{er}. Ce roi mourut le 31 mars 1547 et en faisant remonter à 1547 la maîtrise de Jérôme de la Rose, le différent de ce liard s'explique très bien, car on sait que Jérôme de la Rose décida de mettre une rose à la fin des légendes, comme différent personnel.

Au revers, ce liard offre un anneau sous l'I de SIT, une rose à la fin de la légende et un Y à la pointe de la croix.

De Saulcy, n° 537.

A mon avis, cette monnaie, au nom de François I^{er}, émise à Romans et par le maître Jérôme de la Rose, n'a pu être frappée que peu après la mort de François I^{er}.

Je ne connais aucune monnaie faite à Romans sous le règne de Henri II par Jérôme de la Rose. S'il en a battu, comme c'est probable, puisque les maîtres de Montélimar, Crémieux et Grenoble ont monnayé à cette date, ces pièces doivent avoir une rose à la fin des légendes ou d'une seule légende et la lettre Y sous la pointe de l'écu.

La Monnaie de Romans fut fermée à cause de la mal-façon des liards à la fin du règne de François I^{er}, et des douzains sous Henri II. C'est là un point indiscutable. Sur une assertion émanée de Delombardy, qui mérite en général toute confiance, j'avais attribué dans le précédent *Bulletin*, des douzains à la Monnaie de Romans avec une sorte de 3 pour différent à la pointe de l'écu. De nouvelles recherches m'ont démontré que cet auteur s'est trompé et m'a induit à mon tour en erreur. Ce n'est pas un 3 qui figure sur ces douzains, mais un Z cursif. Je reviendrai du reste plus tard sur cette question. D'ailleurs, la présence d'une rose au commencement de chaque légende indique suffisamment qu'il s'agit de monnaies battues à Grenoble; cette rose est en effet empruntée au blason de cette ville, comme l'R couronné des espèces de Romans aux armes de cette cité. Bien plus, le premier maître de la Monnaie de Romans sous Henri II avait une rose pour différent personnel. Toutes ces circonstances étaient bien de nature à faire naître une confusion regrettable, qui aurait cependant pu être évitée si les auteurs, les plus récents, qui ont publié des listes des différents ateliers, avaient mis à profit les recherches de M. de Saulcy, avaient étudié les pièces bien connues de François I^{er} que j'ai analysées plus haut et n'avaient pas ignoré l'existence de la Monnaie de Romans après 1540. Quoiqu'il en soit, à partir de 1540, le différent de Grenoble est un Z cursif, qui a la plus grande analogie avec un 3 et ce différent fut usité jusqu'en 1553; à partir de cette date, le différent est un grand Z en lettre romaine (1). D'autre part, le

(1) On peut cependant lire dans toutes les listes que l'ordonnance de 1540 attribua pour marque monétaire à Grenoble un grand Z.

différent de Romans fut Y jusqu'à la fermeture de cet atelier, c'est-à-dire pendant la même période.

Parmi les douzains faits à Romans sous Henri II, on peut citer :

1° Douzain ayant Y à la pointe de l'écu aux armes écartelées de France-Dauphiné. A la fin de la légende du droit, M (initiale du maître Claude Monnier), 1552. La croix du revers est cantonnée de deux H et de deux dauphins couronnés.

Ma collection. Cuivre à peine blanchi.

2° Même douzain et même date. A la fin de la légende M et R couronné. L'Y est parfois à peine lisible et ressemble plutôt à un I.

Deux exemplaires que j'ai vus sont en cuivre pur, presque sans alliage.

Coll. Ludovic Vallentin.

Ces deux douzains appartiennent à Claude Monnier. Je n'ai actuellement sous la main aucune monnaie de son successeur Etienne... (1552-1556). La Monnaie de Romans fut en chômage à partir de 1555 et fermée pour toujours le 12 avril 1556.

La question des différents de l'atelier de Romans, question que personne n'avait encore étudiée, est donc très complexe, soit avant 1540, soit après cette date. Les monnaies portant la marque Y, soit de François I^{er}, soit de Henri II, monnaies qui sont d'ailleurs aux armes écartelées de France-Dauphiné ou au type du dauphin, n'ont pas été émises à Bourges, comme on peut le lire dans nombre de catalogues, mais à Romans. De plus ce différent Y est le plus souvent accompagné d'un point secret sous la deuxième lettre des légendes ou d'une seule légende et d'un R couronné. On ne le trouve seul que sur un douzain de 1552, déjà cité.

Il m'est impossible de terminer sans ne pas présenter quelques observations nouvelles sur les différents des médailles de François I^{er} et de celle de son fils, publiées dans ce *Bulletin*, il y a vingt ans, et gravées à Romans (1).

La médaille n° I, au nom de François I^{er}, ouvree en 1533, porte au revers, au bas du champ, un petit écusson aux armes de Romans.

La médaille n° II, au nom du dauphin François, a la même date et le même écusson disposé de la même manière.

La médaille n° III, au nom de François I^{er}, non datée, offre à la fin de la légende, au revers, un R couronné, suivi d'un G. Le G est le différent spécial du maître Pierre Guérin. Cette médaille a dû être frappée en 1536, lors du passage de François I^{er} à Romans.

La médaille n° IV, non datée, ayant un point secret sous l'R de *Franciscus* et à la fin de la légende du revers une rose, appartient forcément à l'atelier de Grenoble. Du reste, il y aurait lieu de vérifier sur l'exemplaire unique du Musée de Stuttgart si ce point secret est réel.

La médaille n° V est également sortie de la Monnaie de Grenoble. Le seul différent est une rose à la fin de la légende du revers.

La médaille n° VI porte la date de 1537. On y voit un I mal fait, que je crois être un T, à la fin de la légende du droit. Au revers, un point secret est figuré sous l'I de SIT. A la fin de la légende, R couronné et C. T doit être l'initiale du graveur François Thévenot (2) et C l'initiale de

(1) T. VIII, pp. 209 et 257.

(2) *Archives de la Drôme*, E, 3591.

Claude. Cette médaille aurait donc été frappée sous la maîtrise de Claude Monnier.

Les médailles III et VI, faites à Romans, ont seules le buste de François I^{er}. Sur la première, le buste est imberbe et à droite ; sur la seconde, il est barbu et à gauche.

Les médailles IV et V, sortant de la Monnaie de Grenoble, portent un buste imberbe à droite.

Les lignes consacrées par G. Vallier à la question de la barbe sur les médailles de François I^{er} sont inexactes.

D'après les récentes et intéressantes recherches de M. de la Tour : 1^o jusqu'en 1515 François I^{er} n'a pas eu de barbe ; 2^o à partir de 1518, cheveux longs et barbe ; 3^o depuis 1534, cheveux courts et barbe (1).

Malheureusement ces distinctions n'apparaissent ni sur les médailles, ni sur les monnaies faites dans les ateliers provinciaux, notamment à Romans. Sur le teston de Claude Monnier (1536 ou 1537), le buste est imberbe, les cheveux sont plats et longs. Il en est de même sur les testons de Louis Proust (1537-1539). Sur la médaille de 1537, les cheveux sont longs et légèrement ondulés, mais François I^{er} est représenté avec toute la barbe. Les conclusions que Vallier a voulu tirer de l'absence de la barbe sur les médailles n^{os} III, IV et V sont erronées.

Cette notice n'est pas une monographie des monnaies et des médailles faites à Romans ; elle n'a trait qu'aux différents usités dans cet atelier et ne vise même pas les différents particuliers des maîtres successifs. J'ai dû citer un nombre, relativement considérable, de pièces de François I^{er} ; elles ne sont pas cependant toutes analysées dans mon étude. Il serait aisé d'en doubler le nombre. J'ai

(1) *Matteo dal Nassaro*, pp. 21 et 22.

voulu établir seulement que les maîtres se servirent, avant 1540 et à partir de 1521, à leur gré, à la fois, de l'R couronné et du point secret, ou seulement de l'un des deux. D'autre part, certaines pièces d'une conservation moyenne ou d'une frappe défectueuse, ne peuvent être classées que très difficilement. Je mentionnerai notamment un denier tournois, où l'on voit un point secret sous la deuxième lettre de chaque légende et au droit un R couronné après REX. La pièce étant presque quadrangulaire, le coin n'a pas suffisamment porté au revers pour graver le différent du maître avant la croix qui précède la légende. Les deniers tournois frappés à Romans sous François I^{er} sont rares (1).

(1) Quant aux *sous de Romans*, coulés à Romans, rue du Mouton sous la Révolution et rue Saunerie (aujourd'hui rue Mathieu-de-la-Drôme, et où se trouvait la Monnaie en 1470), sous Louis-Philippe (voir *Bulletin*, 85^e livraison, p. 140), ils n'avaient pas de différent spécial d'après les personnes qui en ont eu entre les mains. C'était une contrefaçon des sous en circulation, contrefaçon que l'autorité laissa circuler sans intenter de poursuites à leurs auteurs.

ROGER VALLENTIN.

MÉMOIRES
POUR SERVIR A L'HISTOIRE
DES
COMTÉS DE VALENTINOIS
ET DE DIOIS

(SUITE. — Voir les 85°, 86°, 88°, 89°, 90°, 94°, 95°, 96°, 100°,
101°, 102°, 105°, 106°, 107°, 108° et 109° livr.)

AYMAR IV DE POITIERS, comte de Valentinois, était encore tout jeune quand il succéda à son père. Il avait épousé Polie de Bourgogne, quatrième fille de Hugues, comte palatin de Bourgogne, et d'Alix de Méranie; cette dame lui avait apporté en dot l'importante seigneurie de Saint-Vallier, qui fut donnée plus tard en apanage à un puîné de la maison de Valentinois (1). Ce mariage en fit le beau-frère de Robert II, duc de Bourgogne, qui jouissait alors du titre et des prérogatives de tuteur du dauphin Jean I^{er}. Intelligent et actif, peu scrupuleux dans le choix des moyens, comme du reste tous ceux de sa race, Aymar IV devait gouverner ses Etats pendant plus de cinquante-trois ans : il continua avec les évêques de Valence et de Die cette lutte de rivalité dont nous avons tâché de déterminer l'origine et le vrai caractère, lutte tantôt

(1) CAISE. *Hist. de Saint-Vallier*. 1868, in-12, p. 29, et *Cartulaire*, p. 20.

sourde, tantôt à main armée ; il eut à se défendre à l'Est contre les tendances envahissantes du dauphin, à l'Ouest, au-delà du Rhône, contre les perfides agissements des officiers du roi de France : au milieu de tant de préoccupations, il fut assez habile pour agrandir ses domaines, augmenter le nombre de ses feudataires et mettre de l'ordre dans l'administration de sa principauté. Nous avons eu la bonne fortune de retrouver des fragments assez étendus du registre de sa comptabilité : ils nous permettront de connaître quelles étaient alors les principales sources de ses revenus, leur mode de perception et l'emploi qu'il en faisait.

Sa première démarche, après la mort de son père, fut de se rendre à Beauvoir, auprès du dauphin Jean ; il lui prêta hommage, le 17 juin 1277, pour le château et le bourg d'Etoile, en présence de Siboud, prieur de Saint-Vallier (1). Cet empressement à se rapprocher du dauphin trouve, d'autre part, son explication naturelle dans les difficultés qu'il avait alors avec l'évêque de Valence. On se rappelle peut-être que celui-ci, fort de l'alliance des Saillanais, se disposait à prendre sa revanche, lorsque la mort inopinée du comte Aymar III vint arrêter les hostilités. Il eut le temps d'achever ses préparatifs, et quelques semaines après l'avènement du nouveau comte, il se mit en campagne.

La vallée de la Drôme fut le théâtre des opérations de cette petite guerre. Amédée de Roussillon ne confiait jamais à d'autres le soin de commander ses troupes, composées en majeure partie de robustes paysans du Diois. Il vint assiéger Aouste et, au bout de trois jours, se rendit maître de la place ; les soixante hommes de la garnison, réfugiés dans la forteresse, furent faits prisonniers. Il met ensuite le siège devant les villages d'Espenel et de Barry ; il dresse contre les rem-

(1) Archives de l'Isère, B, 2991, f° 186. « ... Aymarus de Pictavia, filius quondam Aymari de P..., confessus fuit se tenere in feudum castrum de Stella et burgum ejusdem castri... »

parts des machines de guerre, et les habitants se voient bientôt dans une situation désespérée. Poursuivant le cours de ses succès, l'évêque se présente devant Pontaix, petite forteresse sur un pic isolé, entre deux roches abruptes au milieu desquelles la Drôme s'est creusé un étroit passage. Pontaix est une des clés du Diois.

Mais les débuts de la campagne n'avaient pas moins été heureux pour le comte ; ses troupes avaient occupé Crest, Divajeu, et Bourdeaux, après en avoir chassé les garnisons épiscopales. Secondé par de puissants alliés, par Guigues Bérenger, dont la famille possédait une partie du Royans, et par Giraud Adhémar, co-seigneur de Montélimar, il inspirait au prélat des craintes sérieuses. Amédée, diplomate autant que guerrier, réussit à détacher de l'alliance du comte le seigneur de Montélimar : avec de l'or et de belles promesses, il l'amena, non seulement à se détacher de l'alliance du comte, mais encore à faire hommage à l'Eglise de Valence pour sa parerie de Montélimar et pour les châteaux qu'il avait sur les deux rives du Rhône. Ce fut par la force que l'évêque eut raison de l'autre allié du comte de Valentinois. Guigues Bérenger s'était rendu maître de Saillans ; Amédée se remit bientôt en possession de cette place les armes à la main (1).

Telle était la situation respective des deux partis au commencement de l'année 1278. La guerre menaçait de vouloir durer encore, quand un événement imprévu décida l'évêque à prêter l'oreille à des propositions de paix. Guy d'Auvergne, archevêque de Vienne, venait de mourir, et on sait que durant la vacance, l'administration de l'Eglise métropolitaine appartenait de droit à l'évêque de Valence. Amédée de Rousillon allait avoir de ce chef de sérieux embarras, entre autres une guerre avec Humbert de la Tour, le futur héritier du dauphin Jean, au sujet du château de Pisançon, propriété

(1) *Vita Amedei Rossillonei*, dans COLUMBI, *Opuscula*, p. 356-7.

des chanoines de Romans, occupé alors par ce puissant seigneur (1). L'évêque et le comte, invités par le roi de France à se réconcilier, soumirent leur différend à l'arbitrage de Guy de Genève, évêque de Langres, et du connétable Humbert de Beaujeu. Comme Aymar était vassal du dauphin pour les diverses terres objets du litige, Robert, duc de Bourgogne, tuteur de Jean I^{er}, autorisa Aymar à traiter avec l'évêque, au sujet de Crest, Aouste et Divajeu, par lettres datées de Paris, le 15 mars 1278 (2). Enfin les deux contendants ayant placé leur procès sous le patronage royal, Philippe le Hardi leur écrivit le 6 mai pour leur dire qu'il acceptait d'être leur juge et qu'il chargeait l'évêque de Langres et le connétable de prononcer en son nom (3).

Le 27 mai, lendemain de l'Ascension, à Romans, dans la chapelle du palais de l'archevêque, se tint une assemblée nombreuse de prélats et de seigneurs : les arbitres nommés devaient faire connaître leur décision. Ils commencèrent par déclarer qu'en vertu des pouvoirs que leur reconnaissait le compromis, ils se réservaient le droit, pendant une année, d'expliquer, d'interpréter ce qui pourrait sembler obscur, équivoque dans la sentence, puis ils continuèrent en ces termes : « Nous arbitres et pacificateurs amis, ayant entendu et
« pesé les raisons présentées par les deux parties, nous déci-
« dons, ordonnons et commandons que led. Aymar renonce
« à occuper la moitié ou la portion en litige du château de
« Crest, ainsi que les châteaux et dépendances mentionnés
« plus haut (Divajeu et Bourdeaux), qu'il nous en fasse la
« remise immédiate, à nous les recevant au nom et dans l'in-
« térêt dudit évêque, à qui nous les rendrons aussitôt (4). »

Comme on le voit, les arbitres avaient écarté la question

(1) GIRAUD. *Essai hist. sur Romans*, 2^e partie, p. 55-59.

(2) Archives de l'Isère, B, 3536. Voir le texte publié dans notre *Essai hist. sur Die*, t. II, p. 19.

(3) Archives de l'Isère, B, 3536.

(4) Archives de l'Isère, B, 3536.

du haut domaine de ces châteaux et de ces terres. A qui appartenait ce haut domaine ? L'évêque et le comte n'avaient-ils entre eux aucun lien féodal ? Ce point délicat restait à éclaircir, et les arbitres déclarèrent qu'ils feraient connaître leur décision à cet égard à Lyon, le 25 juillet, invitant les deux parties à déposer entre les mains du gardien des Frères Mineurs de Valence et du prieur des Dominicains de la même ville des mémoires dans lesquels seraient exposées les raisons qu'elles croiraient devoir présenter pour étayer leurs droits.

Nous avons encore le mémoire fourni par Aymar de Poitiers ; on pourra en lire une analyse détaillée dans notre *Histoire du Diois* : qu'il nous suffise de dire que le comte s'efforce de démontrer qu'Aymar III, son père, n'avait jamais pu reconnaître et céder à Guy de Montlaur, administrateur du siège de Valence, la portion de Crest et les terres d'Aouste et de Divajeu, anciennes propriétés de Silvion de Crest, comme le soutenait l'évêque de Valence et de Die (1). Le 25 juillet, à Lyon, ils ne se montrèrent pas convaincus par les arguments que contenait le mémoire et tout ce qu'ils purent faire fut de décider les parties à leur reconnaître le droit de poursuivre l'examen, l'étude de l'affaire en dehors des voies contentieuses, *ut possint cognoscere et examinare sine strepitu*. C'était, en d'autres termes, tout laisser en suspens. Le 30, Amédée et

(1) Archives de l'Isère, B, 3536. *Essai hist. sur Die*, t. II, p. 21-25.
« Hi sunt articuli Ademari de Pictavia, comitis Valentinensis, quos probare intendit contra litteram productam contra ipsum et ad reprobationem ipsius littere predictae, coram domino rege, super donationem quam episcopus Valentinensis et Diensis asserit esse factam domino Guidoni, quondam electo seu administratori ecclesie Valentinensis, nomine dicte ecclesie recipienti, de parte castri de Crista et de castris de Augusta et de Dei Adjutorio per Ademarum de Pictavia, patrem ipsius Ademari qui nunc est.

« In primis intendit probare dictus Ademar... quod in dicta littera falso continetur quod dictus A., pater suus condamnatus, transulit possessionem dictorum castrorum in dictum electum Valentinensem... »

Aymar souscrivirent à cette clause ajoutée au compromis (1) ; nous verrons bientôt le roi de France intervenir dans ce fameux procès, qui devait encore allumer de terribles guerres entre les puissances rivales maintenant aux prises.

Rentré en possession de sa parerie de Crest, Amédée de Roussillon songea à s'y fortifier et fit construire, sur le sommet le plus élevé de la colline, une redoutable forteresse avec une rapidité qui tenait du prodige. Puis, dans le dessein de s'attacher les Crestois en flattant leur amour-propre, il voulut établir dans leur ville un chapitre ou collégiale composée de chanoines pris dans les deux Eglises de Valence et de Die. L'église de Saint-Sauveur de Crest lui sembla répondre parfaitement au but de sa fondation ; il se la fit céder par les chanoines de Saint-Ruf qui en étaient possesseurs depuis quelques années, mais comme il fallait leur fournir une compensation, il crut pouvoir leur donner le prieuré de Saint-Médard.

Ce prieuré de Saint-Médard, dont il existe encore quelques ruines près de Piégros, était alors pour Amédée de Roussillon une source de préoccupations et d'ennuis. Ses religieux, soumis à la règle de saint Augustin, avaient jusqu'alors formé une sorte de communauté indépendante ; ils ne relevaient d'aucun autre monastère et possédaient dans le Diois un certain nombre de paroisses dont le service religieux demeurerait à leur charge, sous la haute surveillance de l'évêque de Die. Étaient-ils tombés dans le relâchement et l'évêque tenta-t-il de leur imposer quelques réformes ? Il est permis de le supposer, car le prélat se plaignant de leur manque de docilité, de leur esprit de révolte, les avait chassés à main armée de leurs demeures et avait confié à des clercs séculiers le service de leurs paroisses. A l'avènement d'Aymar IV, les principaux personnages de ce petit ordre s'étaient empressés de venir à Baix saluer le nouveau comte : le 3 février 1278, ils avaient

(1) Archives de l'Isère, B, 3536.

déclaré que toutes leurs possessions territoriales étaient de son fief, qu'ils le reconnaissaient et l'avaient toujours reconnu pour protecteur de leur maison, et ils le suppliaient de prendre en main leur défense (1). La cession de Saint-Médard et de ses dépendances à l'ordre de Saint-Ruf acheva de les exaspérer ; ils ne voulaient en aucune façon perdre leur autonomie et entendre parler de leur union aux chanoines de Saint-Ruf de Valence. Dans cette extrémité, Aymar de Poitiers leur vint en aide, il leur conseilla d'en appeler à Rome et leur avança les sommes nécessaires pour commencer le procès. Bien plus, il joignit ses intérêts aux leurs, et choisit pour son fondé de pouvoirs devant la curie papale Pierre Brun, chanoine de Rodez (2). Force fut donc à l'évêque de choisir à son tour un représentant : il envoya à Rome maître Gison d'Apian, notaire. Le 5 janvier 1280, Nicolas III nomma trois délégués pour juger l'affaire de Saint-Médard, mais ils ne purent déterminer les parties à s'entendre sur le lieu où se

(1) Archives de l'Isère, B, 3537. « Notum sit omnibus presentibus et futuris quod anno Domini millesimo CC^o LXX^o VIII^o, scilicet die veneris proxima post festum purificationis beate Marie, nos fr. Petrus Richardi, prior Sancti Medardi prope Podium Grossum, et nos fr. Raymundus de Sancto Verano, prior S. Petri de Alpibus, et nos fr. Giraudus de Mirabello, prior S. Montani, et nos fr. Egidius, prior B. Marie de Monte Calmo, et nos fr. Arnaudus Bertalay, prior S. Medardi de Crista, et nos fr. Guillelmus de Gigorciis, prior S. Salvatoris, et nos fr. Petrus Laurencii et nos fr. Petrus Charbonelli, prior de Portis, canonici Sancti Medardi, Diensis diocesis, notum facimus .. quod nos constituti in presentia illustris viri domini A. de Pictavia, comitis Valentiniensis, ... confitemur et recognoscimus monasterium nostrum Sancti Medardi prope Podium Grossum et ecclesiam et grangiam et possessiones nostras de Podio Grosso et prioratum Sancti Salvatoris et prioratum Sancti Romani et possessiones eorum esse sub gardia, defensione et patronatu dicti comitis, salvo jure domini de Secusia in dicto prioratu Sancti Romani, et quod dictum monasterium Sancti Medardi olim erat sub gardia et patronatu dominorum Sancti Medardi, cujus castri dominium devenit ad dominum comitem... »

(2) Archives de l'Isère, B, 3537.

tiendraient les conférences. Il fallut de nouveau recourir au pape, et le 17 juin, Pierre de Théan, archidiacre de Palerme, tenant la place du juge des appels, décida qu'elles se tiendraient à Nîmes (1).

A Sainte-Croix, près du château de Quint qui appartenait au comte, se trouvait un prieuré dans des conditions d'existence analogues à celles de Saint-Médard. Les religieux, chanoines réguliers de Saint-Augustin, avaient sous leur dépendance un certain nombre de paroisses. Le 25 novembre 1278, Lantelme de Livron, prieur de Sainte-Croix, avait au nom de tous ses frères fait hommage au comte pour les propriétés de l'ordre à Quint, Pontaix, Eygluy et Vassieu, au diocèse de Die, et à Barres, au diocèse de Viviers (2). Sainte-Croix, paraît-il, s'était sentie menacée, en voyant de quelle façon l'évêque avait traité les chanoines de Saint-Médard. Quoi qu'il en soit, Lantelme de Livron se rendit de nouveau auprès du comte, et le 19 février 1279, se plaça lui et les siens sous sa protection : il reconnut solennellement que les prieurés de Sainte-Croix-en-Quint, de Saint-Julien, de Vassieu, d'Ansage, de Barsac, au diocèse de Die, et de Saint-Pierre de la Roche, au diocèse de Viviers avaient été fondés et dotés par les ancêtres dudit comte ; que celui-ci y jouissait des droits de garde, de défense, etc. Puis, par un acte spécial, très significatif, le chapitre de Sainte-Croix, prieur en tête, prenait l'engagement de ne point se soumettre à une autre règle sans en avoir obtenu l'autorisation préalable du comte, protecteur de la communauté (3).

Ainsi Aymar IV de Poitiers devenait le défenseur de tous ceux qui avaient à se plaindre de l'évêque. Ce rôle faisait prévoir que de nouvelles difficultés ne tarderaient pas à surgir entre les deux rivaux. Chacun d'eux voulut être prêt et songea

(1) Archives de l'Isère, B, 3538.

(2) Archives de l'Isère, B, 3536.

(3) Archives de l'Isère, B, 3537.

à s'assurer le concours de ses amis en vue des événements. Le 28 mai 1280, l'archevêque de Lyon, l'évêque de Valence et Artaud de Roussillon, leur frère, seigneur d'Annonay, réunis au château de Roussillon, firent entre eux une ligue offensive et défensive. Roger de Clérieu, leur cousin, qui était venu les rejoindre, y adhéra (1). Le comte ne demeura pas en retard. Il se rendit à Paris, et là, sous le patronage du roi de France, le 30 juin 1280, il fit à son tour une ligue avec Louis de Beaujeu. Ils se promirent une mutuelle assistance contre les trois Roussillon, qui, disaient-ils, leur ont fait beaucoup de mal et pouvaient leur en faire encore. Humbert de Beaujeu, seigneur de Montpensier, connétable de France, et Louis, seigneur de Montferrand, son frère, approuvèrent ce traité (2).

(1) Archives de l'Isère, B, 3538.

(2) Archives de l'Isère, B, 3538. « Nos Ludovicus, dominus Bellijoci, et Ademarus de Pictavia, comes Valent., notum facimus universis... quod nos, considerantes et attendentes multa damna et gravamina nobis et terre nostre dudum fore illata a domino Aymaro de Rossillone, nunc archiepiscopo Lugdunensi, et domino Amedeo, nunc episcopo Valent. et Dien., necnon ab Artauo, domino Rossillionis, et timentes etiam nobis per predictos in posterum graviora inferri, promittimus ad invicem solemniter, et tactis corporaliter sacrosanctis evangelis, per juramentum alterutrum alteri mutuo et vicissim, quod quilibet nostrum cum toto posse suo juvet alium et homines suos et terram suam, bona fide et sine fraude et fictione aliqua contra predict. archiepiscopum, episcopum et Artaudum et homines et valitores eorumdem et omnes alios clericos et laycos a genere domini de Rossillone descendentes, quociescunque et quandocunque unus nostrum alterum nostrum, per se vel per certum nuncium, super hoc duxerit requirendum, et quod idem procurabimus fieri, juxta posse nostrum bene et fideliter, ... rogantes viros nobiles, consanguineos nostros karissimos, d. Humbertum de Bellojoco, dominum Montispancerii, connestabulum Francie, et d. Ludovicum, dominum Montisferrandi, fratrem suum, in quorum presentia et de quorum consilio et assensu predicta facta fuerunt, ut ad fidem omnium premissorum plenioram habendam, presentibus litteris sigilla sua apponant. Nos vero connestabulus et Ludovicus d. Montisferrandi supradicti videntes in hoc ne-

Mais si utile que pût être cette ligue, ce fut pourtant le moindre avantage que le comte rapporta de son voyage à la cour. Il fit hommage à Philippe le Hardi, non seulement pour les terres qu'il avait sur la rive droite du Rhône, mais encore, ce qui était une innovation, pour *le comté de Diois*, situé dans l'Empire. La raison pour laquelle il soumettait à l'hommage ce comté, il prend soin de nous la faire connaître: c'était un ancien fief de la maison de Toulouse, dont le roi possédait aujourd'hui l'héritage. Aymar n'était pas le maître du comté de Diois; il y avait bien quelques châteaux, quelques domaines et quelques feudataires, mais la majeure partie du territoire appartenait à l'Eglise de Die et à ses vassaux. Jamais ses ancêtres n'avaient osé se qualifier comtes de Diois: lui, rêvait déjà d'ajouter ce fleuron à sa couronne et se montrait habile à se créer des titres qu'il pourrait un jour faire valoir. Le roi acceptait d'autant plus volontiers, si même il ne l'avait pas réclamé, cet hommage du comte, qu'il travaillait à étendre son influence sur les régions situées entre le Rhône et les Alpes, qui échappaient de plus en plus à l'autorité de l'Empire et qu'on tentait à cette même date d'ériger en royaume en faveur d'un prince de la maison d'Anjou. Satisfait d'une démarche qui reconnaissait en principe les droits de la maison de Toulouse et par conséquent les siens sur le Diois, Philippe le Hardi, par une déclaration solennelle donnée à Paris, le 3 juillet 1280, délia Aymar de Poitiers de ce serment de fidélité et de cet hommage pour le comté de Diois et l'affranchit à perpétuité de

cessitatem et utilitatem evidentem dictorum nostrorum consanguineorum et predicta fieri laudantes et etiam consulentes, et nos Ludovicus, dominus Bellijoci, et Ademarum de Pictavia supradicti, in testimonium premissorum, presentibus litteris sigilla nostra duximus apponenda. Actum Parisiis, dominica post festum Apostolorum Petri et Pauli, anno domini M°. CC°. LXXX°, hiis testibus presentibus d. Guidone, domino Sancti Ruerii, d. Raymondo Bertrandi, militibus. (Orig., parch., 18 lignes; 3 sceaux).

tout engagement à cet égard. Cet acte doit être ici conservé : Aymar y vit une confirmation de la charte de 1189, octroyée par Raymond de Saint-Gilles à un de ses ancêtres, et saura l'exploiter à son profit.

Ph., Dei gratia Francorum rex, universis presentes litteras inspecturis, salutem. Notum facimus quod cum dilectus et fidelis noster Ademarum de Pictavia, comes Valentinensis, nobis homagium et fidelitatem fecisset pro comitatu Dyensi, qui est ultra Rodanum, quem comitatum idem Ademarum asserebat esse de feodis comitatus Tholosani, nos habito consilio, pro nobis et successoribus nostris, ab homagio et fidelitate dicti comitatus Dyensis ipsum Ademarum et successores suos absolvimus et predicti feodi homagium et fidelitatem eidem perpetuo quittamus. Actum Parisius, die mercurii post octabas beatorum apostolorum Petri et Pauli, anno Domini millesimo ducentesimo octogesimo (1).

En même temps, le dauphin, désireux de mettre dans ses intérêts le comte de Valentinois, lui abandonnait l'hommage de Roger de Clérieu, par un acte du 13 juillet 1280 (2). Mais tous ces traités qui ne présageaient rien moins que la paix n'eurent pourtant pas les funestes conséquences qui semblaient devoir en découler. L'évêque avait alors sur les bras deux graves affaires qui absorbaient toute son attention : l'arrestation du marquis de Montferrat, qui avait eu lieu sur ses terres et dont la rumeur publique le rendait responsable (3) ; puis sa querelle avec les habitants de Romans. Ce n'est pas d'hier que date la passion généreuse des Romains pour la liberté : leurs annales nous les montrent, durant toute la période du moyen âge, en lutte avec le chapitre de Saint-Barnard, seigneur temporel de la ville, pour secouer le joug féodal et obtenir de plus larges concessions. Parfois la lutte dégénérait en révolte et de graves désordres éclataient. C'est ce qui arriva en 1279.

(1) Archives de l'Isère, B, 3538.

(2) CHORIER, t. II, p. 173.

(3) *Historiæ patriæ monumenta*. Chartarum, t. I, col. 1517. — *Gallia christiana*, XVI, instr., col. 123.

Comme administrateur de l'Eglise de Vienne, Amédée dut intervenir pour rétablir la paix; mais bientôt les habitants de Romans, aidés de quelques troupes auxiliaires, prirent les armes et chassèrent les chanoines de leur cité. L'évêque reparut sous les murs de la ville et en fit le siège pendant l'hiver de 1280 à 1281. Cette expédition devait lui coûter la vie. Il tomba un jour dans une embuscade, que lui tendirent les Romains dans les plaines de la Bayanne; il fut blessé et s'estima heureux de pouvoir échapper à leurs mains en gagnant, en toute hâte, son château d'Alixan. A partir de ce jour la fièvre ne le quitta point, et sentant la gravité du mal, il se fit porter à Die, où il expira le 16 septembre 1281 (1).

Cette mort délivrait Aymar de Poitiers de son plus terrible adversaire. Il allait pouvoir, pendant quelque temps, poursuivre avec plus de liberté ses projets ambitieux. Le 2 avril 1281, Esclarmonde, prieure du monastère d'Alayrac, au nom de la communauté, reconnut tenir en fief de lui le monastère et toutes ses dépendances, à l'exception toutefois du tènement de Pierre Ogier et de ce que possèdent les religieuses à Sablières (2). Un moment pourtant il dut partager les craintes du dauphin et des autres seigneurs féodaux de la contrée, qui virent leur indépendance plus ou moins directement menacée par un projet concerté entre le pape, l'empereur et le roi de Sicile: il s'agissait de faire revivre l'ancien royaume d'Arles et de Vienne et de donner cette couronne à Charles d'Anjou, prince de Salerne, petit-fils du roi de Sicile. Jamais le projet ne fut plus près d'aboutir que dans les premiers mois de 1282, mais le massacre des vêpres siciliennes obligea tout à coup les princes angevins à renoncer à une expédition dans le

(1) GIRAUD. *Essai hist. sur Romans*, t. II, p. 89-91 — Voir notre étude hist. sur *Amédée de Roussillon*, Grenoble, 1890, in-8°, 96 pp., où nous avons publié le texte de l'enquête faite par ordre du prince de Salerne sur les troubles de Romans.

(2) Archives de l'Isère, B, 2659.

Valentinois et le Viennois pour voler à la défense de leurs possessions en Italie (1).

Le procès de l'Eglise de Valence et du comte de Valentinois n'était point tranché. Nous avons une lettre de Philippe le Hardi, datée de Paris le 25 juillet 1281, qui charge l'abbé de la Chaise-Dieu et le sénéchal de Beaucaire d'entendre et de recevoir les dépositions des témoins sur les points qui divisent l'évêque et le comte; ces dépositions devaient ensuite être envoyées au monarque sous pli soigneusement scellé (2). Mais la mort d'Amédée de Roussillon avait tout arrêté. Les contestations qui s'élevèrent ensuite à l'occasion de l'élection de son successeur firent encore renvoyer l'affaire.

L'année suivante, Aymar de Poitiers, qui ne pouvait demeurer en repos, eut des difficultés avec Roger de la Voulte, que soutenait Raymond d'Agoult, seigneur de Luc. Ce différend nous est connu par un acte du 19 juin 1282, dans lequel Guy de Chaste, doyen de Valence, et le chapitre de cette ville prennent l'engagement de ne point soutenir les ennemis du comte (3). Il en eut un autre, à cette même époque, avec Louis de Beaujeu, naguère son allié contre les Roussillon: le 19 avril 1282, ils firent un compromis et choisirent pour arbitre Guy, seigneur de Saint-Trivier et Roger de Clérieu (4). Mais il trouva bientôt l'occasion, sur un plus vaste théâtre, de donner libre carrière à son humeur belliqueuse.

Jean 1^{er}, dauphin de Viennois, venait de mourir à Bonnevillle le 24 septembre 1282 (5). Sa succession fut réclamée par Anne, sa sœur, épouse de Humbert, seigneur de la Tour-du-Pin et de Coligni, et par Robert, duc de Bourgogne, re-

(1) Voir sur ces événements: FOURNIER, *Le royaume d'Arles*, p. 248-55.

(2) Archives de l'Isère, B, 3539.

(3) Archives de l'Isère, B, 3539.

(4) Archives de l'Isère, B, 3539.

(5) Regeste genevois, n° 1184. Le testament de Jean 1^{er}, dauphin, a été publié dans *Revue des Sociétés savantes des départements*, 5^e série, t. III (1872), p. 58.

présentant mâle de la famille, qui se vit appuyé par le comte de Savoie. La guerre seule pouvait trancher ce différend. Humbert voulut resserrer les liens d'amitié qui l'unissaient déjà à Aymar de Poitiers et le 12 juin 1283, il promit de donner en mariage la première de ses filles qui serait nubile au fils du comte de Valentinois (1). Voulant s'assurer le concours actif du comte, Humbert s'offrit de le prendre à sa solde. A cet effet un traité fut conclu entre eux à Vienne, le 6 août 1283. Il fut convenu qu'Aymar de Poitiers serait indemnisé de tous les frais qu'il avait déjà faits ou ferait dans la suite pour soutenir le seigneur de la Tour dans la guerre contre la Bourgogne et la Savoie. Comme garants de ces promesses, nous voyons figurer Roger de Clérieu, Arnaud Flotte, seigneur de la Baume-des-Arnaud, et Alleman de Condrieu, chevalier, Guillaume Artaud, seigneur d'Aix, Raymond de Montauban, seigneur de Montmaur, et Falques de Montchenu. Nous avons encore le tarif des services du comte de Valentinois et de ses gens: dix sols de Viennois par jour pour un châtelain banneret; six sols, pour un chevalier monté et armé; cinq sols pour un écuyer; douze deniers pour un fantassin. Quant à Aymar, on lui assure vingt sols par jour (2).

Les historiens ne nous ont transmis que peu de détails sur la guerre qui suivit ce traité. Nous savons toutefois que le seigneur de la Tour fut puissamment aidé par son ami et allié le comte de Valentinois, qui non content de lui fournir de l'argent et des hommes, combattit en personne pour le triomphe de sa cause (3). Ce fut le roi de France qui par une

(1) Archives de l'Isère, B, 3541.

(2) Archives de l'Isère, B, 3541 et 3545.

(3) Par un acte daté de Saint-Vallier, le 10 mai 1287, Humbert reconnaît devoir à Aymar de Poitiers une somme de 1,240 livres de viennois pour dépenses faites par lui et par ses gens au siège d'Auberives et durant l'expédition en Genevois: «cognoscimus vobis Ademaro... nos debere vobis ex causa expensarum per vos et gentes vestras facta-

sentence arbitrale rendue à Paris, au mois de février 1286, mit d'accord les deux partis : Humbert de la Tour fut déclaré l'héritier du dauphin Jean 1^{er}, moyennant certaines indemnités territoriales et pécuniaires, abandonnées au duc de Bourgogne (1). Aymar se porta garant des promesses de Humbert de la Tour, ce qui ne fut pas sans lui occasionner quelques ennuis. Le roi veillait à ce que les clauses de la sentence fussent exécutées. Or, l'année suivante, le dauphin n'ayant pas payé la somme convenue, Aymar en fut rendu responsable, et Henri Dragon, bailli du roi pour les parties du Valentinois et du Viennois, sises sur la rive droite du Rhône, procéda avec ses sergents contre le comte (2).

rum in servitio nostro in partibus Geben., et in obsidione castri Albe-ripe, duodecim centum et quadraginta libras viennensium. » Archives de l'Isère, B. 3543.

(1) VALBONNAYS, t. II, p. 28 et 30.

(2) Archives de l'Isère, B, 3543. — Le 30 décembre 1287, à Montmiral, la dauphine Anne consent à donner hypothèque sur le château de Chabeuil à Aymar de Poitiers pour l'indemniser des dommages qu'il pouvait éprouver en qualité de fidéjusseur du dauphin pour les 20,000 livres que ce dernier devait au duc de Bourgogne Robert : le comte avait déjà remis à la dauphine 2,000 livres qu'il avait lui-même empruntées à gros intérêts à un marchand florentin d'Avignon. Archives de l'Isère, B, 3543.

(A continuer.)

JULES CHEVALIER.

LOUIS ADHÉMAR

PREMIER COMTE DE GRIGNAN

(1475-1558)

(SUITE. — Voir les 107^e, 108^e et 109^e livraisons).

V

On a dit que le roi Henri II, en déclarant innocent M. de Grignan, lui rendit, comme à M. de la Garde, ses bonnes grâces, et que tous deux reprirent leurs charges. On fait seulement observer que Louis Adhémar, au lieu de retourner en Provence, alla commander le Lyonnais et le Forez.

A cette observation, qui est assez juste, nous en ajoutons une autre. C'est que, de 1551, année de l'élargissement du baron de Grignan, à 1557, époque où il alla commander dans le Lyonnais, l'espace est vraiment trop long pour qu'on puisse voir dans cette charge une conséquence immédiate des bonnes grâces royales de 1551.

Quoi qu'il en soit, pendant ces six années d'intervalle, on trouve à peu près constamment Louis Adhémar à Grignan, où il s'occupe de ses affaires particulières, notamment de constructions nouvelles à son château, de reconnaissances et déclarations de fief reçues ou données par lui, et de testaments ou autres actes intéressant sa succession.

Et d'abord, quant au château de Grignan, pendant plusieurs siècles l'état de fortune des Adhémar ne leur avait pas permis d'y faire des améliorations considérables. Des nombreux documents relatifs à leur famille et à leurs biens qu'on a pour le XIV^e et le XV^e siècles, un seul nous révèle un travail de quelque importance fait à leur antique demeure. C'est un acte du 29 mars 1423, par lequel Giraud Adhémar, baron de Grignan, donne au maçon Jean Guillot à faire un escalier tournant dans une tour du château de ce seigneur. Ce maçon s'engage, moyennant salaire, à bâtir et murer cet escalier en rond dans lad. tour, avec entrées, sorties et vues nécessaires, s'il peut en trouver, du pied de la tour jusqu'au haut. Chaque marche doit avoir trois pans de long et un pan d'épaisseur, et sera payée neuf gros (1).

Mais Gaucher et Louis Adhémar firent entrer leur famille dans une voie nouvelle. Le lustre qu'ils allaient donner à leur maison, leurs rapports avec la Cour, demandaient une demeure plus somptueuse. Leurs alliances avec de riches héritières, ainsi que les charges dont Louis fut revêtu, apportèrent les ressources suffisantes pour introduire dans le vieux château les modifications utiles et de plus riches ornements.

A franchement parler, c'est à eux qu'on doit le château de Grignan. Presque partout, dans les ruines somptueuses qui en existent encore, on trouve des restes dans le goût de la Renaissance, rappelant surtout le milieu du XVI^e siècle. Il est encore aisé de voir qu'à partir de cette époque ce château eut au midi une grande façade placée entre deux tours élevées, percées de fenêtres en croix et ornées aux trois étages de balcons circulaires.

(1) Minut. cit., reg. coté *Salus*, f. xxjx.

« C'est sur cette façade, dit M. Aubenas (1), qu'ouvraient
« les principales salles de l'édifice. Au corps de logis ve-
« nait s'appuyer, en angle droit, un bâtiment qui commu-
« niquait avec un second corps parallèle au premier, et
« situé dans la partie du nord. L'espace compris entre
« ces trois bâtiments n'était point fermé du côté du cou-
« chant, de telle sorte que le château formait là une cour
« intérieure de trois côtés seulement, et ouverte dans la
« partie occidentale. Les murs de cette cour sont décorés
« avec une grande richesse et surtout une grande variété
« de sculptures. Les fenêtres en croix de pierre sont en-
« tourées d'arabesques élégantes qui dessinent un large
« ruban brodé à chaque étage ; elles sont, de plus, sépa-
« rées par des colonnes cannelées ; à l'un des angles se
« trouve la tour du beffroi surmontée d'un dôme fort gra-
« cieux. Au pied de la tour est une entrée et un escalier
« pour pénétrer dans le vestibule du château. La porte,
« ornée de rinceaux tortus et d'une forme à moitié gothi-
« que, portait dans un large écusson les armes de la famille
« de Grignan, aujourd'hui effacées. »

Au midi et au sud-ouest, le rocher dominé par le châ-
teau était jadis taillé à pic à une hauteur de 26 mètres. Ce
fut là, contre ce rocher, que Louis Adhémar fit construire
l'église St-Sauveur, dont nous avons parlé plus haut. On
la surmonta d'une voûte et d'un toit élevés jusqu'au niveau
de la plate-forme supérieure (2).

(1) *Histoire de Madame de Sévigné*, p. 577 et suivantes.

(2) Ce ne fut que plus tard, de 1654 à 1680, que fut construite l'admi-
rable terrasse de « 150 pieds de long sur 75 de large », qui recouvre actuel-
lement la toiture de l'église et surmonte tout cet édifice. Elle est entourée
d'une élégante balustrade à jour, en pierre et à hauteur d'appui, sauf du
côté du couchant, où elle se tient de plain-pied avec la cour occidentale du
château.

Commencée en 1535, l'église St-Sauveur fut achevée en 1542. Mais les constructions faites au château par le baron Louis paraissent se rapporter surtout aux années 1545 (1) et 1556 (2).

(1) On a, en effet, trouvé la date de 1545 sculptée sur un des débris actuels du château. (LACROIX, *L'Arrond. de Montél.*, IV, 226).

(2) En 1878, nous donnâmes à la *Revue du Dauphiné et du Vivarais* (II, 297-303) une courte notice sur Grignan. M. J. Roman, savant dauphinois bien connu, fit à notre travail l'honneur de le parcourir, et voulut bien le compléter à l'aide de deux documents donnés textuellement. Comme l'article de M. Roman intéresse vivement la question que nous traitons en ce moment, nous allons le reproduire ici en entier. En voici le texte :

« M. l'abbé Fillet a publié dans l'avant-dernier numéro de la *Revue* une étude pittoresque sur la ville de Grignan et son château qui rappelle tant de grands souvenirs. L'honorable auteur de l'article ne s'est pas préoccupé, sans doute faute de documents suffisants, de renseigner ses lecteurs sur l'époque, ou plutôt les époques diverses auxquelles ont été construites les différentes parties de ce château. Ç'aurait été cependant une étude intéressante et digne d'attirer l'attention d'un archéologue. Les deux lettres suivantes de J. de Cambys, homme d'affaires de Louis Adhémar de Monteil, nous donnent des détails sur les constructions que celui-ci faisait faire dans son château au milieu du XVI^e siècle, ainsi que sur l'intention qu'il manifestait déjà à cette époque, de léguer ses biens à la maison de Lorraine. Elles font partie d'une volumineuse correspondance adressée à la famille de Guise et dans laquelle se trouvent mêlées beaucoup de lettres du comte de Grignan ou relatives au procès engendré par sa succession. Elles sont conservées à la Bibliothèque nationale.

« J. ROMAN. »

« A Monseigneur, Monseigneur le duc de Guise, pair et grand chambellan de France.

« Monseigneur, je ne saurois rien ajoûter aux dernières lettres que je
« vous ay escript du xxij^e de passé, fors que, se trouvant monsieur de Gri-
« gran un peu davant soy (*ayant quelque argent à dépenser*), a baillé à
« prisfait de parachever ung corps d'hostel de ceste maison qu'y n'estoit du
« tout parfait, que luy coustera deux mille frans et sera achevé dans ung an.
« Et vous puis asseurer, Monseigneur, qu'il le fait plus pour vous et pour
« les vostres que pour luy ; et, cellon mon opinion, l'heuvre estoit difforme
« sans estre achevée, car l'estophe et ordonansse en est belle et, cellon vos-
« tre grandeur, mérite estre continuée. Et, si vous luy faictes bailler se
« bénéfice de St-Marcel, comme souvant luy avez escript, et Dieu luy donne
« grasse de vivre quelque temps encores, se sera ung moyen que vous luy
« dorres (*donneriez*) non tant sullement de parachever se bastiment mais de
« voir descharger ceste maison de huit cens ou mille francs que les pan-

Le 15 novembre 1552, Louis Adhémar était en son château de Grignan et autorisait le notaire Pons Silhol à « recevoir les reconnaissances des fiefs et maisons, possessions et propriétés se mouvantz de la directe seigneurie du chapitre de Grignan comme prieur de Torrettes et Salles. » Ensuite, depuis le 29 décembre 1553 jusqu'au

« tions et charges d'icelle le tiennent en arriere, et an ogmanteroit d'autant
 « le revenu, quy vous reviendrait journellement à profit, car yl ne tant au-
 « gourd'huy à aultre chose que à cella et sans ycelle pieesse (*sans cette*
 « *augmentation de revenu*) y ne peut venir au dessain qu'il a anvie venir,
 « quy est la cause que je suis contraint commandant (*comme*) vostre fidelle ser-
 « viteur le vous remantevoir (*remémorer*), vous suppliant, Monseigneur, que
 « telle occasion ne se perde, car le proffit que je connois an viendra an si
 « bien que vous ou les vostres aures à posseder. Ledict seigneur de Grignan
 « se porte tres bien maintenant, Dieu grasses, auquel je supplie, Monsei-
 « gneur vous donner an parfaicte santé bonne, heureuse et longue vie. De
 « Grignan, ce ij^e de juing 1556.

« Vostre très humble et très obéissant serviteur, »

« J. DE CAMBYS. »

« A Madame, Madame la duchesse de Guise.

« Madame, j'ay bien vullu par la présente depesche vous faire se petit
 « mot pour vous faire antandre de la santé de Monsieur de Grignan, laquelle
 « est très bonne, Dieu merssy, et command j'escrit à Monseigneur (*le duc*
 « *de Guise*). Il (*le baron de Grignan*) est après à faire parachever ung corps
 « de logis de ceste maison quy estoit imparfait. Et tout ce qu'il peult
 « pour l'ogmentasson de ceste maison y s'esforsse de le faire, je vous dis,
 « Madame, de plus grande affection qu'il ne le fit en sa vie, et tout pour
 « Monseigneur et pour vous. Et vous assure, Madame, que le plus grand
 « plaisir qu'il aye en ce monde, s'est quand yl peult avoir lettres ou nou-
 « velles de Monseigneur de Guise et de vous. Je vous suplie de sa part,
 « Madame, qu'il vous plaise luy en despartir le plus souvant que vous pour-
 « rez pour le grand contentement que je conoys qu'il en a. Je feray tou-
 « jours yssy mon devoir de se que je pourray à luy faire servisse suivant
 « vostre volonté et celle de Monseigneur. Madame, je suplie le Créateur
 « vous donner an parfaicte santé heureuse et longue vie. De Grignan, ce
 « xvij^e de juilhet 1556.

« Vostre tres humble et tres hobeissant serviteur,

« J. DE CAMBYS. »

(*Revue du Dauphiné et du Vivarais*, II, 404-5. — M. Roman indique comme source de la 1^{re} lettre l'origin. à la Bib. nat. mss. franc. 20540; p. 57, et de la 2^e l'origin. ibid., 20549, p. 87.

5 février 1557, ses tenanciers d'Aleyrac lui firent à lui-même des reconnaissances détaillées pour tout ce qu'ils tenaient de sa « directe seigneurie. » Ces reconnaissances furent suivies à bref délai d'un « arrêt contre les habitants d'Aleyrac en faveur du seigneur de Grignan, au sujet de ses droits féodaux. » Cet arrêt est du 5 mars 1557 (1).

Le 11 janvier 1554 a lieu un « consentement et déclaration pour les consuls, manans et habitans de Marsane, fait par hault et puissant seigneur messire Loys Adhémar de Monteilh, chevalier de l'ordre du Roy, seigneur et baron de Grignan et de Marsane. » Le 11 avril suivant, ce baron arrente ses places de Chamaret, Chantemerle et Clansayes.

Le 11 janvier 1555, « frère Andrée de Sabonardièrre, religieux et prieur du couvent des Carmes de Bagnols », lui donne quittance de 60 livres tournois, montant de deux annuités de la pension annuelle de 30 livres que le baron fait à ce couvent. Le 19 avril suivant, ce baron lui-même déclare avoir reçu de « M^{re} Gautier du Chastel, recepveur des amandes pour le Roy notre sire en la ville de Marseille », la somme de 50 livres tournois à lui due « pour la pension annuelle pour le Roy sur le revenu dud. Marseille en chacune feste de Pasques (2). » Enfin, le 13 août de la même année, les consuls et conseillers de la ville de Montélimar chargent Hébrard Pertuys de recevoir de Louis Adhémar, chevalier des ordres du roi, gentilhomme ordinaire de sa chambre, seigneur et baron de

(1) Minut. cit., protoc. *Silhol*, reg. notes de 1555 et environ ff. iij^e lxxxii et seqq., grosses 5^e reg. ff. 256-362. — LACROIX, *L'Arrond. de Montél.*, I, 76.

(2) Minut. cit., protoc. *Silhol*, grosses de 1554, f. xxxiiij ; notes de 1554, f. iij^e xx ; notes de 1555, ff. vij et cxxv.

Grignan, mille écus valant 2,250 livres tournois, et, le 18 du même mois, Pertuyser donne quittance de cette somme au baron (1).

Mais ce sont surtout l'affaire de sa succession et ses rapports avec les Guise qui ont absorbé l'attention de Louis Adhémar depuis son élargissement jusqu'à sa nomination au gouvernement du Lyonnais. Aussi est-ce maintenant sur ce double sujet que nous allons recueillir et coordonner nos renseignements.

Par un premier testament, fait à Aix le 9 février 1544, Louis Adhémar avait légué à sa femme, Anne de Saint-Chamond, une pension de 1,200 livres, plus 1,200 livres, etc., et le séjour dans une de ses maisons, excepté celle de Grignan, laissant à son neveu Gaspard de Castellane la terre de Grignan, etc. (2).

Ce dernier était fils de Gaspard de Castellane, seigneur d'Entrecasteaux, et de Blanche Adhémar, sœur du baron de Grignan, testateur (3). Il contracta deux alliances, l'une en 1529 avec Anne de Tournon, fille de Just, seigneur de Tournon, et de Jeanne de Vissac (4); l'autre avec Lucrèce

(1) Arch. Morin-Pons, fonds *Adhémar*.

(2) Parchemin cité par M. de Boissieu, *Généalogie de la maison de St-Chamond*, p. 39.

(3) Gaspard, époux de Blanche Adhémar, testa le 17 juillet 1531 et laissa, outre son fils de même nom que lui, Anne, femme de Gaspard de Villeneuve, et Melchionne, unie, le 23 avril 1546, à Joseph de Cambis.

(4) Le 21 mai 1550, Gaspard de Castellane, seigneur d'Entrecasteaux, donne procuration à Blanche Adhémar, sa mère, pour recevoir de Just de Tournon, baron de Tournon, les 300 livres tournois formant une paye à échoir le 24 dud. mois de mai, à raison de la dot constituée à feu demoiselle Anne de Tournon, 1^{re} femme dud. Gaspard de Castellane. (Minut. cit., protoc. *Silhol*, grosses surtout de 1556-7, f. v^o xliij).

Puis, le 2 septembre 1550, « Blanche Adheymer, dame de Treschâteaux..., confesse avoir... receu de puissant seigneur Gaspard de Castellane, son fils, seigneur de Treschâteaux, bien que soit absent..., la somme de troyz cent

de Grimault, dame d'honneur de la reine Catherine de Médicis. Il eut de sa première femme deux fils, Louis et Antoine, et de la seconde une fille nommée Françoise. Après ces détails généalogiques, nécessaires pour comprendre des faits qui suivront, constatons qu'en 1544, Louis Adhémar teste en des termes qui sont d'un parfait accord avec la donation faite par Gaucher, son père, le 3 août 1505.

Le testament fut suivi d'un codicille du 13 septembre 1544, et d'un autre codicille postérieur seulement de quelques semaines. Ce dernier fut fait « à Aix, au Pallaix », le 13 décembre 1544, en présence d'« Anthoyne Layde, s^r de Segoyer », de M. « de Villeneuve, s^r de Valclause », et d'autres personnages. Il y est qualifié baron de Grignan, chevalier de l'ordre et lieutenant général pour le roi en Provence, et y explique les testament et codicille des 9 février et 13 septembre. Il y dit : « Nous légons à nostre espouse et compaigne les fruicts de tous noz biens, meubles et immeubles, presentz et advenir après la mort et trespas de nostre dame et mère... », à la charge de payer 100 livres par an à Blanche et Gabrielle, sœurs du testateur (1).

livres tournois monnaie courante, chascune livre vallant vingt soulz..., de par les mains de monseigneur de Tournon, d'une paye que led. seigneur faict annuellement aud. seigneur de Treschâteaux, de douaire de sa feue femme, que lad. dame a affermée. Et ce en déduction de la pension annuelle que led. seigneur de Treschâteaux faict à lad. dame et en déduction des payes escheues. De laquelle somme de trois cent livres tournois lad. dame... a quicté... led. seigr de Treschâteaux son fils... Faict au château de Grignan... Silhol, not^r. » (Minut. cit., protoc. *Silhol*, reg. grosses cot. 9^e *registre*, f. lvj verso. — Cf. *ibid.*, notes *Silhol* de 1550, fol. iiij^{xx} xjx).

(1) Arch. Morin-Pons, orig. parch. français. — Minut. cit., grosses *Silhol* de 1568, f. xx.

(A continuer).

L. FILLET.

LE TRAMWAY DE LA GALAURE

(Suite. — Voir la 109^e livraison).

III — Une dissertation.

Avant d'esquisser à grands traits la description et l'histoire de St-Uze, il convient de publier la lettre suivante :

« Vous avez fait, Monsieur, beaucoup de recherches pour intéresser les étrangers et les gens du pays eux-mêmes à notre belle vallée, et je vous en remercie ; toutefois, à côté de légendes trop souvent confondues avec l'histoire, il existe des faits certains dont il faut tenir compte.

« Ainsi, vous citez une inscription de 1780 qui reporterait à cette année-là l'ouverture de Rochetaillée, et j'avais adopté aussitôt votre opinion, lorsque la lecture des *Mémoires sur la minéralogie du Dauphiné*, par M. Guettard (Paris, Clousier 1779, 2 vol. in-4°), est venue me rendre perplexe.

« L'auteur, dans un voyage commencé le 19 septembre 1775, décrit minutieusement les mêmes lieux que vous, avec un peu moins de littérature pourtant, et son récit mérite d'être reproduit :

« A l'extrémité de St-Vallier, dit-il, on passe la Galaure
« sur un pont de bois, et dans le fauxbourg, on laisse la
« grande route à droite et on prend la gauche par laquelle
« on remonte la rivière de Galaure, passant auprès d'une
« fabrique pour la soie, à Notre-Dame de Lorette, qui est à
« droite, avec le hameau de Laval, à trois quarts d'heure de
« St-Vallier, d'où en trois (autres) quarts d'heure (on arrive)

« à St-Barthélemy-de-Vals, en passant par *Rochetailla* et un
 « petit ruisseau de l'église, laissant auprès de *Rochetailla*
 « l'ancienne chapelle de Notre-Dame de Vals..... Le chemin
 « de St-Vallier à St-Barthélemy est toujours sur le bord de
 « la rivière de Galaure, très étroit, et sur rochers très dange-
 « reux; on a taillé le rocher pour le chemin, et on appelle
 « cet endroit *Roche-Tailla*. Les granits de part et d'autre de
 « la rivière de Galaure se continuent jusques près de St-
 « Barthélemy, savoir, à la gauche, jusqu'au coteau où est
 « située la chapelle de Sainte Euphémie, au-dessus de St-Uze
 « de Bertus, et à droite, ils s'étendent jusqu'au coteau en
 « tournant à droite, à hauteur de l'église de Saint-Barthé-
 « lemy. » (1)

« Il répète un peu plus loin les mêmes renseignements, et lui qui se piquait d'être fort en étymologies, ne craint pas d'appeler *Rochetaillée*, *Rochetailla* et *Rochetaille*!

« Guettard constate ailleurs que pour aller de St-Vallier à Serre (Grand-Serre) on passait à Laveyron, au Mollard, (Beausemblant), St-Martin-d'Albon, Mantaille, Châteauneuf, Hauterives et St-Germain; ce qui était vraiment le chemin de l'école.

« Ces détails démontrent assez qu'en 1775, les piétons seuls arrivaient à St-Vallier, en suivant la Galaure; que la tranchée de *Rochetaillée* était déjà ouverte, et que le chemin dangereux et étroit d'aval et d'amont laissait assez de marge à M. de Montchenu pour mériter, en l'élargissant, la reconnaissance de la vallée.

« Il ne reste donc à présent, que deux hypothèses: ou bien des oppositions se produisirent sur d'autres points, comme cela se voit souvent; ou bien le passage de *Rochetaillée* suppose plusieurs tentatives différentes, ce que vous semblez admettre.

.

(1) *Minéralogie du Dauphiné*, p. 90 et 91, t. I.

« Veuillez agréer, en attendant le plaisir de lire la suite de vos études, l'assurance de mon affectueuse estime. »

« un bibliophile. »

Notre aimable correspondant a trop bien posé la question pour songer à de longs commentaires ; il suffira de rappeler que le 20 mars 1780, Duplessis, géographe et commis au bureau des finances, dressait les plan et devis de la route, depuis la planche sur la Galaure, vers St-Uze, jusqu'à St-Vallier, sur une longueur de 1850 toises, à partir du jardin des Pères de Picpus. D'après ce travail, il fallait déblayer 1856 toises cubes de rochers sur 1536 toises de long et 2 toises 3 pieds de large et 2,800 toises cubes de terre ; ce qui portait la dépense à 12,992 livres pour les rochers à 7 livres la toise cube et à 5,600 les autres déblais, à raison de 2 livres, soit au total 18,592 livres ou environ 55,776 fr. d'aujourd'hui.

Les archives départementales nous apprennent encore qu'en 1789 le chemin avait été mis en bon état avec les fonds des ateliers de charité distribués par les intendants de la province (1).

Ces divers renseignements éclairent la question d'une lumière véritable, et si le témoignage de Guettard ébranle un peu la légende du prieur de St-Vallier, refusant, en 1780, d'autoriser une tranchée ouverte depuis cinq ans au moins, il corrobore tout à fait l'inscription déjà publiée, par la description du chemin alors impraticable. D'un autre côté, les plan et devis du 20 mars 1780, concordent à merveille avec la date donnée, car avant d'autoriser les travaux de voirie, l'administration provinciale exigeait de semblables préliminaires. L'ouverture de la voie nouvelle put de la sorte être commencée et activement poursuivie cette année-là.

Une fois l'authenticité de l'inscription reconnue, l'intervention de M. de Montchenu est certaine. Comment se tra-

(1) Série C. 27.

duisit-elle ? Est-ce par de pressantes démarches auprès de l'intendant et des ingénieurs ? Est-ce en triomphant de l'opposition de quelques intéressés ? Est-ce en provoquant le concours des communes ? La tradition avait opté pour un seul des trois points ; nous serons plus généreux en reconnaissant que M. de Montchenu n'épargna ni ses dépenses, ni ses sollicitations, ni ses voyages pour arriver au but désiré.

La réfutation de la légende amoindrant les revenus du péage de Vals avec le nouveau chemin est à peine nécessaire, alors qu'une route facile devait au contraire forcément les accroître. Si l'on y tient, pourtant, la réponse est facile : le péage se levait à La Villeneuve et appartenait aux La Croix Chevrières, successeurs des Poitiers et des Dauphins, et nullement au prieur de St-Vallier ; ensuite, un arrêt du Conseil d'Etat l'avait supprimé le 3 janvier 1736 (1).

Et maintenant, amis lecteurs, fiez-vous aux traditions populaires ! Les vieux livres et les archives sont de bien meilleurs guides ; le bibliophile des bords de la Galaure nous en a fourni la preuve manifeste.

VI. — Saint-Uze.

Le patron de l'ancienne paroisse s'appelait Saint Eustache, et l'on se demande par quelle voie philologique, son nom s'est transformé en Saint-Uze.

D'après les auteurs, Eustache ou Placide, général de Vespasien, s'étant fait baptiser, gagna secrètement l'Orient. Arrivé en Egypte, il fut séparé de sa femme et de ses deux fils et se cacha dans une ferme où il finit par être découvert. Replacé à la tête d'une armée sous l'empereur Adrien, il défit les ennemis et retrouva sa famille. Mais son refus d'assister à un sacrifice aux Dieux à cause de sa victoire, lui valut le martyre.

(1) Archives de la Drôme : Collection d'imprimés, en 1771.

Placé sous un patronage si glorieux, la paroisse devait prospérer tôt ou tard, et en effet, après une existence longtemps obscure, elle est entrée aujourd'hui dans la voie d'un progrès réel. La rue principale de l'agglomération s'est dressée, une place a été ménagée devant l'église neuve, la pierre et la chaux ont détrôné le pisé et partout l'aisance et le confortable s'y montrent réunis. Très agréablement situé au pied d'un coteau verdoyant, ce bourg coquet possède un bureau de poste et télégraphe, une société de secours mutuels, une fanfare, une compagnie de sapeurs-pompiers. une petite bibliothèque et une station de chemin de fer. De 609 habitants en 1820 et 1835, la population de la commune s'est élevée à 1,578 au dernier recensement de 1891, et rien ne fait présager le moindre arrêt dans sa marche en avant.

Quelle a été la cause de cette transformation ? Tout simplement la baguette magique d'une fée qui s'appelle l'industrie. Mais pour comprendre ce qui va suivre, il est bon de remonter bien loin, au-delà même du déluge ! Toutefois, un peu de courage ne sera pas même nécessaire ici, tant l'explication sera brève et dégagée de tout langage scientifique.

Nul n'ignore que les mers ont couvert la terre et que des secousses violentes l'ont bouleversée plusieurs fois. Les ossements, fossiles du règne animal et les empreintes de feuilles et de fleurs, ont permis de reconnaître des terrains *primitifs* sans aucune trace de vie ; des terrains *primaires* avec des crustacés, des mollusques, des polypiers, des poissons, des fougères, etc. ; des terrains *secondaires* avec des reptiles, des mammifères, etc., des terrains *tertiaires* avec des animaux et des plantes de toute espèce, et enfin des terrains *quaternaires* contemporains de l'homme.

Les éruptions ou soulèvements de la période des terrains primaires et les déplacements des mers, sous la période secondaire, furent suivis de la formation des continents et dépôts de mollasse, de marnes argileuses et du sable granitique de St-Barthélemy, à la période tertiaire. Quant aux terrains

quaternaires, ils sont dus à de grands courants diluviens attestés par les cailloux roulés de la rive droite de la Galaure, par les marnes marines, les marnes à lignites, les sables d'eau douce et les alluvions anciennes ou glaciaire de la vallée.

De St-Uze à St-Vallier on traverse le terrain primitif, et comme il ne se trouve en amont ni terrain primaire, ni terrain secondaire, la mollasse repose directement sur lui.

Grâce à ces détails, on peut s'expliquer la découverte, en 1667, d'ossements curieux dans un fonds voisin du château de M^{me} d'Iserand, dame du Mollard, à Montaclard. D'après Richard Simon, auteur du *Grand dictionnaire de la Bible* (1), « un tombeau bien cimenté » y renfermait un os de plus de 7 pieds de long sur 2 de tour, une dent ovale longue de 5 pouces et large de 3, adhérente à une machoire et pesant ensemble 17 livres, et 3 autres dents, du poids net de 10 livres chacune.

« Un tombeau cimenté » suppose une civilisation postérieure à l'époque où vivaient les êtres dont il renfermait les restes, et les dents ovales, du poids de 10 livres, loin de révéler un homme fût-il même un géant, appartenaient sans doute à quelque quadrupède colossal, mastodonte, dinotherium ou autre.

M. Lory (2) signale au nord ouest de St-Uze des masses de sables kaoliniques à la base desquels existent de petites couches de marnes grises avec coquilles marines, et à St-Barthélemy, au quartier de Douévas, des sables granitiques, mêlés d'une argile blanche et rougeâtre.

C'est précisément à la présence de ces divers dépôts qu'est due la création des poteries et tuileries de St-Uze.

Une lettre de M. Descorches, préfet de la Drôme, adressée à MM. Raymond et Revol « manufacturiers » de l'endroit, en

(1) Il y a eu deux écrivains herméneutiques de ce nom ; l'un né, à Dieppe en 1638 appartenant à l'Oratoire et l'autre, enfant des Basses-Alpes, prêtre séculier, fut curé de St-Uze et mourut à Lyon en 1693.

(2) *Description géologique du Dauphiné.*

date du 23 fructidor an IX (10 septembre 1801), nous apprend que les échantillons de leurs poteries de grès et de leurs creusets avaient été admis à l'Exposition générale des produits de l'industrie française et que « cette récompense » les recommandait « à l'estime et à la considération publiques. » Dans celle de 1806, leurs creusets soumis aux mordants, au passage du rouge incandescent à l'eau froide et de suite au rouge, soutinrent ces épreuves avec beaucoup de succès ; à l'exposition de 1823, MM. Revol, père et fils, furent cités pour leurs poteries de grès bien fabriquées, et ils obtinrent des mentions honorables en 1827 et en 1834 (1).

L'Annuaire de la Drôme, pour l'an XIII, prédit un grand succès à la fabrique de poterie de M. Raymond, qui a le lustre de la plus belle faïence. Il s'y fait, dit-il, des vases très solides, propres à contenir et à conserver toute espèce de liquides, des creusets égaux en solidité à ceux d'Allemagne et des ustensiles de chimie, tirés naguères de l'étranger.

M. Scipion Gras donne d'assez grands détails sur la céramique de la région en 1835, et constate l'existence d'une fabrique de grès réfractaires à St-Vallier, d'une autre à St-Uze et de deux à Ponsas avec 6 à 7 fours, 20 tourneurs et une trentaine d'ouvriers auxiliaires. En 1862, MM. Revol, père et fils, occupaient, à St-Uze, 17 ouvriers et 100 manouvriers, les uns avec des mois de 80 à 200 francs, et les autres de 35 à 45 (2).

Depuis quelques années, d'autres fabriques de vaisselle fine ou ordinaire, de tuiles et de briques, créées dans le même lieu, concourent à sa prospérité et les curieux, en les visitant, se rendront compte des opérations diverses de l'art céramique. Il nous a paru toutefois de bonne justice de rappeler les noms des premiers créateurs de l'industrie locale. Les guerriers qui défendent la patrie, les artistes et les écrivains qui l'honorent ont droit à notre admiration ; les industriels qui l'enrichissent méritent notre reconnaissance.

(1) Delacroix, *statistique de la Drôme*. — Lettre imprimée.

(2) Notes fournies par la mairie à cette époque.

Au point de vue agricole et au point de vue historique, St-Uze, simple paroisse (1) du mandement de Vals, avant 1790, ne saurait en être détachée, comme on le ferait à l'époque actuelle. Il en sera question en étudiant la Villeneuve de St-Barthélemy. Le seul fait spécial conservé dans ses archives nous révèle des mœurs simples et des croyances religieuses sincères. La chapelle de Ste-Euphémie, d'où l'on découvre toute la vallée, presque ruinée et démolie avant 1662, fut restaurée à cette date, et pour alimenter son luminaire, l'habitant qui offrait la plus grande quantité de cire était chaque année proclamé roi de la fête du lieu; venaient ensuite, selon leur offrande, une ou plusieurs reines, un dauphin, un grand amiral, un cuisinier, un bouffon et un intendant des finances : telle était du moins la cour de Crozet et de Grenier, rois de 1703, moyennant 11 livres de cire. Deux ans plus tard, Sassoulas obtenait le sceptre avec deux livres seulement et sa suite comprenait deux reines, un dauphin, deux bouffons, un intendant, un mignon, un lieutenant général, un porte-épée, un généralissime et un maréchal de camp (2).

Tous ces personnages, plus ou moins richement costumés, parcouraient sans doute le village et amusaient la foule, toujours avide de spectacles. Ces fêtes s'appelaient *Reinages*, et les vogues d'aujourd'hui les ont remplacées sans que la moralité ait gagné beaucoup à ce changement.

Malgré les charmes de St-Uze et de ses alentours, il convient d'aller en excursion à St-Barthélemy-de-Vals et aux *Roches qui dansent*, où nous pourrons compléter l'histoire du mandement.

(1) Elle a été érigée en chapelle vicariale le 24 mai 1821 et en succursale le 24 septembre 1822.

(2) Etat civil ancien à la mairie.

(A suivre.)

A. LACROIX.

ESSAI

DE

BIBLIOGRAPHIE ROMANAISE

(SUITE. — Voir les 102°, 103°, 104°, 105°, 106°, 107°,
108° et 109° livraisons.)

152. — *Extrait du registre des arrêtés du Comité de Salut public et de surveillance du district de Romans. — Séance du 7 mai 1793, l'an 2° de la République, présents les citoyens Ennemond REVOL, président; Pierre-André DELOLLE, Louis ANDREVON, Alexandre PASCAL, Henri JULIEN, Joseph GENTHON, Jean-Joseph CLÉMENT, François JULIEN Gerarld (sic), Paul GIRAUD, François CHARLES fils, et Joseph CHARLES; FERLIN fils, secrétaire.* (A Romans, de l'imprimerie de L. Martigniat, imprimeur du département de la Drôme). — In-4° de 6 pp.

Mesures à prendre au sujet de la guerre civile qui déssole déjà plusieurs départements et qui menace de s'étendre. Elles sont tracées dans un règlement en quatorze articles. Il y est décerné un prix d'honneur à ceux qui seront les plus habiles à tirer à la cible. L'administration du département est priée de fournir au district six quintaux de poudre et une quantité proportionnée de balles, et de lui procurer quatre canons de campagne et le plus de fusils qu'il se pourra.

153. — *Romans, le 9 mai 1793, l'an second de la République. — Citoyens... — In-4° de 3 pp.*

Lettre signée : FAYARD, *procureur-syndic du district de Romans*, annonçant la création d'un Comité de Salut public et de surveillance pour le district. Suit la liste des *membres actuels du Comité*. (Archives de la Drôme, exemplaire incomplet).

154. — *Romans, le 2 août 1793, l'an 2° de la République française. — Aux maire et officiers municipaux et au commandant du bataillon du canton de... — In-4° de 3 pp. s. l., signé : Les administrateurs composant le Directoire du district de Romans, VIAL, vice-président ; MARTIGNAC, BLAIN aîné, SUEL-BÉGUIN, FAYARD, procureur-syndic. (Noms imprimés).*

Par suite d'une nouvelle réquisition d'hommes, décrétée le 29 juillet par le général Carteaux, le district de Romans fournira « une compagnie armée, équipée et en uniforme national », qui sera formée par le prélèvement d'un homme sur le bataillon des gardes nationales de chaque canton, et cette compagnie sera envoyée en garnison à Tournon, pour y rester jusqu'à nouvel ordre.

155. — *Romans, le 21 août 1793, l'an 2° de la République française.*

Aux officiers municipaux des communes du district de Romans.

Plaquette in-4°, une p. imprimée (s. l.), signée : *Le Procureur-Syndic du district de Romans, FAYARD.*

Accompagnant l'envoi par des exprès d'un arrêté du département reçu le matin même, portant défense de laisser sortir les grains du district.

156. — *Romans, le 20 pluviôse, l'an deux de la République une et indivisible (8 février 1794).*

L'agent national provisoire près le district de Romans, aux maire et officiers municipaux de...

In-4° de 4 pp. (s. d.), signé : FAYARD.

Accompagnant l'envoi d'une douzaine de décrets de la Convention ou des représentants du peuple, réquisitionnant hommes et choses pour le bien de la République. Par le premier, il est signifié aux maires d'avoir à faire « injonction à tous les marins et ouvriers exerçant quelque profession maritime, qui pourroient se trouver dans leur commune, de se rendre et partir dans les 24 heures pour le port de Montagne, ci-devant Toulon, à quel effet ils leur feront délivrer les passeports nécessaires. »

157. — *Romans, le 18 ventôse, l'an deux de la République une et indivisible* (8 mars 1794).

Feuille in-4°, une p. imprimée, s. l., et signée : *Les administrateurs du district de Romans* (trois signatures autographes : Delolle, Suel-Béguin et Martignac).

Circulaire relative à la liquidation des dettes des communes, accompagnant une autre pièce imprimée par Martigniat, *imprimeur du département de la Drôme*, qui est annoncée comme l'œuvre du liquidateur général provisoire. Elle a pour titre : *Seconde partie. Dettes des villes et communes. Districts et départemens* (4 pp. in-4°).

158. — *Romans, ce 24 ventôse, l'an 2° de la République française une et indivisible* (14 mars 1794).

L'agent national provisoire près le district de Romans, aux citoyens maire et officiers municipaux de la commune de... — In-4° de 3 pp., s. l., signé : FAYARD.

Au sujet de la répartition d'un crédit de dix millions en faveur des pauvres, sur tous les districts de la République. La portion contingente à celui de Romans est de 18,289 liv. 19 sols.

159. — *Romans, ce 29 ventôse, l'an 2^e de la République française, une et indivisible* (19 mars 1794).

L'agent national provisoire près le district de Romans, aux citoyens maire, officiers municipaux, agent national et Comité de surveillance de la commune de...

In-4° de 4 pp., s. l., signé : FAYARD.

Envoi de décrets et de tableaux pour les secours à allouer aux familles des défenseurs de la patrie. Le Comité de salut public, qui avait autorisé d'abord le retrait de l'armée des soldats de la première réquisition « qui seraient jugés indispensables à l'agriculture, *informé qu'on abusoit étrangement* de cette autorisation », l'a supprimée par un nouveau décret en date du 13 ventôse. « Ainsi, citoyens, il ne peut être le cas de retirer des armées les défenseurs de la patrie ; il faut les encourager au contraire à persévérer dans les combats glorieux qu'ils livrent chaque jour aux satellites des despotes. »

160. — *Circulaire sur les fêtes décadaïres. — Romans, le 6 prairial, an 2^e de la République, une et indivisible* (25 mars 1794). — *L'agent national provisoire près le district de Romans, aux maire et officiers municipaux de..., au Comité de surveillance et à la Société populaire de la même commune, au tribunal du district, au bureau de Conciliation et aux juges de paix des cantons.*

In-4° de 2 pp., signé : FAYARD.

La plaquette n'est pas complétée par un second feuillet laissé en blanc. Les deux pages qui correspondent à celui-ci offrent le même texte, répété deux fois sur ce quart de feuille, par mesure d'économie.

Le citoyen Fayard embouche la trompette épique : « Citoyens, écrit-il, je vous adresse le décret immortel rendu par la Convention nationale le 18 floréal, sur les

rapports des idées religieuses et morales avec les principes républicains, et sur les fêtes nationales instituées à chaque Décade.

« Le sublime rapport fait au nom du Comité de salut public par *Maximilien Robespierre*, précède le décret ; vous y lirez avec sensibilité les moyens victorieux qu'il emploie pour combattre l'athéisme, que des conspirateurs perfides affectoient de répandre, pour enlever aux Français les principes énergiques de la vertu républicaine, et vous replonger dans l'esclavage..... »

On devra substituer sur le frontispice des édifices ci-devant consacrés au culte, à l'inscription : *Temple de la Raison*, ces mots de l'art. 1^{er} de la Convention nationale : *Le peuple françois reconnoît l'Etre suprême et l'Immortalité de l'âme.* »

161. — *Romans*, ce 28 prairial, l'an second de la République une et indivisible (16 juin 1794).

L'agent national provisoire près le district de Romans aux citoyens Maire et officiers municipaux de...

In-4° de 7 pp., n. ch. (s. l.), signé : FAYARD.

« J'ai à vous entretenir de cinq objets importants : de l'extinction de la mendicité dans vos campagnes ; de la population agricole ; de la propagation de vos bestiaux de labourage, du rétablissement des chevaux de cavalerie de la République dans les prairies, qui sont excédant de vos besoins, et des huiles. »

Relativement au premier objet, « le décret vous instruira qu'il va s'ouvrir dans ce district un registre qui aura pour titre : *Livre de la Bienfaisance nationale.* » Etc.

162. — *Romans*, ce 12 messidor, l'an second de la République une et indivisible (30 juin 1794).

L'agent national provisoire....

In-4° de 3 pp., s. l., signé : FAYARD.

Annonçant l'envoi des deux premiers n^{os} du *Bulletin des Lois*.

163. — *Romans, ce 23 messidor, l'an second de la République une et indivisible* (11 juillet 1794).

L'agent national.....

4 pp. in-4°, s. l., signé : FAYARD.

Pour accompagner l'envoi de décrets de la Convention relatifs à ceux qui se trouveraient débiteurs envers les habitants de Commune-Affranchie (Lyon) et de Port-la-Montagne (Toulon); aux passeports, qui ne pourront plus, vu les circonstances, être délivrés qu'à des négociants; à la fabrication du salpêtre : le district doit en fournir dix quintaux, poids de marc, chaque décade; etc., etc. Il y a 19 articles, dont le dernier mérite d'être cité : « Je vous envoie enfin l'arrêté du Comité de salut public de la Convention, du 28 prairial, qui met en réquisition toutes les avoines existantes dans l'étendue de la République. — Tous les possesseurs d'avoine doivent en faire, dans les huit jours, le versement dans les magasins de la République qui sont dans ce district, dont l'un est à Val-Libre (St-Vallier) et l'autre à Romans. — Le garde-magasin de Val-Libre s'appelle *Offarel* et celui de Romans *BLETTON*. »

164. — *Romans, ce 9 thermidor, l'an second de la République une et indivisible* (27 juillet 1794).

Liberté, Égalité. — L'agent national provisoire près le district de Romans, aux maires et officiers municipaux, agens nationaux près des communes, aux comités de surveillance, aux juges de paix, aux officiers de police et aux sociétés populaires du ressort.

In-4° de 11 pp. (s. l.), signé : FAYARD.

Portant communication de divers décrets, rapports, etc. de la Convention, avec ordre d'en urger l'exécution. —

Rappelle une précédente lettre du 15 floréal, par laquelle, en exécution d'un arrêté du Comité de salut public, tous les citoyens sont requis « à fournir par tête une livre de vieux linge, chiffons, vieux drapeaux, pattes ou rognures de parchemin..... Le contingent des citoyens qui ont atteint 14 ans doit être fourni par leur père et mère, tuteur et curateur.....

165. — *Romans, ce 12 thermidor, l'an second de la République, une et indivisible* (30 juillet 1794).

Liberté, Égalité. — L'agent national....

In-4° de 3 pp., s. l., signé : FAYARD.

Relatif au second trimestre des secours à allouer aux familles des défenseurs de la patrie et aux militaires blessés.

166. — *Liberté, Égalité. — Extrait des registres des délibérations du Directoire du district de Romans. — Séance publique du 14 brumaire, l'an 4° de la République, une et indivisible*, présens les citoyens Vial, vice-président, Martignac, Blain aîné, Suel-Béguin, administrateurs, et Fayard, procureur-syndic (5 novembre 1795).

In-4° de 3 pp., s. l., signé : PIGERON, secrétaire.

Pour la répartition entre les communes du ressort de 10,000 quintaux de foin et de 9,250 quintaux de paille.

167. — *Avis important.*

Placard petit in-fol., s. l.

Affiche datée du 28 brumaire an III (18 novembre 1794), signée par les membres du Directoire du district de Romans, et contresignée : PIGERON, secrétaire, relative aux modifications apportées à la loi du 24 août 1793 sur le paiement des rentes et pensions inscrites au grand livre de la dette publique.

168. — *L'agent national provisoire près le district de*

Romans, aux maire, officiers municipaux, agents nationaux des communes et comités de surveillance. — Romans, le 25 nivôse, l'an trois de la République française, une et indivisible (14 janvier 1795).

(A Romans, de l'imprimerie de Louis Martigniat). — Placard in-fol. à 3 col.

« Le calme a succédé à l'orage ; la justice et la clémence ont remplacé le règne de la terreur ; les maisons de détention ont été ouvertes, et si quelques innocents ont été enveloppés dans ce choc des passions, ce n'a été qu'une suite des grandes mesures prises pour assurer le succès de la Révolution, et asseoir sur des bases solides la liberté et l'égalité. »

Suit le texte de deux arrêtés du Comité de sûreté générale adressés aux agents nationaux des districts, des 12 frimaire et 12 nivôse an III. (12 décembre 1794 et 1^{er} janvier 1795).

L'affiche est signée : DELOLLE, *président*, et huit autres, et contresignée : PIGERON, *secrétaire*.

169. — *Romans, le 26 pluviôse, l'an trois de la République française, une et indivisible* (14 février 1795). — *Liberté, Égalité. — L'agent national provisoire près le district de Romans, aux maire et officiers municipaux de la commune de...*

In-4° de 4 pp. (s. l.), signé FAYARD.

Exhortations à faire payer la contribution foncière pour 1793. Considérations patriotiques à ce sujet. Annonce aussi l'envoi d'un arrêté du représentant du peuple Jean-de-Bry, du 30 nivôse, ordonnant de « faire arrêter tout ci-devant prêtre et ci-devant religieux mis en liberté, qui ne profiteroit pas de l'indulgence nationale pour respecter les lois, et qui se trouveroit dans aucun rassemblement

pour troubler la paix intérieure » ; et d'une proclamation du même Jean-de-Bry « qui exprime avec une mâle énergie l'amour de la liberté, l'horreur de la tyrannie et le dévouement courageux qui doit faire braver aux bons citoyens la rage des hommes de sang, ennemis des lois et de l'humanité. »

170. — *Mémoire aux Citoyens Magistrats du Tribunal du District de Romans.*

In-4° de 4 pp., s. l. n. d., signé : FAYARD, agent national.

Au sujet de dévastations commises par des habitants de Chantemerle, Marsas et Chavannes, « dans les bois nationaux dits *de l'Ane*, ayant appartenu à Alexandre Rey, français condamné. » Le juge de paix du canton de Clérieux est chargé de faire les constatations. Contient les noms de « vingt-deux dévastateurs de la forêt nationale dite *de l'Ane*. »

A la 4^e p. est l'ordonnance de *soit montré*, délivrée par le tribunal de Romans, le 27 ventôse an III (17 mars 1795).

171. — *Liberté, Égalité. — Romans, le 21 floréal, l'an trois de la République française, une et indivisible* (10 mai 1795). — *Le procureur-syndic du district de Romans, aux maire, officiers municipaux, agent national et commissaires-vérificateurs de la commune de...*

In-4° de 4 pp., s. l. n. d., signé : FAYARD.

Relatif aux allocations accordées par le Comité des secours publics « aux parens vraiment indigens des défenseurs de la patrie. » Modèles de pièces à produire.

172. — *Avis de l'administration du district de Romans aux citoyens de son arrondissement.*

Placard petit in-fol., s. l.

Affiche datée du 20 messidor an III (8 juillet 1795) et signée par les membres du Directoire du district, relative

à la liquidation des pensions et rentes, d'après une instruction du directeur général provisoire de la liquidation, pour l'exécution de la loi du 24 prairial précédent, relative aux déchéances.

173. — *Liberté, Égalité.* — *Romans, le 15 vendémiaire, l'an 4^e de la République française, une et indivisible* (7 octobre 1795).

Le procureur-syndic du district de Romans aux maire et officiers municipaux de....

In-4^o de 5 pp. (s. l.), signé : FAYARD.

Relativement à la contribution foncière, qui doit être payée moitié en nature et moitié en assignats. Observations sur le prix des grains. Rappelle une précédente lettre du 26 fructidor, destinée à accompagner l'envoi du tarif dressé par les soins du district, d'après les mercuriales du marché de Romans en 1790.

(A continuer.)

CYPRIEN PERROSSIER.





NÉCROLOGIES

Le Général de division, Comte de MONTLUSANT

(CHARLES-BERNARDIN-MARIE)

Le brave général dont le nom est en tête de ces lignes est décédé à Marsanne, le 12 mai dernier, dans sa soixante et quatorzième année. Pour notre Société la perte est d'autant plus grande, que l'héroïque combattant de Borny, de Rezonville et de St-Privat, l'ancien directeur du champ d'expériences des armes à feu de Calais était, en même temps que l'un de ceux qui l'honoraient le plus, le dernier survivant de ses membres fondateurs et, avec cela, un de ceux qui s'intéressaient le plus à sa prospérité et à ses travaux.

Bien que, abstraction faite de sa famille, ce vaillant soldat n'ait jamais eu au cœur que deux grandes passions : Dieu et la Patrie, il aimait, en effet, beaucoup l'histoire locale, avait un goût des plus vifs pour toutes les vieilles choses et, sans dédaigner aucune des manifestations de l'intelligence, inclinait volontiers du côté de celles qui tendent à glorifier le sol natal en exhumant son passé. En un mot, il joignait le culte des souvenirs à l'amour du pays, et sa mort doit être, conséquemment, un deuil pour ceux qui ont ce culte et cet amour, de même qu'il en est un pour tous ceux qui, l'ayant vu de près, regretteront toujours l'homme accueillant, bienveillant,

serviable et sans prétentions qu'il était, dans sa rondeur toute militaire.

On sait que le général de Montluisant fut le restaurateur, pour ne pas dire le fondateur, du pèlerinage de N.-D. de Fresneau et que l'église de ce nom, à l'ombre de laquelle repose maintenant sa dépouille, est à peu près son œuvre; on racontera certainement, un jour, sa vie militaire, qui fut celle d'un savant officier et d'un rude soldat; rappelons ici que, tout en prétendant le contraire, par modestie, ce soldat tenait fort bien la plume, presque aussi bien que l'épée, ainsi que le prouvent de nombreux écrits, entre lesquels il convient de citer :

Marsanne, sanctuaire de Notre-Dame de Fresneau, brochure dont le titre indique le but.

Notes sur l'armée du Rhin en 1870, œuvre d'un officier, homme de cœur autant que de tête, qu'aucun revers ne pouvait abattre et qui ne désespéra jamais de la revanche.

Trois pages de la vie d'un ingénieur, important ouvrage avec plans et portrait, dans lequel sont exposés les grands travaux de l'ingénieur en chef-directeur, Charles-Claude-Joseph de Montluisant, son père, à qui l'on doit, notamment, la transformation de la grande Darse de Marseille et les premiers bassins de la Joliette.

Puis, de savantes études biographiques, sur l'académicien Hervé Mangon, ancien ministre de l'Agriculture, qui fut son camarade à l'École polytechnique; le général Treuille de Beaulieu, à qui notre artillerie dut quantité de perfectionnements et le général baron Berge.

Enfin, il préparait une semblable étude sur le général de Miribel quand la mort l'a frappé; et nous devons ajouter qu'avec cela, le général de Montluisant s'occupait d'agriculture.

Ce n'est donc pas de lui qu'on pourrait dire qu'il prit sa retraite pour se reposer, car il ne fit alors que changer d'oc-

cupations. Disons de plus qu'il n'a été nullement surpris par la mort, bien qu'il fût d'une force et d'une verdeur pouvant faire croire qu'il avait encore de nombreuses années devant lui, parce qu'il était de ceux qu'elle ne surprend pas. On peut s'en convaincre, en lisant ce passage d'une lettre qu'il écrivait le 16 avril 1891 et qui peint beaucoup mieux l'homme que nous ne pourrions le faire : « Pour votre santé, mon cher « voisin, haut le cœur ! et puis à la grâce de Dieu. Il sait ce « qu'il fait, laissons-le faire ; mais allez comme si vous « deviez aller toujours. *In motu vita*. Travaillez, mangez, « promenez et en route !.... Forcez-vous doucement avec « persévérance et au petit bonheur ! J'ai idée que là-haut, « nous serons plus nombreux qu'on ne le croit à la bonne « table ; nous aurons assez peiné ici-bas pour jouir d'un peu « de liberté vraie et complète. J'essaye d'être prêt à partir et « ne me tourmente de rien. Voilà ma recette. »

Il est permis de croire cependant qu'à l'heure suprême, ce solide chrétien a eu d'autres regrets que celui de se séparer momentanément de ceux qui furent l'objet de toutes ses tendresses, car il nous souvient que, parlant, il y a peu de temps, d'une guerre possible, comme il donnait à entendre qu'il reprendrait alors du service et qu'on s'en étonnait, à cause de son âge. « Eh quoi ! s'écria-t-il, me feriez-vous, par « hasard, l'injure de croire que je suis capable de rester chez « moi, lorsqu'on se battra à la frontière ? Mais on est fran- « çais, cependant ! Et puis, dites-moi, je vous prie, s'il ne « vaut pas cent fois mieux se faire casser la figure, par un « biscaien, sur un champ de bataille que de mourir tout « bêtement dans son lit ?... » Or, il est mort dans son lit, et le brave général n'a dû s'en consoler que parce qu'il s'est endormi dans la certitude de sa foi.

J. B.-D.

MONTCHENU (LE MARQUIS SCIPION DE)

A quelques jours de là, le 3 juin un nouveau deuil frappait la Société d'Archéologie dans la personne de l'un de ses anciens membres, enlevé avant l'heure à l'affection de ses parents, de ses amis et de ses administrés.

Maire de sa commune depuis 1864, le regretté défunt s'efforça constamment de la rendre prospère et la dota de routes faciles, d'une église neuve, et d'un facteur boîtier, en attendant un bureau de poste.

On lui doit aussi la restauration intelligente de son château familial et la conservation de ses belles archives. Il aimait la province où ses ancêtres ont occupé une large place, s'intéressait aux belles-lettres, aux beaux-arts et surtout aux études historiques.

Les Montchenu ont un passé glorieux : Marin partagea la captivité de François 1^{er} en Espagne et Claude-Marin-Henri devint commissaire du gouvernement français à Ste-Hélène auprès de Napoléon 1^{er}. Longue serait la liste des guerriers et des prélats sortis de leur maison.

Notre honorable confrère, fidèle aux traditions de ses ancêtres, se préoccupait vivement du bonheur des populations laborieuses au milieu desquelles il vivait. Plein de bienveillance et d'aménité pour tous, il a toujours suivi la devise de sa famille : *la droite voie*, et a mérité ainsi les regrets de tous ceux qui l'ont connu et apprécié.

A. L.

CHRONIQUE

Il faut ajouter à la liste des publications périodiques reçues par la Société à titre d'échanges :

La *Revue épigraphique du midi de la France*, si savamment rédigée par M. Allmer ;

Et la *Revue de la Drôme*, journal hebdomadaire.

L'espace nous a manqué pour donner l'analyse d'une brochure, en anglais, sur les cathédrales de France, due à M. Alphonse Nugues ; elle sera publiée dans la prochaine livraison.

OUVRAGES REÇUS :

— *Congrès des Sociétés savantes. — Discours prononcés à la séance générale du Congrès, le samedi 31 mars 1894*, par M. Levasseur, membre de l'Académie des sciences morales et politiques, et M. Spuller, ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes. — Imprimerie nationale.

— *Bulletin historique et philologique du comité des travaux historiques et scientifiques*. — Année 1893, n^{os} 3-4.

Entre autres communications intéressantes, on y remarque celles de M. l'abbé Fillet sur les libertés de Châteauneuf-du-Rhône et de Montpensier, de 1296, et de M. Mazon sur les libertés et franchises de Privas, de 1281, confirmées en 1309.

— Le *Journal des Savants* et la *Romania*.

— *Enquête sur les conditions de l'habitation en France : les maisons types, avec une introduction*, par M. de Foville, membre du Comité des travaux historiques et scientifiques. — Paris, 1894, E. Leroux, 1 vol. in-8°, 381 pages.

— *Contrat pour la fabrication d'une cloche (1335)*, par M. Édouard André. — Paris, 1894, br. in-8°, 7 p. Ce contrat,

passé à Annonay, intéresse notre région et sa publication est due à notre savant collègue de l'Ardèche.

— *Études liturgiques. L'hymnologie dans l'office divin*, par le chanoine Ulysse Chevalier. — Lyon, Vitte, 1894, br. in-8°. Tout est à lire sur ce sujet peu connu, abordé par un maître.

— *Le chapeau cardinalice du P. Joseph*, par le P. Apollinaire (du Bourg-lès-Valence), savante étude d'un infatigable chercheur. — Nîmes, Gervais-Bedot, 1894, br. in-8°, 25 p.

— *Julia Valentia. — Poème sur Valence*, par M. Jacques Belet. — Imprimerie Valentinoise, 1894, br. in-8°, 23 p. Un vrai poète, M. Louis Gallet, trouve là des strophes ardentes, animées du plus généreux lyrisme et nul ne le contredira.

— *Notice sur la paroisse d'Alissas*, par A. Benoit d'Entrevaux. — Privas, 1894, imprimerie centrale de l'Ardèche, br. in-8°, 28 p. Cet essai d'un travail d'ensemble projeté en fait vivement désirer la réalisation.

— *Notice biographique, littéraire et critique sur le R. P. Augustin de Barruel*, par l'abbé Fillet. — Privas, 1894, même imprimerie, br. in-8°, 22 p. Étude intéressante et bien écrite.

— *Chronique religieuse du vieil Aubenas*, par A. Mazon. — Valence, 1894, J. Céas et fils, br. in-8°, 94 p. Le savant auteur de nombreuses publications sur le Vivarais sait toujours plaire et instruire.

— *Une page de l'histoire du Vivarais (1629-1633)*, par le même. C'est l'histoire dramatique de la famille de Lestrangé. — Privas, 1894, imprimerie centrale de l'Ardèche, br. in-8°, 87 pages.

— *L'époque éburnéenne et les races humaines de l'époque glyptique*, par Ed. Piette. — Saint-Quentin, 1894, br. in-8°, 27 p. Fort curieuse étude sur les révélations tirées des sculptures des temps préhistoriques.

— *Notes sur les deux éditions du projet de l'histoire de Dauphiné*, de Nicolas Chorier, par H. de Terrebasse. — Grenoble, 1894, Allier, br. in-8°, 7 p., avec un supplément à la biblio-

graphie de J. de Monteux. Point de bibliographie éclairci définitivement.

— Roger Vallentin. *Des produits de la charge des prévôts généraux de la monnaie d'Avignon*. — Paris, 1893, br. in-4°, 25 p.

— Du même. *Les monnaies de Louis d'Anjou frappées à Avignon (1382)*. — Paris, 1893, br. in-4°, 25 p.

— Du même. *Les manuscrits de l'Avignonnais Gaucher Blégier au point de vue des monnaies*. — Genève, 1893, br. in-8°, 30 pages.

— Du même. *Le seigneurage aux ateliers pontificaux de Sorgues, d'Avignon et de Carpentras*. — Genève, 1893, br. in-8°.

Chacune de ces publications élucide un point d'histoire et de numismatique.

— *Annales Valentinoises*, par M. Marius Villard, avec une table des matières par M. Ét. Mellier. Sous sa forme concise, ce travail présente toute l'histoire de Valence et a sa place marquée dans toutes les bibliothèques des chercheurs. — Valence, 1892, Teissier et Cie, 1 vol. in-8°, 229 p.

Une note du même M. Villard, notre aimable et érudit confrère, nous apprend que M. Clavel, entrepreneur, a donné au Musée une inscription trouvée dans sa maison, rue Saint-Félix. Elle se rapporte à la famille Plovier et sera étudiée dans la prochaine livraison.

En voici, en attendant, la traduction :

Ici reposent nobles Claude Plovier et Jean, son fils, bourgeois de Valence, lesquels moururent, Claude, en novembre 1442, et Jean, à Lyon, le 12 octobre 1485.

Nous en avons trouvé la transcription dans les papiers de la famille Bressac et de Sucy.

A. L.

SÉANCE DU 7 MAI 1894

PRÉSIDENCE DE M. VALLENTIN

MM. de Gallier et Mossant s'excusent par lettres de ne pouvoir assister à la séance.

Communication est faite d'une lettre de M. le Conservateur de la Bibliothèque de l'Université de Paris sollicitant une collection de notre Bulletin, et d'une invitation aux *noces d'or* de la Société Archéologique de Sens.

Sont proclamés membres de la Société :

M. SABATIER (Paul), de Crest, *titulaire*, présenté par MM. Brun-Durand et Lacroix.

M. GUILLEMIN (Paul), inspecteur de la navigation de la Seine à Paris, *correspondant*, présenté par MM. Brun-Durand et Colomb.

M. le comte d'AUTANE, du Prieuré d'Ardène par Mane, *correspondant*, présenté par MM. de Gaillard-Bancel et Lacroix.

Après diverses communications et une lecture sur l'histoire du Bourg-de-Péage, attentivement écoutée, les membres présents se rendent au Musée de la ville pour voir la mosaïque de Luc, tout récemment remise en place par M. Mora, de Lyon ; d'un avis unanime elle est reconnue fort belle et fort intéressante et tout à fait digne d'être conservée.

A. LACROIX.

CÉSAR BORGIA

DUC DE VALENTINOIS

ET

Documents inédits sur son séjour en France

(SUITE. — Voir la 110^e livraison).

CHAPITRE SECOND

LE PAGANISME DANS LA RENAISSANCE

I

L'âme généreuse de l'Italie, corrompue seulement par places, n'est pas tout entière dans la dissimulation et le crime. Ces temps sinistres, au milieu desquels se produisait en tous les sens un puissant effort, sont précisément ceux où, dans les choses de l'art et de l'intelligence, sous les formes les plus variées, l'idéal a pris l'essor le plus élevé. L'ardente sève reflue vers les rameaux de l'arbre de science pour y faire éclore de merveilleuses végétations.

Malgré les plus terribles cataclysmes, l'oubli des souvenirs romains n'a jamais été absolu. Si les Saints Pères, à travers le mauvais goût dominant, gardent quelques

vestiges de l'éclat des grands siècles, les poètes de décadence, les faiseurs de centons, les rhéteurs ampoulés, les effrontés apologistes, les chroniqueurs naïfs traînent, sans pitié, les débris avilis de la langue de Cicéron.

Les premiers linéaments de l'art chrétien, ébauchés aux Catacombes par des mains peu exercées, relèvent des réminiscences du paganisme, qui, mêlées aux traditions bibliques, symbolisent le Christ et la nouvelle alliance. Les sarcophages continuent à être traités dans le style antique. Cependant des types nouveaux, qui longtemps seront maintenus, commencent à s'introduire. Quand le christianisme, désormais à l'abri de la persécution, s'est élevé jusqu'au trône impérial, on éprouve le besoin de remplacer par des procédés plus résistants la fresque, à laquelle l'insuffisance des moyens alors connus n'assurait pas une assez longue durée. Née en Orient dans les temps les plus reculés, transmise aux Romains par les Grecs, la mosaïque fut le principal ornement du baptistère de Sainte-Constance à Rome. Elle acquit un grand développement dans les basiliques de Ravenne, où, malgré la rigidité des matériaux, on obtint dans les grandes scènes, comme à San Vitale, une étonnante intensité de vie, accrue encore par l'exactitude des portraits. On dirait la vision effrayante de fantômes, qui vous regardent avec la phosphorescence de leurs yeux surnaturels.

Là, comme à St-Lorenzo de Milan et en plusieurs autres localités de la péninsule, l'influence byzantine est incontestable, mais on sent aussi que des ouvriers italiens, associés aux travaux, apportent leur sentiment

particulier, qui, plusieurs siècles après, aboutira à l'école des Cosmates. Dans le midi, à Salerne, à la Palatina et à la Martorana de Palerme, surtout à l'abbaye de Monreale, à une époque plus avancée, le byzantisme, avec ses sombres et gigantesques figures, se modifie et s'incruste pour ainsi dire, selon les lois historiques, dans les fantaisies de l'art moresque (1).

La poésie s'éveille avec Dante, Guido Cavaleanti, Cino du Pistoja, lorsque l'organe nécessaire, le dialecte vulgaire, peu à peu épuré, s'est définitivement constitué. La peinture renaît sous le pinceau de Giotto, couvrant de ses fresques mystiques les murailles du couvent de St-François à Assise, celles du *Santo* à Padoue. Les rêves terrifiants d'André Orcagna peuplent le *Campo-Santo* de Pise. La même flamme s'allume dans l'école de Sienne. Les anachorètes de l'ordre de St-Benoît, St-Ubaldo et St-Romuald, fondateur des Camaldules, qui tous deux ont leur place dans la *Divine-Comédie*, plus tard le glorieux apôtre de la pauvreté, le doux saint François d'Assise, avaient pénétré l'âme de l'Italie de l'ardeur de leur souffle mystique. En même temps, avec une puissance de génie, qui n'a pas été surpassée, saint Thomas d'Aquin donnait les développements de la théologie dogmatique, fixant ainsi l'enthousiasme dans la foi.

Jamais pareille moisson de Saints n'avait germé sur cette terre élue. La ferveur religieuse fut à la fois la pro-

(1) CAVALCASELLE E CROWE, *Storia della pittura in Italia*, vol. 1^o; BARBET DE JOUY, *Les Mosaïques chrétiennes de Rome*; CH. DIEHL, *Ravenne*.

testation et le refuge des cœurs pleins de tendresse, des esprits élevés, où brûlait encore le sentiment de la justice, de tous ceux qui souffraient des misères et des violences dont le siècle était empoisonné. Dans le désespoir de la vie, les mains se tendaient suppliantes vers l'infinie miséricorde. Aussi la première Renaissance fut-elle ardemment catholique. Moins savante, moins imprégnée de l'antiquité que la seconde, elle offre une originalité saisissante, prise aux sources de l'instinct national ; dans l'horizon infini des sensations humaines, elle prend tour à tour les émotions les plus poignantes, depuis les joies célestes jusqu'aux terreurs de l'enfer. Entre les deux méthodes techniques, il y a la différence du premier jet, de l'esquisse échappée, comme involontairement, à la pensée de l'artiste avec l'œuvre travaillée et portée par des retouches successives à son point définitif. Nul n'a compris le monde surnaturel et ne l'a rendu d'un pinceau plus spontané que Beato Angelico. La conception de la plastique grecque, toujours sereine, est remplacée par l'inquiétude de la destinée humaine (1).

Cependant l'intelligence italienne, vive, mobile, facilement frondeuse a toujours été portée aux excès les plus opposés. Pétrarque nous apprend que dans un séjour qu'il fit à Venise en 1370, il fut frappé des impiétés répandues alors parmi les savants. Ils ne cachaient pas leur mépris pour les dogmes de l'Eglise, y compris le Ciel et l'Enfer, qu'ils traitaient de fables. Leur doc-

(1) Beato Angelico appartient chronologiquement au XV^e siècle, mais il relève de la période précédente.

trine consistait en un vague panthéïsme pris dans les livres d'Averroès, dont le commerce avec l'Orient avait amené la diffusion parmi les lettrés vénitiens.

A sa cour, l'empereur Frédéric II avait accueilli avec honneur les fils du philosophe arabe. Ces erreurs gagnèrent l'université de Padoue, où Pierre d'Apono, professeur de médecine et d'astronomie et le prieur des Servites, Urbain de Bologne, comptaient parmi les plus déterminés sectaires. Cet état de choses se perpétua si longtemps qu'en 1513 fut publiée au concile de Latran une bulle de Léon X, interdisant l'enseignement des doctrines contraires à l'immortalité de l'âme. Vers le même temps, le cardinal Gaspar Contarini, alors étudiant à Padoue, réfutait les arguments insidieux de son professeur Pomponace sur le même sujet (1). L'autorité d'Aristote avait été consacrée par la Scolastique. Dépouillées désormais de l'enveloppe de convention qui leur fut attribuée pendant tout le moyen âge, les œuvres du philosophe apparaissaient maintenant dans la réalité de leur scepticisme, dans leur cosmologie opposée à celle de la Bible. Grâce aux dépenses des souverains et des riches particuliers, on commença à rechercher les manuscrits latins qui dormaient sous la poussière de tous les cloîtres d'Europe, et le métier de copiste constitua un commerce très lucratif. La découverte d'un classique devint un événement de première importance.

L'enthousiasme fut si universel, le retour en arrière si

(1) PÉTRARQUE, *De ignorantia sui ipsius et multorum* ; l'abbé DE SADE, *Mémoires sur la vie de Pétrarque*, t. III, p. 750 et suiv. ; CONTARINI, *De immortalitate animæ*, cit. par ALBI, *Eloges des cardinaux illustres*, p. 342.

prononcé, qu'on délaissa la belle langue italienne, alors dans tout son éclat, pour écrire en latin. Nous pouvons difficilement nous rendre compte de cet engouement, aujourd'hui que nous lisons les anciens avec la froideur de dilettantes, cherchant à discerner les beautés d'une langue morte ; attrait de quelques érudits et qui n'est plus de nature à passionner le public, où le pédantisme n'est guère en honneur. Les œuvres de doute et d'impiété ne sont plus là. Alors il en allait tout autrement : dans un monde où l'extrême corruption menait au septicisme, on sentit un reflux de la vie incroyante et voluptueuse des païens.

En jetant en Italie, avec les savants réfugiés, un grand nombre de manuscrits grecs, la prise de Constantinople par les Turcs occasionna une recrudescence de la crise, et les sophistes helléniques vinrent à leur tour donner l'assaut au christianisme. Sans doute, la plupart des humanistes et leurs protecteurs ecclésiastiques, sans doute les papes Nicolas V et Léon X ne soupçonnèrent pas les suites prochaines du mouvement qu'ils encourageaient. Beaucoup de latinistes demeurèrent inébranlables dans leur foi, et le plus illustre représentant de l'Orient, le cardinal Bessarion, travailla surtout à l'union des Eglises grecque et latine. Mais les plus populaires, parmi les philosophes, tinrent une école de blasphèmes. Le Pogge, qui servit huit papes, comme écrivain apostolique, remplit ses facéties d'obscénités, glorifie Jérôme de Prague, qu'il compare à Socrate, et attaque avec une singulière violence les vices du clergé. Porcaro était humaniste. Le grammarien cicéronien, Laurent

Valla, s'en prend à l'Evangile et à la Bible, raille les vertus monastiques, réfute, dans un ouvrage qui eut un grand retentissement, l'autorité de la donation de Constantin et traite le gouvernement des papes de « gouvernement de bourreaux ». Pomponius Letus, successeur de Valla à la chaire d'éloquence, fonde l'Académie romaine, où, à la place du christianisme entièrement disparu, règne la doctrine de Platon. Le président prenait le titre de « pontifex maximus », et tout était organisé sous la forme de collège de prêtres païens. où l'on faisait des libations en l'honneur des dieux. Sous Paul II, Pomponius fut jeté, comme hérétique, avec vingt membres de son Académie, dans les cachots du château St-Ange et livré à la torture. L'orage dura peu. Pomponius remonta triomphalement dans sa chaire et réorganisa son Académie sous le règne de Sixte IV ; des cardinaux, des prélats l'entourèrent de leur protection. Lorsqu'il mourut, Alexandre VI envoya quarante évêques à ses funérailles, célébrées avec une grande pompe, à Araceli (1). Il est à remarquer que ce souverain-pontife entretenait des relations d'amitié avec des écrivains d'opinions très suspectes. Lorsque Platina, plus tard l'historiographe des papes, fut incarcéré avec son maître Pomponius ; il adressa des lettres suppliantes au cardinal Roderic Borgia, ainsi qu'à d'autres membres du Sacré-Collège. On ne voit pas du reste qu'elles aient eu aucun effet (2). Rendu à la liberté, Pie II en fit un abrégé-

(1) JACOB BURCKHARDT, *Civilisation en Italie à l'époque de la Renaissance*. t. I, p. 350 ; GREGOROVIVS, *Histoire de Rome*, t. VII, p. 690.

(2) GREGOROVIVS, t. VII, p. 687.

viateur ; Sixte IV, le gardien de sa bibliothèque ; il se vengea, en écrivant l'histoire de Paul II. Ainsi les faveurs de l'Eglise se répandaient sur ses ennemis, l'érudition justifiant tout.

Florence, avec sa vie publique animée par les luttes des partis, avec son fin et beau génie toscan, résumant la vie italienne, mieux que n'ont jamais pu faire les autres villes, avec son sentiment délicat de la poésie et de l'art, fut la principale initiatrice de la Renaissance. Le mérite de Laurent de Médicis ne consista pas dans la fondation d'une Académie platonicienne, à l'exemple de tant d'autres localités, dans la protection accordée à de pédants latinistes, occupés à composer des poèmes épiques ; mais par ses chants en langue vulgaire, médiocres d'ailleurs, il remit la nation dans la voie dont elle s'écartait (1). L'ironie contre les choses saintes persista dans cette nouvelle littérature, dont le *Morgante Maggiore* de Pulci présente un spécimen très connu. De cette disposition railleuse est né l'Arioste, qui devait bien faire oublier ses joyeux prédécesseurs.

Si le XV^e siècle n'offre à ses contemporains que des jours sombres, s'il n'eut qu'une pauvre littérature factice, quelle glorieuse époque artistique en revanche que celle qui s'ouvre avec Beato Angelico, pour aboutir au grand Léonard, aux terribles fresques, dont le précurseur de Michel-Ange, Luca Signorelli couvre les murs de la cathédrale d'Orviéto, qui a des architectes comme Brunelleschi, des sculpteurs comme Donatello, Verroc-

(1) ROSCOE, *Vie de Laurent de Médicis* (trad. par Thurot).

chio, Ghiberti, les della Robbia enfin, donnant à leurs reliefs en terre cuite une âme si intime et si profonde, qui dans ses peintres réunit tous les contrastes. A côté de mystiques, tels que Francia, Gentile da Fabriani, Lorenzo di Credi, le Perugin ; les puissants réalistes comme Ghirlandajo, Paolo Uccello, Masaccio. D'un bout à l'autre de l'Italie, à Florence, à Padoue, où apparaît Mantegna, dans sa naïveté savante, avec sa facture minutieuse, qui atteint à la grandeur, en Ombrie un moment le foyer de la peinture religieuse, sur les bords de l'Adriatique avec Melozzo da Forli ; quelle vaillance, quelle sincérité d'efforts, quelle variété de conceptions et de procédés, chacun cherchant librement sa voie, poursuivant la perfection par des moyens différents. Quels germes précieux se sont desséchés, en arrivant au XVI^e siècle, qui fut le commencement de la peinture académique.

Ce moment offre un attrait de fraîcheur et de jeunesse, d'originalité et de grâce un peu sauvage qu'on n'a jamais revu depuis. L'anatomie, la perspective, le clair obscur, la science des raccourcis, l'amélioration des procédés de la fresque et de la peinture à l'huile entrent dans la technique usuelle de l'art.

On a beaucoup répété que cet ensemble s'est formé sous l'influence de l'antiquité retrouvée. Mais combien d'exceptions à ce courant, que l'on veut croire universel. Masaccio, par exemple, le grand novateur, sitôt disparu, nous laissant tant de chefs-d'œuvre, unit à une grande puissance de travail une singulière fécondité d'imagination ; chaque progrès successif est acheté par

un ardent labeur qui use cette nature exceptionnelle. Procédant de Giotto, il le renouvelle sans superstition par la méthode expérimentale ; dans l'art archaïque jusque-là, il fait jaillir la passion, le mouvement, l'action dramatique. Il regarde la vie que son pinceau ému reproduit dans toute son intensité, sans s'inquiéter autrement des bas-reliefs antiques ; il trouve des académies de femmes, comme l'Eve superbe des fresques du *Carminé*, et s'il manque à quelque chose, c'est quelquefois à l'unité de composition, ses personnages ayant tant de vie qu'ils se soumettent difficilement au groupement nécessaire.

C'est à sa propre inspiration, à ses patientes recherches que Piévo della Francesca doit le relief de ses personnages, la perspective aérienne de ses compositions.

Tout un groupe très décoratif de talents faciles et brillants, Gozzoli, Antonio Pollajolo, Pinturicchio, le peintre de la cour d'Alexandre VI, obéissant à un souffle moins pénétrant, se plaît à représenter les pompes des cortèges et des fêtes, de riches costumes, de splendides édifices, résumant l'élégance et l'entrain de l'existence des seigneurs magnifiques, dans de magiques paysages, qui ne sont pourtant que des réminiscences des bords de l'Arno ou des douces collines boisées de la campagne de Sienne. Cette école a le goût de l'actualité, le penchant au portrait, et devient, sous ses formes éclatantes, un document important pour l'histoire du temps.

Le quattrocentiste a touché à l'arbre de science, mais la science, en train de naître, n'a pas eu le temps de devenir aride. Alors, la préoccupation de l'artiste

est de rendre avec le maximum de vérité énergique le sujet qu'il a choisi, prenant pour point de départ les scènes que chaque jour amène sous ses yeux. De là, dans la peinture religieuse, l'abandon des types et des formules consacrées. Les douleurs divines revêtent l'expression de nos propres souffrances et l'on en vient à humaniser la Sainte Famille. Les fresques de Ghirlandajo à *Santa Maria Novella* sont les exemples les plus célèbres de cette interprétation récente de l'Histoire Sainte. De même que les peintres représentent la sainte Vierge, saint Joseph, sainte Anne, sainte Elizabeth, sous les costumes florentins, il les place dans le milieu grave et aimable du foyer domestique, tel qu'on le retrouve encore aujourd'hui dans la race toscane. Qui-conque a habité Florence a vu le dimanche passer par le Lungarno, pour aller aux Cascines respirer les premiers souffles du printemps, des défilés de familles nombreuses, où le père et la mère encore jeunes marchent en avant, suivis de belles jeunes filles, grandes, blondes et rieuses, interrompant une saillie pour tirer par la main les petits enfants qui s'oublient dans la flânerie. Ainsi au Jeudi-Saint pour la visite des églises. Ces humbles ménages d'artisans, qui croient, se prêtent volontiers à un bonheur modeste ; ils n'ont pas renié la sainte joie de vivre. L'alcool n'a pas encore pris l'âme de l'Italien.

C'est cette expansion universelle, cette ivresse de la nature qui rayonne sur le XV^e siècle. Au sortir des extases du cloître, on a retrouvé l'amour, les fleurs, le son des instruments invitant au plaisir, la lumière blonde qui

donne à l'œuvre de Dieu aussi bien qu'à l'œuvre des hommes un prestige enchanté, les ardents soleils couchants, les murmures et les chants, qui sortent de toute chose, et l'on en jouit comme d'une découverte nouvelle. Filippo Lippi et surtout Sandro Botticelli comprennent ainsi la vie. Ce dernier, dans ses deux toiles capitales, la *Naissance de Vénus* et l'*Allégorie du Printemps*, ne traite pas la mythologie à la façon d'un thème académique, mais la transforme et l'interprète librement dans le sens d'une légende féérique empreinte d'une exquise poésie (1). Ces réalistes n'expriment jamais un sentiment bas ou vulgaire. Leurs conceptions ont au contraire une évidente noblesse. L'élégance innée des idées les préserve des excès. Ce ne sont pas certainement des ascètes, et quoique Savonarole aie fait preuve de fanatisme, en brûlant quelques-uns de leurs chefs-d'œuvre, il a témoigné d'une certaine sagacité en se rendant compte que l'art échappait désormais à la direction de l'Eglise (2).

Si les peintres savent donner à la femme de leur temps une physionomie individuelle, les sculpteurs, comme Donatello et Verrocchio, ont pris l'enfant et avec un amour, un sentiment, toujours renouvelés, ont représenté des *putti* dansant ou chantant dans l'épanouissement et le charme de ces petits êtres espiègles ; mais chez ces chères créatures potelées, ils ont souvent exa-

(1) Il faudrait se garder d'attribuer à Botticelli les idées d'un épicurien, il devint au contraire un partisan fougueux de Savonarole. Voy. Vasar (trad. fr.), t. III, p. 244.

(2) JACOB BURCKHARDT, *Cisrène en Italie, art moderne*, 339-426, 540-643 ; GREGOROVIVS, *Histoire de Rome*, t. VII, p. 596-810.

géré la lourdeur de formes de la première enfance. Luca della Robia est celui qui les a le plus étudiés et le mieux compris ; il y a dans ses têtes de chérubins ou d'enfant Jésus une naïveté d'expression, une finesse mélancolique restant obstinément dans le souvenir de quiconque les a une fois contemplées.

Côme, ensuite Laurent de Médicis profitèrent de leurs relations avec l'Orient pour faire venir à grands frais des statues grecques et d'autres fragments antiques qui formèrent le noyau de la célèbre collection, dispersée pendant l'exil de la famille (1). Le 28 avril 1462, Pie II publia une bulle pour la conservation de ce qui restait des monuments de Rome, après la dévastation de tant de siècles, où le Colysée avait servi de carrière pour la construction des palais, où les marbres avaient été employés à la composition de la chaux. La sollicitude du savant pape pour les monuments de l'histoire n'arrêta pas un vandalisme trop invétéré. Paul II, Sixte IV, Innocent VIII continuèrent à user des démolitions pour leurs constructions nouvelles (2). Cependant le goût public se prononçait de plus en plus. On recueillait des sculptures, des médailles, des pierres gravées. Le cardinal Prosper Colonna fit restaurer les jardins de Mécène ; Niccoli, les Porcaro, Pomponius Letus, le pape Paul II formèrent des collections. Il n'y eut bientôt plus un cardinal ni un grand seigneur qui ne suivît cet exemple en

(1) Roscoe, *Vie de Laurent de Médicis*.

(2) Il est juste de dire que Jules II, appréciant les statues, les bas-reliefs, restaura les arcs de triomphe de Titus et de Septime-Sévère. (PASTOR, *Histoire de la Papauté*, trad. de Furcy Reynaud, t. IV, p. 66).

ornant son palais. On cite le groupe des *Trois Grâces* aujourd'hui à la *libreria* du Dôme de Sienne, ainsi que l'*Enfant chevauchant un cygne*. Des fouilles furent organisées à Ostie, alors véritable carrière d'antiques et de marbres, dans l'île Tibérine, autour des principaux temples de Rome. L'Apollon du Belvédère, découvert non à Portò d'Anzo, comme on l'a répété souvent par erreur, mais à Grotta-Ferrata, dans une propriété du cardinal della Rovere, éveilla dans toutes les classes le même délire d'enthousiasme qui jadis avait accueilli à Florence la fameuse madone de Cimabue. En 1471, dans le palais des conservateurs du Capitole, Sixte IV ouvrait un musée d'antiques, où l'on remarquait le sarcophage d'Agrippine, la tête colossale de Commode, le tireur d'épine, le Camille Capitolin, le Lion dévorant un cheval, bon nombre de bustes d'empereurs et de statues en bronze, parmi lesquelles l'Hercule plus grand que nature, une tête de Néron. L'Arianne endormie était aussi découverte à cette époque (1).

Ce réveil éclatant de l'art antique et l'état des esprits au moment où il se produisit, allaient amener une splendide éclosion. On sent déjà que nous voulons parler des deux sublimes génies, si différents, qui illustrèrent cette époque, Michel-Ange et Raphaël.

Obéissant aux suggestions de sa nature énergique, Michel-Ange, à l'exemple de son maître Dante, préfère

(1) Ces indications, nécessairement très incomplètes, sont tirées de HELBIG, *Guide dans les Musées d'archéologie classique de Rome* (trad. Tournier, Leipzig, 1893, t. I^{er}, p. 86, 103, 143, 401, 458, 466, et de GREGOROVIVUS, *Histoire de Rome*, t. VII, p. 655-672.

dans le renouvellement les traces du monde romain. Il a étudié les corps robustes des légionnaires de Trajan, se déployant en spirale autour de la célèbre colonne, dans leur lutte avec les guerriers de la Dacie ; il a noté, dans les bas-reliefs des arcs de triomphe, les muscles, qui se prononcent et se tendent sous l'effort de l'action, les raccourcis, qui se produisent dans les combats corps à corps, les attitudes violentes ou triomphales, les mouvements nobles et puissants de tous les membres, l'âme projetée au dehors par la manifestation de la volonté et de la force. Il faut ajouter, parmi les objets de l'admiration du grand homme, le groupe du Laocoon, chef-d'œuvre de la décadence, où l'expression de la douleur, portée à son paroxysme et à son dernier degré d'intensité, produit dans l'anatomie humaine des effets inattendus. Des spectacles de tous les jours, il a pris ces types solides et résistants encore fréquents en Italie, qui ressortent du vieux fonds étrusque, charretiers, paysans brûlés par le soleil, dont la vigueur de constitution a résisté aux fièvres de la campagne romaine, artisans, dont le métier exige une grande dépense de forces.

Ce n'est certes pas la pensée de la volupté qui attire vers les conceptions du peuple-roi ce solitaire ascétique, se refusant pendant ses fraîches années au charme de la femme, attendant la vieillesse pour ouvrir son cœur vierge aux séductions des amours idéales, mais la perfection saine et vigoureuse, qui persiste comme un privilège chez cette vieille race de dompteurs d'hommes, mais encore l'héroïsme qui l'animait et la foi inébranlable en ses destinées.

Le vol sublime de Michel-Ange ne hante que les sommets austères. Romain par les procédés, il est surtout en esprit l'homme de l'Ancien-Testament, imprégné des sévères vérités de la religion de Jéhovah. C'est dans un songe terrible, qui a passé sur sa chair, qu'il a contemplé les prophètes et les sibylles, dont il nous donne l'image surhumaine.

Poète tendre et rêveur, à qui les âpretés de la vie demeurèrent étrangères, Raphaël n'a rien à démêler avec les dures conceptions romaines, non plus qu'avec les rêves apocalyptiques. En même temps que son âme délicate s'élève d'elle-même vers ce monde invisible, que dans la fluidité de la lumière blonde, Ange de Fiésole peupla de créatures célestes, un instinct irrésistible de perfection le fait remonter à la pureté plastique des grands sculpteurs grecs. Arrivé à Rome au sortir de l'école d'Ombrie, à laquelle il avait donné les prémices mystiques de son talent, il s'éprend de l'Apollon, de l'Arianne, du Chœur des Muses qui remplit une salle du Vatican. L'empreinte est très visible, quoique avec une absolue indépendance d'interprétation, dans le *Parnasse* et l'*Ecole d'Athènes*. Elle se retrouve aussi, sans nuire à l'élévation, à la profondeur du sentiment religieux, dans toute l'œuvre du peintre de la *Dispute du Saint Sacrement*, du *Miracle de Bolséna*. De même que les pieux artistes des Catacombes se sont servis des personnages de la mythologie, comme symboles de la foi nouvelle, Raphaël s'aide de l'art antique pour construire son monument chrétien. Les nymphes ont une parenté avec ses madones. Il y a par exemple dans la Galathée de la *Far-*

nésine la mélancolie de l'infini que le christianisme a mise pour toujours dans les âmes. La note douloureuse ressort sur l'entrain joyeux des Tritons soufflant dans leurs conques, des Centaures et des Satyres courtisant les Néréides. Tous deux, Raphaël et Michel-Ange, tout en respirant l'influence de la beauté antique, ont su conserver leur originalité et sont restés avant tout chrétiens. Épurant cet élément longtemps oublié, qui rentrait en possession des intelligences et des admirations, ils se sont bien gardés de l'abus qu'en faisaient alors les pédants et les matérialistes. A leur date et dans l'atmosphère où ils ont vécu, ce furent deux glorieuses exceptions. Il est évident du reste que plus difficiles à comprendre pour le vulgaire et restant toujours dans une sphère élevée, les arts n'ont point exercé la même influence funeste que les lettres.

Cependant, dans la frénésie du retour au monde ancien, beaucoup ne voyaient que l'affranchissement de toute religion.

II

A la fois un monstre et un héros, César Borgia, ne peut se comprendre qu'en Italie, à ce moment de l'histoire, où sous le soleil de la Renaissance, la Rome païenne, sortait avec une jeunesse nouvelle, des ruines qui l'avaient si longtemps dérobée au monde. En parcourant les galeries du Vatican et du Capitole, on est involontairement frappé de l'altière et froide énergie, de la majesté dédaigneuse des lois de l'humanité, que le ciseau de sculpteurs, dont le nom est échappé à la postérité,

quoique leur génie parle encore, a su imprimer à l'attitude et aux traits des dominateurs de l'Olympe, des héros empereurs. S'il était donné à l'une de ces effigies merveilleuses animées d'une flamme indomptable, de se lever et de rentrer dans la vie, elle ne penserait, elle n'agirait pas autrement que ne le fit le Valentinois. Se sentant lui-même du sang des Dieux (1) et marchant à l'apothéose, comme les Césars, dont il avait pris le nom et poursuivait la destinée, il se regarda comme exempt de toute contrainte morale, sans autre devoir que celui de remplir, à travers les obstacles et les crimes, l'orageuse mission à laquelle il se dit appelé. La grandeur du but lui fait dédaigner ce qui n'est, à ses yeux, que le préjugé des âmes vulgaires.

La soif et le luxe des forfaits inutiles ne vient pas altérer sa sérénité. Mais il ne s'inquiète pas si, en passant, son char de triomphe écrase les hommes dans la poussière. Ce n'est pas un insensé, un brûleur de villes comme Néron, un hystérique comme Elagabale. Seulement, en dehors et au-dessus de l'humanité, il croit à la satisfaction légitime de ses instincts, de ses passions, de ses vices.

La corruption trop générale avait entamé le clergé. Les bulles contre les clercs concubinaires en sont une preuve manifeste. Le Sacré-Collège n'était pas exclusivement composé, comme aujourd'hui, d'hommes pieux, savants en théologie. Au milieu de prélats, qui de tout temps eussent passé pour des saints, Carvajal, Capran-

(1) Dans les inscriptions parvenues jusqu'à nous, dans les épitres dédicatoires, le pape (Innocent VIII, Alexandre VI) est qualifié de *Divus*. L'épithète de *Sanctus* est presque tombée en désuétude.

cia et le vénérable cardinal-archevêque de Lisbonne, Georges Costa, qui refusant de s'associer à la simonie de l'élection d'Alexandre VI, usait ensuite largement du droit de blâme, le népotisme, le favoritisme, la pression des grandes puissances, l'influence des souverains italiens, même de la haute noblesse romaine introduisaient des éléments bien différents. Contentons-nous d'indiquer Pierre Riario, d'Estouteville, Scarampo, le jeune et beau François de Gonzagua, Ascanio Sforze.

Se regardant plutôt comme des grands seigneurs que comme des princes de l'Eglise, passés maîtres en toute espèce d'élégances, ils s'appliquaient à mener une grande vie, dont le faste retombait en pluie d'or sur Rome. Le peuple, sans industrie, ne vivant que de la curie romaine, voyait avec admiration passer les cortèges cardinales se rendant au Vatican sur des mules caparaçonnées d'or, dans le nombre et l'éclat des prélats de moindre rang, qui formaient leur clientèle, des secrétaires et des serviteurs, enfin des gentilshommes, des lettrés, des parasites ayant tous bouche en cour. On ne songeait nullement à demander compte aux maîtres, dont on était fier, des faiblesses et des taches de leur vie, qu'eux-mêmes s'embarrassaient peu de dissimuler.

Les distractions étaient toutes profanes. Quatre cardinaux se promènent masqués à cheval aux fêtes du carnaval de 1487. L'un d'eux, Colonna, fit une chute si malheureuse qu'il faillit se tuer (1). Près de Fiumicino, à la droite de l'*Isola Sacra* et de l'embouchure du Tibre,

(1) BURCHARDI, *Diarium*, t. I^{er}, p. 241-249, 323.

Innocent VIII avait construit à la Magliana un casino comme rendez-vous de chasse, la forêt, qui borde la mer, étant abondante en cerfs, en chevreuils, en gibier de toute espèce. Le Souverain Pontife se livrait volontiers à ce plaisir en compagnie d'ecclésiastiques et le plus souvent des cardinaux Colonna, Savelli, Sclafanati, Ascanio Sforze. Sous Alexandre VI, qui n'y vint guère, Ascanio en fit les honneurs au duc de Ferrare, qu'il convia à une chasse vraiment royale ; César cacha dans cette solitude quelques-unes de ses équipées galantes. En qualité de pape guerrier, Jules II eut une prédilection pour la Magliana, dont il fit un palais, que des peintres d'Ombrie, peut-être Raphaël lui-même, ne dédaignèrent pas de décorer de fresques (1).

Dante déplorait la disparition de la simplicité des anciennes mœurs (2). Avec les tournois commença à paraître le luxe dans les armures, les vêtements, les festins et les fêtes. Dans sa *Fiammetta*, Boccace, accueilli à la cour de Robert, roi de Naples, décrit les splendeurs d'un tournoi, les somptueux harnachements des chevaux, les costumes des cavaliers et des femmes, de pré-

(1) La Magliana n'est plus qu'une ferme hantée par la fièvre. Les religieuses de Sainte-Cécile in *Trastevere*, auxquelles elle appartient, la laissent tomber en ruines. La prétendue fresque de Raphaël, acquise par le Louvre, a été transportée sur toile (Burchardi, *Diarium*, t. I^{er}, p. 266 et t. III, p. 269 ; GRUYER, *Les Fresques de Raphaël provenant de la Magliana*. Paris, 1873. Sous Sixte IV, Jérôme Riario avait déjà offert, à la Magliana, une chasse au duc Ernest de Saxe ; tout Rome s'y porta. On avait fermé toutes les boutiques de la ville, et la fête se termina par un superbe festin en plein air auquel on convia les spectateurs. (J. Volterrani, *Diarium*, dans *Mura-tori*, t. XXIII, col. 104.)

(2) *Paradiso*, Canto XV.

cieuses étoffes de couleurs éclatantes, brochées d'or et garnies de perles. Can Grande, seigneur de Vérone, qui eut l'honneur de retenir quelque temps à sa cour Dante fugitif, donna, quand il réunit Padoue à ses domaines, une fête prolongée pendant un mois. Des bandes d'histrions récréèrent par leurs danses et leurs chants les nombreux convives venus de toutes les parties de l'Italie et même d'au-delà des monts. Des centaines de chevaliers furent créés, chacun emportant en don des chevaux, des habits, de brillantes armures. Mastino II imita ces prodigalités. Enfin, Antonio dissipa si bien ses finances qu'il ne put défendre ses Etats contre Galeas Visconti. Même somptuosité dans les cours de Milan, de Mantoue, de Padoue. Les dynasties papales essayaient de dissimuler leur récente origine par les pompes de la vanité.

Agnolo, tyran de Pise, ne sortait qu'un sceptre d'or à la main. En 1475, les fêtes nuptiales de Robert Malatesta, épousant Isotte, fille du comte Frédéric d'Urbain, s'élevèrent à la somme de 46,000 ducats, tandis que la dot de la mariée n'était que de dix mille florins. Les noces de Violante Visconti, fille de Galeas, duc de Milan, auxquelles Pétrarque fut convié, demeurent aussi célèbres par leur magnificence. Tout est occasion de parade, de manifestation de la richesse et de la puissance pour éblouir le vulgaire. Après sa victoire sur les Florentins, Castruccio Castracani fit son entrée à Lucques dans l'appareil de triomphe d'un empereur romain. Le luxe insensé de ces petits souverains fut une des causes de leur instabilité ; le peuple écrasé d'impôts se retournait

vers la France avec l'espoir d'un meilleur gouvernement. Cela contribua à la rapidité de nos succès sous Charles VIII et Louis XII (1). Peu à peu le luxe s'étendit aux particuliers. Le Sénat de Venise ne cessait de promulguer, mais toujours en vain, des édits contre les parures somptueuses des grandes dames, même des bourgeoises, l'usage de plus en plus fréquent des riches étoffes venues d'Orient, de diadèmes constellés de pierres, des bijoux curieusement ciselés. Mais aux fêtes en l'honneur de la république, toute prohibition cessait ; on empruntait ses plus riches joyaux au trésor de St-Marc pour en parer les plus belles filles du peuple. Le maréchal Trivulce offrit à Louis XII une fête royale dont les détails étaient réglés par quatorze cents maîtres d'hôtel ou officiers de bouche. Les historiens ont pris soin d'enregistrer la description du banquet de ses noces et l'ordre de ses funérailles (2).

Les cardinaux ne dérogeaient pas à ces illustres exemples. Successeur de Vitelleschi au gonfalon de l'Eglise comme à la pourpre, Scarampo parvint à amasser une fortune de plus de deux cent mille florins d'or. A la mort

(1) MANZI, *Discorsa sopra gli Spettacoli* ; JACOB BURCKHARDT, *Civilisationen Italie*, t. I^{er}, p. 12 ; UGOLINI, *Storia d'Urbino*, t. I^{er}, p. 496 et suiv. — « Tutta Italia, écrit l'auteur anonyme du *Diario Ferrarese*, videlicet li popoli gridavano ad una voce *Franza, Franza* prœter li Signori. » Toute l'Italie, c'est-à-dire les peuples, criaient *France, France*, excepté les seigneurs des villes et les gouvernements des républiques. (Dans *Muratori*, t. XXIV, col. 309). Un boucher de Ferrare est tué par les troupes vénitiennes qu'il raillait sur leur campagne contre les Français et leur prédisait la défaite. (Id., col. 306.) — Mais la conduite des Français envers les femmes amenait une réaction rapide.

(2) MOLMENTI, *Vie privée à Venise*, p. 313 ; MORIGI, *Nobiltà di Milano*, p. 353-355.

de ce cardinal d'épée, on trouva des boisseaux de gemmes, de perles, d'objets rares et précieux. Mais Scarambo n'était peut-être qu'un thésauriseur. Pierre Riario, neveu de Sixte IV, surpassa tous les autres princes en folles générosités. Lorsque Eléonore, fille du roi de Naples, passa par Rome, allant rejoindre son mari le duc de Ferrare, Riario épuisa pour la recevoir toutes les magnificences. Le palais était orné de tapisseries d'une grande valeur artistique ; l'or et l'argent brillaient dans les moindres ustensiles. Pendant le séjour de la princesse, des banquets entremêlés de représentations mythologiques réunirent tout ce qu'il y avait de grands seigneurs et de parasites dans Rome. Ce franciscain de basse origine, qui avait fait vœu de pauvreté, se revêtait, dans l'intérieur de son palais, comme une idole orientale, d'étoffes lamées d'or. Une mort prématurée, causée par ses désordres, termina cette vie indigne. Malgré les immenses revenus de ses bénéfices, il laissa des dettes considérables (1).

La fièvre de l'or et de la vanité circulait dans les veines de ces grands seigneurs, qui pour la plupart n'étaient au fond que des parvenus.

III

Il n'y a donc rien d'étonnant que les Borgia, pauvres petits gentilshommes Valenciens, réduits naguère par la misère à labourer eux-mêmes leurs terres et à faire,

(1) GREGOROVIVS, *Hist. de Rome*, t. VII, p. 248, 273, 278 ; PASTOR, *Hist. de la Papauté depuis le moyen âge* (trad. fr.), t. IV, p. 220.

dans un village, le métier de loueurs de chevaux (1), maintenant gonflés de morgue et de rodomontades espagnoles, depuis que le caprice de la fortune avait fait asseoir deux des leurs sur la chaire sublime de Saint-Pierre, aient suivi servilement la trace des autres favoris et neveux de Papes.

Nous avons déjà parlé des relations assez étroites d'Alexandre VI avec les humanistes. N'étant encore que vice-chevalier de l'Eglise, il confia César à un rhéteur espagnol, originaire de Majorque et l'un des fondateurs de l'Académie de Pomponius Letus (2). C'est dire que le précepteur s'appliqua consciencieusement à éle-

(1) Treize témoins de la paroisse de Xativa, au royaume de Valence, d'où les Borgia étaient originaires, affirment par serment que le père d'Alexandre, auquel la qualification de noble est attribuée, « tenea quatro cabalos ». Quant au père d'Alphonse (Callixte III), il était « fill de un bon hom, laudador de Xativa ». Rapporté par VILLANUEVA, *Viage literario a las iglesias de España*, cité par M. de l'Epinois, dans son travail magistral « Le Pape Alexandre VI » (Revue des questions historiques d'avril 1881, p. 364 et 365). D'après les renseignements très précis donnés par M. Yriarte (*César Borgia*, t. I^{er}, p. 18), les Borja (c'est l'orthographe espagnole) appartenaient à une vieille race d'hidalgos déchue. La haine pour les gens de cette nation, qui depuis Callixte III avaient pullulé à Rome et s'étaient élevés par l'intrigue aux plus hautes fonctions (il y eut sous Alexandre VI jusqu'à neuf cardinaux espagnols), fit courir le bruit persistant que ces nouveaux venus descendaient de Maures convertis, ce qui était alors la suprême injure. Le vieux cardinal La Balue, sorti des prisons de Louis XI, traita en public de *marano* le cardinal Roderic Borgia. (GREGOROVIVS, *Histoire de Rome*, t. VII, p. 327, 356, 456). Les Espagnols justifiaient ces sentiments hostiles par leur férocité et leur outrecuidance. Les trois mille Catalans, qui formaient la garde prétorienne d'Alexandre, avaient leurs relations dans la lie de la populace et, sûrs de l'impunité, ils commirent souvent des meurtres.

(2) Ipse Cæsar eâ fuit indole ut ab initio in bonos incidisset vitæ monstrosos, perpetuam sibi gloriam et reipublicæ romanæ peperisset. (RAPH. VOLATERRANI, *vitæ quatuor pontificum*, à la suite de PLATINA, Venetiis; 1511, p. 167).

ver l'enfant, selon le goût du temps, dans des idées vaguement païennes, ou plutôt vides de croyances religieuses. Il ne songea guère à éveiller en lui l'honnête homme, encore moins le chrétien. Il prétendit en faire en revanche un cavalier accompli dans toutes les sortes de sport, comme on dirait aujourd'hui, très versé dans les questions relatives aux lettres et aux arts, qui passionnaient alors l'opinion. Comme il ne s'agissait plus de la race grossière des Riario, subitement trempée dans l'or, mais d'une intelligence de premier ordre, la réussite fut complète. Qu'on nous permette, afin de n'avoir plus à y revenir, de nous arrêter un moment pour étudier César à ce point de vue spécial. Il suivit du reste l'exemple des tyrans, qui avaient acquis une certaine popularité et s'étaient fait pardonner jusqu'à un certain point leur mauvais gouvernement, en réunissant autour d'eux les grands artistes dont ces temps étaient si fertiles, en peuplant leurs petites capitales de chefs-d'œuvre. Mantoue, Ferrare, Milan avec sa gigantesque cathédrale, la merveilleuse Chartreuse de Pavie, créations des Viscontis, Urbino, Rimini, rivalisaient d'une noble émulation, et les dépenses qu'amenait la construction et l'ornementation des monuments s'excusaient d'autant plus volontiers que chaque ville y trouvait sa part de gloire.

Le jeune homme, à l'université de Pérouse, eut un autre précepteur, également Espagnol, Jean Véra, de Valence, bientôt cardinal, dont nous ne savons guère que le dévouement absolu pour les Borgia, et qui sans doute continua la méthode de son prédécesseur. César

témoignait d'un certain goût pour les lettres et commença de bonne heure son rôle de Mécène. Les travaux exécutés par le Pinturicchio aux *Ædes Borgiae* le mirent en relation avec ce célèbre artiste, auquel il montra toujours une grande bienveillance, qu'il fit, dit-on, venir en Romagne, au temps de sa domination (1). Avec les instincts précoces d'un collectionneur, il achetait le Cupidon, un des premiers ouvrages de Michel-Ange, pris, un moment, pour un marbre antique. Il aimait à s'entourer de poètes latins, alors en possession d'une certaine notoriété, qui chantaient ses louanges dans leurs poèmes et épîtres dédicatoires. Parmi ces lauréats justement oubliés, on citait Gian-Andréa Prato, Justola, Sperulo, l'Aquilano, Cammeli, et surtout le fidèle secrétaire Agapito Gerardino di Amelia, dont toute l'intelligence sera consacrée à son bienfaiteur (2). Pénétré lui-même de la rhétorique du temps, César composa une pastorale jouée aux fêtes nuptiales de Lucrèce avec Alphonse d'Est (3). Ce produit des loisirs d'un grand seigneur, improvisé sans doute en quelques heures, ne nous a pas été conservé, ne valant ni plus ni moins que les compositions de ses poètes courtisans.

Pendant son court règne dans les Romagnes, il s'attacha une sorte d'historiographe officiel, Andrea di Bernardo, simple artisan, qui se montra capable d'écrire les annales de Forli, sa ville natale. Le plus souvent à

(1) GREGOROVIVS, *Hist. de Rome*, t. VII, p. 809.

(2) EDOARDO ALVISI, *Cesare Borgia, duca di Romagna*, Imola, 1878, p. 61, 82. 98, 99.

(3) GREGOROVIVS, *Lucrèce Borgia* (trad. de Paul Regnaud).

Rome, César avait choisi Césène comme résidence de sa cour ducale. Il y avait rassemblé une précieuse bibliothèque, à laquelle la confiscation ajouta celle autrement riche rassemblée par les ducs d'Urbain. Il aimait à vivre dans la familiarité des grands artistes, dont il utilisait les talents au profit de ses ambitions. Léonard de Vinci dirigeait les sièges comme ingénieur, Antonio di Sangallo traçait les plans des forteresses à construire, Bramante dessinait le dôme de Faenza. Plusieurs monuments datent de ce règne éphémère : l'église de Piratello, hors d'Imola, qui conserve encore des débris de vitraux et de chapiteaux en terre cuite, celles de Santo Stefano à Faenza, de Santa Maria à Monte, dans la banlieue de Césène. Dans cette dernière ville, objet de ses préférences, il ordonna la construction d'un palais de justice, d'une fontaine monumentale, et sans crainte d'exciter la défiance des Vénitiens, *maîtres traditionnels de l'Adriatique*, il fit ouvrir le port. Il paraît avoir eu l'intention de former une école locale avec les peintres de la contrée, à Faenza, Palmecciori et Morolini, probablement disciples de Melozzo, à Forlì Bertucci, qui par son sentiment péruginesque, mérita d'être appelé le Raphaël de la Romagne (1).

Tout cela sans doute ne dépasse pas les attributions d'un bon préfet, et c'est bien peu pour un Borgia. Là où nous devrions trouver une œuvre puissante, étant donné l'homme excessif en toute chose, nous ne ren-

(1) ALVISI, p. 46, 295, 393, 395, 396. — YRIARTE, *Autour des Borgia*, p. 22, 23.

controns que des intentions et des traces. Sa vie de combat, trop courte et trop agitée pour les desseins qu'il y avait mis, ne lui laissa ni le temps, ni le loisir d'attacher son nom à un monument digne de lui. Ce dut être un des regrets que ce magnifique emporta de sa destinée si tôt brisée.

Revenons donc au nœud principal de cette nature si complexe. Ce fut avec l'instinct impérieux de domination, l'outrance de la soif de paraître, charlatanisme qui est, nous l'avons vu, un des traits caractéristiques de l'époque. A l'université de Pise, l'étudiant menait déjà un train princier ; sa fortune l'entourait de nombreux amis, parmi lesquels un compatriote, Francisco Remolino da Ilerda, plus tard gouverneur de Rome, chargé, par suite de son élévation, d'instruire le procès de Savonarole et d'assister à son auto-da-fé. Alexandre devenu pape, César est créé cardinal ; on lui constitue une maison, et à l'âge de dix-sept ans, il tient sa cour au Transtevere. « Ses façons sont celles du fils d'un potentat, rapporte Boccaccio, l'envoyé du duc de Ferrare. Quand il écrit à un prince italien, il l'appelle « son frère ».

Si pompeux qu'ils soient, il subit avec une répugnance évidente ses vêtements de prince de l'Eglise. Un jour on le voit chevaucher à côté de Djem, en costume oriental. Ce qu'il préfère, c'est une brillante armure, ce sont de riches étoffes de couleurs voyantes, criblées de pierrieres. Il met des perles jusqu'au harnachement de son cheval (1). Après avoir passé sur le cadavre de son

(1) YRIARTE, *César Borgia*, t. I^{er}, p. 49-54, 61-63.

frère, le duc de Candie, pour saisir l'épée tant désirée de gonfalonnier de l'Eglise, il a soin de se faire attribuer les bijoux et le mobilier du mort, d'une valeur de trente mille ducats. Il s'en tire en en remettant cinq mille à la veuve (1). Alexandre eut soin d'expliquer aux membres du Sacré-Collège que les mœurs de son fils le rendaient indigne de siéger parmi eux, et la barrette fut jetée aux orties.

Quand César alla demander la main de Charlotte d'Albret, il fit à Chinon une entrée de directeur de cirque. Des fabriques étrangères, il avait fait venir une immense quantité de brocarts d'or et d'étoffes de soie. De la tête aux pieds, tout raide de bijoux d'une grosseur démesurée, il étincelait comme un soleil, lui, ses pages, ses palefreniers, ses chevaux et ses mules. Il pensait éblouir la cour par ce luxe maladroit de financier. Louis XII et ses courtisans, qui se connaissaient en vraie noblesse, sourirent de la folle vanité de ce bâtard, transformé en duc par les exigences de la politique, et qui mettait en évidence plus de rubis que de jugement. Brantôme, qui la tenait par tradition, nous fait un récit plaisant de cette scène. Pour se complaire trop dans le clinquant et les paillettes d'or, le terrible parvenu se montra ce jour-là grotesque.

Castiglione était d'un autre avis. Bien que fin courtisan, lettré, maître dans toutes les élégances, il décrit avec admiration le grand train du Valentinois à Milan (2).

(1) GREGOROVIVS, *Histoire de Rome*, t. VII, p. 477.

(2) YRIARTE, *César Borgia*, t. I^{er}, p. 180.

Ce faste réussissait mieux en Italie, où l'on a toujours aimé l'apparence et la démonstration. On le vit bien, quand au retour de la première campagne de Romagne, César entra dans Rome avec son cortège triomphal, au bruit des canons et des cloches, aux acclamations du peuple tout entier (1). Lorsque, l'année suivante, il prit possession de Pesaro en vainqueur, on remarqua l'uniforme de sa garde privée, d'une richesse inouïe, L'habile homme savait inventer chaque fois une nouvelle attraction pour satisfaire la curiosité, exciter de plus en plus l'admiration populaire (2). Tout l'argent jeté en somptueuses prodigalités, dignes d'un despote oriental, tous les frais de la guerre sortaient du trésor pontifical, produit des ventes d'offices, des amendes, des confiscations sur les barons romains.

On trouve dans la bibliothèque publique de Macerata deux ordres de César, l'un du 20 janvier, l'autre du 7 février 1500, enjoignant au trésorier général de la Marche de payer diverses sommes pour l'achat de poudre (3).

Dans une curieuse lettre, adressée à sa femme Isabelle d'Este, le marquis de Mantoue se fait l'écho d'une rumeur populaire (4). Alexandre VI ayant, peu avant son

(1) GREGOROVIVS, *Histoire de Rome*, t. VII, p. 494. — Aux noces de Lucrèce avec Alphonse de Ferrare, le harnachement du cheval de César était de la valeur de dix mille ducats (id., p. 539). — Lui-même équipe, à cette occasion, deux cents cavaliers et un chœur de musiciens. (GREGOROVIVS, *Lucrèce Borgia* (trad. fr.), t. I^{er}, p. 206.

(2) YRIARTE, *César Borgia*, t. I^{er}, p. 205 et suiv. 245.

(3) Ces pièces sont rapportées dans le « Giornale di erudizione artistiche... nella provincia dell'Umbria », 3^e vol., Perugia, 1874, p. 335.

(4) Datée d'Isola degli Orsini, 22 sept. 1503. Dans GREGOROVIVS, *Lucrèce Borgia*, pièces justificatives, n° 51, t. II, f. 398.

exaltation, conclu un pacte avec l'esprit de ténèbres, son âme, quand il expira, avait été emportée par sept diables. De la légion, dont le Valentinois était hanté, le démon de la vanité et de la prodigalité lui fut le plus funeste.

Ce qui rendait sa chute inévitable, c'est qu'il n'avait pas songé à se faire un trésor de guerre, qu'il n'avait pas eu le temps d'étendre ses conquêtes en dehors des Etats de l'Eglise, qu'il lui manquait, sur un terrain moins précaire, une capitale et une base d'opérations, d'où il eut pu résister aux exigences du Pape nouveau, prompt à défaire l'œuvre du prédécesseur (1). Son armée, le trésor où il puisait étaient ceux de l'Eglise. N'étant pas devenu assez puissant pour parler en son propre nom, l'intérêt de la France, qu'il avait du reste mal servi, l'abandonnait, une fois Alexandre VI disparu. Terrassé dans son lit par la souffrance, qui ne pouvait atteindre son âme indomptable, César, pour pourvoir à la situation, envoya Michelotto, le serviteur attitré de toutes les vilaines besognes, se saisir, le poignard à la main, des trésors du Vatican pendant l'inter règne. La précaution arrivait trop tard. Jules II obtint, en toute justice, des banquiers de Gênes et de Florence, la restitution des fonds qui venaient de leur être confiés.

(1) Piombino, trop séparé du reste de ses Etats, ne pouvait devenir un centre.

(A continuer)

ANATOLE DE GALLIER.

LOUIS ADHÉMAR

PREMIER COMTE DE GRIGNAN

(1475-1558)

(SUITE. — Voir les 107^e, 108^e, 109^e et 110^e livraisons).

Mais bientôt disparut l'entente entre Louis Adhémar et Gaspard de Castellane. Le 6 avril 1548, ce dernier obtenait du roi Henri II des lettres portant permission de rechercher les actes utiles audit Gaspard, et ordre aux notaires de lui en délivrer des expéditions pour soutenir divers procès. Elles furent données à Aix et suivies d'une assignation à Honorat de Fabricis, du 6 avril 1549, de délivrer une expédition de la donation de Gaucher Adhémar à Gaspard de Castellane et Blanche Adhémar, sa femme (1). Nul doute que cette donation, datée du 3 août 1505, n'ait été expédiée à Gaspard de Castellane, fils des donataires en question. Il est probable même que l'expédition en fut signifiée à Louis Adhémar, sans doute déjà mal disposé envers son neveu de Castellane; car, peu après son élargissement, le 17 août 1552, il se fit présenter la minute même de la donation en question et signifia

(1) CHEVALIER et LACROIX, *Invent. des archiv. Morin-Pons*, t. I^{er}, n^{os} 194-5.

au possesseur de cette minute l'intention où il était de faire annuler cet acte, en vertu de substitutions à lui faites par ses aïeux (1). Au surplus, un nouveau testament du baron même, en date du 12 décembre 1552, en faveur des Guise, est, malgré d'importants legs particuliers y faits à Louis de Castellane et à d'autres parents, un monument certain de la défaveur des Castellane auprès de lui, sur-

(1) L'importance exceptionnelle de cet acte du 17 août 1552 pour l'histoire de Louis Adhémar nous engage à donner ici textuellement ce que nous en avons copié jadis dans le protocole même.

« Actes pour messire Loys Adheymar de Monteil, seigneur et baron de Grignan.

« L'an mil cinq cent cinquante deux et le dix septieme jour du mois d'aoust, pardevant moy Pons Silhol, notaire royal et tesmoings.... établi en personne Loys, seigneur de Grignan, lequel, après ce que M^e Honorat de Fabricis, notaire de Saint Maxien de Prières, estant de pardevant luy, auroit monsté et exhibé ung cotte escript de forme...., couvert de parchemin, de l'an mil cinq cent et cinq, des notes de feu M^e Lorent de Fabricis, notaire, père dud. M^e Honorat, auquel cotte ou prothocolle de ces notes et contracts y seret descript et inseré un instrument de donation faicte entre vifs par feu noble et puissant seigneur messire Gaucher Adheymar, chevalier, seigneur et baron de Grignan de son vivant, au prouffit du premier masle que naistret de puissant seigneur Gaspard de Castellane et dame Blanche Adheymar, mariez, et signée par led. M^e Lorent de Fabricis subz l'an mil cinq cent et cinq, en le tres jor de moys d'aoust, et au marge il y a *Extrac-tum et grossatum est instrumentum parte domini de Intercastris, vigore precepti*, lequel instrument est aud. prothocolle en forme... Et, pour ce que led. seigneur presthend faire annuler et casser lad. donation par les substitutions à luy faictes par ses ayeulx et ancestres, et de crainte led. seigneur que led. prothocolle ne se puisse esgarer ou venir en aultres mains par la mort dud. M^e Honorat, en a requis actes que led. prothocolle est entre ses mains et que led. acte est receu par sond. feu père.. » Louis Adhémar requiert encore led. notaire de Fabricis de bien et dûment garder led. instrument de donation, afin qu'il puisse s'en servir en temps et lieu. Pons Silhol, notaire à Grignan, constate et met en note lad. reconnaissance demandée et reçue dud. notaire de Fabricis. (Minut. cit., reg. grosses Silhol coté 9^e registre, f. vij^e j.)

tout d'un désaccord très accentué entre ce baron et son neveu Gaspard (1).

(1) Voici les dispositions essentielles de ce testament, absolument inédit, et qui fournit de précieux renseignements :

« Louis Adhémar y est qualifié « chevalier de l'ordre du roy, seigneur « et baron de Grignan, Aps, Lachaux, Marsane et aultres terres, places « et seigneuries. » Il est « sain et en bonne disposition de ses sens et personne ; » il teste « à telle fin que entre ses parents, après son décès, ne sorte aucuns différends et questions à l'occasion de ses biens. » Il élit « sa sépulture en l'esglise Saint Sauveur de Grignan, par luy édifiée et fondée. » Il ordonne qu'il soit payé et deslivré annuellement aux doyen, chanoynes et beneficiers de lad. esglise Saint Sauveur, par les dames usufruitueresses de sesd. biens cy après nommez respectivement et durant le temps qu'elles jouyront de sesd. fruitz et usufruitz, et après elles par sond. héritier dessoubz nommé, la somme de cinq cens liv. tourn., laquelle il leur a constitué de rente annuelle par les actes des fondations sur ce faictes tant par led. s^r testateur que par feu messire Gaucher Adhémar, son père, madame Diane de Montfort, sa mère, et madame Anne de Saint Chamond, sa femme et compaignie, suyvant la forme et teneur desd. fondations, et ce pour le capital dix mil livres tourn. au feu et raison de cinq pour cent. Son héritier pourra se libérer de la rente moyennant versement du capital et autre placement sûr et au moins aussi avantageux de celui-ci en faveur du Chapitre. Il lègue « aux doyen et Chappitre de... Saint Sauveur tous et chascuns les reliqueres, calisses, tableaux, croix, livres, benitiers, encensoyrs et tous aultres jouyaux et ornemens d'esglise qui se trouveront après son décès tant en lad. esglise que en sa maison, et ce pour la décoration et divin service de lad. esglise. »

Il lègue à « Diane de Montfort, sa mère, les fruitz et usufruitz de tous et chascuns ses biens présentz et advenir, pour en jouyr et disposer durant sa vie playnement et paisiblement, en payant toutesfoys les charges ordineres sur iceulx imposées et aultres cy après déclaréz, ensemble les legats cy dessoubz faictz... Ordonne led. s^r testateur que sond. héritier dessoubz nommé soyt tenu payer aux héritiers de lad. dame sa mère, après le décès d'icelle, toutes et chascunes les sommes de deniers qui se trouveront avoyr esté par elle apportées et employées en la maison dud. s^r testateur, détraict et rabatu les sommes de deniers esquelles se montent lesd. fondations faictes par lad. dame sa mère. Après le décès de laquelle led. s^r testateur a légué... et laisse à... Anne de St Chamond, son espouse et compaignie, lesd. fruitz et usufruitz de tous et chascuns ses biens presentz et advenir sa vie durant,

Du reste, cette division ne fit que s'accroître encore davantage. En mai 1553, Louis Adhémar, non content de

en payant par elle lesd. charges ordinères et légatz ou bien ce qui se trouvera n'avoir esté payé et satisfait par lad. dame Diane de Montfort, sa mère, desd. légatz, et à la charge aussi de tenir et maintenir les maisons et domaynes en bon et deu estat et en suffisante réparation durant le temps de sond. usufruit. A quoy aussi sera tenue lad. dame, sa mère, durant le temps qu'elle jouyra desd. fruitz... Et durant la vie de lad. dame Diane de Montfort et que elle jouyra desd. fruitz, led. s^r testateur a légué... et laisse à icelle dame Anne de St Chamon, sa compaigne, la somme de douze cens livres tournois annuellement... inclus en lad. somme de douze cens livres le doyre vidual constitué à lad. dame Anne de S. Ch. par led. s^r testateur au contract de leur mariage; laquelle somme de douze cens livres tourn. » le testateur veut « estre prinse [.] sur le péage de » Montélimar. « Et oultre ce, a légué... à lad. dame Anne de S. Ch., sa femme, le château et maison de Montségur pour son habitation et demeure. » Au cas où Diane de Monfort voudrait faire sa demeure aud. château de Montségur, a laissé et lègue à lad. dame Anne de St Ch., sa compaigne, le château de Grignan pour sad. habitation. Et pareillement a légué... led. s^r testateur à lad. dame sa femme, les terres, places et seigneuries d'Aps, Aubignas, Marsane et Bonlieu, avec leur haute, moyenne et basse juridiction, pur et mixte empire, droictz, debvoirs, rantes, revenus, appartenance et deppendance quelconques, sur lesquelles terres, places et seigneuries les deniers receuz, par led. s^r testateur, d'icelle dame Anne de St Ch. sa compaigne, ont esté, comme il a dict, assurés et incorporés. Plus a légué... led. s^r testateur à icelle dame Anne de St Ch. sa compaigne, après le décès de lad. dame Diane de Montfort, sa mère, tous et chascuns ses biens meubles et par soy mouvantz, sans toutesfois par ce aucunement desroger ne prejudicier à la donation et association faicte et passée entre led. s^r testateur et icelle dame sa femme, au contract de leurd. mariage, réciproquement de la moitié de leurs meubles et acquetz, ains icelle donation et association, en tant que a luy touche et besoin est, led. s^r testateur a confirmé et confirme, tellement que lad. dame Anne de St Ch., après le décès dud. s^r testateur, puisse prendre et retirer la moytié de sesd. meubles et acquetz pour s'en servir et fere à sa volonté; sans toutesfoys comprendre au présent légat faict à icelle dame Anne de St Ch. les meubles de boys estant dans ses maisons, ne semblablement le bestail des granges, lesquels il a par exprez reservéz et exceptéz du lez et légat desd. meubles faict à icelle dame sa femme. »

confirmer ses dispositions testamentaires en faveur du duc

Il lègue aussi « à lad. dame Anne de St Ch. », pour les « bons et agréables secours qu'elle luy a fait et les peynes et travaux qu'elle a souffert pour ses affaires, tous et chascuns les droicts que led. s^r testateur a et peut avoir... sur les biens et héritage de feuz Caterin et Robin de Onsieu père et fils, en leur vivant seigneurs de Diesme, tant par vertu de la substitution faicte au proffit dud. s^r testateur par le testament dud. feu Caterin que aussi par le moyen du testament dud. feu Robin, par lequel led. s^r testateur, comme il a dit, a esté institué héritier universel dud. Robin ; volant et ordonnant que desd. biens et droictz lad. dame Anne de St Ch. puisse disposer tant en propriété que fruitz à sa volonté que de son bien propre tant à la vie que à la mort playnement et paysiblement. Plus... ordonne led. s^r testateur que après le décès desd. dames Dianne de Montf. et Anne de St Ch., ses mère et femme, et lorsque sond. héritier dessoubz nommé jouyra en pleine propriété et fruitz des biens et héritage à luy délayssés par led. s^r testateur, iceluy son héritier soit tenu de payer et desliver à l'héritier ou héritiers d'icelle dame Anne de St Ch. sa femme, ou à ceulx en faveur desquels elle en voudra disposer, toutes et chascunes les sommes de deniers qui se trouveront avoyr esté receues et recoigneues par led. s^r testateur tant en dot de mariage de lad. dame sa femme que de la rente des biens qu'elle avoyt en la duché de Bourgogne et vicomté d'Auxonne, et aussi des bagues et jouyaux d'icelle, toutz lesquels deniers led. s^r testateur a heu et receu, mictz, despandu et employé en ses propres et particuliers affères, ainsi qu'il a dit et en parolle de vérité recogneu et confessé par devant moyd. not^e et les tesmoins soubz nommés, et dont il a faict et passé, comme aussi il a dict, recoignoissance et obligation envers lad. dame sa femme », avec hypothèque sur lesd. « terres, places [et seigneuries d'Aps, Aubignas, Mar]sane et Bonlieu..., lesquelles recoignoissances, obligations. . et hypothèques, et tous aultres actes » passés par lui au profit d'Anne de St-Ch., « led. s^r testateur, par la teneur de sond. présent testament..., confirme et ratifie, voulant... que, moyennant le payement qu'il veult estre faict par sond. héritier, aux successeurs et héritiers de lad. dame sa femme, desd. sommes de deniers à elle deubz et comme dict est recoigneuz par led. s^r testateur, sans aucune diminution, detraction ne imputation, icelluy son héritier laisse et permette, en tant que sera en luy, avoyr et jouyr playnement et paysiblement desd. terres, places et seigneuries d'Aps, Aubignas, Marsanne et Bonlieu, leurs droictz et appartenances quelconques, ceux ausq. elles sont legués et laissés cy après. »

de Guise, en ajoutait une autre en faveur de la duchesse,

Il lègue « par droict d'institution particulière et hereditaire portion à lad. dame Blanche Adhémar, sa sœur, après le décès toutesfoys de lad. dame Dianne... et lorsque lad. dame Anne... jouyra des fruitz et usufruitz de sesd. biens, la somme de mil livres tourn. annuellement et durant sa vie, payables à icelle dame Blanche Adh., cartier par cartier, en quatre payes esgalles par chascun an, sur touz et chascuns les biens dud. s^r testateur, et, outre ce, une maison que lad. dame Anne... sera tenue luy balher pour son habitation, meublée comme dessus est dit. Et, après le décès d'icelle dame Anne..., led. s^r testateur a laissé... par droict et tiltre que dessus à icelle dame Blanche Adh., sa sœur, lesd. terres, places et seigneuries d'Aps, Aubignas, les péages du Montheilmard, de Lène, Anses et Savasse, et tous les droictz seigneuriaux, rantes, revenus et directes que led. s^r testateur a, tient et luy appartiennent en lad. ville du Montelhimard, ensemble aussi la pension de la Voulte, pour en jouyr par lad. dame Blanche Adh. sa vie durant. Et, après le décès d'icelle, led. s^r testateur a légué... par droict tiltre que dessus, lesd. terres, places et seigneuries d'Aps, Aubignas et leurs appartenances, droictz, devoirs, revenus et juridiction, péages du Montelhimard et de Lène, Anses de Savasse, r[entes]. à noble Loys de Castellane, fils naturel et] légitime de no[ble Gaspard de Castellane, seigneur d'Entrecasteaux, et feue] damoiselle Anne de [Tournon.] de Castellane, sans ce toutesfoys.] desd. biens et droitz à elle ci-dessus [. . . .] ne [. . . .] aucune donation, alienation, transport, detraction ne imminution par quelque cause ne tiltre que ce soyt, fors tant seulement et excepté de la somme de quatre mil livres tourn. et jusques à la concurrence d'icelle, de laquelle lad. dame Blanche Adh. pourra disposer à sa volonté à la vie et à la mort, playnement et paysiblement. Et au cas que led. noble Loys de Castellane decedat sans enfans masles procréés de son corps et de légitime mariage ou ses enfans masles sans aultres enfans masles naturels et légitimes à icelluy, aud. cas a substitué et substitue èsd. biens et droicts noble Antoyne de Castellane son frère, fils aussi naturel et légitime desd. noble Gaspard de Castellane et feue damoysselle Anne de Tournon et ses enfans masles naturels et légitimes procréés de son corps et de légitime mariage, ou l'un d'iceulx que bon luy semblera, pourveu toutesfoys que led. noble Antoyne de Castellane ne soit prebtre ne lyé à l'Eglise par veu ne promotion d'aulcuns ordres... Ordonnant led. s^r testateur que, au cas dessusd. que led. noble Loys de Castell. decedât sans enfans masles, natur. et légitimes

Anne d'Est. Par le même acte, il retranche même à ses

ou sesd. enfans masles sans aultres enfans masles, tous et chascuns lesd. biens et droictz par led. s^r testateur cy dessus légués à lad. dame Blanche Adh. et après elle aud. Loys de Castell. soynt, appartiennent... aud. Antoyne de Castell., son frère, et après luy à celui de sesd. enfans masles que bon luy semblera. Et au cas » où lesd. Louis et Ant. de Castell. seraient sans enfans mâle et légitime et que Ant^r serait lié par vœu ou par les ordres, les biens légués à Blanche et après elle à Louis et Ant. de Castell. et à leurs enfans mâles appartiendront entièrement à noble Louis d'Eurre, seigneur de Puy-St-Martin, neveu du testateur, et après lui à celui de ses enfans mâles que bon lui semblera... « Voulant [led. s^r] testateur que lad. dame Blanche [Adh., sa soe]ur, moyennant les legz et legatz à elle cy [dessus faictz], soyt tenue quicter, céder et remettre au profit de sond. héritier cy après nommé et de tous aultres qu'il appartiendra, tous et chascuns aultres biens, droictz et actions qu'elle pourroit demander..., prétendre tant par droit de légitime que autrement..., tant sur les biens et héritage de ses père et mère que aussi dud. s^r testateur, tellement qu'elle ne lesd. Gasp., Loys et Ant. de Castell. ne aultres des siens ny puissent demander ne quereller aulcune autre chose maintenant ne pour l'advenir. Plus a légué... par droit d'institution particulière et hereditaire portion, aud. noble Loys d'Urre, après toutesfoys le deces desd. dame Dianne de Montf. et Anne de St Ch., la baronnie, terres, places et seigneuries de La Chau, ses appartenances et dépendances, Marsane, Bonlieu et Aleyrac, avec tous... leurs droictz, rantes, revenus et appartenances, jurisdiction, pur, mère et mixte empire », avec substitution, en cas de décès dud. Louis d'Urre sans postérité mâle et légitime, en faveur desd. Louis de Castellane et de ses mâles légitimes, et, à défaut de ceux-ci, en faveur dud. Ant. de Castell., pourvu qu'il ne soit lié par vœu ni par ordres, et de ses mâles légitimes. Le testateur, se rappelant la donation autrefois faite par lui, à feu noble « Claude d'Urre, chevalier en son vivant et seig^r du Puy St Martin, et à feue noble .. dame Gabrielle Adhémare, sa sœur, père et mère dud. noble Loys d'Urre, ou bien à icelluy noble Loys d'Urre, son nepveu, de la terre, place et seigneurie de Saint Maurice avec sa juridiction, pur et mixte empire, droictz, debvoirs et appartenances », il la confirme; et il veut que, moyennant ce, ledit Louis « d'Urre, son nepveu », renonce à tous autres droits qu'il pourrait avoir, du chef de sa mère ou autrement, sur les biens des père et mère de sad. mère et du testateur, en faveur de l'héritier sous nommé et de tous autres à qui il appartiendra.

Il veut que, si les legs et substitutions ci-dessus faits à Louis et Ant.

petits-neveux de Castellane une partie de ce qu'il leur

de Castellane avaient lieu du vivant de Gaspard leur père, celui-ci ne puisse en avoir l'usufruit ; si quelque disposition du droit ou autre donnait cet usufruit aud. Gaspard malgré la prohibition du testateur, alors celui-ci en donne la jouissance au Chapitre de Grignan jusqu'au jour du décès du même Gaspard et à la prise de jouissance par Louis, Ant., et leurs enfants.

Il lègue à Catherine Adhémar, dame de Larnage, sa cousine, 200 livres tournois par an sa vie durant et à payer par les dames usufruitières ou après celles-ci par les possesseurs du péage de Montélimar ; moyennant ce, Catherine doit renoncer à tout droit auquel elle pourrait prétendre sur la succession du testateur, du chef de feu Bertrand Adhémar, son père, ou autrement.

Il lègue à M^e Jean Gachon, son serviteur, 200 liv. tourn. par an sa vie durant, jusqu'à ce qu'il ait été pourvu de bénéfices ecclésiastiques de ce revenu, non compris ceux qu'il a déjà ; à M^e Paul Remigii, docteur èz droictz, 500 liv. tourn. Les dames usufruitières sont chargées de payer les menus dettes et legs n'excédant pas la somme de 500 écus au soleil dûs à son décès. Il veut que les 500 écus soleil empruntés par Anne de St Cham. de Monseigneur le Reverendissime Cardinal de Tournon et employés « pour les propres affaires dud. s^r testateur » soient payés pareillement.

« Et....led. s^r testateur, en toutz et chascuns ses aultres biens, savoyr est en la baronnie, place, terre et seigneurie de Grignan », son château et tous ses droits et dépendances, et en toutes les places et seigneuries qui en ressortent, comme « Chantemerle, Colonzelles », etc., avec leurs revenus contenus et déclarés dans les hommages faits « aus Roys et Comtes de Provence, et tous aultres fiedz nobles estant dans lad. baronnie et son ressort ; et avec ce la pension de cinquante livres viennoyses ou royaulx couronnés que led. s^r testateur prant et reçoyt annuellement sur le revenu de la ville de Marselhe, suyvant le contenu » des hommages, « et pareillement ez fiedz à luy deubz et appartenans pour raison de la baronnie de la Garde à luy comme il a dit réservés, qui sont les terres, places et seigneuries du Puy St Martin, Portes, Labastie Rolland, Cleau d'Andrant, les Granges des Gontardz et aultres fiedz appartenens à lad. baronnie de la Garde ; et, oultre ce que dessus, èz terres, places et seigneuries de Clansayes et de Chamaret enclavées en lad. baronnie de Grignan et du ressort du parlement du Dauphiné, avec leurs droictz, debvoirs, rantes, revenus et juridictions, pur et mixte empire ; le revenu que led. s^r testateur prant annuellement en la ville de Nyons, la terre, place et seigneurie

avait légué le 12 décembre 1552, et en augmente le legs

du Sauze avec ses droictz, debvoirs et appartenances, et tous les biens qui furent à Jaques de Faulcon, confisqués au Roy notre Sire par arrest de la cour de parlement de Provance et après donnés par le feu roi François dernier décédé aud. testateur ; et généralement en tous ses aultres biens, droictz et actions présents et advenir desquels il n'a cy dessus disposé... a faict... et nommé de sa propre bouche son héritier et successeur universel savoyr est très hault et très puissant prince Monseigneur François de Lorraine, duc de Guyse, per et grand chambellant [de France, et après et en deffault d'icelluy, son] fils aîné ou celluy [de ses enfans masles naturels] et légitimes procrééz de son corps et [de légitime mariage qui se] trouvera le premier de sa maison [et portera l]e [no]m et tiltre de duc de Guyse, et leurs [enfans] masles et naturels et légitimes premiers naiz, et en deffault d'iceulx les autres enfans masles suyvant, en préférant toutesfoys les premiers nez ayantz et portans le tiltre que dessus aux aultres ; et en cas que led. s^r son héritier n'eust aucuns enfans masles ne sesd. enfans masles aultres enfans masles naturels et légitimes..., led. s^r testateur a substitué à sond. héritier et aux descendans masles d'iceluy la fille aînée dud. s^r son héritier et les enfans masles et naturels d'icelle » et leurs descendans, en préférant toujours les premiers nés. Le testateur prohibe « toute aliénation et transport desd. biens par luy délaissés aud. s^r son héritier, hors de la maison à personnes étrangères et aultres que les cy dessus nommés, appelés et substitués. Si a requis et supplie... très humblement et affectueusement led. s^r son héritier et sesd. substitués vouloir accepter sond. héritage et avoir en sa recommandation et protection lesd. dames Dianne de Montfort, Anne de St Chamond et Blanche Adhémar.. , et pareillement sad. esglise SaintSaulveur et la continuation du divin service en icelle fondé et institué... »

Il crée exécuteurs testamentaires « Rostain de la Baulme, evesque d'Or[ange], Jean « d'Ancezune], abbé de St Ruf, Ymbert de Beaumont, seigneur d[], et les] doyens et sacristain de lad. esglise St Sauveur. »

L'acte fut fait au « château dud. Grignan et en la chambre dud. s^r testateur, ez présences de vénérables personnes M^e Paulx Remigii, docteur ez droictz, bailhi de St Poil, M^e Jacques Sabatier, m^e de cueur, Pierre Armant et Pierre de Farges, chanoynes de lad. esglise St Sauveur, et discretz hommes Loys Alard, Vincent Lombard, Ant^e Querouard, Jehan Gaume, Claude Nachon, Jehan Colomb, Pierre Roux et Ant^e Armand, habitans dud. lieu de Grignan... Pons Silhol, not^e. (Minut. cit., protoc. *Silhol*, grosses, 9^e registre, f. vij^e ij et suiv.)

déjà fait alors en faveur de « Louis d'Urre », son neveu, fils de Gabrielle Adhémar et seigneur de Puy-St-Martin (1).

(1) « Codicille de noble et puissant seigneur Messire Loys Adhey-mar de Monteil, chevalier de l'ordre du Roy, seigneur et baron de Grignan.

« Au nom de Dieu ..., l'an de grâce mil cinq cent cinquante troys et le douziesme du moys de may...,estably en sa personne noble et puis-sant seig^r messire Loys Adh. de Mont., chev. de l'ordre du Roy, seig^r et baron de Grign., lequel..., memoratif par son dernier testament nuncup. faict... du douzieme jour du moys de décembre année mil cinq cent cinquante deux... avoir... faict... son heretier universel très hault et très puiss. prince Monseig^r François de Lorraine, duc de Guise, per et grand chambellan de France, et, après et en deffault d'icelluy, son filz aîné avec les substitutions plus à plain contenues et portées par sond. testament ; et outre avoir légué... à noble Loys de Castell., entre aultres choses, les péages de Monteil., de Lènes, Ances de Sa-vasse, censes, rentes et directes que led. seig^r codicillant a... en la ville de Monteil, et son terroir, après le décès de dame Blanche Adh., seur dud. seigneur.... Et, seur ce que... il est... loisible à ung cha-cun testateur par voye codicillaire adjouster à son testament et d'icel-luy diminuer..., à ceste cause led. mess. Loys Adh... a dict... et dispose que, au cas advenant que ledit seig^r duc de Guise son héretier... prédécède et aille de vie à trespas laissant de survivant à luy très haulte et très puissante princesse madame Anne d'Est, duchesse de Guyse, sa femme, sans et avec enfans de leur mariage, aud. cas icelle dame duchesse ait, praigne et jouysse les fruitz, usufruitz et revenus de tous.. les biens, terres, places et seigneuries..., esquelz icelluy seig^r duc de Guyse a esté institué héretier universel par led. seig^r co-dicillant, après toutesfoys le décès de mesdames Dianne de Montfort et Anne de St Chamond, ses mère et femme, usufructueresses de sesd. biens par vertu de sond. testament, et ce tant et si longuement que lad. dame duchesse vivra en viduité soubz le nom dud. seigneur duc de Guyse... Item, a légué... et laisse led. seig^r codicillant à noble Loys d'Urre, son nepveu, seig^r du Puy Saint Martin, la moytié desd. péages de Monteilh., de Lènes, Ances et Savasse, censes, droictz et directes que led. seig^r codicillant a et luy appartiennent en lad. ville de Montelh. et son terroir... voulant et ordonnant que led. legat par iceluy faict en sond. testament aud. noble Loys de Castell. desd. péages, censes et directes soit diminué..... pour lad. moytié.... Confirmant, approu-vant et ratiffiant quant au surplus toutes aultres chouses contenues et disposées par sond testament.... Fait et publiquement récité à Grignan, dans le château, et en la chambre dud. seig^r... Pons Silhol not^r. » (Minut. cit., *Pons Silhol*, 5^e registre, f. cclij).

De plus, comme nous l'avons déjà remarqué, Louis Adhémar avait songé à faire annuler la donation du 3 août 1505. Voici des formalités relatives à l'héritage du donateur, Gaucher.

Le 28 novembre 1553, le parlement de Grenoble portait un arrêt ordonnant l'ajournement de tous légataires et créanciers de feu Gaucher Adhémar, avant l'entérinement de lettres patentes du 29 juin, qui permettaient au seigneur de Grignan d'accepter l'héritage dud. Gaucher sous bénéfice d'inventaire ; et, le 27 janvier 1554, cet arrêt fut signifié par Arbalestier, sergent royal d'Aix, à Gaspard de Castellane, s^r d'Entrecasteaux, avec invitation à celui-ci de comparaître devant « lad. cour pour deffendre l'entérinement » desd. lettres et arrêt (1).

Puis, le baron de Grignan, de plus en plus dans la confiance du duc de Guise (2), en vint jusqu'à faire révoquer en doute la véracité de l'acte du 3 août 1505, moyennant une déposition faite en mai 1554, devant Paul Rémi, juge de Grignan, par Blanche Adhémar (3), sœur du baron

(1) Arch. Morin-Pons, fonds *Adhémar*.

(2) Le 29 mars 1554, « très hault et très puissant prince Monseigneur François de Lorraine, duc de Guyse, pair et grand chambellan de France, seigneur et baron de Lambez, Orgon, Esgallières, Suze, Valbonete et de leurs deppendances », représenté par Louis Adhémar, baron de Grignan, donnait en arrentement à Antoine Arquier lesd. places et dépendances et leurs revenus, pour l'espace de quatre ans, au prix de 2,560 livres tourn. par an. (Minut. cit., notes *Silhol* de 1554, fol. iiij^e iij.)

(3) « Acte pour hault et puissant seig^r messire Loys Adhémar de Monteil..., baron de Grignan.

« L'an mil cinq cens cinquante quatre, et le penultième jour du mois de may..., m^r Paulx Remy, docteur ez droictz, juge de la baronnie et terres de hault et puissant seig^r messire Loys Adhémar de Monteil, chevalier de l'ordre du Roy, gentilhomme ordinaire de sa chambre, seigneur et baron de Grignan..., au nom dud. seig^r..., a sommé, re-

lui-même, laquelle allait bientôt représenter ce dernier dans d'importantes affaires d'intérêt (1).

L'année suivante allait se passer presque entière en des formalités relatives à l'hoirie de Gaucher Adhémar. Le 17 février 1555, Louis, son fils, fit une transaction avec les consuls et manans de Châteauneuf-du-Rhône. Il s'y agissait de droits payés au Chapitre de Viviers et à Diane de Montfort par les consuls de Châteauneuf, en suite de contrat passé avec Gaucher Adhémar, et dont les consuls

quis... noble et généreuse dame Blanche Adhémar d'Entrecasteaux, illec présente..., de dire et déclarer si elle a esté présente, stipulante et acceptante en certaine préthendue donation, laquelle se dict et préthend avoir esté faicte par feu messire Gaucher Adhémar en faveur et au prouffit du premier masle que naistroit dud. feu seigneur et de lad. dame Blanche, et avoir esté receue par feu Lourens de Fabricis, préthendu notaire, en date du troysiesme jour d'aoust mil ve et cinq. Sur quoy lad. dame Blanche Adhémar... a dict... qu'elle n'a jamais esté présente, stipulante ne acceptante en lad. préthendue donation et qu'elle ne veult... d'icelle aucunement soy aider... parce qu'elle n'a jamais sceu ne entendu que lad. préthendue donation ayt esté faicte... par led. feu messire Gaucher Adhémar, son père..., et n'a jamais veu led. messire Gaucher... au lieu de Barjoulx en Provence, où lad. donation se dict avoir esté faicte, ne sceu qu'il y aye jamais esté ne en au[lcune] des maisons et terres dud. seign' de Treschâteaux, s'il n'est que au lieu de Treschâteaux, lorsqu'elle y feust conduite... Faict... à... Grignan dans le chasteau..., présents à ce Messire Sébastien de Vesc, escuyer, seigneur de Cons, m^{re} Jacques Sabatier, m[ai]str[is]e de ceur de l'esglise collegialle de St-Sauveur..., Pons Silhol, no^{re}. » (Minut. cit., notes *Silhol* de 1554, f. vij^e xiv.)

(1) Un acte du 28 décembre 1559 rapporte « comme, du 21 décembre 1554..., dame Blanche d'Entrecasteaux, pour et au nom de... Louys Adheymar de Monteil, chevalier de l'ordre, seigneur et baron pour lors de la baronnie de Grignan et dud. Aps, heusse arrenté à s^r Anth^e Falquos, marchand..., lad. baronnie d'Aps, fruitcz, etc., et aultres esmoluments quelconques d'icelle et des seigneuries d'Albinhac, St-Pont et la Roche d'Aps et aultres lieux deppendants d'icelle baronnie d'Aps en Vivarez », pour 4 ans, au prix de 355 livres tourn. par an. (Minut. cit., notes *Silhol* de 1559, f. x.)

actuels de ce lieu demandaient le remboursement, alléguant que le paiement en avait été fait indûment.

Trois jours après, le 20 février, on procéda à l'inventaire après décès des biens et succession du même Gauthier, à la demande « et en faveur de Louis Adhémar, son fils. » Dans le préambule de cet acte, il est dit notamment que « se sont présentés M^{rs} Pierre Armand et Pierre de Farges, chanoines de lad. esglise... de Grignan, procureurs et yconnomes du Chappitre de lad. église, lesquels ont consenty et consentent, tant à leurs noms que dud. Chappitre, que nous procédions à la faction dud. inventaire et en leur absence, sauf leurs droicts qu'ilz préthendent sur lesd. biens. » Puis vient l'énumération de ceux-ci dont nous avons donné plus haut un certain aperçu.

Le 24 avril 1555, le parlement de Grenoble, en suite d'une requête adressée par Louis Adhémar, accordait à celui-ci l'approbation de l'inventaire du 20 février précédent et la convocation de tous les légataires et créanciers qui pourraient prétendre quelque chose à l'hoirie de Gauthier. Puis, le 11 mai suivant, l'ordonnance du parlement était signifiée par « Jacques d'Eyrolle, sergent royal de Brignolle », à Gaspard de Castellane, seigneur d'Entrecasteaux ; et, le surlendemain, 13 mai, on faisait l'inventaire des meubles et *vaicelle* du moulin de Grignan, près le Lez, moulin seigneurial (1).

Enfin, le 19 juin 1555, le parlement de Grenoble rendait, à la demande de Louis Adhémar, un arrêt donnant à celui-ci défaut contre Gaspard de Castellane, à qui cet arrêt était signifié, le 29 décembre suivant, en son

(1) Le 1^{er} février 1557 fut fait un inventaire des biens meubles et immeubles du même moulin. (Minut. cit., notes *Silhol* de 1556-7, f. vj^o xxij.)

domicile d'Entrecasteaux et en présence du doyen de Grignan (1).

Nous ne savons quelles furent les dispositions d'un codicille fait par Louis Adhémar le 22 octobre 1555, mais voici celles d'un autre que ce baron fit le 14 juin 1556, et où il rappelle son testament du 12 décembre 1552 et ses codicilles des 12 mai 1553 et 22 octobre 1555. Il déclare maintenir tous ces actes, sauf qu'il veut que « très hault et très puissant prince Monseigneur François de Lorraine, duc de Guise et pair de France, son héretier universel..., et après luy son filz aîné et le chacun d'eulx, puissent des biens à eulx... délaissés par led. seigneur testateur faire... à toutes leurs volontés, moyennant ce toutes-foys que ce soit en faveur d'ung des enfans naturelz et légitimes et descendans dud. seigneur de Guyse son heretier ou de son filz aîné et non d'autre. » Les biens du testateur doivent donc demeurer « entièrement et à tous-jours en la maison et famille dud. seigneur duc son héretier et de sesd. enfans et descendans. » Louis Adhémar prohibe « par exprès tout transport et aliénation de sesd. biens envers aultres quelconques, saulx et réservé les fructz, usuffructz et revenus d'iceulx biens, dont il a disposé par sesd. précédents testamentz et codicilles en faveur de Mesdames Madame Dyane de Monfort sa mère et Madame Anne de St-Choumond sa femme et de... Anne d'Est, duchesse de Guyse, espouse dud. seigneur duc, son héretier universel... » L'acte fut « faict... au lieu de Grignan, dans le chasteau », et reçu Silhol not^e (2).

(1) Arch. Morin-Pons, fonds *Adhémar* ; — Minut. cit., notes *Silhol* de 1555, f. 1j ; bis de 1555, f. 1ij^e lxxxvj ; grosses de *Silhol* de 1554-5, f. 1ij^e lxxxvj ; — *Catalogue des titres de Grignan*, par V. de Viriville, p. 28.

(2) Minut. cit., grosses *Silhol* de 1556-7, f. vj^e xxiv.

MÉMOIRES
POUR SERVIR A L'HISTOIRE
DES
COMTÉS DE VALENTINOIS
ET DE DIOIS

(SUITE. — Voir les 85°, 86°, 88°, 89°, 90°, 94°, 95°, 96°, 100°,
101°, 102°, 105°, 106°, 107°, 108°, 109° et 110° livr.)

Au milieu de tous ces événements, le comte de Valentinois ne perdait jamais de vue ses propres intérêts. Il prétendait avoir à Saillans les droits de garde, de gîte, ainsi que celui de se servir de la place en cas de guerre : tout ceci n'était pas tellement établi qu'on ne pût élever certains doutes. Cependant, après avoir soigneusement consulté les documents et les traditions, l'abbé d'Aurillac et le prieur de Saillans, à qui appartenait la seigneurie du lieu, se rendirent à Baix en Vivarais, et reconnurent, le 28 septembre 1282, par une déclaration authentique, les droits réclamés par le comte de Valentinois (1). Le 6 juillet 1285, Aymar se trouvant à Etoile,

(1) Archives de l'Isère, B, 2659. Noverint universi... quod anno ab incarnatione Domini millesimo CC° LXXXII°, videlicet in vigilia beati Michaelis, ill. d. Philippo, Dei gratia Francorum rege regnante, nos G., abbas Aureliac., Claromont. diocesis, et nos Ay., prior Sallientis, in Dyensi diocesi, nomine nostro et hominum ville Sallientis, confitemur et in veritate recognoscimus quod, diligenti inquisitione per nos facta, invenimus quod Ademar de Pictavia, comes Valent., et ejus

acquies de Pierre de Quint, damoiseau, le château et la terre de ce nom, ce qui lui assurait, au cœur même du Diois, une position stratégique des plus importantes. Pierre de Quint, d'une noble et ancienne famille, était fils d'Humbert de Quint et de Béatrix, sœur de Raymond, seigneur de Châteauneuf-d'Isère. Il reçut en échange de ses biens patrimoniaux quelques terres dans le Vivarais (1). Deux ans après, le 4 mai 1287, Aymar achetait encore à Quint les possessions de Péronnet Milon, citoyen de Die (2). Le 17 juillet 1286, Guillaume Bérenger et Guillaumet Bérenger, son neveu, damoiseaux, habitants de Charpey, donnèrent au comte, par l'intermédiaire de Guillaume de Montoyson, châtelain de Charpey, la moitié du four de l'endroit, qu'ils avaient par indivis avec Artaud de Roussillon, damoiseau de Charpey (3). La loyauté ne présidait pas toujours à ces sortes de contrats, par lesquels le comte de Valentinois travaillait à arrondir ses domaines. Voici un fait qui montre qu'alors, comme toujours, le faible subissait la loi du plus fort. Lambert, seigneur de Baix-aux-Montagnes, vassal d'Aymar de Poitiers, avait été condamné par la cour du comte à une amende de 700 sols de Viennois, pour avoir commis quelque acte de violence. Arrêté, jeté en prison, il ne put recouvrer sa liberté que grâce au dévouement de trois de ses amis, qui se portèrent garants de la somme qu'il devait payer. Mais comme il n'avait pas assez de ressources pour s'acquitter en argent d'une aussi forte amende, il fut contraint d'en passer par où voulut l'impitoyable Aymar de Poitiers, et le 19 septembre 1289, il lui abandonna le château de Baix

antecessores per longa et longissima tempora usi sunt habere bonam gardam in villa Sallientis predicta et hominibus ejusdem loci, et hinc custodiam clavium dicte ville et exercitus et cavalgatas in dictis hominibus, et juvare se in placito et in guerra de villa predicta et hominibus ejusdem ville... Acta fuerunt hec apud Banum...

(1) Archives de l'Isère, B, 3542.

(2) Archives de l'Isère, B, 3543.

(3) Archives de l'Isère, B, 3157.

et ses dépendances, ainsi que le fief qui avait appartenu jadis à dame Gotoline et qu'il avait acquis de Guigues de Suze, fief qui s'étendait dans le mandement d'Egluy. Le comte lui cédait en retour le château de Chabrillan, entre Grane et Roynac, sans y comprendre toutefois le fief d'Aynard de Chabrillan, plus une rente annuelle de dix livres à prendre dans le mandement d'Auriple. La compensation était bien insuffisante. « Cet échange, dit Chorier, étoit comme celui de Diomède et de Glaucus; c'étoit de l'or donné pour du cuivre (1) ».

Cependant le pape Martin IV avait appelé au gouvernement des Eglises de Valence et de Die Jean de Genève, abbé de Saint-Seine, au diocèse de Langres. Dans tous les actes de son épiscopat, ce nouveau prélat nous apparaît animé de dispositions conciliantes. Il vécut en bons rapports avec Aymar de Poitiers, et nul doute qu'il ne pacifiât le différend qui existait entre son Eglise et le comte, relativement au château de Crest. La meilleure preuve de l'entente qui s'établit entre les deux puissances rivales qui se partageaient alors la souveraineté de nos pays, fut le mariage du comte de Valentinois, devenu veuf de Polie de Bourgogne, avec Marguerite de Genève, fille de feu Rodolphe, comte de Genevois, et sœur de l'évêque de Valence et de Die. Les fiançailles furent célébrées à Vienne, le 14 mai 1288, en présence de Guillaume de Livron, archevêque de Vienne, de l'évêque de Valence, de l'abbé de Saint-André de Vienne, d'Artaud de Roussillon, de Roger de Clérieu, d'Aynard de Chabrillan, de Guillaume de Châteauneuf et d'un grand nombre d'autres seigneurs (2). Les

(1) Archives de l'Isère, B, 3545. CHORIER, t. II, p. 176.

(2) Archives de l'Isère, B, 3544. — *Mémoires et documents publiés par la Société d'Histoire et d'Archéologie de Genève*, t. XIV (1862), p. 206-8. — A l'occasion de ce mariage, il fut convenu et stipulé dans l'acte que le dauphin, après qu'Aymar aurait épousé Marguerite de Genève, lui remettrait sa fille Marie destinée à devenir l'épouse du jeune Aymaret de Poitiers et qu'il se chargerait de la faire élever.

dispenses de l'empêchement pour cause de parenté furent accordées par le pape dans un bref du 3 janvier 1289 : le motif allégué pour obtenir cette dérogation aux lois canoniques était l'espoir fondé que ce mariage cimenterait la paix entre le comte de Valentinois et l'Eglise de Valence, *ad sedendas graves inimitias inter dictum Ademarus et ecclesiam Valentinam* (1).

Cette même année Aymar de Poitiers se vit entraîné, autant par raison politique que par la nécessité de défendre ses intérêts, à s'occuper d'une grave affaire qui mettait aux prises le clergé séculier et le clergé régulier. On sait que la cour romaine s'était montrée prodigue de privilèges envers les ordres religieux, surtout envers les dominicains et les franciscains, qui furent au XIII^e siècle d'ardents champions de son autorité. Ces religieux, exempts de la juridiction de l'évêque diocésain, pouvaient remplir la plupart des fonctions du ministère pastoral : non seulement ils pouvaient prêcher, confesser, distribuer la communion, mais encore admettre dans leurs cimetières les corps des fidèles qui avaient désiré recevoir chez eux le bienfait de la sépulture chrétienne. Leurs élégantes chapelles se remplissaient de cette portion du troupeau que distinguent le rang et la fortune et qui n'aime point se confondre avec la foule. Depuis longtemps, les évêques supportaient avec peine l'indépendance des sociétés religieuses, et le clergé séculier se répandait en plaintes amères contre des hommes qui, sous prétexte de zèle, élevaient en réalité paroisse contre paroisse et qui prenant du ministère le côté avantageux, lui en laissaient toutes les charges. Cette lutte, qui sous beaucoup de rapports ne manque pas d'un piquant intérêt, n'a jamais été étudiée avec tout le soin et tous les développements qu'elle réclamerait : il y aurait là matière à un beau volume. Pour ceux qui seraient tentés d'aborder ce sujet,

(1) Archives de l'Isère, B, 3545. — LANGLOIS. *Les registres de Nicolas IV*, Paris, 1886, in-4°, p. 90, n° 476.

nous signalerons l'épisode du concile provincial de Vienne, tenu en octobre 1289, où furent portés des décrets qui témoignent d'une violente réaction contre ce qu'on appelait alors les envahissements des clercs réguliers (1). Quelques canons de ce concile, apportant certaines limites à la liberté de tester, eurent pour conséquence d'irriter les bourgeois des villes et de les engager à faire cause commune avec les religieux particulièrement visés dans les décrets. Comme on pouvait s'y attendre, Aymar de Poitiers, qui avait tout intérêt à voir diminuer la puissance épiscopale, appuya les bourgeois et les religieux de Die dans l'opposition qu'ils firent au concile de Vienne. Bonami, du Buis, constitué son procureur, fit entendre à Vienne une première protestation, le 20 février 1290 (2); puis les Diois, ayant résolu de porter l'affaire à Rome, Aymar prit l'engagement, avec Roger, seigneur de la Voulte, de les soutenir, par un acte du 16 mars, et quelques jours après, le 21, il donna ses pleins pouvoirs à Bonami, pour le représenter à Rome (3). Cette affaire, qui causa dans le pays une grande agitation, a donné lieu à la rédaction de volumineux mémoires qui nous offrent une foule de particularités intéressantes, peignant au vif les mœurs religieuses de l'époque.

Pendant que les esprits des Diois s'échauffaient dans ces querelles intestines, Aymar se disposait à répondre à l'appel de Rodolphe de Habsbourg, qui avait convoqué tous les grands feudataires du royaume d'Arles et de Vienne, à Morat, en Suisse, pour le printemps de l'année 1291. Il tenait alors d'autant plus à se rapprocher de l'empereur, qu'il avait grandement à se plaindre de la façon dont Philippe le Bel en usait avec lui; il était vassal du roi pour ses terres du Viva-

(1) On peut lire dans notre *Essai hist. sur Die*, t. II, p. 78-89, un résumé des décrets du concile de Vienne et des protestations qu'il souleva.

(2) Archives de l'Isère, B, 3547.

(3) Archives de l'Isère, B, 3547.

rais ; or, celui-ci le traitait comme un simple sujet, le citant devant sa juridiction et lui infligeant parfois des amendes, en punition de délits commis par ses hommes. C'est ainsi qu'en 1290, il avait dû payer au bailli Henri Dragon une somme de 220 liv. de tournois à l'occasion d'un duel qui avait eu lieu à Privas et d'un délit de port d'armes commis à la Voulte, *contra statutum regis* (1). Dans les premiers jours de mai 1291, Rodolphe se vit entouré à Morat d'une cour nombreuse ; on se serait cru revenu aux plus beaux jours de l'empire. Aymar reçut du prince le meilleur accueil et en obtint une bulle de confirmation des droits et privilèges octroyés à ses ancêtres (2). Une bulle analogue fut aussi accordée à l'évêque de Valence. Le but que poursuivait Rodolphe était de grouper tous les fidèles vassaux de nos régions contre les ennemis de l'empire, en particulier contre le duc de Bourgogne et son allié le comte de Savoie, qui subissaient l'influence française. Le 4 mai 1291, Rodolphe provoqua une alliance entre le dauphin, son sénéchal pour le royaume d'Arles, Béatrix de Faucigny, Aymar de Poitiers, Amédée, comte de Genevois, l'évêque de Valence, celui de Lausanne et Humbert de Thoire-Villars, contre les rebelles s'opposant aux ordres du roi de Germanie (3).

De retour dans leurs petites principautés, l'évêque de Valence et le comte de Valentinois vécurent en assez bonne intelligence. Un incident qui eut lieu en 1294 fit paraître à tous le désir sincère, de l'un et de l'autre, de conserver une parfaite entente. Le jeune fils du comte, Aymaret, avait tué un sujet de l'évêque ; la comtesse Marguerite, sœur du prélat, interposa ses bons offices et n'eut pas de peine à décider son mari et son frère à vider cette affaire par voie d'arbitrage, ce dont ils convinrent à Omblèze, le 4 mars 1294 (4). Les arbi-

(1) Archives de l'Isère, B, 3546.

(2) Archives de l'Isère. Inventaire manuscrit de la Chambre des comptes, t. V, page 2563. — Sur l'assemblée de Morat, voir FOURNIER, p. 279-80.

(3) *Regesta Imperii*, n° 110. — VALBONNATS, t. II, p. 55.

(4) Archives de l'Isère, B, 3550.

tres choisis firent connaître leur décision, le 18, à Livron : Aymaret dut protester qu'en tuant Chétaraube, homme de l'évêque, il n'avait eu nullement l'intention d'outrager le prélat, et celui-ci, satisfait de cette déclaration, devait pardonner à l'imprudent jeune homme. Quant à la réparation du tort occasionné par ce meurtre, l'indemnité à payer serait laissée à l'appréciation de la comtesse (1). L'année suivante, à la demande des Diois qui s'étaient soulevés contre l'évêque et que celui-ci tenait étroitement bloqués dans leur ville, Aymar de Poitiers intervint auprès de son beau-frère et s'efforça de le calmer. Nous avons rapporté plus haut la lettre si touchante que lui écrivirent alors les habitants de Die (2).

Ce calme relatif dont le comte de Valentinois jouit pendant quelques années lui permit de donner une impulsion plus vive aux affaires intérieures de son petit Etat. Il fit de nombreuses et importantes acquisitions de terre. Le 4 février 1287, Guigues, seigneur de Suze, près de Crest, lui vendit sa terre pour le prix de 16,000 sols de viennois (3). Jean de Genève ayant cédé aux Antonins le prieuré de Ste-Croix et ses dépendances, Aymon de Montagny, grand-maître de St-Antoine, se rendit à Etoile, et le 19 décembre 1289 reconnut que le prieuré de Ste-Croix et ses églises avaient été fondés et dotés par le comte, par ses ancêtres ou par des hommes de sa terre, et qu'en conséquence Aymar y jouissait des droits de suzeraineté, juridiction, garde, chevauchée, comme étant des biens situés dans sa baronnie ; ces droits, ajoutait-il, avaient été reconnus par tous les prieurs qui s'étaient succédé à Sainte-Croix. Il prit l'engagement de ne construire aucune forteresse dans les territoires mentionnés sans l'assentiment du comte (4).

(1) Archives de l'Isère, B, 3550. Cf. *Essai hist. sur Die*, t. II, p. 114.

(2) Archives de l'Isère, B, 3551. Voir plus haut, p. 105.

(3) *ANSELME*, t. II, p. 189.

(4) Archives de l'Isère, B, 3545. Aymo, humilis magister hospitalis Sancti Antonii, Viennensis diocesis..., cum constet nobis per publicum instrumentum prioratum Sancte Crucis de Quinto, Diensis diocesis, et

Les paroisses qui dépendaient de Sainte-Croix étaient Saint-Jullien-en-Quint, Vassieu, Ensage et Barsac, au diocèse de Die, et Saint-Pierre de la Roche, en Vivarais. Le 3 juin 1291, dimanche après l'Ascension, Alix, abbesse de Commiers, reconnu entre les mains de Guillaume de Montoyson, châtelain de Châteaudouble, tenir en fief d'Aymar de Poitiers, l'église connue sous le nom de Saint-Jullien de Turon, au mandement de Châteaudouble (1). La même année, le vendredi après la fête de saint Hilaire, le même Guillaume de Montoyson, chevalier, châtelain de Châteaudouble et de Charpey, fut chargé par le comte de terminer un différend qui existait entre lui et Arnaud Peloux, seigneur de Rochefort, au sujet des limites des territoires de Rochefort et de Marches. Arnaud Peloux avait renouvelé, au mois de juillet 1290, l'hommage qu'il devait au comte pour son château de Rochefort (2).

prioratum Sancti Juliani, et prioratum de Vacivo, et de Entsagio et de Barsaco, et prioratum Sancti Petri de la Rocha, Vivariensis diocesis, cum pertinentiis eorumdem, fuisse fundatos et dotatos de bonis et rebus illustris viri domini A. de Pictavia, comitis Valent., et predecessorum ejusdem, et nobilium et hominum suorum, et bona temporalia pertinentia ad dictos prioratus fuisse ab antiquo et esse debere de feudo d. d. comitis et sub et de dominio, jurisdictione, garda, guidagio et conductu et in terra et baronia ejusdem, et recognitiones fuisse factas in predictis d. comiti supradicto per priores et conventum dicti prioratus Sancte Crucis de Quinto qui pro tempore fuerunt, idcirco nos magister..... predictas recognitiones... laudamus... Datum apud Stelam, Valent. dioc., XIII Kalendas januari anno Domini millesimo CC^o LXXX nono. »

(1) Archives de l'Isère, B, 3547. L'abbaye de Commiers (*de Commercio*), appelée peu après Vernaison. — « Ecclesiam vulgariter appellatam Sancti Juliani de Turone. »

(2) Archives de l'Isère, B, 3548. — La terre de Beauregard, voisine de celle de Rochefort, était alors aux mains de plusieurs seigneurs qui la tenaient en fief du comte de Valentinois et en arrière-fief du dauphin. Le 17 mai 1289, Humbert d'Hostun fit une reconnaissance à Aymar de Poitiers de tout ce qu'il possédait, tant par lui que par d'autres, à Beauregard : fort, bourg, terroirs, etc. Il fut convenu que si

Lantelme de Vassieu, fils et héritier de Raymond, rendit hommage à Aymar de Poitiers, le 9 octobre 1292, pour ses propriétés de Quint, de Flandènes et de Vassieu, s'engageant à venir à ses plaids et à l'accompagner dans ses guerres (1). L'année suivante, au mois de février, le comte se disposant à entreprendre une guerre, *volens facere guerram*, passa quittance à Aymar Golon, damoiseau, seigneur de Mornans (2). Il s'agit, sans doute, de la guerre que le roi de France allait faire aux Anglais, après avoir ordonné la saisie et l'occupation des places de la Guyenne. Philippe le Bel, voulant employer les principaux seigneurs de la sénéchaussée de Beaucaire, avait mandé à tous ceux qui n'étaient encore que damoiseaux de prendre la ceinture militaire ; de ce nombre était Guillaume

Humbert faisait construire quelque nouveau fort, il le tiendrait du comte en fief rendable et qu'il serait tenu, en cas de guerre, d'assister celui-ci contre toute personne, excepté le dauphin. Humbert fit ensuite hommage-lige. Le 17 novembre suivant, Guelin, fils d'Arnaud Guelin, fit à son tour hommage au comte, de la portion de seigneurie qu'il avait à Beauregard. (Archives de l'Isère, B, 2991).

(1) Archives de l'Isère, B, 3548. In Xpi nomine, anno ejusdem incarnationis M°.CC°. nonagesimo secundo, indictione sexta, videlicet VII idus octobris, sumpto millesimo in incarnatione dominica et ipsa indictione sumpta VIII Kalend. octobris.... Lantelmus de Vacivo, filius et heres Raimundi de Vacivo quondam, in presentia illustris viri d. A. de Pictavia... confitens se esse majorem XIII^{to} annorum... recognovit se tenere... in feudum et ex causa feudi a d. d. comite... quicquid... tenet... in castris de Quinto, de Flandenis, et mandamento de Vacivo... et pro predictis... hommagium ligium fecit, cum oris osculo et fidelitatis juramento, promittens dictus Lantelmus .. comitem et ejus successores juvare de placito et de guerra contra omnes homines... Et vice versa d. d. comes pred. Lantelmum de pred. feudis investivit et ipsum Lantelmum ut vassalem et fidelem custodire et servare promisit... Actum apud Cristam, Diensis dioc., in fortalicio d. d. comitis, ante domum dictam *del verre*, anno et die quibus supra. Testibus presentibus d. Raimundo de Veneiano, domino Sancti Genesii, iudice d. d. comitis, Guillelmo Baiuli, de Vpiano..., et me Lantelmo de Romanis, notario auctoritate imperiali publico, qui his omnibus presens fui . et signo meo signavi. »

(2) Archives de la Drôme, E, 455.

de Poitiers, frère du comte et seigneur de Fay et de Mézenc. Aymar de Poitiers fut averti de se tenir prêt à marcher pour la défense du royaume ; le roi écrivit au sénéchal pour lui enjoindre de permettre au comte de Valentinois d'amener avec lui ses vassaux, à quoi le sénéchal apportait quelque obstacle (1). Les documents relatifs aux opérations militaires de la Guyenne pendant les années 1294 et 1295 ne font pas autrement mention du comte Aymar.

Le 24 février 1294, une sentence arbitrale régla un différend qu'il avait avec les chanoines de Saint-Médard, tant au sujet de l'argent qu'il leur avait prêté pour leurs procès, qu'au sujet de la reconnaissance de quelques-unes de leurs possessions. Les chanoines furent condamnés à lui rembourser 500 livres de viennois (2). Aymar donne sa procuration, le 18 mars 1294, à Jean de la Roche, jurisconsulte, pour intimer l'ordre à Roncelin, seigneur de Lunel et de Montauban, de ne point vendre son château de Valréas au dauphin, sans le consentement du comte, suzerain dudit château ; Jean de la Roche devra également signifier cette défense au dauphin et requérir Philippe de Bernison, recteur du Comtat, de refuser son approbation à tout contrat de vente de Valréas (3). Le 15 juin, Monand d'Allex, damoiseau, fils de feu Amédée d'Allex, et majeur de quatorze ans, comparaît devant le comte à Etoile et déclare tenir de lui en fief tout ce qu'il possède dans le village et dans la montagne de Vassieu (4). Le 27 du même mois, à Baix, en Vivarais, il reçoit noble Pierre de Mirabel, damoiseau, veuf de Mabilie, fille de feu Guillaume de Châteauneuf, chevalier, seigneur de la Laupie, qui, au nom de ses trois enfants mineurs, Peyronet, Guillelmet et Alasia, déclare tenir en fief le château de la Laupie, situé dans la Valdaine (5).

(1) *Hist. de Languedoc*, t. IX, p. 179.

(2) Archives de l'Isère, B, 3551.

(3) Archives de l'Isère, B, 3550.

(4) Archives de l'Isère, B, 2659.

(5) Archives de l'Isère, B, 2659.

Les annales du Valentinois signalent pour l'année 1295 une importante acquisition, celle du château et de la terre de Taulignan. Ce fief appartenait alors à une ancienne famille de ce nom qui, comme beaucoup d'autres de ce temps-là, était tombée, par suite d'une déplorable administration, dans une situation des plus précaires. Pour comble de malheur, Bertrand de Taulignan, chevalier, avait un fils, appelé aussi Bertrand, dont la conduite désordonnée devait précipiter la ruine de sa maison. Le 19 avril 1292, l'official de Valence, spécialement délégué par l'évêque Jean de Genève, enjoignait à tous les curés, chapelains du diocèse, de lire du haut de la chaire une sentence d'excommunication prononcée contre le jeune Bertrand de Taulignan, qui avec quelques compagnons, aussi coupables que lui, s'était enfermé dans le château de Châteauneuf-de-Mazenc et là, bravant toutes les censures, refusait de répondre à la justice épiscopale. Le prélat lui reprochait d'être entré par la violence, avec ses complices, dans le prieuré de Saint-Privat et de l'avoir saccagé (1). Nous ne savons comment se termina cette affaire ; mais le seigneur de Taulignan se vit contraint d'emprunter de grosses sommes d'argent pour ce procès et d'autres difficultés ; il s'adressa à des banquiers florentins, aux mains desquels se trouvait alors le commerce de l'argent et qui, avec l'habileté naturelle à l'usurier, exploitaient sans pudeur les passions et les vices de la noblesse féodale. A bout de ressources et pliant sous le faix de ses dettes, Bertrand n'eut bientôt plus qu'un parti à prendre, vendre sa terre à Aymar de Poitiers. Le marché fut

(1) Archives de l'Isère, B, 3548. « ... ex eo quod ipse Bertrandus, cum dictis suis complicitibus, prioratum Sancti Privati vi introivit cum armis et fregit... ». Dans ce siècle, réputé l'âge d'or du moyen âge, les maisons religieuses n'étaient pas à l'abri des actes de violence et de pillage. En 1297, Aymar de Poitiers ordonnait une enquête sur les faits et gestes d'un bandit, nommé Arnaud Clavel, de Flandènes, qui s'étant introduit dans le monastère de Léoncel, y avait commis beaucoup de vols. (Archives de l'Isère, B, 3553.)

conclu le 5 mai 1295 : Aymar prendrait possession de Taulignan à la prochaine fête de la Pentecôte et compterait à Bertrand 10,000 livres de Viennois, et 700 livres représentant les lauds. Une rente de 100 livres, à percevoir sur les revenus des châteaux de Rochefort, de Puy-Saint-Martin, de Cléon et de la Rochebaudin, devait représenter 2,000 livres de cette somme. Il fut convenu qu'il déduirait des 8,000 liv. encore à solder, la somme que les Taulignan avaient à payer à Jean Copnagi et à ses associés, banquiers italiens, et que lui se chargeait de leur remettre (1).

Après un différend avec Dreux de Sassenage, prieur du Chaffal, le comte de Valentinois vit son autorité pleinement reconnue et proclamée, le 29 août 1295, sur le Chaffal et ses dépendances (2). Le 12 septembre suivant, Guillelma de Dieulefit (*de Diueulofes*), prieure du monastère d'Aleyrac, et ses compagnes, Jordane de Chamaret, Sabrande de Vesc et autres, avec le consentement de Pons, prieur de Salon et procureur de l'Ile-Barbe, reconnurent tenir en fief des Poitiers le monastère et ses dépendances (3).

Possesseur du Comtat, à titre d'héritier de la maison de Toulouse, le pape réclamait l'hommage d'Aymar de Poitiers et de Hugonet Adhémar. Une transaction eut lieu entre Philippe de Bernisson d'une part, le comte et le seigneur de la Garde de l'autre : il fut convenu que Hugonet tiendrait en fief du comte de Valentinois les châteaux de la Garde et de Rac, au diocèse de Saint-Paul, et la moitié de ceux de Savasse, de Sauzet et de Châteauneuf-de-Mazenc, au diocèse de

(1) Archives de la Drôme, E, 605.

(2) Archives de l'Isère, B, 3551.

(3) Archives de l'Isère, B, 3249. L'acte est fait dans l'église d'Aleyrac, en présence du comte. — Le 30 novembre 1295, Aymar de Poitiers inféode à Pierre Cornillon, commandeur de Poët-Laval, un ténement appelé Mileaures, entre Ezahu et Manas, une moitié en pleine possession, une autre en juridiction. (Bibliothèque de Grenoble, Ms. U, 460, f° 27.)

Valence, et que le comte devrait l'hommage au pape. Le 7 septembre 1295, Aymar choisit comme procureur le jurisconsulte Jean de la Roche et le chargea de solliciter de Boniface VIII la confirmation de ce règlement (1). Le pape se rendit aux désirs du comte et lui fit expédier, ainsi qu'à Hugonet Adhémar, une bulle datée du Vatican, le 13 avril 1296, qui ratifiait tout ce qui avait été arrêté entre eux et le recteur du Comtat (2). Ajoutons que le 10 mai de l'année suivante, le comte se trouvant à Fay reçut un messenger qui lui remit une lettre du recteur du Comtat, l'invitant à remplir le devoir de vassal de la cour romaine et à prêter hommage au pape pour ses châteaux relevant du Comtat. Aymar fit réponse qu'il était tout disposé à faire ce qu'on demandait de lui (3).

Le joug papal devait paraître bien léger au comte de Valentinois en comparaison de cet autre joug que faisait peser sur lui et sur les vassaux de la couronne de France le bailli royal du Vivarais. Ce fonctionnaire, trop fidèle interprète de la pensée de Philippe le Bel, se plaisait à rabaisser, à humilier les grands feudataires et à faire sentir partout, autour de lui, la lourde main de son maître. Nous avons déjà vu Aymar de Poitiers condamné par lui à une amende ; en 1293, il dut encore venir plaider devant lui dans un procès qu'il avait avec les Bouvier (4). Ses actes étaient soumis à un tel contrôle et il subissait de telles tracasseries, qu'il lui fallut porter ses plaintes auprès du trône et prier le roi de modérer le zèle de ses agents. Philippe écrivit le 26 mars 1298 au sénéchal de Beaucaire pour lui rappeler qu'Aymar de Poitiers avait sur ses terres haute et basse justice et lui enjoindre de le laisser percevoir les lauds des acquisitions faites par les églises et les roturiers, comme aussi pour permettre aux Lombards ou

(1) Archives de l'Isère, B. 3551.

(2) A. THOMAS. *Les registres de Boniface VIII*, n° 985. — POTTHAST, n° 24309.

(3) Archives de l'Isère, B. 3553.

(4) Archives de l'Isère, B. 3540.

banquiers italiens de demeurer dans sa terre, tout en se conformant aux ordonnances royales. Voici le texte de cette petite lettre :

Philippus... senescallo Bellicadr... Mandamus... quatenus... Ademarum... super amortizacionem acquisitorum per ecclesias ac innobiles personnas in terra sua, in qua ipse omnimodam altam et bassam jurisdictionem dinoscitur habere... nullatenus impediatis ; Lombardos autem in dicta terra sua commorantes non male tractetis, sed eosdem ordinatione quam super hoc fecimus permitetis gaudere. Actum Parisiis, die mercurii ante ramos palmarum, anno Domini M^o CC^o nonagesimo octavo (1).

Le 19 janvier 1298, noble dame Bordella, fille de feu Geoffroy de Bourdeaux et épouse de Bertrand d'Agoult, dit Mison, fit hommage au comte, tant en son nom qu'en celui du jeune Raymond d'Agoult, son fils, pour le château et la terre de Pont-de-Barret (2). Cette même année, Aymar IV ajouta à ses propriétés la terre de Montclar et celle de Véronne : cette acquisition, qui se fit le 7 septembre, pour le prix de 2,500 livres de Viennois, donna lieu à la rédaction d'un certain nombre de pièces que nous avons eu déjà eu l'occasion de faire connaître (3).

Mais l'événement important de 1298, qui devait imprimer une direction nouvelle à la marche des affaires politiques du pays, fut l'élection de Guillaume de Roussillon aux sièges épiscopaux de Valence et de Die. Jean de Genève, beau-frère d'Aymar, venait de mourir peu regretté des Diois. Or le choix de son successeur, s'il était fait pour plaire à ces derniers, allait à l'encontre de tous les désirs du chef de la maison de Poitiers. Guillaume appartenait à une puissante famille, rivale de celle des comtes de Valentinois : il était le propre neveu d'Amédée de Roussillon, ce grand évêque cher aux Diois,

(1) Archives de l'Isère, B, 3555.

(2) Archives de l'Isère, B, 3554.

(3) Archives de l'Isère, B, 3554. Voir plus haut, p. 106-9.

dont la vie s'était passée dans les camps et sur les champs de bataille et qui avait été le plus redoutable adversaire du comte Aymar. Le neveu n'avait pas les talents militaires de l'oncle, mais il en avait le courage, l'esprit entreprenant et audacieux ; il était, de plus, fin diplomate. Pendant un épiscopat de trente-trois ans, il s'appliqua à contenir l'ambition d'Aymar de Poitiers, et à opposer à ses prétentions d'autres prétentions analogues. La guerre entre eux ne pouvait tarder à éclater.

A peu près à mi-chemin entre Crest et Die, dans la vallée de la Drôme et tout près d'un défilé étroit où la rivière s'est creusée péniblement son lit à travers des roches calcaires, s'élève la petite ville de Saillans, l'ancienne *Darentiaca* de l'*Itinéraire de Bordeaux à Jérusalem*. La seigneurie du lieu appartenait aux Bénédictins d'Aurillac, en Auvergne, qui y possédaient un important prieuré. Amédée de Roussillon avait déjà fait plusieurs traités avec les prieurs et les habitants de Saillans, en vue d'obtenir le droit de garde de leur cité, dont l'assiette était très avantageuse et offrait, en cas de guerre, de précieuses ressources. Guillaume voulut, non seulement reprendre les projets de son oncle, mais les compléter en faisant, au nom de ses Eglises, l'acquisition des droits seigneuriaux. S'étant rendu au Puy-en-Velay, où il avait donné rendez-vous à l'abbé d'Aurillac, il fut bientôt d'accord avec lui, et par un acte du 10 juin 1299, ils arrêterent ensemble les bases d'un contrat de vente : l'abbé cédait à l'évêque tous ses droits temporels sur Saillans et s'engageait à rendre la cession définitive avant la Toussaint prochaine, ou à une date subséquente, au choix du prélat, et celui-ci abandonnait aux religieux d'Aurillac la seigneurie de Chamaloc, ou bien celle de Barnave, à leur choix. Il était stipulé que l'évêque aurait le droit de faire construire une forteresse, dans l'intérieur de la cité ou au dehors, comme il le jugerait à propos, et que les libertés et franchises des habitants seraient respectées (1).

(1) VALBONNAYS, t. II, p. 90-1.

Aymar ne tarda pas à être informé de cette convention. Le 17 juin, il fit signifier à l'évêque d'avoir à s'abstenir de tout acte de juridiction sur le territoire de Saillans, le menaçant de lui déclarer la guerre, s'il en agissait autrement ; le comte prétendait que les religieux ne pouvaient, sans son consentement, aliéner leurs droits temporels sur Saillans, et il se fondait, non sans raison, sur la déclaration que lui avait faite l'abbé d'Aurillac le 28 septembre 1282 (1).

L'évêque n'était pas homme à se laisser intimider, et l'on pouvait dès lors prévoir un conflit. Leurs rapports devinrent extrêmement tendus. Nous trouvons une preuve de l'esprit d'hostilité qui les animait dans le fait suivant. Le 13 septembre 1299, sur la route qui mène au péage d'Etoile, Aymar fit une reconnaissance à l'évêque pour Châteaudouble, Grâne, Chabrillan, Saint-Marcel, Gluyras, terres qu'il déclara tenir en fief de l'Eglise de Valence. Ce n'est pas sans difficulté qu'il se résigna à en faire hommage. L'évêque se plut encore à le froisser, en lui déclarant, à son tour, que tout en acceptant cet hommage, il se réservait d'user du droit de commise sur ces terres, si la peine avait été encourue pour tout autre motif que le défaut d'hommage. Le comte opposa à cette réserve une vive protestation (2).

Bientôt les événements se précipitèrent. Guillaume de Roussillon, se sentant prêt à affronter la lutte, se rendit à Saillans le 20 novembre, et prit solennellement possession de cette petite cité (3). C'était la guerre. Les causes, du reste, pour une levée de boucliers, ne manquaient ni d'un côté, ni de l'autre. Le comte se plaignait des empiètements de l'évêque ; celui-ci reprochait, à son tour, au comte de méconnaître ses droits, en faisant alors construire une muraille à Crest, dans la partie haute de la ville appelée Rochefort, sur

(1) Bibliothèque de Grenoble, 21, 510, p. 15.

(2) Archives de l'Isère, B, 3556.

(3) COLUMBI, p. 312. Cf. *Essai hist. sur Die*, t. II, p. 132-5.

un terrain relevant du fief de l'Eglise. On en vint aux mains. Pendant près de trois mois, les environs de Crest, toute la vallée de la Drôme et le Vercors furent le théâtre d'une lutte acharnée. Les troupes épiscopales firent un grand nombre de prisonniers, et opérèrent de véritables razzias à l'entour des châteaux de Grâne, de Montoisson, de Barcelonne, d'Etoile, de Piégros et d'Aubenasson ; les églises et les prieurés de ces deux dernières localités furent incendiés. Quantité de maisons furent ruinées. Les dégâts dans les campagnes furent considérables : à Vassieu notamment, Aymar ne les estima pas à moins de 2,000 livres. Dans les combats qui furent livrés, il y eut des morts et des blessés. Une petite bande de gens résolus, recrutés dans les villages de Livron, Alex, Loriol et Mirabel, et qui marchaient sous la bannière de l'évêque, attaquèrent Aymar de Poitiers et son gendre Guiot, seigneur de Montlaur, au col de Cerne (*ad collum de Scernhas*) et leur firent essuyer une défaite complète. Cet exploit fit grand bruit dans le pays. Guillaume de Roussillon, enhardi par le succès, vint en personne mettre le siège devant Espenel. De leur côté, les troupes du comte causèrent de grands dommages aux propriétés de l'Eglise. La garnison de Pontaix, entre autres, poussait ses reconnaissances jusque sous les murs de Die et tenait en échec les habitants de cette ville.

Cet état de choses ne pouvait durer. L'archevêque de Vienne et le dauphin offrirent leurs bons offices pour réconcilier les deux adversaires, et dans une conférence que l'évêque et le comte eurent à Aouste, le 11 octobre 1300, ils consentirent à les prendre pour arbitres (1). Peu après, Aymar de Poitiers, inquiet des agissements de l'évêque, voulut se placer, lui et ses terres, sous la protection du saint siège ; le 28 mars 1301, son fondé de pouvoirs se présentait au Pont-de-Sorgues, devant le recteur du Comtat, et sollicitait cette faveur qui, cela va sans dire, lui fut accordée. Nous possédons encore le mé-

(1) Archives de l'Isère, B, 3557.

moire présenté à cette occasion au recteur et dans lequel tous les griefs du comte envers le prélat sont longuement relatés : cette pièce est la principale source où nous avons puisé les détails du récit qu'on vient de lire (1). Les arbitres ayant fait faire une enquête sur les derniers événements, ne crurent pas être en mesure de se prononcer, et se contentèrent, vers la fin d'avril, de décider qu'une trêve de deux ans serait rigoureusement observée de part et d'autre (2).

Cette trêve n'amena pas tous les résultats qu'on pouvait désirer. Une hostilité sourde possédait les esprits, et, tantôt sur un point, tantôt sur un autre, des désordres éclataient. Le 25 octobre 1302, Aymar de Poitiers, écrivant au roi de France, s'excusait de ne pouvoir conduire, en personne, à l'armée de Flandre, le contingent de ses troupes, parce que, disait-il, il soutenait une guerre difficile contre l'évêque de Valence (3). En 1303, on fut sur le point d'en venir aux mains. Le 8 janvier de cette année, Aymar obligeait l'abbé de Léoncel à reconnaître que son monastère était sous la sauvegarde des comtes de Valentinois et que ceux-ci pouvaient s'y héberger. De son côté, l'évêque prétendait y avoir des droits analogues (4). Heureusement, les difficultés avec lesquelles Aymar se vit aux prises dans les dernières années de sa vie, aussi bien que la crainte que paraissent lui avoir inspiré les armes du redoutable prélat, l'obligèrent à une grande réserve. Au moyen d'un système de trêves prolongées, les arbitres de leurs querelles réussirent, sinon à établir la paix, du moins à prévenir de trop fâcheux conflits. Clément V et Jean XXII s'appliquèrent surtout à cette œuvre de pacification si utile au bien de la province.

(1) Archives de l'Isère, B, 3558.

(2) Archives de l'Isère, B, 3558.

(3) Archives de l'Isère, B, 3559.

(4) Archives de l'Isère, B, 3560.

UN COLLECTIONNEUR DAUPHINOIS

AU XVII^e SIÈCLE

L'Abbé de Lesseins et sa Galerie

(SUITE. — Voir les 97°, 98°, 100°, 101°, 102, 105° 106°,
107°, 108° et 109° livr.).

A la bibliothèque d'en bas, où l'on avait mis les meubles qui étaient dans la chambre à alcôve où couchait le seigneur abbé de Lesseins, outre le lit, qui est décrit minutieusement, se trouvaient les meubles suivants :

Une tenture de tapisserie de serge à bandes posées en zig-zag, de plusieurs couleurs, avec un petit galon de fil qui sépare les bandes, d'une aune et demi de haut et de six aunes de cours, en sept pièces, mi-usées, y ayant une pièce qui est en partie pourrie et trouée en divers endroits par l'humidité.

Un pupitre, façon d'ébène, en assez bon état.

Un guéridon de noyer bordé de marqueterie, en bon état.

Un vieux cabinet (*secrétaire*) façon d'ébène, dans lequel s'est trouvé vingt petites boules de cristal attachées à un carton par un ruban rouge.

Un (*sic*) petit horloge de cuivre doré.

Seize petits pots ou tasses de terre de faïence ou aubre (*sic*) de plusieurs couleurs, pour la garniture d'une cheminée.

Un petit bénitier de porcelaine garni de cuivre, dont le verre est cassé.

Une médaille de cuivre de saint Charles Borromée (1).

Une écritoire de fer blanc, à mettre sur un bureau.

Dans une arrière chambre de la bibliothèque, inter multa:

Une cuvette, terre d'Hérosme (Erôme).

Quatre vieilles timballes pour le volant, dont une est crevée.

Douze petits bustes de plâtre et six grosses consoles de plâtre.

Quatorze autres consoles de plâtre, dont il y en a douze à visages et deux à fleurs.

Deux grandes conques ou coquilles de mer et une petite.

Une petite tenture de tapisserie de toile peinte, de trois quarts d'aune de haut et de six de cours, fort usée.

Un paresol (*sic*) de damas cramoisi, avec une dentelle d'or faux autour, mi-usé.

Un autre petit paresol de même, de damas fort usé, aussi avec une dentelle d'or faux, mi-usée.

Un autre paresol de camelot, plus que mi-usé.

Une thèse de satin blanc, dédiée au feu seigneur abbé de Lesseins, avec son portrait et ses armes (2).

Une grande lunette d'éloignement, couverte de parchemin blanc et doré.

(1) C'était le patron de l'abbé de Lesseins.

(2) Cette thèse est peut-être la même que celle du sieur Escoffier, que nous avons mentionnée dans l'inventaire de la bibliothèque. L'abbé de Lesseins en aurait eu ainsi deux exemplaires, l'un pour sa résidence de Romans et l'autre pour son château de Triors. Rien ne nous prouve cependant que ce ne fût pas une thèse différente; il n'est fait aucune mention de portrait dans la description de l'autre.

Deux autres lunettes d'approche, une couverte d'un papier marbré et l'autre de fer blanc.

Six médailles, dont quatre de plomb et deux de cuivre.

Douze têtes d'empereurs, émaillées, sur cuivre.

Cinq vieux malhé (*maillets*) avec leur masse, et dix boules dans un petit coffre de bois peint en noir, sans couvercle.

Un carton pliant d'un jeu de hoscarrd (*sic*), avec vingt-sept boules de buis dans un petit sac, pour ledit jeu.

Un collier de chien de cuir piqué de clous, vieux et usé.

Dans la chambre du grand parquet :

Un lit composé de deux rideaux, deux bonnes grâces d'un damas violet doublé d'un taffetas sabine couleur de citron, sa pente et souspente du même damas doublé de bocassin, à la campane (1) de soie orvre (*sic*), violet et blanc, le dossier (et) le dedans de l'impériale du même taffetas, couleur de citron, en molette de soie et frangeons de soie, la courte-pointe du même taffetas doublé d'un bocassin, le tout mi-usé.

Quatre pommeaux à panache de laine, avec leur aigrette violet, bleu, blanc et aurore.

(Suit la description des matelas, traversin, paillasse et couvertures).

Une tapisserie de toile peinte, de 2 aunes de hauteur et 17 et demi de cours, en neuf pièces, plus que mi-usées.

Dans une petite chambre, sur l'escalier :

Une tapisserie d'une espèce de satinade à fleurs, fil coton, de treize aunes de cours et deux aunes et demi de haut,

(1) « Tenture de soie ou d'argent filé, ornée de petites cloches de même matière. Campana de lit, carrosse. » (LITTRÉ, *Dictionnaire de la langue française*).

avec une bordure de toile peinte dessus et dessous, en sept pièces, dont il y en a six mi-usées, et une autre fort usée et rompue.

(Le ciel du lit qui se trouve dans cette chambre est formé de cette même étoffe).

Dans la chambre en suite de celle du parquet :

Une vieille tapisserie d'Auvergne en six pièces, dont une est coupée en deux, avec un morceau de tapisserie différente, de deux aunes et demi de haut et de onze de cours, fort usée.

Dans la chambre des Fontaines :

Une tapisserie de verdure, d'une aune et demi et un huitième de hauteur, et de douze aunes et demi de cours, sans bordure.

Un lit à colonnes, dont le ciel de lit est cantonné de quatre bouquets de plumes blanches, avec leurs aigrettes.

Quatre petites tablettes à colonnes torses, dorées.

Dans la chambre de l'Orangerie :

Une tapisserie en deux pièces de bergame, à point de Hongrie, sans bordure, de deux aunes de hauteur et de dix-neuf de cours, de la même qualité que celle du lit.

Dix bustes de plâtre et huit consoles aussi de plâtre.

Un vieux buffet sculpté, peint en jaune, rouge et autres couleurs, avec ses deux tiroirs et armoires, fort usés.

Dans la chambre à fleurs de lys :

Un tableau des armes de la maison.

Au bout de l'allée qui va au parterre :

Un grand crucifix de bois, fermé par deux portes, où est peinte l'Annonciation.

Dans la grande salle n° 26 :

Quatre bustes, trois de marbre et un de pierre blanche, sur quatre piédestaux de bois peint en porcelaine; qua-

torze consoles de plâtre, un lustre de cristal à douze bobèches de cuivre jaune, une grande vieille table de noyer double et treize vieilles chaises garnies de cuir doré.

Dans la chambre en entrant dans la grande salle, appelée la Vieille Salle d'en haut :

Une tapisserie de toile peinte, de deux aunes et demi de hauteur et de douze et demi de cours, mi-usée.

Un grand buffet à quatre portes, peint, attaché à la muraille.

Dans la petite chambre, à côté de la susdite :

Une vieille tapisserie, fil et laine, rapiécée en plusieurs endroits, de deux aunes de hauteur et de neuf et demi de cours, de plusieurs couleurs, en sept pièces et un morceau.

Dans la chambre du sieur Enfantin (intendant du château) :

Une vieille tenture de tapisserie filoselle, de huit pieds de haut sur dix aunes de cours, en plusieurs pièces rapiécées

Un tableau fort usé, représentant l'*Ecce Homo*, avec un vieux cadre.

L'intendant conservait dans sa chambre le terrier des dernières reconnaissances, commençant par celle de Pierre Pourret en faveur de Messire Sébastien de Lionne, marquis de Claveyson, reçue Gerbon, notaire, le 9 juillet 1662, et finissant par celle de Pierre Drevet en faveur du feu seigneur abbé de Lesseins, reçue Blachette, notaire, du dernier janvier 1680, couvert d'un parchemin, côté n° 1, plus une vieille liève confinale de plusieurs terriers et une autres liève brève du terrier ci-dessus.

Au garde-meuble :

Deux petites roues de montre à l'eau, enchassées dans un petit cercle de fer, avec la montre d'ardoise et son fer.

Une grande cuirasse de fer.

Un petit fauconneau de fer, de trois pieds et demi de long.

Deux pétards de fer, fort vieux et usés :

Un petit cor de cuivre avec une petite embouchure d'argent.

Trois moules de balles pour les fauconneaux.

Un buste de plâtre fort usé.

Dans la chambre des laquais :

Une carte du plan de Paris, avec ses bâtons.

Dans la chambre où couchait le sieur Chambeau.

Un missel presque neuf, aux armes du feu seigneur Abbé, couvert de basane rouge.

Une chasuble de damas blanc, doublée d'un taffetas noir, avec son assortiment, le tout neuf.

Une aube toile de Hollande, et l'amict de même toile, et son cordon tout neuf, plié dans une serviette de toile, façon de Venise.

Au troisième étage, dans la première chambre à droite :

Une tenture de tapisserie de toile peinte à fleurs, de deux aunes trois quarts de haut sur douze de cours, fort usée, en neuf pièces et un morceau.

Dans une petite chambre, au même étage :

Une tenture de tapisserie de vieille bergame, en cinq pièces et un morceau, fort usés.

Dans une autre petite chambre à côté :

Une tenture de tapisserie de brocatel ou ligature à fleurs, bleu et blanc, de la porte de Paris, de deux aunes un quart de haut et dix aunes de cours, en quatre pièces et un morceau.

Dans un galetas qui est à plain pied dudit étage :

Trois bustes de plâtre de peu de valeur.

Cinq consoles de plâtre.

Un vieux coffre à l'antique, bois noyer, sans ferrure.

Au plus haut galetas :

Quatre petits canons ou fauconnaux, aux armes de la maison, sans affût (1).

Le (*sic*) grand horloge dudit château, à trois cloches, avec ses pierres et cordes en bon état.

Dans l'office :

Deux vieilles salières à tiroir d'argent, onze cueillers et douze fourchettes, le tout aux armes du feu seigneur abbé de Lesseins, pesant, au poids de balance, faute d'un poids de marc, six livres moins un demi-carteron.

Six grands plats ou bassins à servir les fruits ou le rost, en étain fin, pesant 44 livres.

Un sucrier d'étain fin aux armes dudit feu seigneur, en bon état.

Cinq autres plats d'étain commun, pesant 25 livres.

Une douzaine petits plats pour les ragoûts, en étain commun, pesant 39 livres.

(1) Ces fauconnaux étaient en fonte, et pesaient environ 42 livres et demi la pièce. Le chanoine Gondoin en acheta trois, à raison de 10 sols 3 deniers la livre, ce qui en porta le prix à 92 livres 15 sols. Le quatrième fut délivré à Claude Sobiron pour la somme de 5 livres. Deux de ces petits canons étaient devenus la propriété de la ville ; on s'en servait pour tirer des salves à l'occasion des fêtes et des réjouissances publiques. Ils étaient encore conservés à l'hôtel de ville au moment de la révolution. Le 15 thermidor an II (2 août 1794), un membre de la Société républico-populaire proposa de les monter sur des affûts, disant qu'ils pourraient encore servir au besoin, quoique en mauvais état. Deux citoyens furent députés auprès de la municipalité pour en obtenir la réalisation de ce vœu. Mais en 1808, par ordre de l'autorité militaire, ces deux curieuses pièces furent enlevées à la ville et transportées à l'arsenal de Valence où on les voit encore. (D' CHEVALIER, *Le comité de surveillance de Romans*, p. 45).

Trois autres plats, médiocre grandeur, pour la soupe, en étain commun, pesant 20 livres.

Trois douzaines et sept assiettes étain fin, aux armes dudit feu seigneur, pesant 50 livres.

Dix-neuf assiettes étain commun, pesant 31 livres.

Un carafon pour mettre l'eau à la glace, étain commun, pesant 9 livres.

Une cruche, une grande et petite salière, une écuelle et une tasse, le tout étain commun, pesant 11 livres.

Deux aiguières étain fin, aux armes dudit feu seigneur pesant 5 livres.

Deux grandes bouteilles ou flacons étain fin de Paris, pesant 14 livres.

Un petit coquemard étain fin, pesant une livre.

Dix couteaux à manche d'étain bosselé.

Sept autres couteaux à manche noir.

Un poissonnier de cuivre, avec son anse de fer, en bon état.

Une grande et une petite tartière de cuivre, sans couverture (*sic*), en bon état.

Une grande casse (1) blanche, avec son manche de fer usé et bosselé.

Trois autres casses blanches.

Un petit poids à casse (2), pesant du plus fort 58 livres.

Un mortier de fonte en bon état, avec sa langue, aussi de fonte, rompue.

Un chandelier de laiton à deux branches, soutenu par

(1) Poëlon de cuivre servant à puiser l'eau, se prend aussi dans le sens de casserolle (*Litttré*).

(2) Ce mot nous paraît signifier ici le récipient creux en forme de casse ou puits destiné à placer les objets que l'on veut peser.

la figure de Mercure, en bon état. Onze autres flambeaux ou chandeliers, en laiton.

Trois paires de flambeaux de cristal en bon état, à la réserve d'un qui est un peu rompu au pied.

Une boîte dans laquelle il y a douze pièces garnies, pour les lustres.

Une grande lampe de laiton à trois branches, à pierre amide (*sic pour* pyramide).

Cinq fanaux de verre et deux chandeliers de laiton à ressort, pour les soutenir, en très bon état.

Cinq pots à l'eau de verre, et trois en porcelaine

Un petit moulin à poivre.

Sept verres de Fugères, et quatre plus petits.

Un coquemard de verre de Nevers, à marque dorée.

Quatre plats de terre d'Hérosme, dont l'un est fendu.

Deux saladiers, un coquemard, onze gobeaux en terre d'Hérosme.

Un huilier et un vinaigrier, avec une petite cuvette pour les tenir, en terre d'Hérosme.

Quatre grands plats en terre blanche d'Avignon et six autres plus petits, dont trois en ovale.

Neuf petits pots de la même terre, à mettre confitures, et trois tasses *item*.

6 saladiers en terre de faïence, et un en terre d'Avignon, à fleurs.

Une douzaine d'assiettes en terre de faïence et 20 en porcelaine.

Cinq petits (*sic*) écritaires en terre de faïence, cinq autres en porcelaine.

Deux urnes en terre d'Avignon, à fleurs; deux autres en albâtre, dont l'une un peu endommagée.

Un grand pot de terre d'Avignon peint en bleu.

Deux aiguières façon de faïence.

Une bouteille de verre d'Angleterre à tenir huile.

Cinq cantines de verre garnies de plomb.

Un grand chaudron de cuivre à faire la lessive, tenant deux benatées, et un autre plus petit.

Huit casseroles en cuivre, *etc.*

Trois vieux cordons de soie, pour soutenir les miroirs.

Dans la cuisine :

Sept vieux fusils, « dont trois qui sont pourtant en état de servir. »

Au poyle (sic), qui est à côté de la cuisine :

Six portraits de femme, bordure de bois peint, usés.

PARTERRE DU CHATEAU

Sur la grande terrasse :

55 vases de terre de Lyon garnis, savoir : 42 d'un oranger ou d'un citronnier, et les autres douze (1), d'une lorette ou laurier rose.

Six autres vases de moyenne grandeur, de même terre, dont quatre avec un oranger, un avec un laurier de Tain (?) et un d'une vieille myrte.

Quatre grands vases à anses, façon de faïence, rompus et fendus, ayant chacun un oranger chinois.

Six autres vases plus petits, de même qualité, dont quatre ont un oranger chinois et deux sont vides.

Huit autres plus petits, de même qualité, dans deux desquels il y a un oranger chinois et dans un autre un oranger commun ; les autres sont vides.

63 petits vases communs, dont un garni avec un petit

(1) Cela ne fait pas le compte. Il en manque un.

oranger, 26 avec un laurier, onze avec un jasmin d'Espagne, et 25 sont vides.

Six grandes figures sur six piédestaux, représentant Jupiter, Neptune, Junon, Diane, Vénus et Mercure, toutes de pierre de ce pays appelée molasse; Jupiter ayant un pied endommagé; Neptune, son trident rompu, une jambe chancreuse et un talon de l'autre un peu rompu; Junon, les pieds endommagés; Diane, un bras emporté; Vénus, un bras aussi emporté et l'estomach gâté et pourri; et Mercure, partie de son chapeau emporté.

Quatre autres figures plus petites, deux représentant l'Alceste Florès, une de pierre et l'autre de bois, celle-ci fort endommagée, et l'autre en bon état. Les autres deux, un dieu champêtre sur des piédestaux.

Un cadran à soleil de pierre à plusieurs faces, sur un piédestal.

Un tableau dans le plafond d'un des pavillons de la terrasse, représentant une déesse sur son char tiré par deux chevaux, avec son cadre de bois peint, de six pieds en carré.

Sur la terrasse en gazon :

Six autres grandes statues, une de pierre de Chuin sur piédestal de la même pierre, représentant Flore; autres représentant Cérès, Diane, aussi en bon état; une autre, Flore et deux statues de Mars, dont une en bois, en bon état, et les autres fort endommagées.

Deux frondeurs sur des piédestaux, n'ayant qu'un bras les deux (*sic*).

Huit vases de pierre, sur des piédestaux, autour du bassin.

Douze pommes de pin de pierre, sur des piédestaux, autour dudit bassin.

Deux grandes urnes de terre cuite, fort endommagées et rompues, sur leurs piédestaux.

Cinq autres urnes plus petites, aussi en terre cuite, endommagées.

Deux autres vases de pierre, sur leurs piédestaux.

Deux lions de pierre, *item*.

Deux autres grands lions sur la porte d'entrée, tenant les armes dudit feu seigneur abbé, l'un desquels est endommagé au muffle.

Deux petites figures de terre cuite, en buste, sur des piédestaux.

Un cadran d'ardoise au soleil et à la lune, d'un pied carré.

Dans le parterre de la galerie d'en-bas.

Les pièces suivantes sont en terre de Venise, de Nevers ou façon de faïence :

Dix lions sur leurs piédestaux de tonne (??) (touve).

Deux grands vases à anses, avec un petit oranger dans chacun desdits vases, de couleur bleue, dont un desquels est rompu.

Un autre grand vase ou cuvette à deux testes humaines, aussi garni d'un petit oranger.

28 petits vases, tant à anses que ronds, dont il y en a 8 ou 10 de cassés, plusieurs étant garnis de quelques fleurs et les autres vuides.

En terre commune, ou bois :

5 grands vases, garnis de leur oranger chacun.

24 autres vases de moyenne grandeur, dont 18 sont garnis d'un oranger chacun, 4 de laurier rose et deux de balustrier (??).

17 caisses carrées de bois, 14 qui sont garnies d'un oranger chacun et 3 de figuiers.

13 vases de bois, de médiocre grandeur, avec deux liens de fer chacun, sans garnitures.

Plusieurs petits vases ou pots de terre, parmi lesquels il y en a quelques-uns garnis de jasmin et de tubéreuses.

CARROSSES ET ÉCURIES.

Dans l'écurie :

Un carrosse-coupé à 4 places, avec son train à quatre roues, garni en dehors d'un velours ciselé cramoisi à fleurs, la campane de laine, les glaces de verre commun, une desquelles est rompue, ayant été raccommodée avec du plomb, un coussin derrière et son estrapotain (1) garni du même velours, en fort bon état.

Un autre carrosse appelé *pétrin*, l'impériale vieille, à laquelle il manque beaucoup de clous, soutenue par quatre colonnes de fer, les rideaux d'un barracand (??) bleu doublé d'indienne, deux coussins couverts de basane, sur son train à quatre roues, sans siège, le tout plus que mi-usé.

Une calèche avec son train à quatre roues, doublé d'une manière de tapisserie à fond blanc à grandes fleurs, le rideau des portières de drap violet doublé d'indienne, une glace en un châssis de verre commun, une couverture pour l'impériale de même drap que les rideaux, avec une campane de soie, le tout plus que mi-usé.

Un vieux train à quatre roues supporté sur son brancard, le tout hors d'état de servir sans être raccommodé, et sans siège.

(1) Pour strapontin.

Deux grandes roues de bois, deux moutons de bois avec leurs cercles et anses de fer, et un autre petit mouton aussi de même, qui ont servi pour la construction du pont sur l'Isère de ladite ville, avec deux autres pièces de bois garnies de leurs cercles de fer.

Dans la remise :

Un grand carrosse sur son train à quatre roues, à deux fonds, doublé de velours à fond blanc, les quatre glaces fines, dont il y en a une devant qui a été fendue et qui est rejointe avec du plomb, les deux coussins couverts simplement d'une serge rouge, les rideaux de même étoffe, la campane de soie de plusieurs couleurs, le tout en bon état.

Dans la chambre au-dessus de l'abreuvoir :

Une chaise à porteur avec ses bras, l'impériale couverte de cuir, le tour d'un drap violet, les glaces de verre commun, cassées, le coussin couvert d'un damas rouge de même que la doublure, une frange courte noire servant de campane, et une couverture de toile par dessus, le tout fort usé.

Deux étriers à l'antique, de cuivre doré.

Un grand couteau à servir d'arme à une pertuisane.

Dix-neuf boîtes à tirer, dont une est crevée. *Etc., etc.*

Sous le hangar ou appentis, à la porte de l'écurie :

Une chaise à deux roues, l'impériale soutenue par trois colonnes de fer, le dedans garni de peluche violette, avec son coussin de même, les rideaux de même couleur, l'impériale couverte d'une mousse de ratine violette bordée de rouge, la selle du cheval, les traits et poitrail, le tout en assez bon état, à la réserve des rideaux, de la selle et de la housse, qui sont en très mauvais état.

Un petit carrosse qui a servi à Mons.^r le jeune comte

de Lionne quand il était enfant (1), en assez bon état, avec le petit harnais.

Quatre pièces de petits canons, sur leurs affûts, à deux roues (2).

Quatre chevaux blancs servant à tirer les carrosses, en bon état.

A la chambre des harnais :

Une machine appelée *galère*, pour ratisser les allées, avec sa roue double, garnie de fer sur les jointes et sa lame de fer, en bon état.

Les harnais du cheval, pour tirer ladite galère.

Une lanterne de fer à deux casses et trois branches, mi-usée.

Au galetas :

Deux housses de chevaux aux armes de la maison de Lionne. *Etc., etc.*

(1) Ce doit être Charles-Hugues de Lionne, petit-fils du ministre de Louis XIV, petit-neveu et héritier substitué de l'abbé de Lesseins, qui devint brigadier des armées du roi en 1710, et mourut en mars 1721. (Voir la *Notice historique sur la famille de Lionne*, en tête des *Lettres inédites du ministre de Lionne*, publiées par M. le Dr Chevalier, p. 46).

(2) Différents des quatre fauconneaux mentionnés plus haut, qui n'avaient pas d'affûts.

(*A continuer*).

CYPRIEN PERROSSIER.



LE TRAMWAY DE LA GALAURE

(SUITE. — Voir les 109^e et 110^e livraisons).

V. — St-Barthélemy et La Villeneuve-de-Vals.

L'impartialité historique nous fait un devoir d'accueillir avec empressement les observations contenues dans une lettre de M. Léon Sollier, avocat, notre bienveillant collègue en archéologie, au sujet de la citation empruntée à Guettard, à propos de Rochetaillée.

Si, dit-il, le géologue trouvait, en 1775, le chemin de St-Vallier à St-Barthélemy-de-Vals, « toujours sur le bord de la Galaure, très étroit et sur rochers très dangereux, » c'est que la percée du rocher n'existait pas encore, autrement le chemin, établi au pied ou sur le flanc du promontoire triangulaire de Vals, se serait écarté de la rivière comme aujourd'hui, en suivant la base au lieu des deux côtés du triangle.

D'autre part, le passage des voitures à destination du Grand-Serre par St-Martin-d'Albon et Mantaille, constaté par Guettard lui-même, démontre clairement l'absence de toute viabilité à Vals.

Par conséquent, conclut M. Sollier, l'ouverture de la route à Rochetaillée remonte véritablement à 1780 et ce service réel, rendu à la population de la vallée, est dû à MM. de Montchenu et de La Tour-Maubourg.

Le lecteur, désormais fixé sur ce point, grâce aux documents produits, voudra bien nous permettre de continuer notre voyage.

A deux kilomètres, en face et au midi de la station de St-Uze, se trouve le modeste village de St-Barthélemy, remontant assez loin dans le passé, témoin la donation faite le 18 mars 1058 par Geilin II, comte de Valentinois, à Guigues III, abbé du Monestier-St-Chaffre (Haute-Loire), pour y fonder un monastère (1). A cette date, le service religieux se confiait à des religieux, qui, au nombre de 4 ou 5, formaient des prieurés; de là est venue la croyance aux couvents dont chaque village prétend posséder les ruines.

St-Chaffre conserva la dîme à St-Barthélemy, comme St-Ruf à St-Uze, et desservit Marnas et St-Victor. Quant aux Geilin ou Geilon, comtes de Valentinois, ils furent remplacés par les Poitiers, au XII^e siècle, et les Poitiers par les La Croix-Chevrières, seigneurs du mandement, jusqu'à la Révolution.

Toutefois, ce n'est pas à la visite des ruines monastiques ou féodales que l'exploration du lieu doit être consacrée, car il n'y reste pas même debout l'ancienne église. Son unique curiosité réside dans le cromlech du Douévas, appelé les *Roches qui dansent*. Là, se conservent les souvenirs des fées et de Gargantua; là, se dressent des blocs de grès à 20 mètres précis, à 35, 55 et 80 d'un point central, formé d'une tribune ou autel et de deux blocs inclinés, dont l'un a dû osciller jadis au moyen d'une disposition particulière, dérangée depuis lors.

Il est vraiment regrettable que l'ignorance et l'incurie aient laissé périr en partie un monument si curieux des premiers âges de l'humanité, placé dans un site admirable.

D'après les archéologues, l'art des plus anciens habitants se résumait à travailler plus ou moins grossièrement des éclats de silex pour en faire des outils et des armes. Ils vivaient de chasse et de pêche, sous un climat tempéré, qui les dispensait de vêtements et d'abris. Mais l'âge glaciaire sur-

(1) Cartulaire de St-Chaffre, publié par M. le chanoine U. Chevalier,

venant, il fallut s'habiller et se loger, et à côté des outils en pierre dure apparurent des outils en os, en bois de cerf, des burins, perçoirs, racloirs, harpons ou flèches, sur lesquels on trouve parfois de fines silhouettes d'animaux. Il a été recueilli au Douévas des éclats de silex, sans aucun dessin.

Après l'âge glaciaire, la température se radoucit et la race des chasseurs artistes disparut. De nouvelles races parties de l'Orient amenèrent alors des animaux domestiques et se livrèrent à la culture des terres. Elles se construisirent des habitations lacustres, protégées par l'eau contre les animaux féroces, ou bien des huttes coniques de branchages au sommet des collines. C'est l'époque des *Roches qui dansent*, des cromlechs, des dolmens, des menhirs et autres monuments mégalithiques; c'est l'époque de la pierre polie, des outils emmanchés, des premiers essais de poterie.

Quelle était la destination du cromlech du Douévas? Un lieu de réunion, selon les uns, de sépulture, selon les autres. Des fouilles intelligentes pourraient seules élucider le problème. Hélas! qui s'inquiète, dans le pays, de l'homme préhistorique? Si l'on a besoin d'une pierre, on la prend dans le bois du cromlech et le monument disparaît ainsi peu à peu.

L'emploi des métaux succéda à celui de la pierre taillée ou polie et le bronze apparut le premier. C'est ainsi qu'il a été découvert à Vals, au sommet du promontoire triangulaire, un bâton de commandement, formé de boucles diverses qui, agitées, rendaient des sons particuliers. Vint ensuite le fer avec lequel on put construire des maisons et des instruments aratoires et cet âge-là dure encore.

Lors de la période historique, les agriculteurs de la région appartiennent à la tribu des Allobroges, vaincue par les Romains à leur arrivée en Gaule, quelque 120 ans avant notre ère. Une géographie récente de la Drôme prétend que la bataille où elle succomba fut livrée dans une vaste plaine voisine de Châteauneuf-de-Galaure. Il n'y a qu'une petite difficulté à cela, c'est l'absence d'une vaste plaine au lieu indiqué.

Pendant 400 ans, la vallée obéit aux conquérants et ne présente guères que de grandes fermes ou villas isolées, détruites par le temps ou par les barbares qui envahirent la contrée aux 4^e et 5^e siècles; leur existence est prouvée par des amas de tuiles plates dites *sarrasines*. Les Bourguignons ou Burgondes s'y installèrent côte à côte avec les indigènes au V^e siècle, et eurent à lutter contre les Francs; puis, au VIII^e, les Sarrasins ou d'autres étrangers passent pour avoir ravagé la contrée. Un fait certain, c'est que les divisions survenues entre les faibles successeurs de Charlemagne obligèrent l'assemblée de Mantaille, en 879, à offrir le sceptre à Boson, qui rétablit le royaume de Bourgogne. Mais à la mort de Rodolphe III dit le fainéant, en 1032, tous ses officiers déjà puissants se partagèrent le territoire royal : les comtes d'Albon eurent la Valloire et les environs; les Geilin ou Geilon gardèrent le Valentinois, et ceux-ci, à leur tour, attachèrent à leur fortune amis, parents et serviteurs dévoués par des concessions de seigneuries. C'est l'époque de la construction des tours et châteaux de Mureils et de Ratières; c'est l'origine de la féodalité ou de la dépendance de l'homme à l'homme et de la terre à la terre, au moyen de l'hommage, du serment de fidélité, des services et des tributs.

Les vassaux ou les cultivateurs, au lieu d'être esclaves, devinrent serfs de la glèbe, c'est-à-dire privés du droit de tester et de changer de résidence; mais ils possédaient un coin de terre, grevé de redevances à la vérité, et ils parvinrent à l'émanciper comme leur personne.

Les Dauphins, au XIV^e siècle, secondèrent ce mouvement par la création de Villeneuves, à Roibon, à Coinau sur Anneyron, à St-Barthélemy-de-Vals et ailleurs; puis, ils disparurent de la scène politique, après avoir cédé leurs états à la France en 1349.

Ces Villeneuves assuraient à leurs habitants une plus grande somme de liberté et cependant, à l'exception de Roibon, aucune d'elles ne prospéra beaucoup.

Un terrier (livre de redevances) de Diane de Poitiers, duchesse de Valentinois et dame de Vals, nous révèle les charges du mandement en 1555. Elle a un péage à la Villeneuve-de-Bertheud, sur les marchands et sur les marchandises ; un droit d'avenage ou de civerage sur les laboureurs, à raison d'un sétier d'avoine chacun, et sur les cultivateurs à bras d'une émine ; un droit de fenage et de palléage, équivalant à un faix de foin ou un sou et à un faix de paille ou un demi sou ; une taille comtale de 6 livres par an ; un droit d'investiture et de lods, prix de son consentement à toute translation de propriété, perçu au 12^e denier ; un droit de ban-vin en août à Vals et à la Motte-de-Galaure ou privilège exclusif de vendre du vin ; la leyde des foires de St-Barthélemy et de celles de St-Marc et de St-Michel à la Villeneuve, ou tribut prelevé sur les marchandises, avec le revenu des places et des bancs des étalagistes ; le produit de la crie et des criées (encans) ; 6 sétiers de seigle sur les moulins de la Motte ; 6 sols 6 deniers de cense sur les bancs de la halle du marché de la Villeneuve ; la justice haute et basse et le pouvoir de choisir un juge, un châtelain, un procureur, un sergent et des greffiers ; un droit de mistralage de 7 sétiers d'avoine, levé par elle une année et l'année suivante par les nobles de Vals (1) ; la chasse et la pêche, ainsi que les pâturages de la Motte et de Vals et une partie des amendes judiciaires de la Motte et de Fay. Enfin, les habitants de St-Bonnet lui payaient 40 sols par an, le prieur de la Motte 20 et la communauté de St-Vallier 4 florins pour droit de sauvegarde.

Outre ces droits généraux, relativement modérés à côté de ceux de mainte seigneurie voisine, 204 tenanciers lui devaient des censes en argent, en poules ou en grains pour les terres, prés, vignes et bois de sa directe, en vertu de concessions primitives.

(1) Ces nobles s'appelaient Policard, Sibuet, du Mollard, de Monteil, de La Rivière, d'Izerand, Talafer, de Paluel, Revel, Borchanin, d'Hauteville, Rochain, Mille, Gruel, de Poinsac, etc.

Jusqu'à Louis XI, les populations agricoles ne supportaient pas d'autres charges que celles-là; mais ce prince établit l'impôt foncier sous le nom de tailles et les guerres d'Italie, soutenues par ses successeurs, multiplièrent les passages de troupes sur le chemin d'Albon à Romans. La perte des archives de St-Uze et de St-Barthélemy ne permet pas d'aller plus loin.

St-Uze, pour 975 hectares imposables et 1,578 habitants, a payé, en 1873, pour ses quatre contributions directes, 13,704 fr. 28 c., et St-Barthélemy, pour 1,979 hectares et 1,571 habitants, 17,809 fr. 59 c.

La première commune a vu naître Joseph Pagnon, littérateur, et la seconde, Jean-François Monier, d'abord oratorien, puis directeur intérimaire des colonies et commissaire de police à Paris, auteur du *Chevalier chrétien*, imitation en vers d'un poème du XIII^e siècle.

Maintenant que nous avons des notions sommaires de géologie et d'histoire, nous pouvons sans crainte revenir à St-Uze et reprendre le train : tout ce qui nous reste à voir s'expliquera facilement alors.

(A continuer.)

A. LACROIX.



ESSAI

DE

BIBLIOGRAPHIE ROMANAISE

(SUITE. — Voir les 102°, 103°. 104°, 105°, 106°, 107°,
108°, 109° et 110° livraisons.)

VI. Période moderne et contemporaine.

QQ. — *Passage de Pie VI et de Pie VII à Romans.*
(13 juillet 1799 — 2 août 1809.)

Extraits inédits de la *Vie de la vénérée mère Hedwige-Marie-Philippine du Vivier, fondatrice et première supérieure de la Congrégation de Sainte-Marthe...*, par le chanoine H.-C. Toupin, publiés dans la *Semaine religieuse de Valence* des 21 et 28 août 1891 (tome II, pp. 561-4 et 577-80).

174. — *Procès-verbal des principaux événements qui se sont passés à Romans, depuis le 26 mars jusqu'au 24 avril 1814, rédigé par Monsieur LAMBERT et arrêté par le Conseil général de la commune.* — A Valence, chez Marc-Aurel, imprimeur-libraire. 1814. — In-8° de 44 pp.

Ce titre principal est reproduit en faux titre en tête de la première page avec l'addition suivante: «..... par le conseil général de la commune, composé de MM. Duvi-
vier, maire provisoire, Savoye et Destèque, adjoints, et

Antelme, Blain, Bossan, Charles (François), Fochier, Revol, Nugues père, Pigeron, Seguin, Vinay, Arnaud, Bernon-Montélégiér, Chabert, Charvat, Delacour, Ithier, Nugues aîné, Pouchon-Collonge, Lombard-Morel, Beland, Charles (Ferdinand), Giraud, Lambert et Seyvon, conseillers municipaux. »

Cette brochure, comme on le voit, est le rapport officiel rédigé par la mairie sur l'occupation autrichienne. C'est la plus intéressante et la plus complète qui ait été publiée sur ces graves événements. M. Théodore Lambert, qui en est l'auteur, a été non seulement témoin, mais acteur dans le drame dont il nous raconte les émouvantes péripéties. Il fut l'un des trois députés de la ville de Romans auprès du trône, pour représenter à Louis XVIII les malheurs de la ville et solliciter pour elle les faveurs royales. L'adresse à S. M., qu'il signa avec le comte de Chabrières et le baron de Montélégiér, envoyés à Paris avec lui, termine la relation. Elle est suivie (p. 28), par manière d'appendice, d'une lettre adressée par Henri IV aux habitants de Romans, le 20 février 1591.

Dans sa séance extraordinaire du 25 avril 1814, le conseil municipal ordonna la transcription de ce rapport sur ses registres, et son impression à 600 exemplaires.

Cette intéressante relation a été reproduite intégralement par l'*Impartial de Romans* des 21, 28 février, 6, 13, 20, 27 mars, 3, 10, 17, 24 avril et 12 juin 1884.

175. — *Précis des événements qui se sont passés à Romans, pour servir de suite au procès-verbal de la mairie qui a été publié par la voie de l'impression dans le mois de mai dernier.* — A Valence, chez Marc-Aurel, impr.-libraire. Novembre 1814. — In-8° de 23 pp.

Cette brochure anonyme est de M. Sablière-Deshayes,

comme il résulte d'une lettre du préfet de la Drôme de cette époque, et non de l'avocat Lambert, auquel on avait cru pouvoir l'attribuer (1) à cause d'une pièce en vers signée de son nom qui se trouve vers la fin (pp. 17 à 22). Cette poésie est intitulée : *Dialogue entre deux Romanais et la Nymphe de l'Isère, récité devant S. A. R. Monsieur, à son passage à Romans.*

On y lit d'abord le rapport de la députation envoyée auprès du roi et présidée par le comte de Chabrière pour obtenir un dégrèvement d'impôts et des subsides pour réparer les désastres du siège ; une lettre de remerciement adressée par la supérieure de la Visitation de Romans à M. de Chabrière, et le compte rendu de la réception du duc d'Angoulême à Romans, le 17 octobre 1814. A la fin se trouve encore la *Lettre missive du roi Henri IV aux habitants de Romans*, du 20 février 1591.

176. — *Récit de ce qui s'est passé dans la ville de Romans, depuis l'entrée jusqu'au départ des Autrichiens, du département de la Drôme, par M. Dochier, ancien maire de Romans.* — A Valence, chez Marc-Aurel, impr.-libraire. 1814. — 19 pp. in-8°.

Cette brochure, postérieure à celle de la mairie, signale quelques faits qui n'y sont pas mentionnés.

RR. — *Ephémérides romaines* (sur les événements de 1814), publiées par M. le D^r Chevalier dans le *Journal de Romans* des 26 mars, 3, 10, 17 et 25 avril 1870.

177. — *Précis de ce qui s'est passé dans la ville de Romans, au passage de S. A. R. Monsieur, frère du roi Louis XVIII, contenant une notice historique sur les vins d'honneur, par M. Dochier, ancien maire de Romans.* —

(1) Dictionnaire des Anonymes dauphinois, n° 1999.

A Valence, chez Marc-Aurel, imprimeur-libraire. Novembre 1814. — In-8° de 16 pp.

La notice sur les vins d'honneur annoncée dans le titre sert d'introduction à la brochure jusqu'à la p. 12 ; de sorte que ce qui reste pour la relation proprement dite de la journée du 17 octobre 1814 est bien peu de chose. Le comte d'Artois (depuis Charles X) arrive à Romans par la route de Valence, et traverse l'Isère sur des planches soutenues par des câbles jetés sur les arches du pont en ruines ; on l'avait fait sauter au mois de mars précédent pour empêcher le passage des Autrichiens ; il est accueilli à son entrée dans la ville, près de l'église St-Barnard, par le clergé qui lui offre le dais. Les vins d'honneur sont préparés sous un superbe arc-de-triomphe, à l'entrée de la Grand'Place. Là, il est complimenté par le chevalier du Vivier, maire de la ville ; sa courte harangue occupe l'une des quatre pages consacrées au compte rendu de cette fête, qui est intentionnellement très abrégé et même incomplet ; car, dit-il, « les honneurs rendus au prince dans ce chef-lieu de canton ont fait la matière d'un récit dont la publicité nous dispense d'entrer dans aucun détail. » Dochier veut sans doute désigner la relation contenue dans l'art. 175 ci-dessus.

Nous savons d'autre part que le rapporteur ne se pique pas d'une précision historique très rigoureuse ; c'est ainsi qu'il remplace l'inscription qui se trouvait à la porte St-Nicolas, par où le prince sortit hors de la ville, se dirigeant sur Grenoble :

Tu pars, Romans te regrette ;

De son amour sois l'interprète,

par celle-ci plus laconique et peut-être plus française :

Tu pars et tu emportes nos regrets.

178. — *Mission donnée à Romans, en novembre et décembre 1820.* — Valence, de l'imprim. Jacq. Montal, imprimeur du Roi et de l'Evêché. Mars 1821. — In-8° de 28 pp.

Epigraphe: *Cantemus Domino, gloriosè enim magnificatus est.* (Cant. Moysis.)

M. Maignien attribue cette brochure à M. Laurent Antelme, curé de Romans à cette époque. (*Dictionn. des Anonymes dauphinois*, n° 1643.) Nous la croyons plutôt de l'abbé Pierre Vinay, un de ses vicaires.

179. — *Mémorial de la mission de Romans. Décembre 1846.* — Romans, impr. E. Bossan. — 4 pp. in-18.

Petite feuille à insérer dans un livre de prières ; elle contient des considérations et des résolutions, mais aucun renseignement historique. Publié par les soins de M. Beaucaire, curé de St-Barnard, et tiré à 2,500 exemplaires.

180. — *Compte rendu du banquet offert le 22 avril 1846 à MM. Philippe Mathieu, Lombard Taupenot et le docteur Peloux, fondateurs de l'Athénée de Romans ; comprenant le discours prononcé par M. Philippe Mathieu sur l'avenir de Romans, du Péage et du nord du département de la Drôme.* — Romans, imprim.-librairie de E. Bossan. 1846.

In-8° de 24 pp. signé par les membres de la commission du banquet : Rochas, président, Alexis Reynaud, Caillot, Louis Vignon, Testanière aîné, Joseph Coste, Barry.

Publié à 300 exemplaires, le 30 avril, par les soins de M. Maurice Rochas, président de la commission.

SS. — *Discours-programme prononcé par M. Gambetta à Romans, le 18 septembre 1878.* Dans le *Lyon-Républicain* du 19 septembre.

Le texte du discours occupe la seconde page ; le reste du numéro est à peu près entièrement consacré à la description des lieux et au compte rendu du voyage du héros.

Le *Journal de Valence* du même jour reproduit aussi le même discours, et l'accompagne de récits et de commentaires conçus dans le même esprit, mais en termes différents.

181. — *Lettre de Mgr Freppel, évêque d'Angers, à M. Gambetta, en réponse au discours de Romans.* — Société générale de librairie catholique. Paris, V. Palmé, directeur général. 1878. (Paris, impr. V. Goupy et Jourdan, rue de Rennes, 71.) — In-18 de 22 pp.

(Datée d'Angers, 20 septembre 1878.)

Cette brochure a été reproduite sous ce titre : *Réponse d'un Evêque à la déclaration de guerre contre l'Eglise, de Romans. Monstigneur Freppel à M. Gambetta, dans le Pèlerin*, du 28 septembre 1878, pp. 629-31.

182. — *Ville de Romans. — Concours de musiques civiles, harmonies, fanfares, orphéons. 5 août 1866.* — Romans, impr. et lith. E. Bossan.

Plaquette de 4 pp. petit in-fol. (ou gr. in-4°, tiré à 125 exemplaires, le 17 mai 1866.

Programme de la fête et liste des Sociétés musicales qui doivent assister au concours, avec le nombre d'exécutants de chacune, qui arrive à 1519 pour 4 philharmoniques, 17 fanfares et 22 orphéons. Les deux morceaux que chaque Société devait exécuter sont aussi indiqués.

183. — *A Messieurs les organisateurs du Concours musical de Valence.* — Agam per agam.

Feuille in-4°, s. l., n, d., signée : JACQUEMART.

Dix strophes très bien troussées à l'adresse des Valentinois, que le succès du Concours musical de Romans a empêchés de dormir. Voici la première :

C'est agir contre tous : à la cité voisine,
 A Romans vous volez, malgré votre origine,
 Le jour qu'elle a fixé bien longtemps avant vous.
 Vous ravivez, hélas ! cette rancune antique
 Que la raison condamne et que la République
 Ne devrait pas voir parmi nous.

184. — *Ville de Romans. Ville de Bourg-de-Péage.*
 (Armoiries des deux villes.)

Concours international d'orphéons, d'harmonies et de fanfares (8-9 août 1880). — *Programme général des fêtes.* — Prix : 30 centimes. — Romans, imp. H. Rosier.

In-8° de 20 pp., daté de Romans 1^{er} août 1880.

Signé de 32 noms, tant du Comité d'organisation que de la commission artistique.

185. — *Dédicace du temple protestant de Romans, le 24 mars 1887.* Prix : 50 c. — Valence, typographie et lithogr. Emile Crémilleux. 1887. — In-8° de 20 pp.

Epigraphe tirée d'Esaië (*sic*), 71-3.

Après quelques considérations préliminaires, on trouve d'abord : *la Prière de dédicace* (3 pp. 1/2), puis le *Discours de dédicace* prononcé par M. Lasserre, pasteur de Grenoble, en présence de douze autres pasteurs ou candidats au saint ministère. Ce discours est le morceau principal de la brochure, où il occupe 12 pp.

TT. — *Souvenirs d'une mission prêchée à Romans, dans les Petites Annales de la Congrégation des Missionnaires Oblats de Marie Immaculée*, n° d'août 1892, 2^e année, pp. 292-8).

Relation par le P. Garnier, Oblat de Marie, de la grande mission donnée par ces religieux dans les trois paroisses de St-Barnard, de St-Nicolas et du Bourg-de-Péage, pendant le Carême de 1891 (du 1^{er} mars jusqu'à Pâques).

(A continuer.)

CYPRIEN PERROSSIER.

LES CATHÉDRALES DE LA RÉGION

La Société d'Archéologie de la Drôme a reçu de M. Barr-Ferree, de New-York, membre de la Société de l'Histoire de France, de Paris, une intéressante brochure sur la chronologie des églises cathédrales de France, ouvrage très étudié, renfermant sous forme de tableau, tous les renseignements que l'auteur a pu recueillir sur nos cathédrales françaises, à partir du XI^e siècle inclusivement jusqu'à nos jours. A la vue du tableau on se rend tout de suite compte des modifications survenues aux diverses époques dans ces monuments.

L'auteur cite les sources où il a puisé, mais nous ne saurions nous porter garant de ses assertions, qu'il faudrait contrôler avec soin ; du reste, il demande lui-même qu'on veuille bien corriger ou compléter son travail, s'il y a lieu.

En ce qui concerne notre région, nous avons relevé les notes s'appliquant à Avignon, Die, Embrun, Lyon, St-Paul-Trois-Châteaux, Valence, Vienne, Viviers ; au sujet de cette dernière cathédrale, il nous semble que l'auteur a omis de signaler des travaux considérables des XIV^e et XV^e siècles à l'extérieur de l'abside, à la partie supérieure du clocher, etc.

Avignon : *Notre-Dame des Doms*. — XI^e siècle. En 1038 reconstruction partielle ; murs supérieurs de la nef. — XII^e siècle. Porche ouest. — XIV^e siècle. Nef ; cha-

nelles. — XV^e siècle. 1410, chute du clocher ; reconstruit en 1431. — XVI^e siècle. Chapelle de l'Annonciation. — XVII^e siècle. 1671, chœur ; 1680, chapelle de la Résurrection.

Die : *Notre-Dame*. Cathédrale jusqu'à 1276, puis de 1680 à 1794. — XI^e et XII^e siècles. Porche et partie des murs. — XVII^e siècle. 1646, ruinée ; 1653, commencement de reconstruction. — XVIII^e siècle. 1719, fin des travaux ; 1755, consacrée. — XIX^e siècle. Restaurée.

Embrun : *Notre-Dame*. Cathédrale jusqu'à 1801. — XI^e siècle. Rebâtie vers 1005. — XII^e siècle. Ailes de l'abside. — XIII^e siècle. Rebâtie avant 1225 ; voûtes de la nef ; façade ouest ; tour ; porche. — XV^e siècle. Réparations ; façade ouest ; chapelles ; partie de la voûte du bas côté sud ; partie supérieure de la tour nord ; chapelle Sainte-Anne. — XVI^e siècle. 1542, narthex ; fenêtres de l'abside agrandies. — XIX^e siècle 1852, tour ouest endommagée ; rebâtie.

Lyon : *St-Nizier*. Cathédrale jusqu'au VIII^e siècle ; *St-Étienne* jusqu'au XIII^e ; *St-Jean-Baptiste* depuis le XIII^e. — XI^e siècle. Nouvelle église apparemment construite autour de l'ancienne ; 1080, réparations. — XII^e siècle. 1107 à 1118, reconstruite ; chœur, chapelles Notre-Dame et St-Pierre ; de 1165 à 1180, continuation des travaux ; partie haute du chœur. — XIII^e siècle. 1245, construction de six travées de la nef et consécration du grand autel ; tour nord du transept ; partie de la tour sud du transept. — XIV^e siècle. Façade ouest ; deux travées ouest de la nef ; 1392, rose de l'ouest. — XV^e siècle. 1413, partie supérieure de la tour sud du transept ; 1480, couronnement de la façade ouest ; deux tours ; gable ; balustrade de l'abside ; chapelles. — XVII^e siècle. Chapelles. — XVIII^e siècle. 1756, arceau de la porte ouest. — XIX^e

siècle. 1849, restaurations ; pinacles de l'abside et balustrade de la galerie ; 1861, toiture surélevée.

Saint-Paul-Trois-Châteaux : *Notre-Dame* et *St-Paul*. Cathédrale jusqu'à 1801. — XI^e siècle. Absides, transepts (des parties pouvant remonter au VIII^e siècle). — XII^e siècle. La nef ; façade ouest jusqu'au tympan ; porche sud. — XVI^e siècle. Réparations. — XVII^e siècle. 1600, 1638, 1683, réparations ; 1634, dôme reconstruit ; sanctuaire. — XVIII^e siècle. Dôme central démoli. — XIX^e siècle. 1841, base de la façade ouest ; restauration par Questel.

Valence : *Saint-Apollinaire* ; (*Bienheureuse Vierge Marie*, *St-Corneille* et *St-Cyprien* ; primitivement *St-Apollinaire* et *St-Cyprien*). — XI^e siècle. Rebâtie ; consacrée en 1095. — XIII^e siècle. 1281, partie supérieure de la tour tombée ; reconstruite. — XVI^e siècle. 1568 à 1578, grands dégâts par les huguenots ; le clocher détruit. — XVII^e siècle. 1604, commencement des reconstructions ; 1660, le clocher reconstruit. — XVIII^e siècle. 1730, changements intérieurs. — XIX^e siècle. 1806, chute du clocher ; reconstruit en 1820 ; 1838, le clocher démoli ; 1858, construction du porche ouest ; 1864, construction à nouveau du clocher ; restaurations.

Vienne : *St-Maurice*. Cathédrale jusqu'à 1801. — XI^e siècle. 1052, reconstruite. — XII^e siècle. Continué, sept travées de la nef ; 1107, consacrée. — XIII^e siècle. Vers 1200, chœur ; consacrée en 1251. — XIV^e siècle. Chapelles latérales. — XV^e siècle. 4 travées de la nef. — XVI^e siècle. 1515, voûtes de la nef ; 1533, façade ouest. — XIX^e siècle. 1869, incendie partiel ; tour du nord endommagée.

Viviers : *St-Vincent*. — XII^e siècle. Le clocher. — XIII^e siècle. La nef. — XIV^e siècle. Le chœur.

Alphonse NUGUES.



UN RELAI DE VOIE ROMAINE

A

BEAURIÈRES



Cette station de la voie ferrée de Livron aux Alpes mérite l'attention des touristes et des archéologues. Elle est placée à l'ouest et à peu de distance d'un village pittoresque, bâti d'abord le long du Maravel, affluent de la Drôme, et ensuite le long de la route nationale de Valence à Sisteron, sur les bords de la Chaurane, tributaire du Maravel. Une montagne, au nord, le sépare de Lesches, Fourcinet et la Bâtie-Crémezin ; une autre, des Prés et de la Bâtie-des-Fonts ; d'autres de Valdrôme et de Charens, au midi. Toutes sont plus ou moins boisées, sauf à leur sommet, et les vallées de la Drôme, de Maravel et de Chaurane, les séparent les unes des autres.

Beaurières, placé à la jonction du val de Chaurane avec celui de Maravel, présente indépendamment de sa situation, des merveilles de hardiesse en fait de construction de sa voie ferrée, suspendue aux flancs de rochers élevés qu'elle traverse et d'où descendent des cours d'eau nombreux, et terminée par le tunnel du col de Cabre de 3,760 mètres de long.

Le nom du village de Beaurières, en latin *de Beureriis*, ne révèle à M. de Coston que le souvenir de domaine, preuve que les habitations devaient être rares dans la région à une époque lointaine.

On sait pourtant que les Romains avaient établi une route des Alpes à Valence avec des relais (*mutiones*) à Montoison, Saillans, *Vologatæ* et *Cambono*, des stations ou auberges (*mansiones*) à Aouste, Luc et *Mons Seleucus*, sans parler de la cité de Die.

Où se trouvait le relai de *Bologatæ* ou *Vologatæ* ? Danville penche pour Lesches, sur un plateau élevé, « dont le nom, dit-il, n'est pas absolument altéré », Sanson opine pour Rochebriane, et M. de Vérone, pour Beaurières.

M. Long, qui connaissait mieux le pays, propose les Boulignons, réunion de 2 ou 3 maisons sur la route nationale, à 8 kilom. 733 mètres de Luc. De *Bologatæ* à Boulignons, la filiation philologique, on en conviendra, est bien moindre que de *Bologatæ* à Lesches ; mais la distance donnée par l'Itinéraire de Bordeaux à Jérusalem, de 9 milles de Luc (12 kilomètres) est trop faible et celle de Beaurières un peu trop forte.

D'où il est permis de conclure que le relai devait se trouver entre les deux.

Il est inutile d'insister en faveur de Lesches, bien que des médailles romaines y aient été recueillies et que son étape existe depuis longtemps. Un détour si considérable ne serait pas justifié.

M. Long s'est pourtant montré favorable à cette opinion, par la raison qu'on ne trouve à Beaurières aucun vestige d'antiquités. Mais ce savant antiquaire mentionne des médailles d'Auguste et d'Alexandre Sévère, découvertes en 1841 près du Col de Cabre, des anneaux, des lacrymatoires, des pots de terre contenant des os calcinés, un petit vase en verre, quatre fibules en bronze, etc.

De Beaurières au col de Cabre, la distance à vol d'oi-

seau n'est pas grande, et l'*Itinéraire de Bordeaux à Jérusalem* dit précisément au relai de *Bologatæ*, *inde ascenditur Gavra mons* (de là on gravit le mont de Cabre). — Peut-on régulièrement traduire *Gavra mons*, sinon par col de Cabre ? *Capra* en latin, cabre en roman et chèvre en français. Le *C* a remplacé le *G* et le *B* le *V* des copistes, et tout s'explique.

Enfin, un habitant fort intelligent de Beaurières, en fouillant le sol voisin de la chapelle de Notre-Dame d'Auton, ruinée pendant les guerres du XVI^e siècle, vient d'y découvrir des pots de terre contenant des os calcinés ainsi que des sépultures. La voie romaine passait-elle près de là, en suivant, moins le tunnel, la direction du chemin de fer actuel ? Il y a là une question à éclaircir, et il serait bien à désirer que tous ces vestiges du passé fussent recueillis avec soin et conservés dans la belle mairie neuve de Beaurières.

Les archéologues, en les étudiant, pourraient se convaincre de la situation vraie de *Bologatæ*.

Quant aux Boulignons, voisins des *Tours* en ruines, rappelant le chef-lieu du mandement de Thorane, Tourane, Turenne, et à Rochebriane, paroisse disparue en 1442 dans le lac de Luc et remplacée par St-Cassian, ils font partie de Beaurières ; mais ils sont trop éloignés du col de Cabre.

L'opinion qui fait suivre la Drôme jusqu'à la Bâtie-des-Fonts ne paraît pas soutenable, à cause de la distance de ce lieu à Luc, dépassant 24 kilomètres.

A. LACROIX

CHRONIQUE

M. Roger Vallentin veut bien nous communiquer, en attendant une étude plus complète, une note sur 60 pièces d'or récemment découvertes au Buis, ainsi réparties : ducs de Savoie, 15 ; — République de Gênes, 2 ; — ducs de Modène et de Ferrare, 4 ; — ducs de Mantoue, 7 ; — duc de Florence, 1 ; — Paul III, pape, 3 ; — Pie V, pape, 1 ; — Grégoire XIII, pape, 2 ; — Sixte-Quint, pape, 1 ; — doges de Venise, 4 ; — duc de Reggio, 1 ; — Lucques, 2 ; — République de Genève, 5 ; — Milan, 1 ; — comtes de Correggio, 1 ; — François I^{er}, roi de France, 1 ; — rois d'Espagne, 8.

OUVRAGES REÇUS DU MINISTÈRE :

Journal des Savants d'août et juillet 1894 ;

— *Romania*.

OUVRAGES REÇUS DES AUTEURS :

Marquis de Boisgelin : *Les Castellane à Forcalquier*. — Aix, Makaire, 1894, br. in-12, 12 pp. — Le savant généalogiste nous fait connaître les branches de Moissac et Montaulieu et celle de Pierrerue, et l'indication de ses autorités permet de regarder son travail comme définitif.

— *Le Père Joseph*, par le P. Apollinaire (Dupont). — Nîmes, 1894, Gervais-Bedot, in-8°, 47 pp. — François du Tremblay, en religion le P. Joseph, vient d'être étudié avec un grand talent et un grand savoir par M. Fragniez. La brochure du P. Apollinaire rend pleine justice à cet historien aussi impartial que sûr de son sujet.

— Maurice Faure : *Le Félibrige de Paris et Sextius Michel*, à propos de la *Petite Patrie*, causerie en langue d'oc, avec une traduction littérale. — Avignon, 1894, V^e Roumanille, 24 pp. in-12. — C'est une composition gracieuse et poétique.

— *Libertés de Châteauneuf-du-Rhône et de Montpensier*, par M. l'abbé Fillet. — Paris, Leroux, 1894, 11 pp. in-8°.

— Du même auteur : *Ponce de Montlaur, seigneur de Montlaur, d'Aubenas*, etc. (Ardèche) (1215-1296). — Privas, Imprimerie Centrale, 1894, 16 pp. in-8°. — Le testament de ce seigneur du Vivarais renferme de curieux détails.

— A. M. de Francieu : *M. Revenaz et M. Guillabert, guilotinés à Grenoble le 26 juin 1794*. — Grenoble, Baratier et Dardelet, 1894, 6 pp. in-8°. — Chaleureuse allocution.

— *Une Extradition au XIV^e siècle*, par Ferd. Gauduel. — Grenoble, Imprimerie Centrale, 1894, 23 pp. in-12. — Récit des démarches faites auprès du duc de Savoie pour l'extradition d'un assassin de Vézeronce.

— Du même auteur : *Les Châteaux et maisons-fortes du Viennois et de la terre de La Tour pendant la féodalité. — Antouillet dans le mandement de Veyssilieu (canton de Crémieu)*. — Bourgoin, Rabilloud, 1894, 16 pp. in-8°. — La famille de Beaumont d'Autichamp a possédé le château d'Antouillet, près Panossas et, après elle, la famille de La Poype. Ces études particulières rendent de grands services à l'historien.

— *Voyage fantaisiste et sérieux à travers l'Ardèche et la Haute-Loire* (par le docteur Francus). — Le Puy, 1894, Prades-Freydier, in-12, 381 pp. (1^{er} volume).

M. Mazon ne connaît pas seulement l'histoire des pays qu'il visite, il sait encore les animer par des événements inattendus et par des personnages intéressants. Dans ce volume, son roman de l'ingénieur est habilement conduit et fort émouvant.

— *Mon âme est immortelle*, par le Père Hubert Meunier, de la Société de Marie. — Toulon, 1880, Laurent, broch. de 62 pp. in-16. — Dissertation savante et bien écrite.

— *Documents inédits pour servir à l'histoire de la Révolution. Lettres inédites du général Fontbonne au représentant du peuple Saint-Prix publiées avec une notice et des notes*, par Humbert de Soubeyran de Saint-Prix. — Lyon, 1893, Mougin-Rusand, 80 pp. in-8°.

Alexandre-Louis de Fontbonne, né à Etoile le 13 juin 1750 et mort assassiné dans la forêt de Lestrelle le 9 avril 1796, n'avait pas eu encore de biographie. Comme compensation, M. de Saint-Prix nous donne un aperçu de sa carrière militaire et surtout ses lettres intimes, où l'homme droit, le vaillant soldat et le vrai patriote se révèlent à chaque ligne. Cette réhabilitation honore le jeune magistrat qui a su la présenter avec un réel talent.

— *Projet d'un chemin de fer à voie normale de Valence à Crest*. — Valence, 1894, Granger et Legrand, broch. de 21 pp. in-8°.

Les arguments développés dans ce travail ne manquent ni d'exactitude, ni de vérité ; seulement, ils sont produits un peu tard. Lorsqu'on discutait le choix de Loriol ou de Livron, le moment aurait été plus propice, mais alors nul n'y songeait, sauf Loriol. Il est à craindre que de longtemps la faute ne soit irréparable. Valence en devenant point central de ralliement avec les Alpes et les Cévennes aurait acquis une importance véritable, alors que Livron n'a pu encore profiter de sa situation. Espérons avec l'auteur un retour de fortune pour notre ville.

— *Etat au 31 décembre 1893 de la collection des inventaires sommaires des archives départementales, communales et hospitalières*. — Paris, 1894, Bouillon, broch. de 39 pp. in-8°.
— La Drôme a 5 vol., les Hautes-Alpes 2, l'Ardèche 1, l'Isère 2 pour les archives départementales ; l'Isère 2 pour les ar-

chives communales et 1 pour les archives hospitalières; la Drôme, quelques feuilles de l'inventaire de l'hôpital-hospice de Romans.

— *Cartulaire lyonnais, documents inédits pour servir à l'histoire des anciennes provinces de Lyonnais, Forez, Beaujolais, Dombes, Bresse et Bugey, comprises jadis dans le PAGUS MAJOR LUGDUNENSIS*, recueillis et publiés par M.-C. Guigue, membre de l'Académie de Lyon. — Lyon, 1893, Association typographique, 2 vol. in-4° de 686 et 756 pp.

De semblables publications honorent les éditeurs et assurent à l'histoire d'importants documents.

— *Société des Antiquaires de Picardie. Album archéologique*, 6°, 7° et 8° fascicules. — *La Picardie historique et monumentale*, I., Amiens. — Splendide publication.

En visitant les archives communales, souvent placées dans la salle d'école, j'ai pu remarquer des commencements de musées locaux. C'était là certainement une idée excellente. Par malheur, on a voulu y introduire toutes sortes d'objets, au lieu d'y placer d'abord les fossiles, les instruments des âges préhistoriques et les monnaies, anneaux, poteries, etc. de l'époque romaine, recueillis dans la commune. Là cependant réside le caractère unique d'utilité réelle de ces créations, car l'étranger, l'archéologue et l'historien auraient le plus grand intérêt à trouver réunies les curiosités naturelles et les antiques de chaque localité. Ne serait-ce pas, au surplus, un excellent moyen d'enseigner l'histoire du passé, si mal connue généralement ?

A. LACROIX.

ERRATA

Dans l'article *Poids trouvé à Mureils* (10^e livraison, p. 241, ligne 14, lire les *deux lettres LB* AU LIEU DE LL., et ligne 3. lire *la route de St-Vallier à Roibon* AU LIEU DE St-Vallier à Romans.

SÉANCE DU 13 AOÛT 1894

PRÉSIDENCE DE M. BRUN-DURAND

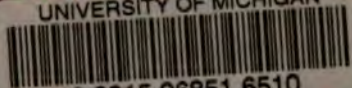
Lecture est donnée de la circulaire de M. le Ministre de l'Instruction publique relative au Congrès des Sociétés savantes de 1895, et les membres présents reçoivent chacun le programme des questions qui y seront traitées. MM. de Gallier et Vallentin s'excusent par lettres de ne pouvoir assister à la séance.

M. Brun-Durand, qui s'occupe avec zèle d'une *Biographie* de la Drôme, fait connaître un Crétois assez illustre en son temps pour avoir obtenu son portrait en porcelaine de Sèvres; il s'appelait Lafarge et créa une tontine de son nom, dont la Révolution arrêta l'essor. Les renseignements inédits donnés sur ce personnage oublié sont écoutés avec plaisir et promettent à l'œuvre entière un véritable succès.

Vient ensuite une communication du Secrétaire relative à Jean de Montluc, évêque de Valence, chargé par le roi, le 29 août 1576, d'assurer l'exécution de l'édit de pacification du mois de mai de la même année.

Après différentes communications et discussions intéressantes par MM. Charles Mossant et Brun-Durand, sur l'industrie dans la Drôme avant 1790, la séance est levée.

UNIVERSITY OF MICHIGAN



3 9015 06851 6510

